

par Jacques Michel

PARI GAGNÉ POUR M. PAPANDRÉOU

Nette victoire des socialistes aux élections en Grèce

Continuité

Lorsqu'ils avaient, en 1981, porté les socialistes au pouvoir, les Grecs rompaient avec une tradition de domination de la droite jusque-là dominante en cent cinquante ans d'indépendance. Ils manifestaient à leur sens de la démocratie, laquelle se nourrit d'alternance. En renouvelant, fin-juin, leur confiance à M. Papandréou, ils ont confirmé, sans compter faits et rebuts, une préférence politique.

Le bilan économique et social de trois ans et demi de socialisme grec était pourtant loin d'être glorieux. Ni le chômage ni l'inflation, ces deux cancéres de la plupart des économies contemporaines, n'ont été réduits. Et la production n'a pas connu le décollage promis.

Il faut donc chercher ailleurs les raisons de la victoire du PASOK. Ce peuple de paysans et de marins a apparemment perdu le goût de l'instabilité au sommet de l'Etat, source de tentations pour les voisins et de crises, parfois violentes, à l'intérieur. Or, paradoxalement, peut-être, les socialistes semblaient de ce point de vue offrir une meilleure garantie : la Nouvelle Démocratie n'entendait-elle pas, en cas de succès, contester le mandat (il est vrai contestable) du président de la République élu en mars par la gauche, M. Sartzetakis ? La continuité, dans cette phase délicate, c'était dès lors le PASOK.

En second lieu, les Grecs sont dans une éminente situation de repli sur le pré carré. Ils ont beau naviguer sur les cinq océans et compter des colonies d'émigrés jusqu'aux antipodes, ils n'en manifestent pas moins, présentement, dans leur tréfonds, une évidente absence de goût pour le grand large - européen et atlantique. En matière économique, ce sentiment a provoqué plus que de la réserve pour le programme d'ouverture proposé par M. Mitsotakis et ses amis conservateurs. Et, dans le domaine international, les diatribes de M. Papandréou contre l'impérialisme américain, soutien naguère de la justice des colonies, ont de toute évidence payé.

Confirmé dans son pouvoir, M. Papandréou va-t-il, durant ce deuxième mandat, mettre à exécution les menaces relatives aux quatre bases militaires américaines en Grèce, à l'OTAN, à la CEE, qu'il proférait déjà lors de sa campagne de 1981 ? Si le passé est garant de l'avenir, on peut augurer que non.

Le premier ministre n'a-t-il pas récemment annoncé qu'une période plus calme était en le point de s'ouvrir dans ses relations avec Washington et Moscou, en un raccourci bien révélateur de ses contradictions. « L'accord de coopération et de défense gréco-américain pour le retrait des bases » ? Il a également réaffirmé qu'il n'était pas question pour Athènes de quitter l'OTAN. Et tout cela, grec de la CEE est aujourd'hui exclu par les observateurs.

Les données de la géostratégie finissent toujours par prévaloir : pour la Grèce, la première des réalités dans ce domaine est la proximité d'une Turquie plus peuplée, mieux armée qu'elle, et volontiers offensive comme on l'a vu en 1974 lors de l'invasion du nord de Chypre. Les Etats-Unis honnis ont beau pencher vers Ankara pour des raisons stratégiques évidentes, ils demeurent encore le meilleur rempart d'Athènes contre les « ennemis héréditaires » de la mer Egée. Reste à espérer, pour l'avenir d'une Méditerranée orientale qui ressemble fort aujourd'hui à un baril de poudre, que les dirigeants turcs sauront faire preuve de la « même compréhension » face aux focades de M. Papandréou que ses autres alliés atlantiques. Sinon le pire serait à craindre.

Alors que la quasi-totalité des bulletins avaient été dépouillés, le Parti socialiste était assuré, lundi matin, d'une nette victoire aux élections législatives qui ont eu lieu le dimanche 2 juin en Grèce. En dépit d'une certaine érosion de son électoral, le PASOK de M. Andréas Papandréou recueille en effet plus de 46 % des suffrages, contre 40,7 % à son principal adversaire, la Nouvelle Démocratie dirigée par M. Mitsotakis.

Selon ces pourcentages, les socialistes obtiendraient cent soixante et un sièges au nouveau Parlement, soit une majorité absolue permettant à M. Papandréou de gouverner sans alliances. Cent vingt-cinq sièges reviendraient à la Nouvelle Démocratie, treize au Parti communiste prosoviétique et un au PC dit « de l'intérieur ».

Aux précédentes élections législatives, en 1981, le PASOK avait obtenu 48,07 % des voix et 172 sièges, la Nouvelle Démocratie 35,87 % et cent quinze sièges.

(Lire en page 3 l'article de notre envoyée spéciale CLAIRE TRÉAN.)

UN ENTRETIEN AVEC M. GANDHI

L'Inde n'exclut pas de se doter de l'arme nucléaire

M. Rajiv Gandhi sera l'hôte officiel de la France du 6 au 10 juin et rencontrera à plusieurs reprises M. Mitterrand.

Dans un entretien accordé au Monde le 30 mai à New-Delhi, le premier ministre indien déclare que « le Pakistan est très près d'avoir l'arme nucléaire, s'il n'en a pas déjà une ». Il ajoute que l'Inde n'exclut pas de prendre une décision analogue.

« Vous sept mois que vous êtes à la tête de l'Inde. Comment vous adaptez-vous à votre fonction ? »

« Je ne vois pas de différence entre ce travail et un autre. Quoi que vous fassiez, vous devez le faire avec la même conviction. Tout ce que j'ai fait dans ma vie, je l'ai fait à fond. »

« Faut-il accorder une signification particulière au fait que vous ayez choisi l'URSS pour votre premier voyage à l'étranger ? »

« Non, je crois que ce sont les Soviétiques qui m'ont invité les premiers, c'est tout. »

« Quels sont vos principaux problèmes à l'intérieur ? »

« Ils sont de deux ordres : le premier a trait à notre développement, le second à la vie politique. D'une certaine manière, ils sont liés car, sans stabilité politique, il n'y a pas de développement soutenu. Sur le plan politique, nous avons le pro-

blème sikh au Pendjab. Il y a quelques mois, on s'est demandé si le pays n'aurait pas s'atomiser. On s'aperçoit aujourd'hui qu'il a bien résisté. D'une certaine manière, il est même sorti renforcé de l'épreuve. Au Pendjab, je pense que nous allons de l'avant. L'enlèvement sans doute, mais l'Akali dal (principal parti des sikhs), pour la première fois, est sorti de son silence, a condamné certaines violences et a même eu le courage de dénoncer les extrémistes. C'est un pas positif. Je suis optimiste, mais il faudra du temps... »

Propos recueillis par JACQUES AMARIC et PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 4.)

PAGE 17 : LA POLITIQUE DE MODERNISATION DE M. GANDHI par GÉRARD VIRATTE

Une étape dans la vie du Monde

par ANDRÉ FONTAINE

La semaine dernière a marqué une étape importante dans l'histoire de notre journal : il a en effet été décidé, pour la première fois, de procéder à une augmentation de capital impliquant un recours à des apports extérieurs. Cette décision ne constitue pas à proprement parler une surprise, puisqu'elle figurait au programme de la direction mise en place le 21 janvier dernier. Restait tout de même à en approuver les modalités et à cautionner du même coup le plan de redressement dans le cadre duquel elle s'insérait. C'est ce qu'ont fait successivement, à de très larges majorités, les trois sociétés de personnel associées à la propriété du Monde, puis, à la quasi-unanimité, l'assemblée générale extraordinaire de la SARL éditrice.

La condition sine qua non du redressement, nous l'avions dit au début, c'était une forte réduction de la masse salariale, seul poste, ou presque, dans les charges de l'entreprise qui ne varie pas en stricte proportion de la diffusion ou de la publicité. L'objectif d'une réduction globale de 10 % a été atteint.

Toutes les catégories du personnel ont pris leur part des sacrifices demandés, et certains de ses membres, notamment parmi les plus anciens, bien plus que leur part. Il faudrait être singulièrement ingrat pour ne pas les en remercier. Plus de cent dix employés et cadres administratifs ont choisi le voie qui leur était ouverte du départ volontaire. Enfin, aux termes d'un accord conclu le 24 mai avec le Comité intersyndical du Livre parisien CGT, les effectifs des ouvriers et des cadres techniques vont être très sérieusement diminués.

On lira plus loin les détails de ces votes, ainsi que ceux des mesures arrêtées et en préparation. Dès maintenant, nous pouvons envisager avec plus de sérénité un avenir qui, à la fin de l'année dernière, paraissait singulièrement sombre. Le calme des débats de ces derniers jours comme l'ampleur des majorités qui ont été rassemblées montrent en effet que, pour le Monde, le temps des déchirements et des crises est révolu.

(Lire la suite page 16.)

LA BATAILLE DES CAMPS PALESTINIENS DE BEYROUTH

Guerre sans merci dans les ruines

De notre envoyée spéciale FRANÇOISE CHIPAUX

Beyrouth. - Miliciens d'une extrême nervosité, ruines fumantes, familles apeurées fouillant les gravats à la recherche d'un maigre butin : le camp palestinien de Sabra, tombé jeudi soir 30 mai aux mains de la milice chiite Amal et de la 6^e brigade de l'armée qui lui est inféodée, semble avoir subi un violent tremblement de terre. Tout autour de la rue Douk, artère commerçante et dernier bastion de la résistance, toutes les maisons sont éventrées ou réduites à des blocs de pierre dans lesquels s'enchevêtrent poutrelles métalliques, fils électriques arrachés, débris de meubles et lambeaux de linge.

L'assaut de vieillards, vaste bâtiment blanc qui commande l'entrée de la rue, est noté par les flammes, comme la mosquée dans ou l'hôpital Gaza, occupé aujourd'hui par l'armée et devant lequel stationnent deux blindés. L'armée est omniprésente aux portes du camp, investi par les miliciens qui surveillent les allées et venues des familles. Certains chargent dans les coffres des voitures ce qui reste de leurs affaires pour fuir vers d'autres lieux. Les plus démunis traînent de lourds sacs remplis d'un bric à brac indescriptible. Courbé sous son fardeau, un vieil homme porte son réfrigérateur sur le dos, tandis qu'une femme en foulard blanc, un sac rouge à son bras, escalade des monticules de pierres pour en extraire une lampe de cuivre, tout ce qui lui reste. Le long des rues transformées en mares boueuses par l'explosion des canalisations d'eau, les carcasses calcinées des voitures se succèdent. Dans une rue transversale, trois Libanais gardent leurs maisons contre les pillards. Sur une petite porte de fer verte, un papier collé à la hâte indique : « Maison de Khaled, Libanais qui est dans le Sud. » Moins prévoyant, le voisin retrouvera sa maison propre mais entièrement vidée de tous ses biens. La porte entrouverte est ébranlée par les coups de crosse qu'il a fallu donner pour la défoncer.

Une odeur pestilentielle plane sur le camp. Dans un terrain vague, au pied de la carcasse d'un manège pour enfants, le cadavre d'un cheval gonfle au soleil. Partout sur les murs encore debout, les miliciens ont planté les emblèmes d'Amal.

Deux jours après la chute de Sabra, des francs-tireurs palestiniens embusqués dans les ruines, maintiennent une résistance. Au grand carrefour du camp, près de la mosquée, quelques minutes après qu'un groupe de miliciens surexcités a, pour le quinzième fois, vérifié que nous n'avions pas d'appareils photographiques, l'un d'eux a été atteint à la cuisse par une balle. La grande rue qui traverse Sabra n'est pas sûre, et les rares personnes qui s'y aventurent rasent les murs. A quelques centaines de mètres retentit le bruit sourd des explosions autour de la mosquée de Chatila, dernière poche de résistance de ce camp, dans lequel se trouveraient toujours 72 blessés.

Au seizième jour de bataille, le bilan des provisions des victimes s'établit, de source policière, à 502 morts et 2 035 blessés. Encore ces chiffres ne prennent pas en compte les victimes qui ont pu être transportées hors des camps. Selon des organisations humanitaires, 40 cadavres de Palestiniens ont

encore été sortis des décombres de Chatila dimanche, et 40 autres auraient, selon des sources palestiniennes, été enterrés ce même jour à Chatila, dont les corps de 20 enfants qui mourraient avoir succombé au choléra. La situation sanitaire est aussi très préoccupante au camp de Borj-Barajneh, le plus grand de Beyrouth, toujours assiégé. 32 blessés ont été évacués par le CICR, samedi, et 29 dimanche après d'épuisantes négociations.

Il a fallu, en effet, dimanche après-midi, au chef militaire d'Amal de la région, M. Akel Hamiyeh, user de son autorité et mener de longues palabres pour obtenir de ses hommes, miliciens et soldats confondus, qu'ils laissent pénétrer les neuf ambulances du CICR. Sous un soleil de plomb, ils étaient une trentaine à entourer les délégués du

CICR pour exiger, pour prix d'un laissez-passer, des nouvelles de six des leurs, prisonniers depuis lundi à l'intérieur de Borj-Barajneh. « Qu'ils crèvent tous ! hurle l'un d'eux. Les Palestiniens sont fous ! » « Donnez-nous vos combinaisons, propose un autre au chauffeur d'une ambulance, et c'est nous qui entrerons ! » Avant d'être enfin admise, chaque ambulance est fouillée entièrement, coffre et moeur. Les miliciens vont jusqu'à soulever les banquettes pour vérifier que le CICR n'apporte pas de médicaments ou d'aide à l'intérieur des camps. Même les secouristes sont soumis à la fouille.

Un lourd silence règne sur Borj-Barajneh, déchiré seulement de temps à autre par le cliquetement d'une rafale.

(Lire la suite page 2.)

LIRE

- 5. PÉROU
M. Alan Garcia proclamé président.
- 6. POLITIQUE
Le débat au sein de l'opposition.
- 11. ESPACE
Les Européens signent un accord avec la NASA.
- 12. ROLAND-GARROS
Henri Leconte : de l'inné à l'acquis.

Le Monde ÉCONOMIE

Vers une troisième crise de la sidérurgie française ?
par JACQUES LESOURNE
L'endettement du tiers-monde et la fièvre monétariste
par CHRISTIAN GOUX
La chronique de PAUL FABRA
(Pages 17 à 20)

AU JOUR LE JOUR

Jury

Dur métier que celui d'informer...

Les Français n'ont pas eu le droit de voir, dimanche, à la télévision, l'enquête sur le groupe Manouchian. Antenne 2 a renoncé à la diffuser, suivant en cela les avis de la Haute Autorité et du « jury d'honneur » réuni après les protestations du Parti communiste. « Désinformation », concluaient les jurés.

Lundi, « l'Humanité » a publié le début d'une longue interview du général Jaruzelski sur la situation en Pologne. C'est parce que les informations qu'elle contient ont été puisées à la meilleure source qu'on n'a pas jugé nécessaire, cette fois, de réunir un jury d'honneur avant publication.

BRUNO FRAPPAT.



LE CONTRAT SOCIAL LIBÉRAL

Philosophie et pratique du libéralisme
Serge-Christophe Kolm.

Liberté ! De ce principe, déduire ce que doit être la société.

« Moins d'État » : mais combien ? Où ? Quels droits, quels services publics, quelle politique, quelles solidarités, rendent chacun de nous le plus libre possible ?

Collection « Politique d'aujourd'hui »

(sous couverture illustrée en couleur) 416 pages - 95 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNER LE MONDE

étranger

PROCHE-ORIENT

La guerre du Golfe

RAIDS AÉRIENS IRAKIENS ET BOMBARDEMENTS IRANIENS

Bagdad et Téhéran ont vécu le week-end des 1^{er} et 2^e juin au rythme des raids aériens irakiens sur Téhéran et d'autres villes iraniennes et des bombardements, par missile ou par artillerie, contre Bagdad et plusieurs villes d'Irak.

Par quatre fois, samedi et dimanche, les appareils irakiens ont effectué des raids contre des villes iraniennes, dont trois contre Téhéran, alors que Bagdad était la cible d'un missile iranien, samedi soir, et que l'artillerie iranienne, selon Téhéran, poursuivait dimanche le pilonnage de villes frontalières irakiennes.

Les habitants de Bagdad, qui ont entendu l'explosion d'un missile vers 23 heures, n'ont pu localiser la chute de l'engin. Il s'agit du deuxième missile tiré contre la capitale irakienne en l'espace de cinq jours. Le premier avait touché Bagdad mardi dernier, et, pour la première fois, les autorités irakiennes avaient reconnu le fait. Samedi soir, la police en uniforme et de nombreux policiers en civil ont isolé tout le quartier du centre, dont l'accès a été interdit aux piétons et aux journalistes, tandis que des dizaines de véhicules de police, de pompiers et des ambulances se sont dirigés vers le centre en actionnant les sirènes.

De son côté, Bagdad a annoncé, samedi et dimanche, trois attaques aériennes contre l'aéroport de Mehrabad. Les observateurs à Téhéran ont confirmé que ce secteur de la capitale avait bien été attaqué, mais estiment que l'aéroport n'a pas été atteint. Deux bombes ou roquettes sont en revanche tombées sur des maisons, faisant quatre blessés. Dimanche, l'aéroport fonctionnait normalement après deux raids irakiens annoncés dans la nuit.

Selon Téhéran, l'aviation irakienne a également bombardé, dimanche, la ville d'Illam (centre-ouest de l'Iran) et fait une tentative contre Orumieh (Kurdistan).

D'autre part, les attaques de navires dans le Golfe par des avions manifestement irakiens, selon des sources maritimes indépendantes, ont repris cette semaine avec deux bâtiments touchés en l'espace de trois jours : le cargo ouest-allemand *Norasia-Rebecca*, mercredi dernier, et le porte-conteneurs baptisé pavillon panaméen, *Oriental Importer*, samedi matin. L'*Oriental Importer*, 14 285 tonnes de port en lourd, qui venait du port saoudien de Dammam et se rendait à Koweït, a été touché, samedi matin, à la poupe par deux roquettes, qui ont provoqué un incendie à bord. (AFP, AP.)

Guerre sans merci dans les ruines

(Suite de la première page.)

A peine les ambulances ont-elles pénétré à l'intérieur que les miliciens prennent position au débouché de la route pour guetter leur retour. « Il y a parmi eux des frères de prisonniers », affirme un responsable d'Amal pour expliquer cette haine. A peine la première ambulance revient-elle que c'est la curée. Les miliciens ouvrent brutalement les portes, insultent les blessés. Devant nous, deux hommes, dont l'un ne peut maintenir son bandage sanguinolent, sont brutalement arrachés du véhicule et poussés vers une jeep. Seule l'intervention d'un gradé, arrivé en extrême, leur évite d'être emmenés vers une destination que l'on devine. Un vieillard en pyjama - « il est cardiaque », dit timidement un secouriste à un soldat qui le bouscule - se recroqueville sur son siège, effrayé. Les miliciens exigent de voir tous les blessés avant que ceux-ci ne puissent être conduits vers l'hôpital de Choueifat, dans la montagne druze. Samedi, un Libanais qui avait été évacué à ainsi été intercepté. Dimanche, le « tri » se fait discret, à l'abri de tout regard. A leur arrivée à l'hôpital, la plupart des blessés, dont trois femmes et des enfants, hébétés, harassés, ne disent rien. Seul un homme, atteint le matin même d'une balle de M16 à la main, bérle la détresse de Borj Barajneh. « Nous n'avons plus rien, les morts se comptent par centaines, et chaque jour nous en enterrons entre vingt et trente dans des fosses communes. »

Blessés sans soins

Venu accueillir ces rescapés qui sont, suivant leur état, immédiatement envoyés vers les hôpitaux de la Bekaa ou à Saïda, M. Mamdouh Naoufal, membre du bureau politique du FDLP (Front démocratique de libération de la Palestine), précise que beaucoup de blessés sont encore sans soins. « De toute façon, dit-il, il n'y a qu'un médecin à l'hôpital de Borj Barajneh, qui manque de tout. On confirme de bonne source, qu'il en est bien ainsi et qu'un grand nombre de blessés meurent faute de soins. » Militairement, affirme M. Naoufal, la situation est difficile, mais meilleure qu'à Chatila, car il y a beaucoup de combattants et ils sont bien armés. Mais la situation devient intenable pour les civils.

Du côté d'Amal, on déclare vouloir éviter à tout prix de prendre Borj Barajneh. « Nous espérons

qu'une solution politique intervienne pour nous épargner cet assaut », nous a dit un responsable du mouvement. Un souci qui n'est sans doute pas seulement humanitaire. Car la milice chiite confrontée à son premier combat d'envergure, en seize jours de bataille, subit des pertes très sévères. Cent morts, a affirmé, samedi, M. Nahih Berri, chef d'Amal, mais les sources s'accroissent pour évaluer les victimes parmi les miliciens à près de quatre cents morts et un millier de blessés. La 6^e brigade, pour sa part, aurait eu une soixantaine de tués. Certains responsables d'Amal expliquent l'ampleur des pertes par l'expérience, l'indiscipline, le « cafoillage », parmi les combattants. « Il y a eu beaucoup d'erreurs militaires au début des opérations, reconnaît un responsable ébrite. Beaucoup de morts inutiles, les miliciens s'entre-fusillant sans le savoir. »

Un scénario ?

Une chose est sûre en tout cas, Amal n'aurait pu venir à bout de Sabra et de la plus grande partie de Chatila sans le secours de la 6^e brigade ébrite, qui, pour une fois, n'a pas eu de difficultés à obtenir renseignements, armements et munitions du secteur ébrite. L'ampleur des combats, qui durent toujours malgré le cessez-le-feu décrété vendredi unilatéralement par M. Berri « à la demande du président Assad et de la Syrie », a-t-il précisé, d'autre part surpris Amal, comme, dit-on, Damas.

Les chiites se défendent d'avoir engagé l'épreuve de force et accusent les Palestiniens d'avoir profité d'un incident pour « surgir de partout en armes » et expulser les miliciens chiites qui stationnaient à l'intérieur des camps. « Nous avions passé un accord avec Damas, il y a trois ou quatre mois, pour arriver à un consensus avec les Palestiniens sur le contrôle des camps », nous dit un responsable d'Amal.

Le scénario envisagé aurait été de déclencher des combats entre Palestiniens pro et anti-Arafat. Des armes auraient été livrées à cet effet peu avant le déclenchement de la présente bataille aux partisans d'Abou Moussa. Amal devait ensuite intervenir aux côtés des Palestiniens pro-Syriens avant de désarmer tout le monde. Ce scénario, à en croire certaines sources, aurait été approuvé par toutes les fractions libanaises, ce

qui rend aujourd'hui les chiites d'autant plus amers de se retrouver seuls dans la bataille. Leur rancœur vise en particulier le PSP (Parti socialiste progressiste druze) qui non seulement ne participe pas aux combats mais accueille et protège les Palestiniens réfugiés dans les zones qu'il contrôle.

Les choses se sont, en réalité, déroulées tout autrement, les Palestiniens refaisant leur nuit dans l'adversité. « Arafat nous a pris de vitesse et, se sentant menacé, a préféré déclencher immédiatement la bataille, à poursuivre le responsable, ce qui a eu pour effet de lancer Amal dans un bourbier, de provoquer un début de rupture entre Damas et les Palestiniens pro-syriens, un regroupement des pays arabes en faveur des Palestiniens, et de mettre à l'épreuve l'alliance syro-libyenne. Ce résultat, estime notre interlocuteur, ne durera pas car il est hors de question que l'on revienne à la situation d'avant juin 1982 quand les Palestiniens faisaient la loi au Liban. »

Dans une conférence de presse qu'il a tenue samedi, M. Nahih Berri a d'ailleurs violemment dénoncé le soutien des pays arabes aux Palestiniens avant de déclarer : « La sécurité des camps sera prise en charge par la légalité et les armes seront retirées des camps et livrées aux autorités. Nous refusons que les armes soient regroupées à l'intérieur des camps. Seuls les Syriens sont en mesure d'imposer la sécurité au Liban », a-t-il conclu. On voit mal de quelle marge de manœuvre peuvent disposer les Palestiniens pro-syriens pour échapper au pouvoir de Damas. « On a cru à un moment, reconnaît un responsable ébrite, qu'Arafat était le seul maître des camps, mais ça change et ses adversaires ont un rôle très important, aujourd'hui que Sabra et la plus grande partie de Chatila sont tombés. »

En attendant la concrétisation des accords conclus, entre les présidents Gemayel et Assad à Damas, Beyrouth, coupé en deux depuis près d'un mois, a de nouveau connu une nuit ponctuée d'explosions tout le long de la ligne de démarcation qui sépare les quartiers ouest (musulman) et est (chrétien). Enfin la « bataille des camps » menace de s'étendre à ceux du Liban-Sud et même à la ville de Tripoli, au nord du pays, où la milice de Cheikh Chaaban est allée aux fidèles de Yasser Arafat.

FRANÇOISE CHIPAUX.

LE CONFLIT LIBANAIS

M. Nahih Berri critique vivement Paris

De notre envoyée spéciale

Beyrouth. - La résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, appelant à un arrêt immédiat de tous les actes de violence contre les populations civiles du Liban, a été vivement dénoncée, samedi 1^{er} juin, par M. Nahih Berri, chef du mouvement chiite Amal, qui s'est montré particulièrement sévère à l'égard de la France.

« Nous déplorons l'attitude du Parti socialiste français appuyé par l'Egypte », a déclaré le dirigeant chiite, avant d'ajouter : « Nous pensons que la France ne se laisserait pas entraîner par de telles manœuvres. Une fois de plus, le socialisme français prouve qu'il n'est pas très loin du stalinisme. » Pourquoi, demande M. Berri, le Conseil de sécurité n'a-t-il pas été convoqué et la France n'a-t-elle pas agi avec autant d'enthousiasme lorsque de véritables massacres des nôtres ont eu lieu à Sabra et Zarieh ?

« Cette résolution est une très mauvaise chose pour la France », nous a dit, pour sa part, un responsable d'Amal. Au sein du mouvement chiite, où l'on dénonce « une campagne disproportionnée à Paris en faveur des chrétiens, il y a un mois », on interprète la résolution en faveur des Palestiniens comme une volonté de rééquilibrer les choses. Mais, comme le dit un dirigeant, « de toute façon, cela est toujours dirigé contre nous ». De plus, la nomination à d'autres fonctions de M. Wilbaux, « le seul ambassadeur de France à avoir réussi à garder une position à peu près équilibrée entre toutes les factions », est très mal accueillie. « Nous avons l'impression, depuis quelques semaines, que le travail de trois ans que nous faisons avec la France a été balayé », a poursuivi ce dirigeant d'Amal, avant de conclure : « Nous ne comprenons plus votre politique. » F. C.

UN COLLOQUE A PARIS

Le « droit à la différence » en Orient arabe

« Le droit à la différence pour plus de justice et de liberté » était le thème choisi par le colloque universitaire européen et libanais réuni à Paris, du 31 mai au 2 juin, à l'initiative du Centre d'études et de recherches sur l'Orient chrétien (CEROC) (1), en collaboration notamment avec le revue *Esprit* et le mouvement catholique Pax Romana.

Au-delà de généralités sur les « sociétés plurielles » qui éproouvent de plus en plus de difficulté à ne pas sombrer dans la violence interethnique, le colloque (Irlande du Nord, Inde, Sri-Lanka, Chypre, Éthiopie, etc.), les débats se sont vite centrés sur le cas particulier du Liban, pays qui avait cru longtemps avoir trouvé la recette pour faire en sorte que « chaque communauté puisse exprimer sa différence sans étouffer l'autre ».

On sait ce que les facteurs externes ont fait de cette fragile construction, unique en son genre en Orient arabe. Néanmoins, la plupart des intervenants ont estimé que les ruines des structures étatiques multiconstitutionnelles au Liban demeurent encore la référence politique ultime pour la majorité des citoyens de ce pays.

M. Theodor Hauf, directeur de l'Institut ouest-allemand Arnold-Bergsträsser (centre d'études spécialisé notamment sur le tiers-monde) a souligné que la montée d'un fondamentalisme islamiste, acceptant la coexistence avec les chrétiens « mais seulement dans l'inégalité juridique et politique », de ceux-ci, risquait de compromettre les chances de redémarrage ou d'aménagement du « système pluriel dans l'égale », défendu par plusieurs des conférenciers libanais

(professeurs Joseph Mafta, Boutros Labaki, Antoine Messarra, etc.).

Après avoir entendu M. Ibrahim Chébil, chrétien maronite de gauche, ayant toujours vécu en milieu chiite à Beyrouth jusqu'à ce qu'on l'empêche par la violence de célébrer Noël (il s'est alors exilé provisoirement en Allemagne), il y avait quelque chose de surréaliste à voir l'assistance débattre de la coexistence interethnique au moment où, pour les chrétiens du pays du Cédre, c'est plutôt un problème d'existence qui se pose.

« Il faut regarder la réalité en face », a déclaré M. René Remond, président de la Fondation nationale des sciences politiques, « aujourd'hui l'islam est intolérant mais personne ne veut le dire de peur d'être accusé de racisme ou de xénophobie ». M. Louis Petit, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, révéla, pour sa part, que le projet de « charte internationale sur la tolérance », en discussion depuis vingt ans, avait récemment été adopté par consensus du « droit de changer de religion » à la suite de pressions musulmanes et en dépit du précepte coranique : « Pas de contrainte en religion ».

Le mot de la fin appartient sans doute à une étudiante marocaine - l'un des rares participants musulmans avec le jeune écrivain algérien Slimane Zeghidour : « Après les chrétiens, ce seront les musulmans non intégrés qui risquent d'être victimes des fondamentalistes s'ils ne réagissent pas massivement pendant qu'il est encore temps, pour montrer qu'un autre islam est possible. »

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) CEROC-Chrétienté d'Orient, BP 761, 75123, Paris, Cedex 3.

Opération spéciale jusqu'au 30 juin 85.
Roulez tout l'été sans payer.



Du 15 mai au 30 juin 1985, vous pouvez acheter la Volvo de votre choix et partir sans payer ! En effet, votre premier versement sera repoussé à 90 jours après la date d'achat*. De quoi passer des vacances tranquilles.

* Sous réserve d'acceptation du dossier par Volvo Financement, département du Groupe CGI, 69, Av. de Floride, 97700 Morcen-En-Breuil.

VOLVO

75 - PARIS 5^e - Garage Soufflot, 179, rue Saint-Jacques - Tél. : 329.51.41 ■ 75 - PARIS 8^e - Volvo Paris, 138, av. des Champs-Élysées - Tél. : 225.60.70 ■ 75 - PARIS 13^e - Els Le Calvez, 6, rue Vulpain - Tél. : 535.98.69 ■ 75 - PARIS 16^e - Volvo Paris, 72-76, rue de Longchamp - Tél. : 727.47.37 ■ 75 - PARIS 16^e - Volvo Paris, 54-56, av. de Versailles - Tél. : 524.43.61 ■ 75 - PARIS 17^e - Volvo Paris, 112-114, rue Cardinet - Tél. : 766.50.35 ■ 75 - PARIS 19^e - Garage des Ardennes, 3-5, rue des Ardennes - Tél. : 203.30.75 ■ 75 - PARIS 20^e - Garage des Grands Champs, 58, rue des Grands Champs - Tél. : 373.73.62 ■ 77 - LAGNY-SUR-MARNE - Els Mouisset, Pomponne, 79, rue du Gal. Leduc - Tél. : 007.24.20 ■ 77 - VAUX-LE-PENIL/MELUN - Automobiles Paris Sud, 112, route de Nangy - Tél. : 437.80.43 ■ 78 - ELANCOURT - Elancourt Automobiles, Centre Artisanal des Quatre Armes, rue du Fonds des Rôches - Tél. : 062.00.76 ■ 78 - MANTES-LE-VALLE - M. Baris Automobiles, 51, route de Houdan - Tél. : 477.12.12 ■ 78 - PORT-MARLY - Royal Auto, 8, route de Saint-Germain - Tél. : 958.61.13 ■ 79 - SARTROUVILLE - Garage de l'Avenue, 140, rue Maurice Berteaux - Tél. : 913.49.92 ■ 91 - CORBEIL-ESSONNE - Garage Européen, 112, bd J.F. Kennedy - Tél. : 088.92.05 ■ 91 - MASSY - Garage Garbetta, 24, rue Garbetta - Tél. : 242.40.75 ■ 92 - CHATILLON-SOUS-BAUGNEUX - Garage Oust-Autos, 73, av. Marcel Cachin - Tél. : 655.37.37 ■ 92 - NANTERRE - Clemenceau Automobiles, 95-97, av. Georges Clemenceau - Tél. : 724.37.34 ■ 92 - NEUILLY-SUR-SEINE - Volvo Paris, 16, rue d'Orléans - Tél. : 747.50.05 ■ 93 - DRANCY-DRAE, 45, rue Marcelin Berthelot - Tél. : 831.40.32 ■ 93 - GAGNY - Garage du Lac, 15 à 19, av. du Château - Tél. : 330.48.78, Expo : 102, av. Paul-Vaillant-Couturier, Neuilly-sur-Marne - Tél. : 388.05.09 ■ 93 - SAINT-DENIS-LAPN, 45, bd Anatole-France - Tél. : 820.71.87 ■ 94 - CHAM - Garage Rousseau, 51, av. Aristide-Brand - Tél. : 665.74.51 ■ 94 - CHOISY-LE-ROI - Garage de Choisy, 73, av. d'Altortville - Tél. : 890.80.97 ■ 94 - NOGENT-SUR-MARNE - Garage Martineau, 156, bd de Strasbourg - Tél. : 876.62.66 ■ 94 - SAINT-MAUR-LA-VARENNE-SAINT-HILAIRE - Garage de l'Alma, 28, rue de l'Alma - Tél. : 885.89.89 ■ 94 - VILLEJUIF - B. Linder Automobiles, 10, rue Jean-Jaures - Tél. : 726.12.93 ■ 95 - MONTIGNY-LES-CORMELLES - Garage R.G., 19-25, bd Border - Tél. : 997.11.96 ■ 95 - PONTOISE - Sté Sogel, 10, rue Seré Depoin - Tél. : 032.55.55.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDAR 58572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauve (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, président, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Verdet

Correspondant en chef : Claude Salas.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

RP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 538 F

ÉTRANGER (par mandats)

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 390 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : deux semaines (ou plus) ; non abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 250 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$; Grèce, 80 dr. ; Hongrie, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 600 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 s. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 400 esc. ; Suède, 325 F CFA ; Suisse, 9 fr. ; Tchécoslovaquie, 100 Kč ; Yougoslavie, 110 d.

هكذا من الأصل

EUROPE

Grèce

EN DONNANT LA VICTOIRE A M. PAPANDRÉOU

Les électeurs ont surtout voulu faire barrage à la droite

De notre envoyée spéciale

Athènes. — On redoutait que les élections du 2 juin en Grèce ne débouchent sur un résultat confus. Il est clair, en-dehors de toute attente, que la Grèce a choisi de poursuivre la première expérience socialiste de son histoire, engagée il y a trois ans et demi avec l'arrivée au pouvoir de M. Papandréou. A peine un tiers des résultats était-il connu que déjà les sympathisants du PASOK (le Parti socialiste) envahissaient bruyamment les rues d'Athènes et que M. Papandréou se félicitait de son « triomphe ».

La tendance, en effet, était nette : devant de cinq points environ le parti de la Nouvelle Démocratie, le PASOK était assuré de la majorité absolue au Parlement.

Le premier ministre, qui n'est pas homme à composer, n'aura pas à solliciter l'appui des communistes, une situation qu'il s'était refusé à envisager publiquement et qui n'aurait vraisemblablement guère eu d'avenir. La Grèce a évité l'instabilité, et la démocratie, pour laquelle on est en droit de lui rendre hommage, a été renforcée. Le projet qui avait été celui de M. Papandréou lorsqu'il créa, en 1974, son mouvement socialiste pan-hellénique, à savoir promouvoir une gauche non communiste apte à gouverner de façon autonome, n'a pas été mis en échec.

« La droite, on sait ce que c'est »

Le chef du gouvernement avait centré toute sa campagne sur un seul mot d'ordre, « faire barrage à la droite », plutôt que sur une argumentation positive. Il mettait en garde contre le retour de l'oligarchie, de l'autoritarisme, et ses premiers commentaires sont allés dans le même sens, lundi à l'Anbe, lorsqu'il a salué « la grande victoire du peuple contre la réaction grecque et étrangère ». Cette tactique a payé. Ceux qui, depuis du socialisme ou plutôt du papandréisme, avaient été tentés de s'écarter vers les petits partis de gauche, et notamment vers le Parti communiste dit de l'intérieur, — le plus « occidental » sans doute des partis grecs — sont restés dans le rang. Devant les foules considérables rassemblées ces dernières semaines par la Nouvelle Démocratie, les contestataires ont finalement choisi de voter utile, c'est-à-dire pour le seul parti apte à faire barrage à la droite.

Le premier ministre disposait contre l'adversaire d'un slogan en

or : « La droite, on sait ce que c'est », scandé des milliers de fois par des milliers de personnes ces dernières semaines. Trois ans et demi, c'est peu, effectivement, pour faire oublier trente-cinq ans d'une droite répressive et le piètre bilan économique et social que la Nouvelle Démocratie, à bout de souffle, déchirée par ses querelles internes, coupée de la droite populaire, avait laissé derrière elle en octobre 1981.

Les efforts d'organisation et de mobilisation fournis par la Nouvelle Démocratie ces derniers mois se traduisent par une nette remontée par rapport au score de 1981. Rompant avec la rhétorique conservatrice classique, paternaliste et anticomuniste, M. Mitsotakis, qui dirige le parti depuis septembre 1983, avait tenté de le rapprocher des droites européennes, et c'est une des raisons pour lesquelles il avait consacré l'essentiel de son programme aux questions économiques. Mais ce programme, dénoncé par la gauche comme « réactionnaire » ou « thatcheriste », a sans doute fait reculer bon nombre d'électeurs en dépit de quelques promesses démocratiques de M. Mitsotakis, comme celle de supprimer les taxes sur les voitures.

La personnalité même de M. Mitsotakis n'a peut-être découragé, d'autre part, des transferts d'électeurs plus importants du PASOK vers son parti. M. Papandréou avait fait de ce duel une affaire personnelle et il n'a pas ménagé ses attaques contre cet adversaire qu'il n'hésitait pas à qualifier publiquement de « traître ». Une allusion à ce jour de 1965 où M. Mitsotakis, membre de l'Union du centre, avait pris fait et cause pour la monarchie contre le gouvernement de M. Georges Papandréou (le père d'Andréas) et provoqué sa chute en quittant ce parti, avec quelques autres députés, pour rejoindre la droite. La presse s'en est mêlée, certains journaux mettant en doute le passé de résistant de M. Mitsotakis, d'autres lui reprochant des tractations assez louches alors qu'il occupait des postes ministériels, économiques et techniques, dans différents gouvernements de droite. Mais, surtout, l'opinion grecque était au fait des inimitiés que l'on nourrissait contre lui à l'intérieur même de la Nouvelle Démocratie. Pour des secteurs entiers de son parti, néo-démocrates purs souche ou membres d'une droite dure qui,

elle aussi, à ses barons, M. Mitsotakis n'était encore qu'un transfuge du centre, un homme qui a trahi. Fût-ce pour la rejoindre. L'appel lancé samedi soir par M. Caramanlis, trop tardif, trop peu clair, venant d'un homme dont il est de notoriété publique qu'il déteste M. Mitsotakis et réciproquement, n'était guère crédible.

Des acquis

S'ils ont voté d'abord contre la droite, les Grecs ont aussi voté pour les acquis de trois ans de gouvernement socialiste. Sur le plan économique et social, c'est dans la zone rurale que ses progrès ont été les plus manifestes. Les campagnes grecques, restées pendant si longtemps de tradition conservatrice, sont désormais les plus fermes soutiens de M. Papandréou. Les subventions de la Communauté européenne ont joué leur rôle dans l'affaire, mais également la présence à la tête du ministère de l'Agriculture d'un homme qui est sans doute la personnalité la moins contestée de ce régime, ainsi que les efforts faits dans le domaine social pour améliorer la condition des paysans et accompagner un développement rural dont nul auparavant ne s'était jamais soucié. Les villes, en revanche, frappées plus directement par le chômage et l'inflation, ont donné leurs faveurs à la Nouvelle Démocratie.

Contrairement à ce que l'on avait pu penser en mars, le coup de force, par lequel M. Papandréou a provoqué la démission de M. Caramanlis de la présidence de la République, n'a pas été sanctionné par les électeurs. Dès lors qu'il était élu, M. Sarizelis, le nouveau président de la République, une personnalité au-dessus de tout soupçon, avait conquis aux yeux des Grecs une légitimité sur laquelle il n'était plus question de revenir. L'une des erreurs majeures de M. Mitsotakis aura été d'avoir réclamé, au début de sa campagne, une personnalité au-dessus de tout soupçon, pour le nouveau président de la République.

L'opération menée en mars par M. Papandréou a sans doute contribué, en fait, à resserrer les rangs au sein de son électorat. Elle ne lui a guère permis, cependant, de mener une large partie de son chef, ses favoris, ses répudiés, une personnalité au-dessus de tout soupçon, pour le nouveau président de la République. L'opération menée en mars par M. Papandréou a sans doute contribué, en fait, à resserrer les rangs au sein de son électorat. Elle ne lui a guère permis, cependant, de mener une large partie de son chef, ses favoris, ses répudiés, une personnalité au-dessus de tout soupçon, pour le nouveau président de la République.

Les mains libres

M. Papandréou a donc, ce lundi, les mains libres. Pour la stabilité des institutions grecques, c'est une chose appréciable, mais nombreux sont ceux qui, même à gauche, se demandent aujourd'hui avec une certaine inquiétude si la victoire n'est pas trop belle pour un homme à qui ils reprochent d'user du pouvoir comme de sa propriété personnelle. Le régime de M. Papandréou se définit plutôt par la personnalité de son chef, ses favoris, ses répudiés, une personnalité au-dessus de tout soupçon, pour le nouveau président de la République. L'opération menée en mars par M. Papandréou a sans doute contribué, en fait, à resserrer les rangs au sein de son électorat. Elle ne lui a guère permis, cependant, de mener une large partie de son chef, ses favoris, ses répudiés, une personnalité au-dessus de tout soupçon, pour le nouveau président de la République.

La seule mesure qu'il a annoncée pour l'instant M. Papandréou est la constitution d'un gouvernement plus restreint (une vingtaine de membres au lieu des cinquante du précédent cabinet) qui devrait contribuer à une meilleure efficacité. Dans le domaine économique, un conseiller de M. Papandréou affirmait dimanche soir qu'il n'est pas question, même après les élections, d'en venir à une politique d'austérité. On continue de tabler, disait-il, sur l'encouragement aux petites et moyennes entreprises et sur l'investissement public qui, espère-t-on, devrait permettre à la Grèce d'atteindre en quatre ans, et sans aggravation du chômage, un taux de croissance de 5 %.

Ces discours ne tiennent guère si l'on fait le bilan des trois dernières années : le chômage a augmenté ces derniers mois dans des proportions considérables, l'investissement

C. T.

Hongrie

Création d'un conseil national des Tziganes

Vienne (AFP). — Un conseil national des Tziganes a été créé, vendredi 31 mai, à Budapest. Affilié au Front populaire patriotique, structure unique qui accueille toutes les organisations politiques et les principales associations, ce conseil devra défendre les intérêts de la population tzigane, estimée à 320 000 personnes. Le conseil sera composé de « représentants de cette population et de spécialistes », selon l'agence officielle MTL.

Considérés comme un groupe ethnique, les Tziganes de Hongrie n'ont pas droit à l'appellation de « minorité nationale », contrairement aux Allemands, Slovaques, Slaves du Sud et Roumains.

[Les Tziganes de Hongrie, souvent victimes de l'antisémitisme et du mépris du reste de la population, sont dans une situation sociale et économique difficile. Mis à part les musiciens des orchestres de Budapest — la plupart d'entre eux constituant une sorte de sous-prolétariat, et les diverses initiatives prises pour tenter de régler certains aspects du problème (habitat, enseignement), n'ont guère réussi jusqu'à présent.]

Portugal

L'avenir de la coalition socialiste-social-démocrate est compromis

De notre correspondant

Lisbonne. — L'avenir de la coalition socialiste-social-démocrate au pouvoir depuis juin 1983 semble désormais très compromis. Réunies le 30 mai, les délégations des deux partis, dirigées respectivement par MM. Mario Soares et Cavaco Silva, ne sont parvenues à aucun accord sur la façon de « relancer l'activité du gouvernement ». Une nouvelle rencontre, en tête en tête, entre les leaders du PS et du PSD a eu lieu le vendredi 31. Depuis, les déclarations pessimistes se multiplient de part et d'autre.

Le malaise qui a toujours caractérisé les relations au sein de la majorité s'est accentué depuis l'élection en congrès, le 19 mai dernier, du nouveau président de la commission politique du PSD. Adoptant un langage extrêmement dur, M. Cavaco Silva, qui représente l'aile la plus conservatrice des sociaux-démocrates, a sévèrement critiqué le gouvernement qui, selon lui, entraîne le pays dans une situation chaque jour plus difficile. « On ne peut plus ajourner des décisions indispensables à l'amélioration des conditions de vie des Portugais », s'est-il exclamé à la télévision, le 28 mai.

Le nouveau leader du PSD exige notamment l'abrogation immédiate de plusieurs dispositions en matière agricole qui, aux yeux des socialistes (pourant très modérés sur ce thème), provoqueraient la reconstitution automatique des anciens grands domaines de l'Aleentejo au sud du pays. En outre, M. Cavaco Silva veut imposer l'adoption d'urgence d'une loi libéralisant les licenciements ; cette attitude est jugée excessive jusqu'à dans les syndicats proches du PSD.

Par-delà ces questions concrètes, c'est surtout l'approche de l'élection présidentielle, prévue pour le mois de décembre prochain, qui crée une tension entre les deux partenaires de la coalition gouvernementale. M. Cavaco Silva et ses amis ne cachent pas leur sympathie à l'égard de la candidature, annoncée en avril, de M. Freitas do Amaral. L'ancien chef des démocrates-chrétiens (CDS) se propose de regrouper toutes les forces politiques à droite du PS, finissant revivre ainsi l'« Alliance démocratique » qu'il avait constitué en 1976 avec feu Francisco Sá Carneiro, alors leader du PSD. Pour l'entourage de M. Cavaco Silva, cette nouvelle version de l'AD redonnait un rôle primordial dans la vie politique portugaise.

« En cas de victoire, affirme-t-on discrètement dans ses rangs, M. Amaral aurait la présidence de la République, et nous la présidence du gouvernement ».

Bon connaisseur du PSD — une formation qui, depuis le début de l'année, a déjà connu trois leaders et trois stratégies — le premier ministre, M. Mario Soares essaie de gagner du temps. Prudemment, le chef du gouvernement laisse à quelques personnalités de deuxième plan de son parti le soin de s'insurger contre « certaines déclarations irresponsables » de M. Cavaco Silva. Il pose une seule condition

préalable à une éventuelle discussion sur la politique agricole du gouvernement et sur la législation du travail : que le PSD déclare formellement respecter l'accord de gouvernement signé avec le PS en 1983 : en d'autres termes, les sociaux-démocrates devront s'abstenir de critiquer publiquement un exécutif dont, en fin de compte, ils font partie.

Des législatives anticipées ?

Pour la première fois, cependant, depuis qu'il est premier ministre, M. Soares ne semble plus écarter l'hypothèse d'une dissolution de l'Assemblée et la convocation d'élections législatives anticipées. Pourquoi cette évolution ?

Les conseillers de M. Soares, tout d'abord, ont observé que le parti rénovateur démocratique péfite. Or le PRD qui regroupe les sympathisants du président Eanes, était jusque-là présenté comme susceptible d'attirer une bonne partie de l'électorat du PS. La préparation du premier congrès du parti « faniste », qui aura lieu à la mi-juin, a fait apparaître de sérieuses fissures parmi ceux qui se réclament du pro-

jet politique progressiste de l'actuel chef de l'Etat. Par ailleurs, les divergences se manifestent aussi parmi les dirigeants du CSD ; notamment à propos de la candidature aux présidentielles de M. Freitas do Amaral. Enfin, la victoire de la tendance conservatrice au PSD effraye les plus modérés du parti, qui se considèrent comme les seuls « vrais sociaux-démocrates ».

Ce contexte d'incertitude chez les adversaires pourrait être propice au renforcement électoral des socialistes.

Mais le dernier mot en la matière appartient au général Eanes qui est, rappelons-le, le vendredi 31 mai, d'un voyage de onze jours en Chine, à Macao et en Yougoslavie. D'après la Constitution, le président de la République ne peut pas décreter la dissolution de la Chambre dans les six mois précédant la fin de son mandat. Cela signifie qu'une éventuelle décision à ce sujet devrait intervenir avant le 14 juillet prochain. C'est une décision pourtant très difficile car elle entraînerait nécessairement un retard dans la ratification par le Parlement du traité d'adhésion du Portugal à la Communauté européenne, qui sera signé le 12 juin à Lisbonne.

JOSÉ REBELO.

L'homme du paradoxe

De notre envoyée spéciale

Athènes. — Paradoxal Papandréou l'homme qui, depuis trois ans et demi axapère Washington est, sans le moindre doute, le dirigeant politique grec qui a les liens personnels les plus étroits avec les Etats-Unis. Mais il faut aussi faire le part de son équation personnelle dans le fait qu'il exprime la politique étrangère du gouvernement. Populaire, volontaire, théâtral, il a contribué à donner l'impression que la diplomatie de la Grèce était faite de slogans, de jugements à l'emporte-pièces et d'initiatives plus spectaculaires que testées de contenu.

C'est ce qui a permis à son adversaire conservateur, M. Mitsotakis, de l'attaquer avec verve, mais, on le constate aujourd'hui, sans beaucoup d'efficacité. Le leader de la Nouvelle Démocratie a dénoncé la « double langue » de M. Papandréou, déploré que le chef du gouvernement socialiste « ridiculise » la Grèce aux yeux des étrangers. Mais ses arguments ne portaient guère qu'après des milieux intellectuels, qui trouvent aux écart de M. Papandréou un côté par trop « oriental ». Au-delà du plus grand nombre, la politique du leader socialiste est populaire, car elle libère la Grèce de son complexe du petit pays trop longtemps dominé par des puissances étrangères et aujourd'hui encore en proie à un anti-américanisme débordant largement l'électorat « naturel » du PASOK.

La vérité, pourtant, est que l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981 n'a pas bouleversé de fond en comble les données de la diplomatie grecque. La pragmatisme a prévalu. M. Papandréou n'a pas mis ses slogans à exécution ni engagé le pays dans l'aventure.

un navire britannique qui participait à des manœuvres en mer Egée.

M. Papandréou, comment le nier, n'a pas le sens inné de la solidarité atlantique. Mais il faut aussi faire le part de son équation personnelle dans le fait qu'il exprime la politique étrangère du gouvernement. Populaire, volontaire, théâtral, il a contribué à donner l'impression que la diplomatie de la Grèce était faite de slogans, de jugements à l'emporte-pièces et d'initiatives plus spectaculaires que testées de contenu.

C'est ce qui a permis à son adversaire conservateur, M. Mitsotakis, de l'attaquer avec verve, mais, on le constate aujourd'hui, sans beaucoup d'efficacité. Le leader de la Nouvelle Démocratie a dénoncé la « double langue » de M. Papandréou, déploré que le chef du gouvernement socialiste « ridiculise » la Grèce aux yeux des étrangers. Mais ses arguments ne portaient guère qu'après des milieux intellectuels, qui trouvent aux écart de M. Papandréou un côté par trop « oriental ». Au-delà du plus grand nombre, la politique du leader socialiste est populaire, car elle libère la Grèce de son complexe du petit pays trop longtemps dominé par des puissances étrangères et aujourd'hui encore en proie à un anti-américanisme débordant largement l'électorat « naturel » du PASOK.

La vérité, pourtant, est que l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981 n'a pas bouleversé de fond en comble les données de la diplomatie grecque. La pragmatisme a prévalu. M. Papandréou n'a pas mis ses slogans à exécution ni engagé le pays dans l'aventure.

C. T.

LA RECHERCHE

inédit

LE SIDA ET SON VIRUS

Par Luc Montagnier de l'Institut Pasteur et son équipe :

Dans LA RECHERCHE de juin n° 167 EN VENTE PARTOUT 24 F.

OFFRE SPECIALE D'ABONNEMENT

Un an : 209 F au lieu de 264 F*

le souscrit un abonnement d'un an (11 n°) à LA RECHERCHE au prix de 209 F TTC

Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Je règle par : ☐ chèque ☐ mandat ☐ l'ordre de LA RECHERCHE

57, rue de Seine - 75280 Paris Cedex 06.

Abonnement Belgique : Soumillion, 28, Avenue Mossenoit - 1190 Bruxelles

* Prix de vente au numéro

ASIE

UN ENTRETIEN AVEC M. GANDHI

(Suite de la première page.)

- Pour commémorer l'assaut du Temple d'or par l'armée, en juin dernier, les sikhs ont décrété à partir de ce lundi une « semaine du génocide ». Vous attendez-vous à beaucoup de désordres ?

- Pas trop, mais nous nous sommes préparés au pire.

- L'armée restera-t-elle au Pendjab encore longtemps ?

- Jusqu'à ce que la situation se normalise. Nous avons à faire face à deux problèmes : d'abord celui du terrorisme, que nous devons traiter comme tel ; le second problème est politique. Avant l'assaut du Temple d'or, déjà, les extrémistes sikhs terrorisaient non seulement la population en général, mais aussi les dirigeants du parti Akali dal, qui n'osaient plus bouger. Voilà pourquoi il est important qu'ils s'expriment aujourd'hui, qu'ils ne se laissent plus intimider par des menaces.

Les insuffisances de la police...

- N'êtes-vous pas inquiet d'avoir de plus en plus recours à l'armée pour rétablir l'ordre, et cela pas seulement au Pendjab ?

- Oui, nous utilisons l'armée beaucoup trop souvent. Il faudrait que cela cesse. J'y suis fondamentalement opposé, et d'ailleurs l'armée aussi. Elle n'aime pas cela.

- Faudra-t-il alors revoir entièrement le fonctionnement de la police ?

- Cela pose problème, car la

police ne dépend pas du gouvernement central, mais de celui des États. Nous ne pouvons intervenir qu'indirectement en essayant de convaincre les autorités compétentes. Jusqu'à ces derniers temps, nous n'avions jamais eu un tel problème de maintien de l'ordre. Tout d'un coup, nous devons y faire face, et nous nous apercevons que notre police est insuffisante. Nous nous penchons sérieusement sur le problème.

... et celles du Parti du Congrès

- Pourquoi, élu premier ministre, avez-vous consacré vos responsabilités à la tête du Parti du Congrès ?

- Vous savez, le parti m'a fait président et premier ministre presque simultanément, je n'avais rien demandé.

- Mais maintenant, vous pourriez abandonner la présidence du parti ?

- Oui. La première chose que nous allons organiser, ce sont des élections à l'intérieur du parti (1). Jusque-là, je resterai président. Après, sera président celui que le parti choisira. Bien sûr, il nous faut d'abord remettre de l'ordre, réviser la liste de nos adhérents. Toutes les structures du parti sont pratiquement effondrées. J'espère que la réorganisation sera terminée avant le 31 décembre. Trois mois plus tard, nous commencerons le processus électoral.

- Le parti a vraiment besoin d'être réformé en profondeur ?

- Ah, certainement. Depuis les législatives de 1980, les gens se sont endormis sur leurs lauriers. Beaucoup de cadres sont entrés au gouvernement et il ne reste plus personne pour donner des impulsions.

- Quelles sont vos priorités économiques ?

- Sans entrer dans le détail, disons que nous avons d'abord, au cours des trente-cinq dernières

années, établi les fondations d'une nation moderne. Ce fut la première phase. Elle est terminée. Nous avons commencé à industrialiser le pays au début des années 50. On nous l'a beaucoup reproché, sous prétexte que nous étions avant tout un pays d'agriculture. Bien sûr, nos critiques avaient tort. Il fallait moderniser, former des gestionnaires, des techniciens, des ingénieurs, tout un réseau d'industries diversifiées.

- Quitte à abandonner le socialisme, comme on vous en accuse jusqu'à dans votre parti ?

- Oh, vous savez, on a aussi accusé en son temps mon grand-père (Nehru) de s'être écarté de la doctrine du mahatma Gandhi ! Que veut-on ? Que nous retournions à l'Inde du temps de Gandhi en matière d'industrialisation ? Il ne s'agit pas de s'écarter de ses enseignements philosophiques, bien entendu. Mais, si nous avions suivi les conseils de nos critiques en matière agricole, nous ne serions pas aujourd'hui autosuffisants. Nous en serions au niveau de l'Afrique, avec des millions de gens mourant de faim. Ici, nous avons subi deux ou trois grandes sécheresses au cours des cinq ou six dernières années, personne n'en a souffert. Ce résultat a été obtenu grâce à la mécanisation de l'agriculture, à l'usage des engrais, à l'électrification, bref à l'industrialisation.

Ouvrir le secteur nationalisé à la concurrence

- Vous allez donc ouvrir sur l'étranger votre économie ?

- Ça, c'est une autre affaire. Nous voulons réaliser le maximum par nous-mêmes. Jusqu'ici, nous avons financé la quasi-totalité de notre développement avec nos ressources. Nous ne souhaitons pas bouleverser notre stratégie.

- Vous pourriez pourtant emprunter beaucoup plus ?

- Oui, mais nous ne voulons pas affronter les problèmes de remboursement qu'ont certains pays. C'est trop dangereux. Cela ne veut pas dire que nous n'avons pas besoin de certaines technologies étrangères. Nous allons seulement concevoir nos demandes dans cinq ou six domaines particuliers, que nous souhaitons développer plus vite. Et nous nous adresserons aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest.

- On dit de vous que les concepts idéologiques - les notions de droite et de gauche - vous sont étrangers.

- Ces concepts n'ont plus aujourd'hui le même sens. Votre pays, par exemple, est à droite...

- M. Mitterrand est socialiste ?

- Non, je veux dire que votre pays est à l'Ouest. Et pourtant, vous avez un important secteur nationalisé. La Chine, pour prendre un autre exemple, se réclame d'un marxisme pur et dur et entreprend pourtant des réformes économiques que l'on pensait peu compatibles avec le marxisme. Même l'Union soviétique réfléchit à la manière de moderniser son industrie. Non, du point de vue économique, les notions de droite et de gauche ne sont plus valables. Même du point de vue politique.

A TRAVERS LE MONDE

Burkina

● ATTENTAT CONTRE UN CAMP MILITAIRE. - Trois soldats ont été tués et trois autres blessés lors d'une explosion d'origine criminelle qui a eu lieu, samedi 1^{er} juin, au camp militaire de Ouagadougou. Selon le ministre de la défense, le commandant Jean-Baptiste Lingani, l'attentat, qui s'est produit au dépôt de munitions du camp, est l'œuvre de spécialistes. - (AFP, Reuters.)

Népal

● ARRESTATIONS DE MILITANTS POLITIQUES. - Le mouvement de désobéissance civile déclenché par le Parti du Congrès pour réclamer le réta-

blissement du multipartisme au Népal a entraîné l'arrestation de quatre mille personnes, selon ses organisateurs. Les autorités, pour leur part, ne font état que d'un millier de personnes arrêtées, dont deux cents ont déjà été relâchées. - (AFP.)

Vietnam

● LA TENSION FRONTALIÈRE AVEC LA CHINE. - Deux cent quatre-vingt-huit soldats ont été tués, vendredi 31 mai et samedi 1^{er} juin, au cours d'attaques d'« empiètement » lancées par la Chine dans la province frontalière vietnamienne de Hoa Tayen, a affirmé, dimanche, l'agence vietnamienne d'information AVI. - (AFP.)

REJOINDRE L'ÉLITE

TOUTES PRÉPAS sciences-po

2 centres : Neuilly et Quarter latin

CEPES

57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly - Tel. : 745.09.19

L'Inde n'exclut pas de se doter de l'arme nucléaire

- Vous priez, vous ?

- Non, je ne prie pas. Tout cela pour vous dire que nous n'avons pas pour habitude d'adopter des points de vue très tranchés, nous nous adaptons. C'est à la fois bon et mauvais. Mais nous devons en tenir compte dans tout ce que nous faisons. Fondamentalement, nous, Indiens, nous ne travaillons que pour obtenir ce dont nous avons ardemment besoin. Il n'y a pas ici cet appétit d'accumuler qu'on trouve en Europe occidentale ou orientale.

- Socialiste ?

- Oui, c'est un socialisme adapté à l'Inde, à notre personnalité nationale et individuelle. Les Indiens sont très individualistes. On ne peut pas les rassembler en troupeau comme on le fait dans certains pays de l'Est et d'Asie. L'hindouisme est notre religion dominante mais, comme vous le savez, nous ne prions même pas ensemble.



Dessin de SZLAKMANN.

Une Australie chaque année

- Allez-vous poursuivre en démographie la politique entreprise par votre mère ?

- Non, je pense que nous devons faire beaucoup plus que ce qui a été fait jusqu'ici. Nous avons réduit ce taux de croissance, mais il est encore beaucoup trop élevé. Rendez-vous compte que nous produisons une Australie chaque année !

- Quelle est votre perception de l'Union soviétique ? La voyez-vous comme un modèle, comme l'ennemi de votre ennemi, la Chine ?

- Non, pas du tout. Je ne perçois d'ailleurs aucun pays comme un ennemi. Pas même le Pakistan. Je pense qu'on peut avoir de bonnes relations avec ce pays. Nos deux

nations auraient beaucoup à gagner si nous pouvions mettre un terme à nos frictions. Nous ne sommes ni ferions l'une et l'autre des économies d'achats d'armes, mais nous pourrions faire tant de choses ensemble... C'est la raison pour laquelle nous nous concentrons en ce moment notre diplomatie sur l'Asie du Sud.

- Pour en revenir à l'URSS, nous avons deux approches : l'une est géographique, l'autre économique. Que pouvons-nous apprendre de leur système économique ? Il présente incontestablement de très bons aspects. Mais il est impossible de gouverner l'Inde autrement que par la démocratie. Le pays écarterait. Nous pouvons apprendre d'eux, mais nous ne pouvons pas copier leur système.

- Nous essayons de ne pas nous conduire comme certains autres pays...

- Vous pensez à Israël ?

- Je ne cite personne.

- Établirez-vous un jour des relations diplomatiques avec Jérusalem ?

- Si Israël change d'attitude sur un certain nombre de sujets, oui. Pour l'instant, nous pensons qu'ils sont très belliqueux et qu'ils ne tiennent pas compte des problèmes qui se posent. Nous comprenons les leurs, mais jusqu'à ce qu'ils changent d'attitude je ne vois pas la paix s'installer dans cette région.

- Revenons à votre politique de défense : prévoyez-vous ou non la décision de produire l'arme nucléaire ?

- Nous n'en sommes pas encore arrivés à une décision, mais nous y avons déjà travaillé.

- Ce sera une décision personnelle ou gouvernementale ?

- La décision sera prise par le cabinet.

- Sera-t-elle rendue publique ?

- Ce sera une décision secrète.

Pour un Sri-Lanka unifié

- Vous devez rencontrer dimanche (2) le président srilankais pour tenter de parvenir à un accord sur la question tamoule. Que lui direz-vous, en particulier à propos des séparatistes basés à Madras et qui attendent de l'Inde qu'elle reconnaisse la validité de leurs exigences indépendantistes ?

- Nous avons déjà affirmé catégoriquement que nous ne soutiendrions jamais la création d'un État indépendant tamoul à Sri-Lanka. Je le dis publiquement, et très clairement, et je l'ai déjà fait savoir au gouvernement de Colombo. En fin de compte, les Tamouls de Sri-Lanka devront vivre à Sri-Lanka.

- Dans un État unifié ?

- Oui, dans un Sri-Lanka uni. Nous déconseillons toute autonomie allant au-delà de celle que nous reconnaissons aux différents États de l'Inde.

- Vous connaissez la taille de Sri-Lanka ? C'est une cacaubute. En combien de morceaux peut-on la couper ? Nous avons souvent dans le passé attiré l'attention des autorités srilankaises sur la situation de leurs Tamouls. Si elles pouvaient, en s'inspirant de nos solutions pour les minorités, leur proposer un ensemble de mesures, je suis certain qu'elles accepteraient.

- Une chose que je ne comprend pas les Sri-Lankais, c'est que vous ne contrôlez pas les « boys », qui, à partir de l'Inde, poursuivent les combats là-bas...

- Nous le faisons, mais il est impossible de les contrôler à cent pour cent. Nous y parvenons pas non plus avec le Pakistan. Il y a des limites à ce que nous pouvons faire. Nous leur avons confié récemment pour 4 millions de dollars d'armes.

- Pour la première fois ?

- Non, ce n'est pas la première fois, mais il y a des choses que nous ne faisons pas sur les toits. Nous ne voulons pas non plus avoir des problèmes politiques dans le Tamil-Nadu (État du sud de l'Inde où vivent quarante millions de Tamouls). Nous marchons là-bas sur une lame de rasoir, mais nous devons le faire. Cela dit, chaque fois que les forces de sécurité srilankaises attaquent des civils, tamouls, elles nous rendent la tâche encore plus difficile. Toutes les informations que nous avons indiquent que les forces srilankaises ne s'en prennent pas aux terroristes mais aux civils. En fait, ce sont deux terroristes qui sont en action là-bas : celui des forces srilankaises qui perdent leur sang-froid, et l'autre.

Les espions pardonnés à quatre-vingt-cinq pour cent

- Il est temps d'en venir à l'affaire des espions français expulsés d'Inde en janvier dernier.

- Nous pensons que c'est une affaire terminée.

- Est-il exact de dire que votre réaction à la demande de rapatriement de l'ambassadeur de France - fut exagérée ?

- Non, je ne le crois pas. La décision que nous avons prise n'était pas seulement fondée sur l'affaire des espions. Il y avait eu d'autres incidents auparavant.

- Quel genre d'incidents ?

- Je ne pense pas qu'il soit utile de revenir sur cette affaire.

- C'est oublié et pardonné ?

- C'est difficile d'oublier et de pardonner à cent pour cent. Discus que c'est oublié et pardonné à quatre-vingt-cinq pour cent.

- Mais pourquoi n'avez-vous pas pris de mesures analogues à l'égard des diplomates de l'Est impliqués dans la même affaire ?

- La raison, comme je vous l'ai dit, c'est qu'il y avait eu auparavant

d'autres incidents auxquels les Français étaient mêlés.

- Mais de quels incidents voulez-vous parler ?

- Je pense que cela doit rester entre le gouvernement français et nous.

- Cela veut dire que les relations économiques entre nos deux pays en sont revenues à ce qu'elles étaient avant toute cette affaire ?

- Oui.

- Y aura-t-il donc des contrats signés avec des entreprises françaises avant votre départ pour Paris ?

- Je ne sais pas encore. Il y a pas mal de choses qui restent à décider. Nous prendrons probablement au moins une décision définitive avant notre départ.

- A propos des vingt-sept hélicoptères ?

- Oui, certainement.

- La France est bien placée pour ce contrat ?

- Pour le savoir, vous devrez attendre.

Contre la « guerre des étoiles »

- Avez-vous déjà rencontré M. Mitterrand et quels sujets politiques comptez-vous aborder avec lui ?

- Je l'ai déjà rencontré oui, mais je n'ai jamais eu avec lui de discussions approfondies. Quant aux problèmes politiques, nous avons à discuter de pas mal de questions bilatérales. Nous estimons beaucoup que nous achetons beaucoup de produits français, mais que vous ne nous achetez pas suffisamment de choses. Dans certains cas, nous nous heurtons à des attitudes protectionnistes. Nous avons, comme je l'ai dit, beaucoup en commun avec la France. Il y a toujours eu aussi, je crois, une longue amitié entre le peuple français et ma mère. Je pense donc que nous pouvons beaucoup faire ensemble sur le plan économique. Nous nous achetons des armes depuis longtemps. Je crois même que le premier avion que nous avons acheté à l'étranger était français. Il s'agissait du Mystère je crois, et,

aujourd'hui, nous avons les Mirage 2000.

- Nous souhaiterions parler de certains grands problèmes internationaux, comme le désarmement, et la « guerre des étoiles ». Nous pensons que ce programme militaire risque d'ajouter une dimension nouvelle à la guerre nucléaire et de compliquer encore plus la question du désarmement. On dit aujourd'hui que c'est un programme défensif, mais, demain, il peut devenir offensif.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et PATRICE CLAUDE.

(1) Il n'y a pas eu d'élections à l'intérieur du Congrès depuis quinze ans. Indira Gandhi avait pris l'habitude de nommer elle-même les six secrétaires généraux du parti.

(2) Rappelons que cet entretien a été renouvelé avant la rencontre avec le président Jayewardene.

ASIE

Afghanistan

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS TROIS ANS Américains et Soviétiques vont « faire le point » de la situation

Pour la première fois depuis près de trois ans, des diplomates américains et soviétiques se rencontreront ce mardi 4 juin pour « faire un nouveau point » sur la situation en Afghanistan, a indiqué, samedi 1^{er} juin, un responsable du département d'Etat américain, M^{me} Kathleen Lang. La rencontre, dont ni la date ni le lieu n'ont été annoncés, ne sera pas consacrée à des « négociations », a-t-elle ajouté. D'autres responsables du département d'Etat ont laissé entendre que cette rencontre pourrait avoir lieu à Washington.

D'autre part, le médiateur des Nations unies, M. Diego Cordovez, a proposé aux gouvernements pakistais et afghans d'organiser une rencontre de responsables des deux pays vers le 20 juin, à Genève. Selon des sources aux Nations unies, M. Cordovez souhaite que le « point » américano-soviétique se tienne avant cette rencontre, afin de donner un nouveau coup de pouce aux efforts des Nations unies.

En Afghanistan, les unités soviétiques - dont plusieurs centaines de parachutistes - poursuivent leur offensive dans la vallée du Kunar, ont forcé, samedi, les maquisards afghans à abandonner plusieurs de leurs positions. - (AFP, AP.)

Indonésie

EXÉCUTION D'UN ANCIEN DIRIGEANT COMMUNISTE

Mohammad Munir, condamné à mort en 1973, a été exécuté, à l'âge de cinquante-neuf ans, dans une prison de Djakarta, après dix-sept ans de détention, a-t-on appris, jeudi 30 mai, de sources diplomatiques.

Membre du bureau politique du Parti communiste indonésien (PKI), interdit en 1966, et président du syndicat procommuniste SOBSI, qui était, avant 1965, le plus grand syndicat indonésien, il était originaire de Padang (Sumatra).

Arrêté en juillet 1968, il avait été condamné à mort pour subversion, le gouvernement indonésien ayant accusé le PKI d'avoir tenté un coup d'Etat le 30 septembre 1965. Cette condamnation à mort avait été confirmée en 1981 et en 1983 par la Cour suprême indonésienne. Le président Suharto avait refusé d'accorder son pardon.

Cette exécution a été condamnée « avec vigueur », vendredi, par M. Pierre Bana, secrétaire national aux droits de l'homme et aux libertés du PS, qui indique que son parti « s'indigne de la reprise d'exécutions politiques en Indonésie ».

Chine

M. ZHAO ZIYANG A COMMENCÉ À LONDRES UNE TOURNÉE EUROPÉENNE

Le premier ministre chinois M. Zhao Ziyang, est arrivé à Londres, dimanche 2 juin, pour une visite officielle de six jours en Grande-Bretagne. Il doit se rendre ensuite en Allemagne fédérale et aux Pays-Bas (le Monde du 10 mai).

Avant son départ de Pékin, M. Zhao Ziyang a déclaré que la conférence nationale du PC chinois, prévue en septembre, ne procéderait à aucun changement dans la direction du parti, des décisions dans ce domaine ne devant intervenir qu'en 1987 au plus tôt, à l'occasion de la réunion de la septième Assemblée nationale populaire. - (AFP.)

Canada

Le plus grand groupe public du pays la Corporation de développement est mise en vente

De notre correspondant

Montréal. - Après s'être prononcé à plusieurs reprises en faveur d'une réduction substantielle du secteur nationalisé, le gouvernement canadien a annoncé, le 29 mai, la vente de ses intérêts dans la plus importante société nationale, la Corporation de développement du Canada (CDC). Plus de 30 millions d'actions seront vendues au public au cours des prochains mois.

Le gouvernement conservateur avait fait savoir, peu de temps après avoir gagné les élections en septembre, que l'Etat, qui détient 47,1 % des actions de la CDC, comptait les vendre, comme dans le cas des constructeurs aéronautiques Canadair et De Havilland, du producteur d'uranium Eldorado Nuclear et de la société de télécommunication Téléglobe Canada (le Monde du 8 novembre 1984).

Il a confirmé son intention d'aller plus loin encore lors du dépôt du budget la semaine dernière. Les conservateurs veulent réduire le rôle de l'Etat dans le secteur nationalisé, qui a pris des proportions très importantes au cours des dernières décennies (plus de 300 sociétés, 250 000 emplois et 12 % du produit national brut). Toutefois, le gouvernement n'a pas trouvé pour l'instant d'acheteur pour les sociétés mises en vente, et des pourparlers infructueux ont eu lieu, au début du mois de mai, avec British Aerospace pour l'achat de Canadair et de De Havilland.

Téléglobe, la seule société vraiment rentable (41 millions de dollars de profits en 1983), est très convoitée par la société canadienne CNEP Télécommunications, qui a fait une offre d'achat.

Pour la Corporation de développement, qui est en fait un holding comprenant des sociétés en bonne santé et des « canards boiteux », dix-sept filiales en tout, le gouvernement a finalement opté pour la solution la plus facile en décidant de vendre les actions au public.

La CDC a enregistré un bénéfice net de 13,1 millions de dollars au

premier trimestre 1985 et de 81,1 millions de dollars pour l'ensemble de 1984.

Les actifs de la société s'élevaient à 7,8 milliards de dollars, ce qui la classe dans les tout premiers rangs des compagnies canadiennes. Elle fait aussi partie des plus endettées - 4,42 milliards de dollars - depuis la prise de contrôle, en 1982, de deux grosses sociétés minières, Canterra Energy et Kid Creek Mines, dont elle détient 100 % des actions.

24 millions d'actions offertes au public

Elle est également présente dans le secteur informatique (AES Data) et des photocopieurs (Savin Corporation), ainsi que dans le domaine pharmaceutique (100 % des actions de Connaught Laboratories), mais son plus beau fleuron reste la société Polysar, qui est le premier producteur mondial de caoutchouc synthétique.

Les actions de la CDC seront mises en vente en deux étapes pour laisser au gouvernement le temps de modifier la loi qui l'oblige à détenir 10 % des actions d'un holding. Au cours de l'été, près de 24 millions d'actions seront offertes au public : aucun individu ni aucune société ne pourront en acquérir plus de 25 %.

Ce pourcentage sera réduit à 10 % pour les investisseurs étrangers qui, au total, ne pourront pas détenir plus de 25 % des actions.

La loi actuelle interdit toute participation étrangère au capital et fixe une limite de 3 % pour les actionnaires canadiens.

Selon le ministre de l'Industrie, M. Sinclair Stevens, cette opération permettrait au gouvernement de récupérer plus de 300 millions de dollars si l'action se maintenait à son cours actuel (11 dollars à la Bourse de Toronto), « en offrant ainsi aux Canadiens, a-t-il déclaré, l'occasion de participer directement à notre programme de privatisation ».

Cette profession de foi n'a pas convaincu l'opposition à la Chambre des communes, qui a reproché au gouvernement de mettre en danger l'indépendance économique du pays à l'égard des Etats-Unis, en enlevant à l'Etat un outil essentiel pour développer une stratégie industrielle nationale.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Pérou

RENONÇANT A UN SECOND TOUR Le Conseil national des élections a proclamé M. Alan Garcia « président élu »

De notre correspondant

Lima. - Après sept semaines d'incertitude, les dix-huit millions de Péruviens ont enfin un nouveau président, le social-démocrate Alan Garcia. En effet, le 1^{er} juin, le Conseil national des élections a finalement proclamé « vainqueur de la consultation du 18 avril » le jeune candidat de l'APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine), et a renoncé à procéder à un second tour.

Malgré l'avalanche de suffrages recueillis au premier tour de scrutin - plus que tous les autres candidats réunis - M. Garcia n'avait obtenu que 45,74 % des voix, contre 21,26 % à son plus proche adversaire, le marxiste Alfonso Barrante. Les votes nuls et les blancs étaient considérés comme valides en application d'une loi adoptée deux mois avant la consultation par la majorité parlementaire (conservateurs et libéraux), au moment même où les sondages indiquaient que l'APRA allait l'emporter au premier tour avec la majorité absolue requise. Sans cette disposition de dernière heure, dénoncée comme anticonstitutionnelle par l'APRA et la gauche unie, M. Garcia aurait obtenu 53,10 % des suffrages.

Le 24 avril, les guérilleros de Sendero lumineux, qui avaient promis le boycottage de la consultation, mitraillaient le président du Conseil national des élections. Deux jours plus tard, tenant compte du climat de violence et de l'écart qui le séparait de son adversaire, M. Barrante se désistait afin de contribuer à « la consolidation de la démocratie ».

Cette décision de la gauche unie était toutefois rejetée par les conservateurs et les libéraux. Les premiers proposaient que leur candidat, M. Luis Bedoya Reyes, arrivait en troisième position avec 12 % des voix, disputât le second tour. Les seconds menaient campagne pour que le désistement soit jugé inconstitutionnel.

Le Conseil national des élections a finalement décidé d'accepter, à l'unanimité, le retrait de la candidature de la gauche unie. Un deuxième tour de scrutin avec un seul candidat a été également considéré comme « non viable » par le Conseil, car il équivalait à un plébiscite, non prévu par la Constitution. Rappelant son autonomie en la matière, et face à un « vide constitutionnel », le désistement d'un candidat n'ayant pas été prévu, le Conseil national des élections a proclamé Alan Garcia « président élu » le 1^{er} juin.

Cette décision permet au pays d'économiser 3 millions de dollars - coût d'un second tour, - et surtout de nouveaux déchirements politi-

ques, d'autant plus inutiles qu'une victoire apaisée au second tour était inéluctable et que la droite, avec moins de 20 % des suffrages, ne pouvait pas escompter remonter la pente. Enfin, la crise économique et sociale est si aiguë qu'un plan d'urgence doit être appliqué au plus vite.

Les apaisés ont fêté joyeusement cette victoire qu'ils attendaient depuis soixante-deux ans, c'est-à-dire depuis la création de leur parti par Haya de la Torre. Le président Fernando Belaunde s'est aussi félicité de ce triomphe de la démocratie. Le 28 juillet prochain, il cédera M. Alan Garcia de l'écharpe présidentielle : une cérémonie de passation de pouvoirs qui n'aura pas eu lieu entre deux présidents démocratiquement élus depuis quarante ans.

NICOLE BONNET.

Costa-Rica

INCIDENT DE FRONTIÈRE AVEC LE NICARAGUA

Un garde frontalier costaricien a été tué et neuf autres blessés le vendredi 31 mai, lors d'une patrouille de routine effectuée dans la région de Las Tiricias, dans le nord du Costa-Rica.

Selon les autorités costariciennes, des soldats nicaraguayens ont tendu une embuscade aux gardes-frontière qui s'étaient rendus sur les lieux pour enquêter sur de possibles incursions de troupes sandinistes sur leur territoire. Le colonel costaricien Francisco Tascan a déclaré que cet accrochage était le premier incident grave en quatre ans de tension à la frontière, et le président Alberto Monge a annoncé qu'il allait demander une réunion d'urgence du conseil permanent de l'Organisation des Etats américains « afin de dénoncer formellement l'agression perpétrée par l'armée populaire sandiniste ».

A Managua, le gouvernement nicaraguayen a catégoriquement démenti, samedi, les accusations des autorités du Costa-Rica. Le ministre de la défense, M. Humberto Ortega, a accusé les guérilleros de l'ARDE, commandés par M. Eden Pastora, d'avoir attaqué la patrouille costaricienne, et a nié toute incursion des forces sandinistes en territoire costaricien. Le Nicaragua a demandé au groupe de Contadores (Mexique, Panama, Colombie, Venezuela) de dépêcher d'urgence une commission d'enquête et de contrôle à la frontière entre les deux pays afin d'éclaircir les circonstances de cet incident. - (AFP, Reuters.)

**VOTRE VOITURE
EN T.T.**

Favex 3-7 quai de l'Ourse 75019 PARIS
Tél. (1) 209.29.44 - Tél. Fax: FAVEX 211 504 F

**jeune
ECONOMIE**

Le n° 64 vient de paraître
Au sommaire :

- NIGERIA :**
Les dessous économiques des expulsions.
- TUNISIE :**
Les réformes à faire dans le tourisme tunisien.
- LOTO :**
L'argent qu'il rapporte aux états africains.
- COTE D'IVOIRE :**
Les Ivoiriens qui veulent "africaniser" la publicité.

En vente chez votre marchand de journaux

jeune économie
51, avenue des Termes, 75017 Paris

**Le bon profil
pour faire face.**

PLUS INTERIM

Secrétariat Traitement de textes, Microinformatique,
Comptabilité Informatique, Personnel Bilingue et Trilingue.

Agences Plus Interim : St Lazare, 522.01.79. Mairie, 524.04.99. Denfert, 522.47.22. Nation, 373.05.06. Convention, 533.01.34. Rosny 2, 854.77.11. La Défense, 774.70.70. Rue d'Alger, 732.02.86. Vélizy 2, 946.27.00. Belle-Epine, 686.30.48. Créteil-Soleil, 898.11.72. Evry 2, 079.04.99. Plus Informatique, 522.01.79. Plus Bureautique, 522.01.79. Plus Comptabilité, 522.47.22. Plus International, 522.01.79.

politique

LE CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU RPR

Lancement de la campagne électorale pour les législatives de 1986 ? Sans aucun doute et cela a été l'objet formel et proclamé du congrès extraordinaire du RPR, samedi 1^{er} juin, au Parc floral de Vincennes. Mais lancement, aussi, de la campagne pour la future élection présidentielle, dont personne n'a pourtant ouvertement parlé. M. Jacques Chirac, bien sûr, s'y présentera si Dieu le veut. « *Jacob Aïcha* ! », a-t-il seulement confié en aparté. Et surtout le maire de Paris a prononcé en clôture des travaux un véritable discours de « présidentielle » présentant un programme d'action et des perspectives qui vont bien au-delà d'une simple plate-forme électorale législative à l'usage d'un seul parti. Il a, d'une certaine façon, pris ses distances. Il a même fait remarquer qu'étaient bien « *loin des petites manœuvres politiciennes* » les « *ambitions du renouveau* » qu'il a ainsi résumées : « *redressement de l'économie, grandeur nationale, recherche d'un nouveau pacte social entre l'État et le citoyens* ».

D'ailleurs, pour M. Chirac, la perspective ne se borne pas au scrutin de mars prochain aussi impor-

tant soit-il, puisqu'il affirme que « *la France va faire en 1986 un choix crucial qui déterminera pour longtemps son avenir* ». Les élections législatives sont ainsi le passage obligé vers l'objectif final, l'Elysée. Et nul - chacun a compris qu'il s'agissait de M. Barre - ne peut brider cette étape. Le président du RPR n'a cette fois-ci parlé à aucun moment de la cohabitation, refusant d'entrer dans le jeu des hypothèses concernant le comportement éventuel du chef de l'État. Il sera bien temps de voir ensuite quelles difficultés se présenteront, semble-t-il dire.

De même, cette fois-ci, M. Chirac n'a pas dit s'il accepterait ou refuserait la charge de premier ministre pour mettre en œuvre son programme. Il s'est contenté de souhaiter que le RPR devienne l'« *âme* » de la nouvelle majorité.

Le maire de Paris s'est surtout adressé à un public plus large que celui des quatre mille délégués au congrès, et même que celui des seuls militants RPR.

- Aux gaullistes, il a tenu le langage de l'autorité de l'État, du rôle international de la France, du ren-

forcement de sa défense, de sa présence outre-mer, de son aide au sous-développement, devant quatre anciens premiers ministres, MM. Debré, Couve de Murville, Chaban-Delmas et Messmer.

- Aux barristes, il a donné une satisfaction en exigeant que les futurs députés RPR s'engagent à rétablir le scrutin majoritaire comme l'avait demandé le député du Rhône.

- Aux libéraux, en présence de M. Léotard, secrétaire général du PR, il a offert les dénationalisations, le désengagement de l'État des activités économiques concurrentielles, la solidarité avec les États-Unis - critiquant sévèrement le soutien apporté au Nicaragua par M. Mitterrand.

- Aux déçus du socialisme, il a promis un effort de solidarité, le développement de la participation, la baisse du chômage et des impôts ; mais il a aussi garanti la libre expression des travailleurs et n'a pas remis en cause le rôle des syndicats.

- Aux électeurs de l'extrême droite, il a tenu un langage ferme et précis en ce qui concerne les immigrés - qui n'auront pas le droit de vote et dont

la situation, devra être régulière sous peine d'expulsion.

Tous ces projets ont été abondamment approuvés par les auditeurs de M. Chirac, mais c'est M. Charles Pasqua, président du groupe sénatorial, qui a reçu la plus longue ovation lorsqu'il a souligné le rétablissement de la peine de mort pour les assassins d'enfants, de personnes âgées et d'agents de la sécurité ; les crimes commis les jours précédents expliquent sans doute cette proposition et son accueil.

M. Chirac a enfin laissé à ses collaborateurs - MM. Toubon, Juppé et autres - le soin de s'occuper apparemment seuls des détails d'organisation de la campagne. Ainsi, il n'a pas évoqué le problème des listes électorales, les engagements des candidats, qui une fois élus devront soutenir le gouvernement choisi par le RPR et aussi le candidat à l'Elysée investi par lui. L'avertissement est clair.

ANDRÉ PASSERON.

M. Chirac : un projet pour la nation tout entière

M. Chirac a notamment déclaré :

« Ici ou là, on entend dire que les prochaines élections législatives ne seront pas, après tout, aussi déterminantes qu'on pourrait le penser. Les uns soutiennent que la seule échéance qui compte est celle des élections présidentielles et qu'il faudra donc attendre 1988 pour obtenir une véritable alternance. D'autres prétendent qu'entre l'opposition modérée d'aujourd'hui et les socialistes enfin devenus raisonnables, le fossé ne serait plus si grand et qu'une majorité de « consensus » serait à notre portée. Je ne surprendrai personne en rappelant que ce n'est pas mon avis.

« Il ne faut pas sous-estimer l'importance des élections législatives. Que le pouvoir nous y incite, on comprend aisément pourquoi ! Mais que certains parmi nous relâchent leur volonté et se laissent séduire par le chant des sirènes, voilà qui serait hautement coupable. Toutes nos forces morales, intellectuelles et matérielles doivent au contraire se tendre dès maintenant vers l'objectif prioritaire : faire de 1986 le moment d'une alternance véritable, pour la bonne raison que ce sera le moment d'un choix crucial.

« Double échec »

Il poursuit : « L'économie ne se porte pas si bien malgré les chants de victoire que poussent le gouvernement et M. Mitterrand. Nos finances publiques sont dans un état de délabrement qui nous dissimule soigneusement ; dès 1986, le déficit réel du budget de l'État sera en réalité très supérieur à ce qu'on nous dit et avoisinera les 200 milliards ; la Sécurité sociale connaîtra un déficit considérable dès l'automne 1986. Ensuite, la modernisation dont se gargarise le premier ministre n'a pas vraiment commencé, et le choc risque d'être rude, par exemple chez Renault où dans un secteur dont on parle moins mais qui va devoir affronter les conséquences des nouvelles technologies : celui des banques et des assurances.

Enfin, et c'est le plus flagrant, la France a manqué l'an dernier le train de la reprise mondiale. Sur le

plan économique, et donc social, le socialisme a, en effet, doublement échoué. D'abord, en étant lui-même : ce fut la période de gabegie des années 1981 et 1982, et ensuite en se trahissant. Malgré ses efforts pour donner tout ce qui paraît encore du socialisme, le pouvoir n'a pas su convaincre : la confiance n'est pas revenue, l'investissement n'est pas reparti, l'activité stagne et le chômage n'a cessé de croître. Tout ce que ceux qui travaillent et innoveront n'auront pas confiance, la machine ne redémarrera pas ; et tant que le socialisme restera au pouvoir, avec la marque de son double échec, la confiance ne renaitra pas.

M. Chirac précise : « Pourtant, nous ne saurions nous borner à proposer au pays une sorte de super-austérité. Ce n'est pas en prolongeant le régime socialiste par une rigueur conservatrice que nous arrêterons l'ennemi. Il faut changer de logique, et, tout en accordant la plus haute importance à la gestion des grands équilibres, provoquer une autre rupture : la rupture d'avec le dirigisme où l'ancienne majorité s'était elle-même laissée parfois entraîner. Il évoque la priorité que constituent l'emploi et les « dix mesures choc » du pacte RPR pour les six premiers mois après l'alternance en expliquant : « Nous ne pensons pas qu'il faille attendre deux ou trois ans pour aller de l'avant. C'est tout de suite qu'il faut faire preuve de volonté et d'imagination, sans négliger naturellement les contraintes de l'assainissement. C'est l'échec économique du socialisme qui menace aujourd'hui la sécurité sociale, en portant atteinte au pouvoir d'achat des retraités et des prestations familiales, en réduisant l'indemnisation du chômage et en mettant le désordre au sein de l'hôpital public.

M. Chirac a précisé que deux secteurs impliqueraient des dépenses supplémentaires : la défense nationale et la politique familiale. A propos de l'immigration, rappelant son « refus de racisme quelle qu'en soit la forme », il a ajouté : « Nous ne pouvons accepter que la France devienne une société

pluri-culturelle dans laquelle notre héritage historique serait mis sur le même plan que telle ou telle autre culture récemment importée. Deux dangers nous guettent dans ce dangereux problème de l'immigration : d'un côté la démagogie extrémiste qui fait bon marché de la dignité et du respect dû à chacun ; de l'autre l'angélisme irresponsable qui sous-estime les risques graves du laisser-faire. Ne nous laissons pas impressionner par le terrorisme intellectuel de quelque bord qu'il soit.

M. Chirac dénonce « l'incohérence » de l'attitude de M. Mitterrand sur l'initiative de défense stratégique du président Reagan qui « *laisserait à l'Union soviétique le champ libre* ». Il lui reproche aussi de « vouloir une chose et son contraire » en soutenant le Nicaragua et en souhaitant l'aide des États-Unis pour la défense de l'Europe.

Après avoir dénoncé « les mirages du Tout-État », le maire de Paris explique comment réduire les prélèvements obligatoires : « *Alors que, jusqu'à présent, nous avions l'habitude d'alléger leur niveau sur les dépenses déjà décidées, il faudrait désormais fixer d'abord le limite de ce que la nation accepte de consacrer à l'impôt, entendu, au sens large, et en déduire le montant des dépenses.* »

Pour conclure, M. Chirac affirme : « *Il ne s'agit pas de faire moins mal que les socialistes. Il s'agit de faire autre chose et de le faire autrement. Nous cherchons de nouveaux modes de régulation des rapports sociaux. C'est un projet pour la nation tout entière.* »

D'une fête à l'autre

C'était la fête à Jacques Chirac, ce week-end, la vraie, la chaleureuse, à Vincennes, célébrée par les militants d'un rassemblement quelque peu éteint ces derniers temps. Le RPR s'est donné des tables de la loi : dix commandements pour les landemains immédiats des législatives de 1986. Il a bûché la tête de son Moïse dont le profil devenait imprécis, afin qu'alla soit au goût du plus grand nombre pour l'élection présidentielle de 1988, « *si Dieu le veut* ».

L'autre fête, la méchante, organisée conjointement par ses « partenaires » aux délicates attentions, Raymond Barre la féroce et François Léotard l'allusif. Raymond Barre, qui connaît son Jacques Chirac par cœur pour lui avoir succédé à Matignon et avoir subi, de 1976 à 1981, les assauts répétés de celui qui lui découpait « la confiance en rondelles », est tancé. Ce qu'il s'interdisait de dire à Matignon, lorsque le RPR lui comptait chichement un appui purement formel, il le proclame aujourd'hui d'autant plus gaillardement que Jacques Chirac et lui sont passés de la « *saine émulation* » à la concurrence.

Les gâteries de M. Léotard

Si on l'en croit, il y aurait dans l'opposition des « *démagogues* » et des « *irréalistes* » qui promètraient de rétablir, sur leur bonne mine, la situation financière en trois mois, d'aménager en six mois une économie « *florissante* » et de commencer à régler le drame du chômage en un an. En somme, gens-gâtés, après un gain électoral, se placeraient délibérément « *dans une situation analogue à celle des socialistes* ».

d'avant 1981, qui avaient promis la Luna ».

Pour une belle fête, ce fut une belle fête. François Léotard y a ajouté quelques gâteries de sa façon, à l'occasion du « Grand Jury RTL-Le Monde ». Le secrétaire général du Parti républicain est globalement d'accord avec l'objectif d'allègements fiscaux affiché par le RPR, mais, quant à ériger des chiffres - surtout 40 milliards - promesse de Jacques Chirac, - il s'y refuse, « *par réalisme* ». François Léotard « *n'est pas de ceux qui promettent pour demain* ». Le volontarisme, en économie, n'est pas sa partie, d'autant qu'il ne s'est pas privé, naguère, de dénoncer celui de Pierre Mauroy.

Mises en garde

François Mitterrand - une fois n'est pas coutume - s'est associé à MM. Barre et Léotard, complices d'un jour, rivaux le reste du temps, pour célébrer à sa manière la discours chiraquien. Certes, les mises en garde adressées par le chef de l'État aux Français, dimanche à Lyon, prenaient appui sur les intentions prêtées à l'opposition tout entière. Mais Jacques Chirac avait parlé le dernier de la protection sociale et des aménagements qu'il conviendrait d'y apporter. « *Alors que l'on entend murmurer de façon de plus en plus insistante que cela serait plus commode s'il y avait d'une part une assurance individuelle pour les riches, les bien-portants et une sécurité sociale pour les pauvres et les malades, refusons toute forme de régression sociale* », a-t-il dit, alors même que le Parti communiste vient de voter, à l'Assemblée nationale, contre une réforme du système mutualiste dans laquelle il voit, justement, les prémices d'une protection sociale à deux vitesses.

En s'apostrophant de tribuna à tribuna, Jacques Chirac, Raymond Barre et François Léotard chantent, in petto, les louanges de la pédagogie socialiste. Sans elle, sans cette révision effectuée par le pouvoir de sa pratique économique et sociale, et l'entraîn qu'il met à l'expliquer, les dirigeants de l'opposition qui tiennent le discours de l'effort ne pourraient pas faire un tabac dans l'opinion au lui promettant que « *cela va être dur* » et qu'il faudra « *travailler davantage* », comme dirait François Léotard. A tenir ce discours avant 1981, Raymond Barre est vite devenu l'homme le plus impopulaire de France. On peut, aujourd'hui en rajouter, avec profit, sur la libération des prix - Raymond Barre avait, lui aussi, pratiqué un temps le blocage, - la désindexation des salaires, la « *flexibilité* » de l'emploi, la réduction des dépenses sociales, l'allègement de la ponction fiscale effectuée par l'État, les facilités accordées aux entreprises, puis que les socialistes ont appris aux Français qu'il s'agissait là de nécessité vitale.

Le « petit effort » des socialistes

A la limite, et toujours in petto, l'opposition émettrait bien que les socialistes fassent encore un petit effort. François Léotard a « *le cœur serré* » lorsqu'il voit rouler « *un peu de ses impôts* » dans chaque Renault qui passe, et il doit avoir très mal au cœur lorsqu'il regarde les Parisiens s'entasser - pour pas cher - dans le métro. Que François Mitterrand dénationalise sans tarder, et il aura évité l'infarctus à un mètre en arrière, certainement, lui en saura gré... après 1986 !

JEAN-YVES LHOMEAU.

L'INDIVIDU - LA SOCIÉTÉ

Deux nouveaux entretiens avec Le Monde

Découvrez 117 penseurs contemporains

5 - L'individu

Présentation de Roland Jaccard 20 entretiens, 224 pages, 50 F.

6 - La société

Présentation de Frédéric Gausson 20 entretiens, 240 pages, 52 F.

Rappel des titres déjà parus :

1. Philosophies, 48 F. - 2. Littératures, 44 F. - 3. Idées contemporaines, 48 F. - 4. Civilisations, 52 F.

Une co-édition

La Découverte / Le Monde

BERKE CHANGEUX
CHERTON FERN
FERNAN JACCARD
JACCARD LANGE
LAPLANCHE LEMAITRE
LEWONTIN MEHLER
REI CHLIN AEFIE
SZASZ SZANDI
TELENBACH TERRACCI
WATZLAWICZ WILSON
ZIZZO

Entretiens avec
Le Monde
5. L'INDIVIDU

BADIATTE DUTON
BORDIEUX GOURRILLON
CASTEL CAZAMIAN
ECO FOLGERT MILLAN
GOFELIER GIBRIZ
LASKH LEEFLET
MENDEL MINC
MOSCONI ROGERS
RUBEL SENNETT
WINOGRAD ZINOVIEV

Entretiens avec
Le Monde
6. LA SOCIÉTÉ

LOISE

OXFORD INTENSIVE
SCHOOL OF ENGLISH
certifié par le British Council
21, rue Théophraste Renaudier
75015 PARIS Tél. (1) 523.13.02

L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

Collégiens - Lycéens :
• matin : 15 h de cours par semaine - groupes de 8 élèves maximum - professeurs britanniques
• après-midi : tennis, équitation, golf, natation, voile, planche à voile

IAE

Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
FORMATION PERMANENTE 47, rue des Bergers 75015 Paris

Agent de maîtrise depuis 3 ans au moins, vous possédez le baccalauréat ou un titre équivalent, l'IAE vous propose d'acquérir les outils indispensables à l'exercice de responsabilités en entreprise, en préparant le

DIPLOME DE FORMATION A LA GESTION

• Un diplôme de l'Université Paris I
• Une formule compatible avec la poursuite de vos activités professionnelles
- 4 jours consécutifs par mois sur 2 années universitaires

Renseignements : Michèle GRAFFIN : (1) 558.02.28

Bacheliers, préparez

SCIENCES PO

STAGE INTENSIF D'ÉTÉ du 29 Juillet au 31 Août

Prep H.E.C.I.

Prep HEC/Sc Po Tél. : (1) 263.57.92
174, Bd Cassini, 92240 Malmaison (Métro : Châtillon/Monrouge)

Halte au Vol

1 serrure à 5 points

PICARD

+ d'autres marques

Matériel GARANTI 5 ANS

+ 1 blindage acier 15/10

+ 4 goupes d'acier anti-dégondage

+ 1 cornière en acier sur bâti bois

+ 3 cornières anti-pénis

à l'extérieur sur le pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

3.600 F TTC

Pose et démol. comp. PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.

11, rue Minard 92130 Les-Moulineux

554.58.06 554.41.06

FACILITES DE PAIEMENT

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

LA STRATÉGIE

ET LA STRATÉGIE DE L'OPPOSITION POUR 1986

M. Barre : pas de « promesses démagogiques et irréalistes »

La première grande réunion publique de M. Raymond Barre en région parisienne n'a pas revêtu, dimanche, tout l'éclat promis par ses organisateurs, notamment M^{me} Christine Boutin, conseillère générale (UDF-PR) des Yvelines. Sous l'immense chapiteau planté sur le champ de foire du Perray-en-Yvelines, au milieu des manèges et des stands tenus par les partis et associations d'opposition, le public était pourtant là, mais moins nombreux que prévu (près de 3 000 personnes, au lieu des 6 000 attendues) et moins chaleureux que dans d'autres régions de France visitées par l'ancien premier ministre. Le soleil, qui était, lui, bien au rendez-vous, appelait peut-être à d'autres fêtes. Il n'a pas en tout cas tari la verve de M. Barre, qui, au lendemain du congrès extraordinaire du RPR et à la veille de la grande manifestation unitaire des 8 et 9 juin vouée par M. Giscard d'Estaing, a exprimé la méfiance que lui inspirent les « promesses démagogiques et irréalistes », les fausses « encadrées et équilibrées », l'union qui ne serait qu'une « tactique électorale ».

Aux Français qui « en ont assez de s'en remettre à d'autres pour défendre les valeurs auxquelles ils croient », la société dans laquelle ils veulent vivre », le député du Rhône a voulu, selon ses propres termes, apporter un message de « confiance » et d'« espoir » pour que la France, demain, retrouve « la voie de l'influence, de l'autorité et de la grandeur ».

« Nous ne pouvons faire face à nos problèmes, a-t-il prédit, que si les Français s'expriment, sans intermédiaire, si, conformément aux institutions de la V^e République, en fin de compte, c'est le peuple qui tranche ».

que je n'ai pas compris que 1986 est avant 1988, 1986 est bien avant 1988, mais attention on peut gagner après ce qu'on peut avoir perdu avant. Souvenez-vous en ! »

Les « moyens » mis en œuvre par les socialistes ? C'est d'abord, a expliqué l'ancien premier ministre, « l'ajournement des problèmes ». M. Fabius, c'est l'immobilisme dans son essence la plus pure, c'est pire que M. Quémener ! C'est aussi de prendre des mesures en trompe l'œil. On voit apparaître le socialisme libéral qu'il est fort possible de confondre avec le libéralisme social et l'on voit des gens sérieux se demander pourquoi changer !... « Le troisième moyen », a poursuivi M. Barre, et là l'opposition tombe dans le panneau, c'est de souligner les divisions de l'opposition, et d'ignorer la guerre des chefs... Je suis tranquille... Je ne suis pas un chef. Que les chefs se fassent la guerre s'ils le veulent. Moi, je m'efforce d'être un citoyen parmi les citoyens. Je m'efforce en toute franchise et en toute loyauté d'expliquer quels sont les problèmes de demain. Je ne récite pas de catéchisme ».

« L'union », a insisté M. Barre, ce n'est pas une tactique électorale, c'est un comportement de loyauté en tout état de cause. « Je ne suis pas prêt, a-t-il ajouté, à me laisser dominer des leçons d'union par personne (...). Quand il faut mener le combat, je le mène même si l'on vient parfois me dire que j'agis contre mes intérêts. Je n'ai pas d'intérêts. Ce qui compte, c'est l'intérêt du pays ».

M. Barre a regretté que l'on ne parle pas assez de « la querelle des chefs au PS ». « Réfléchissez à tout ce qui pourrait se dire sur les comportements des différents courants, A, B, C, D ou E. Il semble que toutes les lettres de l'alphabet vont y passer ! »

L'ancien premier ministre a plaidé pour l'union « dans le pluralisme ». « Chacun a le droit de se comporter comme il l'entend si le but est le même. La diversité, a-t-il

affirmé, peut être un facteur de réussite. Ce qui est important, c'est que l'opposition soit crédible et durablement crédible, car les échos de la dégringolade, a-t-il martelé avec force, cela suppose que l'on ne dise pas et que l'on ne fasse pas un certain nombre de choses : des promesses démagogiques et irréalistes. Et d'ironiser sur ceux qui affirment qu'il faudrait « trois mois pour rétablir la situation financière, six mois pour avoir une économie florissante et un an pour que le chômage commence à s'estomper ». Le maire RPR de Rambouillet, M. Gérard Larcher, au premier rang des invités de cette « fête de la liberté » en était tout chose (1)...

Après avoir souhaité que les problèmes quotidiens des Français soient résolus dans « un climat de liberté, de responsabilité et de solidarité », M. Barre a réaffirmé son hostilité à la cohabitation. « Il faut, a-t-il expliqué, éviter de croire que la victoire aux législatives suffise à la victoire ». Ce n'est ni le goût du coup d'Etat, ni le goût du putsch, qui me fait dire cela, mais la certitude que, pour mener une politique à la mesure des problèmes de la France, il faut un accord entre le premier ministre et le président de la République (...). Notre effort à tous doit être de constituer ce grand courant qui parcourt notre pays : ce grand courant républicain, libéral et social », a conclu l'ancien premier ministre.

(1) M. Michel Giraud, sénateur (RPR) du Val-de-Marne et président du conseil régional d'Ile-de-France, avait, lui, envoyé un message de sympathie qui fut lu à la tribune.

M. Jospin estime que MM. Chirac et Barre « seraient bien incapables de gouverner ensemble »

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui participait à une fête de la Rose, dimanche 2 juin, à Meaux (Seine-et-Marne), a évoqué les dix mesures « chocs » que prévoit le RPR pour les six premiers mois d'un éventuel retour au pouvoir en 1986. Pour lui, ce sont « trois claquerments dans le vent et sept coups de fouet (...) sur le dos des salariés ». Les « claquerments dans le vent » sont les mesures concernant les jeunes, la « vérité » des comptes de la nation et la participation, « le serpent de mer qui succède au raton laveur » des inventaires à la Prévert.

Parmi les sept « coups de fouet sur le dos des salariés », M. Jospin a notamment dénoncé la libération totale des prix, qui amènerait « le désordre (...) partout dans l'économie française, une relance (...) de l'inflation ». « La libération des prix en six mois », a ajouté M. Jospin, « est un discours d'idologue, pas un discours d'économiste sérieux ».

Quant à lever le contrôle des changes, dans la situation actuelle, « ce serait céder à l'idéologie libérale, mais ce serait une catastrophe sur le plan économique et monétaire (...) et [cette mesure] devrait être rapportée rapidement ». Pour les allègements fiscaux de 40 milliards de francs, on est, selon M. Jospin, « en pleine démagogie ». « Ou bien, a-t-il souligné, [ces mesures] ne seraient pas prises ou elles aboutiraient à des coupes sombres dans le budget de l'Etat ». M. Jospin a encore dénoncé les propositions relatives aux autorisations de licencier et aux seuls sociaux, mesures de « régression sociale », ainsi que les propositions de dénationalisation, qui aboutiraient à « remettre le désordre dans un certain nombre de grands groupes industriels » et risqueraient de « mettre fin au pluralisme » dans les moyens d'information audiovisuels, en même temps, a noté M. Jospin, qu'elles priveraient l'Etat de ses moyens d'action.

Le premier secrétaire du PS a ironisé sur l'absence de débat qui, selon lui, a présidé à la « grande machine » de ce congrès en forme de cérémonie ou de cette cérémonie en forme de congrès, qui vise à « montrer qu'on est fort » face à MM. Barre et Giscard d'Estaing. Pour M. Jospin, le maire de Paris dispose, avec le RPR, d'un « mouvement qui obéit au doigt et à l'œil, mais qui ne sait plus très bien où il en est ».

« Tout casser »

M. Jospin a souligné les contradictions entre MM. Chirac et Barre, qui « ne sont pas d'accord sur l'essentiel (...) et seraient bien incapables de gouverner ensemble ». Pour M. Jospin, M. Chirac veut « tout casser » sur le plan économique mais accepte la cohabitation, alors que M. Barre, qui veut se donner une image de modéré sur les terrains économiques et sociaux, veut « casser la baraque politique » en refusant la cohabitation. A propos de la stature politique de M. Barre, il a ajouté : « Si sa légitimité historique (...) c'est d'avoir été le premier ministre par M. Giscard d'Estaing, avouez que c'est un peu maigre pour faire un 18 juin 1940 ».

Selon M. Jospin, M. Barre, dont la

démarche est celle d'« une ambition strictement personnelle », se livre à « une tentative d'intimidation politique de ses propres amis et (...) de ses adversaires ».

Dans ces conditions, M. Jospin estime qu'il n'est « pas sûr que ça » que les socialistes « [laissent] la place » en 1986. Le premier secrétaire du PS pense que les Français ne jugeront pas les socialistes « dans l'absolu », ce qui « est le propre des régimes totalitaires », mais en relativisant les données en présence. « Les Français n'oublieront pas nos réformes si (...) nous ne les oublions pas », a souligné M. Jospin, qui a reconnu que la politique du gouvernement n'est parfois « pas suffisamment identifiée à une conception socialiste » et a souhaité que le pouvoir en tiennne compte.

M. Jospin a enfin évoqué le prochain congrès du PS. Il a fait allusion, sans nommer l'ancien ministre, au débat souhaité par M. Rocard. « Que nous ayons changé ou non (...), essayons de changer encore davantage les choses autour de nous », a-t-il dit, avant de souhaiter que le congrès de Toulouse soit le congrès « de l'action et de la transformation ».

J.-L. A.

Le 1^{er} Sondage Télématique Permanent.

Branchez-vous !

Service Gratuit
Tél. 16.3.613.91.55.
Centre Serveur : GSI
à partir de 18 h 00.

cfro
marketing

et gardez-moi sur votre minitel...

POUR QUE LA TERRE LIVRE SON PETROLE, USINOR TIENT TETE A LA MER.

Jour après jour, la mer frappe, attaque, s'acharne contre ces structures d'acier qui la défient. Il faut tenir, coûte que coûte : tout arrêt de la production se traduirait par la perte de millions de barils et des réactions en chaîne jusqu'à chacun d'entre nous.

Aussi les constructeurs font-ils appel à des armatures haute performance, capables, à la fois, de tenir tête à la puissance des vagues et du courant, de présenter des « épaules » à toute épreuve et de résister à une corrosion intense.

Ce sont ces aciers de haute performance, qui font la fierté des hommes d'Usinor. Cette fierté, ils ont su la transformer en une série de produits de fabrication perfectionnée, d'acier à haute résistance : dégarage sous vide et traitement de l'acier liquide, brassage électromagnétique sur la coulée continue, automatisé et contrôlé informatiquement permanent des températures, etc.

En quelques années, ils ont précédé l'offshore une fois, grand succès. Déjà, en effet, au large de la mer du Nord, ils ont construit le premier et le plus grand déchargeur à aciers d'acier d'acier, défiant la mer.

USINOR
Innovier pour gagner

TEXTOR
(durée 3 jours, 12 sessions par an)

D-BASE II et III
(durée 3 ou 5 jours, 10 sessions par an)

MULTIPLAN
(durée 3 jours, 10 sessions par an)

LOTUS 1-2-3
(durée 3 jours, 5 sessions par an)

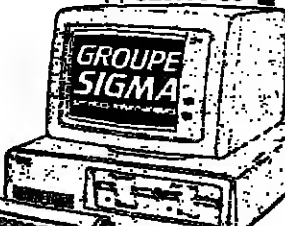
FRAMEWORK, K-MAN
(durée 3 jours, 5 sessions par an)

SYMPHONY
(durée 3 jours, 5 sessions par an)

BASIC, PASCAL, PL/1
(durée 5 jours, 8 sessions par an)

STAGES INTER OU INTRA-ENTREPRISE

RESEIGNEMENTS
Frédérique MARTIN
Groupe Sigma
Services Informatiques
18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris
(1) 325.63.30



CONFIDENTIEL

Lettre bimensuelle

INFORMATION SUR LES INDUSTRIES, ACTIVITES ET SERVICES DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION DANS LE GRAND SUD-OUEST.

Renseignements :
33, rue des Couteliers, 31000 TOULOUSE
Tél. (01) 53.68.38. Spécimen sur demande

Coureur de la Culture et de la Communication

TV PRIVÉES - FR3 - Presse Régionale - Câble Mécénat
Publicité Industries Culturelles, etc...

AQUITAINE - LANGUEDOC ROUSSILLON - MIDI-PYRENEES

Votre minitel nous intéresse!

Donnez votre avis sur les grandes questions du jour

EUA EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

LONE MOUNTAIN CAMPUS, SAN FRANCISCO, CALIFORNIA

MBA Master of Business Administration
Programme intensif de 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique, conçu pour des étudiants internationaux.
Rentrée universitaire : Septembre et Janvier.

AMS American Management Studies
Sessions tous les deux mois pour les diplômés de l'enseignement supérieur et les professionnels : Marketing, Information Systems, Finance, International Business.
Prochaines sessions : juillet-août, septembre-octobre.

"Personal Project" intégré au MBA et aux AMS pour une immersion réelle dans le milieu des affaires californien avec des contacts directs dans les entreprises.

American Business Law Seminar: 29 juillet - 16 août pour avocats et juristes.

Renseignements et inscriptions : EUA Centre pour l'Europe, 31 Galerie Montpensier, Paris 75001 France, Tél: (1)296 4511.

POLITIQUE

Propos et débats

M. Pasqua (RPR) : la France debout en 1986

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, est « sûr » de la victoire de l'opposition en 1986. Il l'a affirmé, dimanche 2 juin, à Orléans, devant les participants de la fête départementale de son mouvement, ajoutant : « L'important est de connaître l'ampleur de la victoire et de savoir si nous avons la volonté d'engager rapidement des réformes pour remettre la France debout. Ou bien, dès le premier jour, nous prendrons des mesures telles que nous montrerons aux Français notre volonté de redresser le pays, ou bien nous perdrons à notre tour. »

M. Léotard (PR) : Les paillettes et les risettes

M. François Léotard, qui était, dimanche 2 juin, l'invité du Grand Jury RTL-Monde, a souhaité que, en 1986, s'opposent « deux grands projets : le projet social-démocrate, qui semble être maintenant celui des socialistes, et le projet libéral, qui sera celui de l'ensemble de l'opposition. Je ne suis pas un manège de l'originalité, a-t-il précisé. Beaucoup de points du programme économique du RPR représentent nos idées. Nous sommes tout à fait d'accord sur les objectifs généraux — la libération de l'économie française — et nous sommes en discussion sur les moyens et les volumes, a affirmé le secrétaire général du Parti républicain. Nous n'avons pas, pour notre part, avancé des chiffres, par prudence et par réalisme. »

Le député du Var s'est prononcé pour une « économie désenclavée » en introduisant de la souplesse dans les mécanismes du travail. Il a condamné « l'excès de rigidité, l'idéologie et la bureaucratie » de l'actuelle majorité. « Je suis, a-t-il dit, pour la rupture avec le socialisme » et « la fracture avec une évolution qui remonte à quarante ans, celle d'une socialisation progressive des grandes sociétés occidentales. »

Après avoir exprimé la crainte que « l'on ne soit entré dans la démocratie des paillettes et des risettes », M. Léotard a estimé que les Français sont « mûrs pour entendre un langage de courage et de vérité. »

Mme Garaud : entre Barre et Chirac

Mme Marie-France Garaud aura « toujours un petit faible pour le RPR ». Elle estime cependant que le mouvement de M. Jacques Chirac « pourrait faire plus et mieux ». Elle est aussi, a-t-elle précisé, dimanche 2 juin, au Forum de RMC, « d'accord avec certaines positions de M. Raymond Barre » qui est « parfois plus raisonnable que le RPR » lorsqu'il affirme que « le redressement sera long, difficile, douloureux et pénible. »

Mme Garaud, qui ne peut présenter de liste qu'à Paris lors des élections législatives de 1986, soutiendra néanmoins les candidats qui défendront en province ses idées.

M. Destrade (PS) : un pacte de reniement

M. Jean-Pierre Destrade, porte-parole du PS, a estimé, dimanche 2 juin, que le « pacte » proposé par le RPR aux Français est « un pacte de reniement et de régression ». M. Destrade a ajouté : « Le vainqueur de 1986 sera celui qui réussira à mobiliser le pays sur un projet crédible. Le socialisme moderne, parce qu'il est à l'écoute de notre époque, parce qu'il est bon gestionnaire, parce qu'il est garant de progrès sociaux et culturels, reste le mieux placé à cet égard. »

M. Lang : mieux qu'en 1981

« Nous sommes en meilleure posture que neuf mois avant 1981 pour l'emporter l'an prochain », déclare M. Jack Lang, ministre de la culture, dans un entretien publié, dimanche 2 juin, par les Dernières Nouvelles d'Alsace. Evoquant la constitution d'un éventuel « front républicain » pour les prochaines élections, le ministre déclare « bien aimer l'expression » et rappelle qu'il a été « très mené » par Raymond Barre, un front républicain, je l'imagine moins entre des organisations ou des personnalités politiques qu'entre la majorité des Français qui partagent les mêmes idées essentielles sur la liberté. »

M. Sarre (PS) : l'adversaire principal

M. Georges Sarre, membre du secrétariat national du PS et député de Paris, a déclaré, samedi 1^{er} juin, à Meaux (Seine-et-Marne), lors d'une fête de la Rose : « Raymond Barre est l'adversaire principal des socialistes. (...) Il est l'homme qui s'affirme comme le véritable chef du parti du déclin, et, à ce titre, il doit être résolument combattu. Raymond Barre annonce sa candidature pour un retour possible à la case départ. Qui a oublié le déclin industriel accéléré lors de son passage à Matignon ? (...) Qui pourrait oublier la soumission délabrée de ses orientations aux intérêts américains et à ceux des multinationales ? (...) »

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le LKS veut rassembler les « déçus de la violence du RPCR et du FLNKS »

Le mouvement Libération kanak socialiste (LKS, indépendantiste modéré), réuni en congrès à Poindimié, a décidé à son tour, dimanche 2 juin, de participer aux prochaines élections régionales prévues en août, conformément au projet de nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie en discussion au Parlement.

M. Nidoïsh Natisseline, le chef du LKS, a toutefois indiqué que son parti n'approuve pas le découpage du territoire en quatre régions, tel que fixé par le projet gouvernemental. « Mais le plan Fabius reste un outil dans la stratégie que nous suivons, a-t-il souligné, et nous participerons aux élections pour les conseils régionaux, pour faire connaître notre point de vue sur l'indépendance pluri-ethnique et dire qu'une indépendance kanak serait une aberration en Nouvelle-Calédonie. »

M. Natisseline s'est également déclaré désireux de « favoriser par le dialogue, et pour le dialogue, l'unité du mouvement indépendantiste autour d'une alliance et d'un programme de gouvernement qui garantisse toutes les libertés ». Il a, d'autre part, vivement condamné tous les partisans de la violence : « Nous autres Kanaks, aujourd'hui, nous sommes déchirés par la violence, a-t-il dit. C'est la pagaille. Les extrémistes de droite posent des bombes devant le lycée Do-Kamo à Nouméa, mais en brousse des indépendantistes kanaks brûlent des écoles et tabassent des enseignants. Ça est la différence. Nous sommes des bandes déchirées, agir en toute violence du RPCR et du FLNKS », a conclu M. Natisseline.

Réuni en congrès à Yaté, le même dimanche, l'Union progressiste mélanésienne (UPM, composante du FLNKS) a décidé, elle aussi, de ne pas boycotter le scrutin régional et de privilégier l'unité du Front de libération nationale kanak socialiste.

En métropole, la Ligue des droits de l'homme a porté un jugement positif sur l'« économie générale » du projet du gouvernement, tout en estimant que celui-ci comporte « certaines zones d'ombre ». Elle a demandé la révision des listes électorales « afin d'assurer la sincérité du scrutin régional ». En outre, la Ligue des droits de l'homme « continue de s'inquiéter du comportement de certains fonctionnaires d'autorité » et « regrette que le gouvernement n'exige pas d'eux l'obéissance qu'ils doivent aux autorités de la République ». Elle souhaite, enfin, que « dans un esprit d'apaisement, le Parlement prenne l'initiative d'une loi d'amnistie aussi large que possible ».

Au congrès extraordinaire du RPR, qui a eu lieu samedi à Vincennes, le président du gouvernement territorial, M. Dick Ukéwé, a comparé « les scènes insupportables et les bandes de loubards déchaînés qui agressent, violent, incendient et souvent tuent (en Nouvelle-Calédonie) aux violences qui ont marqué la finale de la coupe d'Europe de football au stade du Heysel à Bruxelles. Il a comparé « la passivité des policiers belges » à l'attitude des CRS et des gendarmes qui, dans le territoire, selon lui, « violent ces bandes déchirées, agir en toute impunité, en raison des consignes du délégué du gouvernement ».

LE FILM SUR LE GROUPE MANOUCHIAN

M. Marchais accuse le PS de chercher à « briser » le PCF

M. Georges Marchais a évoqué, au cours d'un repas célébrant cinquante années d'administration communiste à Bagnex (Hauts-de-Seine), le samedi 1^{er} juin, la polémique autour du film consacré au groupe Manouchian, sur lequel la Haute Autorité de l'audiovisuel avait émis un avis défavorable après une campagne du PCF contre le film. Pour M. Marchais, le fait que cet avis ait été critiqué par M. Georges Fillioad, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, et par M. Jean-Jack Queyranne, membre du secrétariat national du PS, prouve que « le gouvernement et le Parti socialiste ont décidé de donner à cette affaire un tour encore plus directement politique ».

Selon le secrétaire général du PCF, le PS a pour « projet politique » d'« établir en France une alternance sur les modèles britannique, allemand et scandinave, une alternance qui permette aux partis sociaux-démocrates et aux partis de droite de donner l'illusion du changement en se succédant au pouvoir, mais pour mettre en œuvre la même politique, conforme aux intérêts des forces du capital ».

« Evidemment, a dit M. Marchais, un tel projet suppose la réalisation d'une condition : c'est que puisse être brisé le Parti communiste français. Au fond, toute cette affaire, sur ce point particulier, c'est l'apport de notre parti à la Résistance. N'exprime rien d'autre. »

● Le PS et l'apartheid. — M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a évoqué, dimanche 2 juin à Meaux (Seine-et-Marne), les déclarations de M. Fabius sur le « coup d'arrêt » à donner aux investissements français en Afrique du Sud « dans un délai de dix-huit mois à deux ans » si le régime ne modifie pas sa politique d'apartheid (le Monde daté 2-3 juin). M. Jospin s'est réjoui de l'annonce de ces mesures, mais il a ajouté qu'il proposerait au gouvernement « des mesures concrètes pour agir sur le terrain des investissements avant 1986, même s'il faut continuer à agir après 1986 ».

● M. Bouchardeau : s'habituer à la cohabitation. — M. Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, a déclaré, dimanche 2 juin, au cours de l'émission « Midi-press », sur TF1, que si, en 1986, « les forces qui restent républicaines dans la droite ne sont pas suffisantes pour composer une majorité », la gauche devra envisager la « cohabitation entre des forces différentes au Parlement », cela « à condition qu'on ait discuté du programme ».

Selon l'ancienne secrétaire nationale du PSU, « sur beaucoup de dossiers, on peut s'habituer à la cohabitation ».

LES ESPACES SONT PLUS GRANDS A NOUVELLES FRONTIERES

PARIS TORONTO
aller-retour
1950 F
vol du 21 juin



nouvelles frontières
66, boulevard Saint-Michel 75006 Paris 634 55 30

Soyez tranquille nous ferons prendre le "Th" à vos enfants

* th : se prononce phonétiquement "zeu" en français



Vos enfants ont plus de 12 ans et ont décidé de perfectionner sérieusement leur anglais. L.L.C. a la méthode, basée sur la conversation... en anglais.

Nos séjours linguistiques d'été dans une sélection de collèges leur feront prendre le goût du "th"!

Au programme : enseignement de qualité et activités de loisirs contrôlées pour participer pleinement à la vie anglaise. Hébergement en famille ou au collège.

Et vous, avez-vous songé à profiter de nos cours d'été pour adultes ?

Renseignez-vous vite auprès d'L.L.C.

L.L.C. INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20, passage Dauphine 75006 Paris Tél. 325.41.38

55 من الأصل

EN NOUVELLE CALÉDONIE (S) veut rassembler les «dépou- lances du RPCR et du FLNKS

Une conférence de presse a été organisée à l'initiative de l'Union pour la Nouvelle Calédonie (UNC) pour annoncer la tenue d'une conférence de rassemblement des «dépouilles» du RPCR et du FLNKS. Cette conférence aura lieu à Nouméa, le 10 juin, à 14 heures, au siège de l'UNC. Elle sera présidée par le député-maire de Nouméa, Jean-Marie Tjebkjes. Les participants seront les représentants des deux formations politiques, ainsi que les membres du conseil territorial. L'objectif de cette conférence est de discuter des modalités d'un éventuel rapprochement entre les deux formations, afin de permettre une meilleure gestion de la Nouvelle Calédonie.

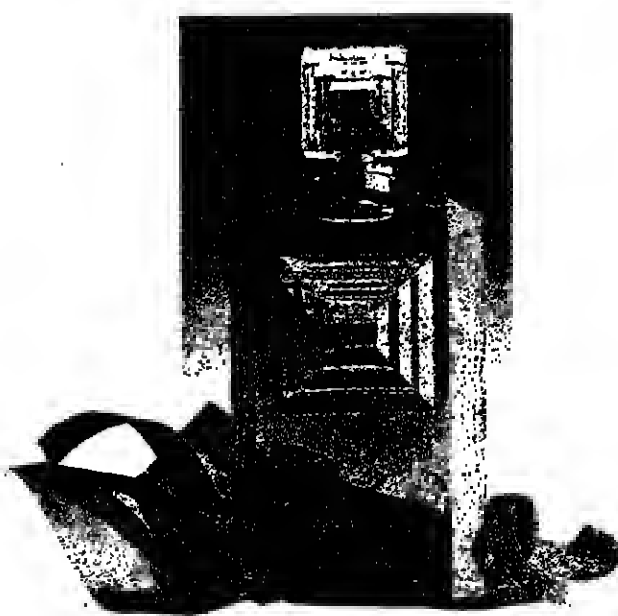
LE GOUVERNEMENT MANOUC-JE Marchais accuse le PS de chercher à «briser» le PC

Le secrétaire général du Parti communiste français (PCF), Georges Marchais, a accusé le Parti socialiste (PS) de chercher à «briser» le PCF. Il a déclaré que le PS voulait diviser le PCF en deux courants, l'un plus modéré et l'autre plus radical. Marchais a affirmé que le PCF ne se laisserait pas diviser et qu'il resterait un parti unique et homogène. Il a également déclaré que le PS était un parti qui cherchait à détruire le PCF pour prendre sa place.

Le PCF a réagi à ces accusations en déclarant que le PS était un parti qui cherchait à diviser le PCF pour prendre sa place. Le PCF a affirmé qu'il était un parti unique et homogène et qu'il ne se laisserait pas diviser. Il a également déclaré que le PS était un parti qui cherchait à détruire le PCF pour prendre sa place.

Soyez tranquille nous ferons prendre le "Th" à vos enfants

Cette publicité est une parodie de la célèbre publicité de la Renault 5. Elle annonce que les parents peuvent se rassurer car les enfants de leur voiture prendront le "Th" (thérapie) à leur retour. La publicité est accompagnée d'une illustration d'une Renault 5 et d'un enfant.



Le 3^{ème} Homme de Caron.

Le parfum des ultras.

Les années 80 ont ouvert
 la voie.

Une recherche de l'unique,
 de l'incroyable.

Incroyable est le 3^{ème} Homme
 de Caron.

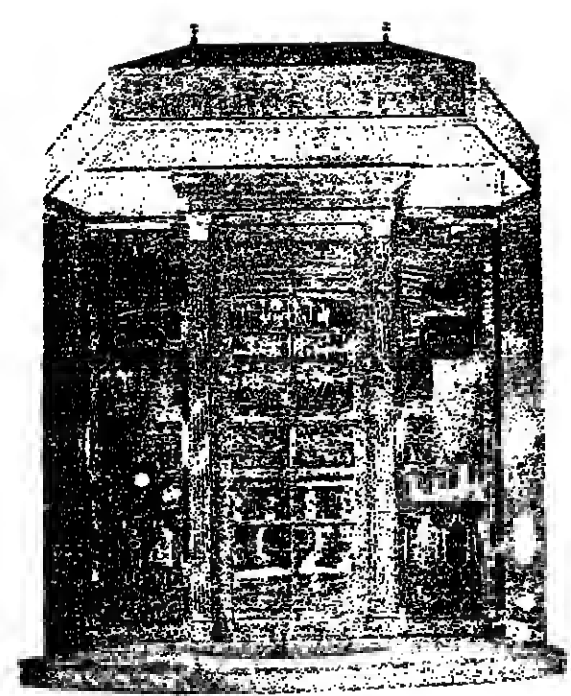
Frais, épicé, animalisé
 tout à la fois.

Inclassable.

Incroyable pour les hommes
 est son flacon-sculpture
 à cabochon.

Avec le 3^{ème} Homme,
 Caron célèbre un
 nouveau raffinement.

Le temps des ultras ne
 fait que commencer.



34, Avenue Montaigne. Paris.

société

AU COLLOQUE INTERNATIONAL DE REIMS

La culture derrière les murs

Reims. — La culture en prison ou l'art de « lézarder l'enfermement » ? La question n'est pas aussi simple qu'elle en a l'air. Elle a été posée lors du colloque international sur la culture en milieu carcéral organisé à Reims du 31 mai au 2 juin par les ministères de la culture et de la justice. Autour d'une majorité de Français s'étaient regroupés des Norvégiens, des Hollandais, des Italiens des Québécois qui ont pu entendre M. Ezratty, directeur de l'administration pénitentiaire française, annoncer la publication prochaine d'une circulaire instituant la coopération interministérielle « culture-justice » en milieu carcéral.

A première vue, le thème du colloque pouvait paraître quelque peu anecdotique : au même moment, en effet, Paris accueillait des personnalités internationales luttant pour la défense des droits de l'homme, mais le droit à la culture pour les détenus est « précisément partie prenante dans ce débat », a-t-on souligné à Reims.

Si l'on en croit les faits relatés au colloque, l'accès à la culture représente pour les détenus une réelle parcelle de liberté. Pour ceux qui ont en charge le maintien de l'ordre social, l'enfermement, à travers cette nouvelle expérience, « conserve ses vertus, mais perd quelques défauts ».

A Reims, le week-end dernier, montage de vidéo, exposition et discussions ont fait connaître de multiples expériences... et leurs limites actuelles : blocage des mentalités, insuffisance des budgets. Ainsi, à Chambéry, la maison d'arrêt a, depuis septembre dernier, ses murs, ses couloirs et son kiosque peints de fresques figuratives. Une association locale, le conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement, et trois jeunes artistes ont, du prin-

De notre envoyée spéciale

La « poudrière turinoise »

Reims. — Ruccio Scatolero, Italien aux accents du Sud et professeur de criminologie, a posé une petite bombe lors des débats du colloque : un film, *Sorties de secours*, tourné à la prison de Turin, où, en 1977, une émeute s'éleva dans le sang. Huit ans plus tard, à chaque heure du jour, des jeunes y entrent ou en sortent. Comme dans un moulin. La prison a ouvert ses portes ouvertes sur la ville et la ville a ouvert ses rues. Elle reste une maison d'incarcération, mais elle fonctionne comme un foyer de rééducation, sans accroc et sans illusion : c'est la « poudrière turinoise » pour la plupart des participants français du colloque, encore sous le choc des dernières émeutes carcérales.

La réalité dépasse la fiction. Le reportage filmé commence sur une fin de soirée... Trois jeunes quittent l'autobus et franchissent la porte de Ferrante. Plaisanterie avec le gardien, puis... retour en cellule, quelques heures plus tard, vient le jour... L'un des jeunes sort. Direction : la boucherie du quartier où il travaille comme salarié. Qui, parmi les clients pressés, connaît son art ? « Ce n'est pas leur affaire », répond le patron.

Autres visages et autre travail, cette fois, dans un atelier de Ferrante. Un garagiste turinois apprend à ses élèves la réparation automobile ; les cours d'une journée ont lieu une fois par semaine. Un autre des pensionnaires de Ferrante sort son premier disque préparé en prison. Tel un conte de fées, le reportage continue chez M. Diego Novelli, maire de Turin : chez un juge des mineurs ; dans une boulangerie dont le patron enseigne à la prison.

A Turin, quelques citoyens, après la mutinerie de 1977, avaient décidé de recourir aux grands moyens, et la ville a signé son « défi » après avoir dépensé beaucoup d'efforts et... de fonds. Ferrante, aujourd'hui, témoigne d'un travail « hautement civique ». En ville, la petite délinquance a baissé : « Ils ont la juve, mais pas de hooligans », dit un participant au colloque... D. R.

LES DROITS DES VICTIMES

L'indemnisation n'est pas la réparation

De notre correspondant

Strasbourg. — Punir ou réparer, informer ou consoler ? Quel est au fond le vrai but de la démarche judiciaire ? Cette question était au centre du colloque sur les droits des victimes, organisé à Strasbourg par l'association ACCORD (Association conviviale de coordination pour la prévention, la réinsertion des délinquants et l'aide aux victimes) et l'ordre des avocats de la ville.

« On ne demande plus au droit d'être moral, mais encore d'être juste. La société ne peut pas empêcher le malheur d'exister ; alors on se tourne vers l'Etat quand une victime ne peut être indemnisée » : le professeur Jacques Léautaud, directeur de l'Institut de criminologie de l'université Paris II, président la séance d'ouverture, a dessiné ce nouveau cadre élargi par la loi du 3 juillet 1983 sur l'indemnisation des victimes. A titre subsidiaire, quand le délinquant qui a causé un grave préjudice est introuvable ou insolvable, une requête en indemnisation est possible pour la victime devant une commission spécialisée auprès des tribunaux de grande instance.

Cette évolution touche, petit à petit, tous les droits occidentaux, a expliqué M. François Lombard, chargé de recherches au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales. Mais, surtout, le coût des indemnisations a obligé à multiplier les verrous, au risque de voir le système perdre son efficacité, en délaissant « la victime trop la victime du débat pénal ».

Ces textes ne s'appliquent pas toujours aux étrangers, touristes ou migrants, a rappelé M. Ekkehart Müller-Rappard, chef de la division des affaires pénales et criminologiques au Conseil de l'Europe. C'est l'une des raisons, selon lui, qui devraient inciter à la ratification de la convention européenne sur le dédommagement des victimes d'infractions violentes. Ce texte, à la mi-mars, a été signé que par huit Etats (dont la France) et ratifié par les seuls Pays-Bas.

Une « idée de l'irréparable »

Les travaux du colloque ont plusieurs fois souligné que l'indemnisation n'est pas la réparation. Le vandalisme de certains cambriolages et la disparition d'objets aimés ne sont pas effacés par l'assurance ; de même, les violences subies, l'angoisse d'une agression, ne disparaissent pas.

Plusieurs associations tentent, par exemple, de développer des conciliations (SOS agression confit, à Paris ; le Comité de conciliation de Valenciennes au ACCORD, à Strasbourg). A côté du système judiciaire, mais souvent en harmonie avec lui, l'essentiel serait de provoquer « la circulation de la parole » entre les délinquants et leurs victimes.

« On ne demande plus au droit d'être moral, mais encore d'être juste. La société ne peut pas empêcher le malheur d'exister ; alors on se tourne vers l'Etat quand une victime ne peut être indemnisée » : le professeur Jacques Léautaud, directeur de l'Institut de criminologie de l'université Paris II, président la séance d'ouverture, a dessiné ce nouveau cadre élargi par la loi du 3 juillet 1983 sur l'indemnisation des victimes. A titre subsidiaire, quand le délinquant qui a causé un grave préjudice est introuvable ou insolvable, une requête en indemnisation est possible pour la victime devant une commission spécialisée auprès des tribunaux de grande instance.

Cette évolution touche, petit à petit, tous les droits occidentaux, a expliqué M. François Lombard, chargé de recherches au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales. Mais, surtout, le coût des indemnisations a obligé à multiplier les verrous, au risque de voir le système perdre son efficacité, en délaissant « la victime trop la victime du débat pénal ».

A DIGNE

Le président du Patrimoine foncier est écroué pour escroquerie

M. Pierre Bouchacourt, président du Patrimoine foncier, vient d'être inculpé d'escroquerie et d'abus de confiance et écroué à Digne. Il aurait détourné une somme d'environ 1 700 000 francs au préjudice d'une association d'aide aux personnes handicapées dont le siège social est situé à Grasse (Drôme).

Cette association gère un centre d'aide par le travail (CAT) à Revest-du-Bion, dans les Alpes-de-Haute-Provence. Il est reproché à M. Bouchacourt de s'être fait reconnaître par le centre une créance fictive de 1 600 000 francs correspondant au prix d'acquisition de la propriété et d'un hôtel dans le cadre d'une opération d'aménagement. Il se serait ainsi fait rembourser des sommes qui ne furent jamais versées. On considère que ces infractions ont été commises au détriment de dix-sept directions départementales des affaires sanitaires et sociales qui, depuis l'ouverture de ce CAT du Revest-du-Bion, en 1980, y ont placé des handicapés et devaient être les promoteurs de l'opération d'aménagement.

EN BREF

Tornades aux Etats-Unis et au Canada

Quatre-vingt-trois morts et plus de cinq cents blessés : tel est le bilan actuel des tornades qui ont balayé, le 31 mai, les Etats américains de Pennsylvanie, d'Ohio, de New-York et la province canadienne d'Ontario. Les dégâts matériels (maisons, immeubles, usines détruites ou très endommagées, voitures, caravanes et même camions soulevés à des dizaines de mètres, lignes électriques et téléphoniques arrachées, etc.) se chiffrent par millions de dollars. — (AFP, UPI.)

Evasion de trois détenus à Carcassonne

Trois détenus ont réussi à s'évader, dimanche 2 juin, de la maison d'arrêt de Carcassonne (Aude), après avoir maîtrisé des gardiens et s'être emparés d'une échelle dans un atelier. Lucien Rosley, Bernard Luciani et Jean-Paul Renard étaient en détention provisoire, les deux premiers pour des attaques à main armée, le troisième pour une tentative d'homicide contre un notaire de Castelnaudary. Bernard Luciani, avait été transféré à Carcassonne après les troubles à la maison d'arrêt de Montpellier.

« Arrestation de deux femmes accusées de complicité avec Action directe. — Charlotte Granier, quarante-quatre ans, et Sandrine Guibert, vingt et un ans, arrêtées à Montpellier et écrouées, samedi 1^{er} juin, à la maison de Nîmes, sur mandat d'arrêt de M. Jean-Louis Brugère, juge d'instruction parisien chargé des dossiers d'Action directe, devaient être transférées prochainement à Paris. Elles sont soupçonnées de complicité avec le mouvement terroriste. Charlotte Granier ayant servi d'intermédiaire pour la location d'un appartement nîçois à Régis Schleicher, l'un des principaux dirigeants d'Action directe, arrêté au printemps 1984 et emprisonné depuis.

« Deux Français blessés pendant l'opération franco-japonaise Kaiko. Deux Français ont été blessés, le 1^{er} juin, lors d'un accident qui s'est produit sur le navire japonais le *Nadir*, à l'issue d'une plongée d'essai du petit sous-marin français, le *Nautille*, au large du port japonais de Shimizu. Frappés par un câble qui a sauté de son logement, M. Jean Roux a eu des blessures graves et un pompon perforé. M. Igo a eu une hanche fracturée. Les deux blessés, hospitalisés à Shimizu, étaient, le 3 juin, dans un état satisfaisant. Le *Nadir* et le *Nautille* reprendront l'opération franco-japonaise Kaiko (exploration des fossés japonais) dès que les remplacements des deux blessés seront arrivés à Shimizu.

« Dans cet appartement, que la police judiciaire a découvert, mercredi 29 mai, par hasard — à partir d'un troussard de clés trouvé, en mars 1984, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) lors de l'arrestation d'un Italien membre d'Action directe, Vincenzo Spano, — les enquêteurs auraient saisi deux pistolets mitrailleurs et plusieurs pistolets.

« Deux communes de la Drôme prennent des mesures pour limiter l'immigration. — M. Jean Mouton, maire-CDS de Pierrelatte dans la Drôme, vient de mettre en place une commission de travail chargée d'étudier les mesures qui pourraient être prises pour limiter l'implantation des familles d'immigrés sur sa commune. Cette commission rassemble notamment des représentants de la municipalité, d'associations de quartiers et de l'Office public départemental HLM. Elle a été créée à la suite d'une décision en mars dernier du conseil municipal de contrôler le flux d'immigrants. Une mesure des ennuisages serait d'exiger la justification d'un emploi sur le territoire communal pour l'obtention d'un logement HLM.

« Corse : attentat dans un village de vacances. — D'importantes charges de dynamite ont explosé dans la nuit du 2 au 3 juin, dans un village de vacances du Commissariat à l'énergie atomique, situé dans le golfe de Lava, près d'Ajaccio. Quatre bungalows ont été détruits, dix-sept autres endommagés. L'extrême-droite revendique cet attentat, perpétré pour protester contre la condamnation à sept ans de prison de Noël Luciani, inculpé le 27 avril 1984 à Ajaccio, et considéré comme « l'archiviste » du mouvement disous.

« Dans cet appartement, que la police judiciaire a découvert, mercredi 29 mai, par hasard — à partir d'un troussard de clés trouvé, en mars 1984, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) lors de l'arrestation d'un Italien membre d'Action directe, Vincenzo Spano, — les enquêteurs auraient saisi deux pistolets mitrailleurs et plusieurs pistolets.

EN VUE DE LA RENTRÉE DE SEPTEMBRE 1985

Date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la dernière sélection à Lyon. Vendredi 14 Juin 1985

école supérieure de commerce de Lyon



Etoile Victor-Hugo	500 08 68
Boulogne	609 15 10
Champs-Élysées	720 41 60
La Défense	773 68 16
Nation	371 11 34
Opéra	742 13 39
Panthéon	633 98 77
St Lazare	522 22 23
St-Germain-en-Laye	973 75 00
Versailles	950 08 70
Service Entreprises	742 90 10



Texte d'évaluation gratuit.

les langues très vivantes.

LES INVITÉS d'EUROPE 1

NOUVEAU

LUNDI 3 JUIN

"LES JUGES VOUS REPENDENT"

• 8 H 15 : DANS "PARLONS VRAI" DE GERARD CARREYROU ET CATHERINE NAY

• 18 H 30 - 20 H

CHARLES VILLENEUVE REÇOIT : JEAN-LOUIS DEBRE, BRUNO LAROCHE, ALAIN VERLEENE

QUI REPENDRONT AUX QUESTIONS DES AUDITEURS AU 232.18.18

SONDAGE BVA "LES FRANÇAIS ET LES JUGES D'INSTRUCTION"

Living en EUROPE 1

Indubitablement intensifs ces stages crash de 60 heures ! 4 semaines à mi-temps du 1^{er} au 26 juillet ou du 5 au 30 août. On sera par petits groupes de 3 ou 4 personnes au maximum, avec un prof Anglais, Allemand ou Espagnol... On croit rêver ! Vive le dialogue ! Choisissez votre centre :

BERLITZ

les langues très vivantes.

Étoile Victor-Hugo .. 500 08 68

Boulogne 609 15 10

Champs-Élysées 720 41 60

La Défense 773 68 16

Nation 371 11 34

Opéra 742 13 39

Panthéon 633 98 77

St Lazare 522 22 23

St-Germain-en-Laye.. 973 75 00

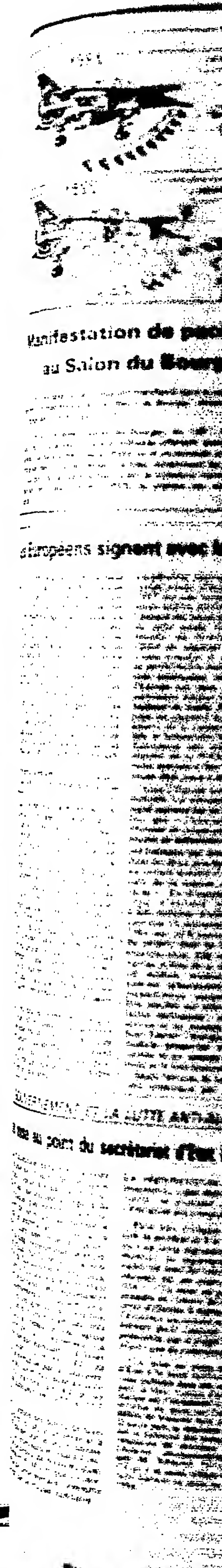
Versailles 950 08 70

Service Entreprises: 742 90 10

Texte d'évaluation gratuit.

BERLITZ

les langues très vivantes.



A DIGNÉ

Président du Patrimoine foncier
est écroulé pour escroquerie

Le président du Patrimoine foncier, M. Jean-Pierre Laroche, a été écroulé pour escroquerie. Il a été condamné à 10 ans de prison et à 100 millions de francs d'amende. Le juge a estimé que M. Laroche avait utilisé des faux documents pour obtenir des prêts bancaires et des subventions publiques.

BAEF

Ministère des États-Unis
et du Canada

Le ministre des États-Unis et du Canada, M. [Nom], a déclaré que son pays était prêt à coopérer avec les autres nations pour résoudre les problèmes de sécurité internationale. Il a souligné l'importance de la coopération multilatérale.

Evasion de trois
à Caracass

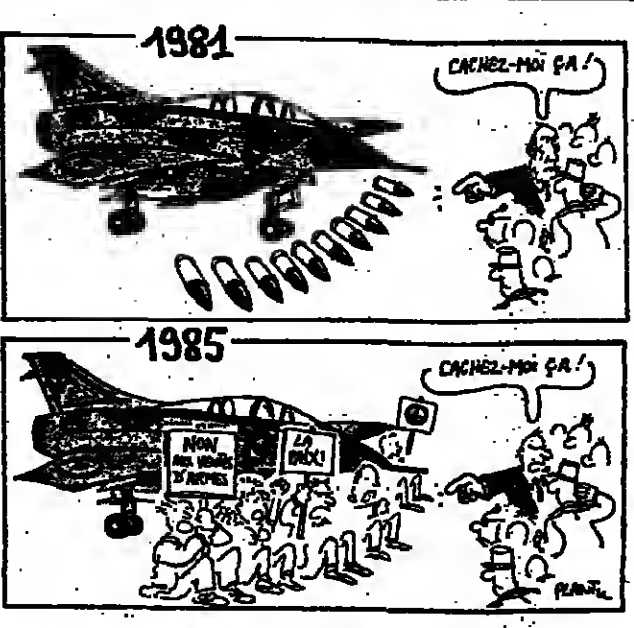
Trois personnes ont été arrêtées à Caracass après une évasion. Les autorités locales ont déclaré que les suspects étaient impliqués dans des activités criminelles liées à la contrebande de drogues.

Les autorités locales ont déclaré que les suspects étaient impliqués dans des activités criminelles liées à la contrebande de drogues. Elles ont ajouté que les enquêtes sont toujours en cours.

Les autorités locales ont déclaré que les suspects étaient impliqués dans des activités criminelles liées à la contrebande de drogues. Elles ont ajouté que les enquêtes sont toujours en cours.

Les autorités locales ont déclaré que les suspects étaient impliqués dans des activités criminelles liées à la contrebande de drogues. Elles ont ajouté que les enquêtes sont toujours en cours.

Les autorités locales ont déclaré que les suspects étaient impliqués dans des activités criminelles liées à la contrebande de drogues. Elles ont ajouté que les enquêtes sont toujours en cours.



Manifestation de pacifistes
au Salon du Bourget

Une vingtaine de pacifistes ont manifesté dans le calme contre les ventes d'armes françaises, au Salon du Bourget, dimanche 2 mai, en s'enchaînant à un Mirage 2000.

Lors du président Salon du Bourget, en 1981, M. Mitterrand avait refusé que des matériels militaires offensifs soient mis en évidence. Certains avaient sans doute vu là un symbole prévoyant une politique restrictive de ventes d'armes, notamment les pacifistes qui s'insurgent de ce que la France est le troisième marchand d'armes derrière les États-Unis et l'URSS, le premier par nombre d'habitants.

APRÈS LA TRAGÉDIE DE BRUXELLES
L'UEFA suspend les clubs anglais

A la suite de la tragédie qui a causé la mort de trente-huit spectateurs lors de la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions Juventus-Liverpool, le 25 mai à Bruxelles, le comité exécutif de l'Union européenne des associations de football (UEFA), qui a tenu une réunion exceptionnelle le 2 juin à Bâle (Suisse), a pris des sanctions contre les clubs anglais. Le texte du communiqué publié à l'issue de cette réunion indique :

1. L'UEFA n'acceptera aucune inscription de clubs anglais pour les compétitions interclubs de l'UEFA durant un délai indéterminé.
 2. En ce qui concerne le cas de Liverpool, après la tragédie de Bruxelles, le dossier sera transmis à la commission de contrôle et de discipline pour sanctions particulières.
 3. Pour l'avenir, de nouvelles mesures seront prises pour renforcer la sécurité dans les stades et aux abords.
 4. La participation des équipes nationales anglaises aux championnats d'Europe sera décidée ultérieurement.
- Le président de l'UEFA, M. Jacques Georges, a précisé que toutes les sanctions seront prises pour lutter contre la mort dans les stades. Il n'y aura plus ni fusée ni pétard. Nous ferons tout pour que le football retrouve son vrai visage.
- En Angleterre, la décision de l'UEFA a été diversement commentée. M. Thatcher devait présenter, lundi 3 juin, les grandes lignes d'un plan d'urgence destiné à lutter contre les « hooligans ». Ce plan, qui pourrait être voté avant les vacances d'été, prévoirait notamment l'interdiction de toute vente d'alcool dans et autour des enceintes des stades. Une mesure semblable prise en 1980 en Écosse avait provoqué une nette diminution de la violence.
- La Grande-Bretagne accepterait d'autrader vers le Belgique tout ressortissant britannique dont la participation aux violences du stade du Heysel serait prouvée. Le film de la télévision britannique a permis à la police turnoise d'identifier l'italien qui brandissait un pistolet d'alarme. Il s'agissait d'un jeune supporter de la Juventus, Umberto Salusoglia, fils d'un industriel, qui avait déjà été arrêté et incarcéré à Bruxelles sous l'accusation d'outrage à la force publique. Il avait été interpellé plusieurs fois par la police italienne à l'issue de matches de championnat.
- Dans toute la péninsule, les funérailles des trente et une victimes italiennes ont eu lieu samedi et dimanche. La magistrature romaine a ordonné l'autopsie de tous les corps, qui ne seront donc pas inhumés immédiatement.
- La tragédie du Heysel a fait naître en Italie un sentiment anti-anglais. Plusieurs cars de touristes ont ainsi été lapidés. Des Anglais ont été insultés, voire rossés dans les restaurants ou les hôtels qu'ils fréquentaient. Un porte-parole de l'ambassade de Grande-Bretagne à Rome a indiqué que le standard était assailli d'appels, souvent insultants.

Les Européens signent avec la NASA un accord pour la station orbitale habitée

Il faut être réaliste. On ne peut pas à la fois battre les Américains sur leur propre terrain avec le lanceur Ariane, tenter de leur résister dans les technologies de pointe, en essayant de rassembler l'Europe sur le projet Euréka, et chercher à les dépasser dans des domaines où ils ont des années d'expérience. Quand cela est nécessaire, il faut savoir s'associer à eux. C'est ce que les Européens ont fait, ce lundi 3 juin, en signant avec la NASA, par l'intermédiaire du directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA), M. Reimar Lüst, un accord de coopération sur la construction de la station spatiale habitée que les Américains comptent mettre en service en 1993.

Ce memorandum d'accord, relatif à l'exécution d'un programme de

coopération couvrant la période de temps allant d'aujourd'hui à mars 1987, est une rétrospective de la conférence que les ministres européens de l'espace ont tenue à Rome en janvier de cette année. Les Européens ont mandaté un directeur général de l'ESA de négocier avec la NASA, « sans timidité et sans complexe », la participation européenne à la station spatiale américaine, sans réserve que l'Europe soit dans cette affaire un partenaire majeur et non un simple bailleur de fonds. Beaucoup en Europe ont encore à la bouche le « goût amer » de la coopération sur Spacelab, le laboratoire habitable que les Européens ont construit pour le compte de la NASA et que la navette spatiale a fait voler à deux reprises déjà, mais à quel prix !

Ainsi l'Europe a-t-elle à pas comptés. Le memorandum d'accord signé aujourd'hui ne concerne, en effet, que « l'exécution d'un programme de coopération couvrant les études de définition et de conception préliminaire qui seront menées pendant les deux prochaines années sur un certain nombre d'éléments potentiels de la station spatiale américaine ». En d'autres termes, l'Europe n'a pas dépassé le stade de la sous-traitance. Elle veut réaliser des parties nobles de la station comme : un module pressurisé utilisable comme laboratoire habitable ; des plateformes autonomes pouvant être placées sur orbite polaire ou à faible inclinaison ; un véhicule de service et un module de ressources pour fournir l'énergie nécessaire au module pressurisé et aux plateformes et en assurer le refroidissement et la stabilisation.

Seuls certains de ces éléments seront construits par l'Europe. La coopération couvrant la période de temps allant d'aujourd'hui à mars 1987, est une rétrospective de la conférence que les ministres européens de l'espace ont tenue à Rome en janvier de cette année. Les Européens ont mandaté un directeur général de l'ESA de négocier avec la NASA, « sans timidité et sans complexe », la participation européenne à la station spatiale américaine, sans réserve que l'Europe soit dans cette affaire un partenaire majeur et non un simple bailleur de fonds. Beaucoup en Europe ont encore à la bouche le « goût amer » de la coopération sur Spacelab, le laboratoire habitable que les Européens ont construit pour le compte de la NASA et que la navette spatiale a fait voler à deux reprises déjà, mais à quel prix !

Le grand mât de l'espace

Les États-Unis ont engagé le développement d'une station spatiale occupée en permanence par des astronautes, dont la mise en service est actuellement envisagée en 1993. L'évolution des besoins technologiques est en constante évolution dans la même sens, il paraît acquis que le développement des activités spatiales passe par une colonisation de l'espace.

A quel servira cette station ? Les militaires disent qu'elle ne leur apporterait rien et les scientifiques que ce serait de l'argent dépensé en pure perte. Les industriels n'accroissent qu'un intérêt médiocre à une réalisation qui sera pas pour eux rentable avant l'an 2000. Seule les constructeurs de cette station sont intéressés.

Mais il ne faut pas trop s'inquiéter de ces réserves. Les vols de Skylab il y a dix ans, celui de Spacelab en 1983, ont apporté des informations dont l'utilité n'est pas contestable. Si les Soviétiques poursuivent depuis plus de dix ans un programme de vols humains de longue durée, ce n'est pas pour l'amour de l'art. Tout autant que les Soviétiques, la future station spatiale américaine sera donc utile. Les possibilités ne manquent pas : expériences scientifiques, fabrication de matériaux en apesanteur, observation de la Terre ou des astres, maintenance des satellites, dépôt de pièces détachées, montage de grandes structures spatiales.

Cylindres habitables

Il est d'ailleurs à noter que les scientifiques — qui seront les premiers utilisateurs, car tout commencera par des expériences — ont beaucoup modéré leurs critiques sur cette station, « dévoreuse de crédits ». Les ambitieux projets de voyages interplanétaires seront effectivement plus difficiles à financer. Mais, puisque la décision est prise, les scientifiques se résignent aujourd'hui et constatent qu'un gros laboratoire en orbite leur ouvre d'intéressantes possibilités.

En revanche, les militaires maintiennent leurs réserves — la NASA chercherait moins une coopération européenne — si la station américaine avait vraiment une vocation militaire et si le Pentagone était prêt à participer à son financement, mais ce dernier estime que plus encore que la navette spatiale, la station sera une structure extrêmement

LES SECRETS
DE LA REUSSITE
DANS L'ENTREPRISE
D'AUJOURD'HUI

UN ENORME SUCCES
AUX ETATS-UNIS

« Clair, concis et informatif... ce livre vous sera d'une aide précieuse dans votre carrière professionnelle. »

Herbert J. Siegel, Président de Chriscraft Industries.

« Mark Mc Cormack est le négociateur le plus habile que j'aie jamais rencontré. Il vous montre comment être un gagnant sans que votre adversaire se sente un perdant. Mc Cormack souligne avec perspicacité les clés de la réussite en affaires. »

Frank A. Olson, Président du Conseil d'Administration de la Hertz Corporation.

« La plus grande force de Mark Mc Cormack est l'attention qu'il prête aux moindres remarques et signes pour en tirer un avantage. Le comble de l'ironie c'est que, si j'avais lu ce livre il y a quatorze ans, j'aurais conclu un bien meilleur contrat avec lui. »

Bennett E. Bidwell, Executive Vice-Président Chrysler Corporation.

« Incisif, intelligent et habile comme l'auteur lui-même, un vrai gagnant. J'ai appris beaucoup en le lisant. »

Rupert Murdoch, Président de New Corporation.

« Pas seulement un des livres les plus faciles à lire sur les affaires, aussi le plus utile... Des conseils pratiques et pertinents pour les présidents ou directeurs généraux mais aussi pour tous les cadres responsables et les vendeurs. »

Christie Hefner, Président Play Boy Enterprise.

Mark H. McCORMACK



Notes d'un homme de terrain

Rivages/Les Echos

Rivages/Les Echos

en vente en librairie 79 F

diffusion Seuil

LE GOUVERNEMENT ET LA LUTTE ANTI-ALCOOLIQUE

Une mise au point du secrétariat d'Etat à la santé

La publication dans nos colonnes (le Monde du 1^{er} juin) des critiques du Haut Comité d'étude de l'information sur l'alcoolisme à l'égard de la politique gouvernementale en matière de lutte anti-alcoolique a amené le secrétariat d'Etat à la santé à faire une mise au point. Dans un long communiqué, le secrétariat d'Etat réaffirme que la prévention de l'alcoolisme et des maladies liées à l'alcool « a été et reste une des préoccupations importantes du gouvernement ». L'action anti-alcoolique, souligne-t-il, a contribué à faire de la France « un des très rares pays à connaître une baisse régulière de la consommation d'alcool par par habitant (18 litres en 1952 pour 13 litres en 1982), de même, la mortalité par alcoolisme, cirrhose du foie et psychose alcoolique, est passée de 42 pour 100 000 habitants en 1975, à 31,7 en 1982 ».

Sur la question des débits de boissons dans les HLM, le secrétariat à la santé estime que le texte adopté « lève la discrimination visant l'installation de débits de boissons dans les ensembles HLM » et que « l'intérêt social de cette mesure l'emporte largement sur le risque sanitaire ».

La réglementation à ce sujet, poursuit-il, « qui date du début du siècle, se trouvait dépassée par l'évolution des comportements ».

Face aux critiques sur la publicité, le secrétariat à la santé souligne qu'« un texte législatif visant à harmoniser la réglementation de la publicité avec les instructions européennes est en cours de préparation ». « Sa mise au point, qui doit prendre en compte de nombreux critères difficiles à harmoniser, pose de l'évidence un certain nombre de problèmes qu'il convient de régler au préalable, car il s'agit de convaincre plutôt que de contraindre ».

La mise au point du secrétariat d'Etat à la santé confirme les informations publiées dans nos colonnes. D'une part, le Haut Comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme n'a pas été tenu informé du texte sur l'autorisation de débits de boissons dans les cités HLM. D'autre part, la rédaction du texte de loi sur la publicité des boissons alcoolisées rencontre de sérieuses difficultés à l'échelon interministériel. Rappelons que M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, s'était déjà engagé à faire discuter ce texte au Parlement en 1984.

J.-Y. N.

sports

TENNIS



Les Internationaux de France

Toujours le soleil et la grande foule à Roland-Garros, samedi 1^{er} et dimanche 2 juin. Les Français en lumière sur le central pour le troisième tour masculin : Leconte éblouissant face à Noah, Benhabiles surprenant contre Connors, et Potier éclipse par Lendl. Mecir et Chesnokov, les nouvelles étoiles disparaissent. Place aux stars déjà consacrées pour la deuxième semaine.

LES RÉSULTATS

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Barraque pour l'accès en première division, match aller)
Rouen b. Rennes 1-0
COUPE DE FRANCE
(Demi-finale aller)
* Monaco b. Lille 2-0

Tennis

INTERNATIONAUX DE ROLAND-GARROS
Samedi 1^{er} juin
SIMPLE MESSIEURS
(3^e tour)
McEnroe (Arg) b. Mikolaj Mecir (Tch) 6-3, 6-4, 6-3, 6-4 ; Heinz Günthard (Sui) b. Andrei Chesnokov (URSS) 7-5, 6-4, 4-6, 4-6, 6-3 ; Aaron Krichstein (E-U) b. Paul McNamee (Aus) 7-5, 5-7, 1-6, 6-2, 6-1 ; Jimmy Connors (E-U) b. Tarik Benhabiles (Fra) 6-3, 4-6, 7-5, 7-5 ; Francesco Cancellotti (Ita) b. Cassio Motta (Bré) 6-3, 3-6, 7-5 (7-5) ; Anders Jarryd (Sui) b. Juan Aguilera (Esp) 6-4, 6-2, 6-2 ; Stefan Edberg (Sue) b. John Flawley (Aus) 7-6 (7-3), 6-3, 6-0 ; Ivan Lendl (Tch) b. Jérôme Potier (Fra) 6-1, 6-2, 6-2.

SIMPLE DAMES
(Huitièmes de finale)
Hana Mandlikova (Tch) b. Debby Spence (E-U) 7-6 (8-6), 6-2 ; Claudia Kohde-Kühn (RFA) b. Sylvia Hanika (RFA) 5-7, 6-0, 6-3 ; Martina Navratilova (E-U) b. Rafaela Reggi (Ita) 6-4, 6-1 ; Anna Maria Cecchini (Ita) b. Tine Scheuer-Larsen (Dan) 6-3, 6-2.

SIMPLE MESSIEURS
(Huitièmes de finale)
John McEnroe (E-U) b. 11 b. Henrik Sundström (Sue) 12-6, 7-5, 6-2 ; Joakim Nyström (Sue) b. 7 b. Hans Gildemeister (Ch) 7-6 (10-8), 6-1, 6-1 ; Mats Wilander (Sue) b. 4 b. Tomas Smid (Tch) 13-6, 6-3, 6-4, 6-4 ; Henri Leconte (Fra) b. Yannick Noah (Fra) 9-7, 6-3, 6-4, 6-7 (3-7), 4-6, 6-1.

SIMPLE DAMES
(Huitièmes de finale)
Chris Evert-Lloyd (E-U) b. 2 b. Steffi Graf (RFA) 11-6, 6-2, 6-3 ; Gabriela Sabatini (Arg) b. 14 b. Rosalyn Fairbank (AUS) 6-0, 1-6, 7-5 ; Jerry Pappas (E-U) b. 6 b. Carling Bassett (Can) 8-4, 6-0, 6-3 ; Manuela Maleeva (Bul) b. 4 b. Bonnie Gadusek (E-U) 10-7, 5-6, 6-3.

Rugby

CHALLENGE YVES-DU-MANOIR
(Finale)
Dernier acte de la saison ovale avant le départ de l'équipe de France pour l'Argentine, la finale du challenge Yves-du-Manoir, disputée le 1^{er} juin à Toulouse devant quelque six mille spectateurs, a été remportée par Nice, qui accédait pour la première fois à ce stade de la compétition, après avoir mené à la marque jusqu'à la soixante-troisième minute. Monferrand a cédé au travail de sape des avants azuréens, qui permirent à leur butteur de se placer en bonne position (quatre pénalités), et surtout de transformer l'essai inscrit par l'arrière Barthélémy (70^e minute). La victoire des Nippoix a été finalement acquise sur le score de 21 à 16.

Leconte, de l'inné à l'acquis

Ainsi donc, Henri Leconte a tué le père. Ce ne fut ni sans mal ni sans peur. Un match de tennis est souvent un drame. Il peut devenir un mystère, une alchimie, une recherche de l'or, contre toute logique, tout pronostic et toute analyse. Expliquer ce match, incohérent, atypique, tout en sautes d'humeur et chutes de tension, serait présomptueux. Expliquer qu'un Henri Leconte ait risqué de le perdre après avoir tant mérité de le gagner resterait pure gageure. Le tennis est ainsi. Tant que tout n'est pas dit, rien n'est acquis. Car enfin ! Vix-on jamais plus totale domination que celle exercée par Henri Leconte pendant deux heures de jeu ? Une balade tranquille, une promenade sereine. Yannick Noah n'était pas dans le match, mais ailleurs : fantomatique, las, lent, dépassé. Comme surpris en pleine sieste ou en pleine indigestion de Clerc, le numéro un français, battes à plat et semelles de plomb, semblait venu honorer là un contrat par cause d'absence. Absent pour cause d'absence, si l'on ose dire. Quand l'un n'est pas un rendez-vous, l'autre, théoriquement, ne saurait briller. Il faut être deux pour qu'un match soit grand. Là, pas du tout. Henri Leconte s'offrait son grand match tout seul. Tranquille, en Suisse. Il avait la main d'or, les quatre as dans la raquette et une absolue réussite. Services, volées, Roland-Garros sur herbe, toute rébellion adverse immédiatement punie d'un smash-shot assassin. Noah ne savait guère en ce surplage de faire-valoir, groggy, remettant les balles bien haut, plein centre, pour que Leconte le transperce à la volée. Il avait donc le vent en poupe, Henri Leconte, et, sous ses allures d'un McEnroe, s'acheminait sans problème vers le record de traversée du court central. Trente-sept minutes pour un premier set (6-3), à la cravache. Trente-sept minutes pour le second (6-4), en grand galop. Et le troisième, sans aucune raison que cela vaille, tant le plus jeune, vingt-deux ans, en cette affaire franco-française

tenait l'adversité sous l'éteignoir. Par pure précaution. C'était donc bien vrai. « Riton » le gaucher, le cadétre arroseur arrosé, Henri l'impétueux, à la démarche si chaloupée qu'on l'imagine souvent victime de son propre western-tennis, s'est offert cette année une conduite. Il joue bien, il joue juste. Comme on tire bien et juste. Il a, enfin, débarrassé son tennis profits et pertes de toutes les scories, de ses balles aux moindres de ses smashes aux toiles qui s'ensuivent nerveusement, l'un après l'autre, ses entraîneurs successifs. Il paraît que cette sagesse nouvelle, cette patience - plutôt de l'acquis que de l'inné - lui ont été apportées par une double conjonction. Un mariage récent et les conseils nouveaux de Patrice Dominguez, gaucher retraité. Vive la mariée alors et gloire à l'acheminé. Un tie-break à l'orgueil

Un tie-break à l'orgueil

Donc elle n'aurait pas dû cesser vraiment cette marche triomphale. Surtout qu'en troisième set Yannick Noah n'allait pas mieux. Une absence totale, le jour « sans » dans toute sa misère. Après, il affirmera qu'il se sentait bien, pas fatigué, simplement incapable d'entrer dans ce match. On veut bien. Noah n'était pas fatigué, si peu fatigué qu'il réussira dans cette partie un record minimal d'aces : deux en tout et pour tout ! Henri Leconte allait gagner. Il avait gagné. Deux balles de break au huitième jeu, quatre jeux partout sur service de Noah dans le troisième set. Autant dire, la douche en vue. Il ne restait qu'à tuer le père, Noah, dont on se doute pas qu'il ait, par son atavisme et sa popularité, quelque peu complexé son second. En fin de compte, ce n'est pas si facile à écrire qu'à faire. Reste à surmonter cette fameuse peur de gagner. Comme de tous, handicap final, casse-victoire éprouvé. Et tel fut bien le cas. « Henri la main d'or »

allait rencontrer son fantôme. « Riton l'écorché », « Riton la gamba », grosse peur et « petit » bras. Yannick Noah n'en demandait plus tant. Il empêcha le jeu. Et un peu plus tard, comme échappé à son hypnose, revenu des limbes, il s'effrita le set (7-6) après un tie-break à l'orgueil (7 points à 3). Il était entré dans le match. Henri Leconte ne pouvait, lui, qu'en sortir. Le juge de chaise, M. Bolvin, l'y aida d'ailleurs en lui infligeant avant l'attaque du quatrième set un point de pénalité - après un autre au premier set - pour retard à l'engagement. C'était parfaitement réglementaire. Ce fut totalement stupide, une faute contre l'esprit de ce match et un beau charivari dans Roland-Garros. Le règlement était fait pour être tourné, par le ridicule, Noah, sur la remise en jeu de Leconte, laissa passer volontairement la balle. Il n'empêche, Henri Leconte était sorti. Momentanément, définitivement ? Mystère du tennis. Yannick Noah, pas flamboyant, bien loin d'être lui-même, mais nettement ravivé, en profita pour empêcher le quatrième set (6-4). A l'énergie peut-être, à l'orgueil assurément. Le coup dur était pour l'autre. Tenir un match ainsi deux fois de suite, un, deux balles de 5-4 sur service adverse, et se retrouver une heure après, deux set partout. Il y aurait de quoi manger sa raquette. On craque, pour un Leconte, mystère du tennis encore. On le voyait mal parti, car trop récemment couvert au sang-froid, à la mesure. C'était une erreur, et de taille. Yannick Noah n'avait attrapé qu'un suris à statuer, Henri Leconte, la véritablement impressionnant, lâchant ses coups comme on lâche les chiens - des retours phénoménaux, des volées imparables, - allait boucler le set en vingt-quatre minutes (6-5). Alors, alors seulement, il se permit de lancer une balle par-dessus Roland-Garros. Yannick Noah n'était plus son cousin.

PIERRE GEORGES.

McEnroe : balles au mur suédois

Avec son petit collier de barbe blonde, taillée façon Renaissance, Mikolaj Mecir a plutôt l'air d'un jeune page. Il en a aussi le caractère effronté. Dernier admis, le jeune Slovaque s'était déjà permis de défier quelques seigneurs : Jimmy Connors, éliminé en demi-finale à Philadelphie, puis John McEnroe mené 5-1 dans le deuxième set de la finale. Pour son retour à la terre battue à Hambourg, trois des mousquetaires suédois, Nyström, Wilander et Sundström avaient dû battre en retraite devant ce pourfendeur de réputations. Ses victoires à Rotterdam et à Hambourg, ses finales de Philadelphie et de Rome en faisaient l'incontestable révélation du début de saison. Certains de ses adversaires n'hésitaient pas à le placer au rang de grand outsider de Roland-Garros. Le loup l'attendait au coin du bois de Boulogne pour jurer si, au-delà de ses dons évidents, Mecir pouvait aussi payer de sa personne dans un tournoi en meilleur des cinq sets sur terre battue. Pour son troisième tour contre l'Argentin Martín Jaite, c'est sur le court 2, l'antichambre de ceux qui rêvent d'accéder au central, que le Tchecoslovaque avait été appelé. Une aubaine pour les spectateurs du week-end réduits aux entrées générales. Car Mecir n'est pas triste. Depuis la retraite de Nastase, c'est peut-être le tennisman le plus fantasque du circuit professionnel. Mecir est le prince des illusionnistes. Son sens de l'anticipation lui permet, comme McEnroe, d'être toujours bien placé sans paraître se déplacer. Cette nonchalance se retrouve aussi dans ses gestes. Armant très tôt ses coups, il semble les exécuter au ralenti, ce qui lui donne un toucher de balle sans pareil et lui permet de sortir les essais les plus inattendus de sa raquette. Désorienté d'emblée par les balles à contre-pied et les amorces de son adversaire, Jaite n'était pas au bout de ses surprises. Dans le tie-break du deuxième set Mecir prenait en effet les deux premiers services de son adversaire pour mener 3-0 avant de commettre deux doubles fautes consécutives. Disposant ensuite de deux balles de deux sets à zéro, il servait sa première... à la cuiller de peur d'une nouvelle double faute, puis laissait filer le tie-break sur une quatrième double-faute en huit engagements. Déjà handicapé par un service d'une puissance et d'une longueur indignes d'un joueur de deuxième

série, Mecir venait de dévoiler son autre talon d'Achille : un moral fondant comme un glaçon dans cette étuve de 40 degrés. Aligner trois nouveaux sets gagnants dans ces conditions relevait des travaux d'Hercule pour un joueur qui, un dire de ses amis, passerait ses journées au lit et répugnerait au moindre footing. Dès lors Mecir ne jouait plus qu'avec le public, dialoguant entre les points avec sa compatriote Andrea Huličková, tendant sa raquette à une spectatrice pour l'inviter à prendre sa place, ou tombant à genoux et joignant les mains pour remercier le ciel après un point heureux. Batru 2-6, 7-6, 6-3, la révélation du début de saison sortait ainsi discrètement de Roland-Garros, laissant la place et la vedette, en deuxième semaine, à des joueurs au moral et aux coups en acier mieux trempés pour résister à la tension et aux fatigues du plus dur des tournois du grand chelem. Travaux forcés

Travaux forcés

C'est le cas des Suédois Joakim Nyström et Mats Wilander qualifiés en trois sets pour les quarts de finale de mardi aux dépens du Chilien Hans Gildemeister (7-6, 6-1, 6-1) et du Tchecoslovaque Tomas Smid (6-3, 6-4, 6-4). Celui qui devrait les retrouver successivement sur son chemin - si Leconte n'élimine pas Wilander - n'est autre que John McEnroe qui a commencé dimanche ses travaux forcés suédois en éliminant Henrik Sundström (6-3, 7-6, 6-2). Incommodé par la chaleur, le vent tourbillonnant qui soulevait des nuages de poussière et par des odeurs de cuisine qui arrivaient jusque sur le central (« Pouvez-vous mettre d'avantage d'oignons sur le court ? », demanda-t-il à l'arbitre) McEnroe ne retrouva son tennis agressif et inspiré que pour le troisième set. Toujours campé en-deça de sa ligne de fond, l'Américain a néanmoins pris constamment de court Sundström qui ne parvenait pas à ajuster ses passages. Sur quatre-vingt-six minutes en fillet de McEnroe le fémur, le Suédois ne l'a passé que six fois. Comme Mecir à Hambourg, l'Américain a, semble-t-il, trouvé la clé du jeu des Scandinaves sur terre battue. Elle devrait lui permettre de s'ouvrir les portes d'une deuxième finale consécutive vers laquelle Ivan Lendl, le tenant du titre, se dirige aussi à grand pas.

GÉRARD ALBOUY.

BOXE

Louis Acariès raccroche les gants

Louis Acariès ne sera pas le onzième Français champion du monde de boxe. Nettement dominé, le 1^{er} juin au Parc des Princes, par le Portoricain Carlos Santos, tenant du titre des super-moyens décerné par l'IBF (Fédération internationale de boxe), l'ancien champion d'Europe, qui a enregistré sa sixième défaite en quarante-cinq combats, a décidé, à bientôt trente et un ans, de se retirer des rings. Les petites catégories de poids, ce nouvel organisateur reconnaît des champions incontestables comme Aaron Pryor (super-léger), Dan Curry (mi-moyen), Marvin Hagler (moyen), Michael Spinks (mi-lourd) et Larry Holmes (lourd). Mais la ténacité du titre des super-moyens, Carlos Santos, n'avait rien d'un foudre de guerre. Son parcours, sans édit, indiquait en tout cas qu'il était très inférieur aux deux autres champions de la catégorie, Mike McCallum et Thomas Hearns. Dans ces conditions, il semblait que la victoire d'Acariès ne serait qu'une formalité et que les télespectateurs américains découvrirait en direct sur la chaîne NBC, qui avait alloué 150 000 dollars les droits de retransmission, le succès d'Alphonse Halimi, dernier champion du monde français de 1957 à 1959. Bref, on est allé au Parc des Princes avec beaucoup de réticences. Mais autour du ring dressé comme une arène, les tribunes, les tribunes d'Autoute, c'est avec passion qu'on a vu Acariès se faire punir par un boxeur-danseur. Seuls les encouragements de la foule lui ont permis de ne pas s'effondrer pendant les deux dernières reprises. Ce n'était pas un champion de boxe. C'était un vrai drame du ring qui se jouait sous les coups de Santos. Pendant ces six dernières minutes, le regard de François était dans le vague, royalement brouillé de l'épuisement. Partu comme dans un rêve, le rêva fou d'un gamin d'Alger qui a voulu saisir la gloire avec des gants de boxe. Le rêve qui devient brutalement cauchemar par une vaine soignée perennière de juin. Ce regard-là n'était pas celui d'un tri-

queur. C'était celui, pathétique, d'un boxeur vaincu au terme de ses châtiments. Pauvres châtiments : un tiers du titre mondial. Un échec triste mais honnête. ALAIN GRAUDO.

ALPINISME

La mort de Gaston Rébuffat

L'alpiniste Gaston Rébuffat est mort vendredi 31 mai dans la soirée à l'hôpital Armand-Bohiguy (Saint-Denis). Agé de soixante-quatre ans, il était atteint d'un cancer. Ses obsèques auront lieu le vendredi 7 juin à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés à Paris. C'est un poignant décret de la destinée qu'un champion de la vertice, comme Gaston Rébuffat, s'effondre couché dans un lit. Et l'un se prend à méditer sur l'homme de Pascal capable de jouer sa dernière heure dans le ciel et qu'une vapeur, une goutte d'eau, suffisaient à abatre. Le contact des têtes chercheuses du danger, pilotes d'essai, coureurs automobiles, skieurs de descente et, ici, alpinistes, est toujours décevant pour les cervelles sans imagination. Sortis des turbulences du grand vent des altitudes, ils paraissent tout ordinaires entre quatre murs et il faut faire un effort pour les parer de leur aura. Comme les héros de guerre bouclés à double tour sur leurs faits d'armes, leur conversation exclut les termes de « péril », de « prouesse », « ascute plus de « mort ». D'où cette extrême simplicité, cette indifférence planant au-dessus des contingences qui les rendent si virils et si attachants. Gaston Rébuffat n'avait rien d'un casse-cou. C'était un entraîneur guerrier des cimes très méthodique, d'une patience sans limite et qui savait toujours attendre, quelles qu'en fussent les conséquences, les traces il mettait les pieds. Servi par un compas d'échassier, doté d'une pince de doigts digne d'un casse-noix, grande taille mais ultra-léger, il avait la morphologie idéale du rocheriste. Ses traits taillés à coups de serpe, l'épiderme tendu sur les muscles, ses cheveux drus plantés bas, son regard métallique, lui composaient une figure qu'on n'oubliait plus dès qu'on l'avait

vue. Je l'avais rencontré pour la première fois pendant l'hiver 1946 alors que nous montions à Chamois dans le petit train de skieurs du Fayet. Nous nous étions liés plus étroitement par la suite, une amitié qui, prodiguée par un tel homme, m'honorait le premier. En trois saisons, il avait accompli alors à son palmarès les cinq plus grandes faces nord des Alpes : l'éperon Walker des Jorasses, le Dru, le Cervin, la Cima-Grande-di-Lavaredo et l'Eiger. En 1950, plus fort encore, il avait participé à la victoire française sur l'Annapurna, livrant avec Lionel Terray une bataille unique dans l'histoire du sauvetage himalayen et ramenant miraculeusement vivants les deux conquérants : Maurice Herzog et Louis Lachaze (1). Il avait encore réussi de grandes courses alpestres, démontrant une énergie indomptable et une adresse de chamouille qui lui valaient un respect admiratif dans les refuges d'altitude. Il en était ainsi arrivé à faire taire l'esprit d'adversité qui le poussait à aller découvrir au loin des parois invincibles pour se consacrer pleinement à son métier de guide dans le massif du Mont-Blanc. Depuis sa naissance, le 7 mai 1921 à Marseille, Gaston Rébuffat avait marié dans son cœur le goût de l'escalade et l'amour de la nature. Du haut de ses calcaires acaies, il aimait contempler la mer, cette rive méditerranéenne où, par un juste retour, il rêvait de terminer ses jours. De même, sur les balcons aériens où sa longue silhouette se confondait si longtemps avec les aiguilles de Chamonix, il savait initier ses compagnons aux flammes de pierre émergeant de la mer des nuages. C'est ce goût poétique des sites « entre ciel et terre » qui devait en faire un écrivain. Hubert Beuve-Méry, qu'il allait chercher dans sa vieille bergerie d'Arèches pour l'entraîner dans quelque course de

roc ou de glacier, lui avait témoigné son affection et son estime en lui confiant la rubrique d'alpinisme du *Monde*. Nos lecteurs ont certainement en mémoire les articles à la fois si compétents et si riches d'émotion qui donneront un prix rare à cette rubrique. Rébuffat avait par la suite publié des livres, aujourd'hui classiques : *Neige et roc*, *Entre ciel et terre*, *Le Cervin, cime exemplaire*, *Le Massif du Mont-Blanc*, *Le Massif des Ecrins*, jusqu'à ces *Calcaires*, *Sainte-Baume*, *Sainte-Victoire*, où il a repris l'itinéraire de ses premières amours. Entre-temps, il était devenu conférencier, allant faire entendre sa parole échantonnée jusqu'aux États-Unis, au Canada, au Japon, en Inde, en Afrique, avec *Flammes de pierre et des hommes et des montagnes*, il avait été au cinéma. En fait de cinéma, le réalisateur lui-même payait de sa personne, les pieds dans les ériers ou travaillant du marteau, en pendule sous des surplombs, assés par une simple corde s'engouffrant dans les abîmes. En conclusion, le plus bel hommage qui puisse être rendu à Gaston Rébuffat est dû à Lionel Terray dans les *Conquérants de l'infini* : « Sous une cuirasse nonchalante de gesser, Rébuffat cachait une volonté aussi opiniâtre qu'une journal, un esprit de décision napoléonien, ainsi qu'une intelligence intuitive d'une rare justesse de vue. Mises au service d'un grand enthousiasme alpin, ces qualités en font fait un alpiniste d'exception et la plus grande guide de ce temps. » OLIVIER MERLIN.

(1) L'Annapurna, la déesse himalayenne, le « premier 8 000 », s'est vengée de la corde d'assaut qui l'avait conquise : Herzog dut être amputé, Lachaze s'est abîmé dans une crevasse de la Vallée Blanche, Lionel Terray s'est égaré au pied d'une paroi du Dauphiné.

balles au mur suédois

Le 30 mai, à 14 heures, un tir de balles au mur suédois a eu lieu à la piscine de la ville de Paris. Le tir a été effectué par des membres de la police nationale et des membres de la police municipale. Le tir a été effectué à l'aide d'une arme à feu de calibre 9 mm. Le tir a été effectué à une distance de 25 mètres. Le tir a été effectué par des membres de la police nationale et des membres de la police municipale. Le tir a été effectué à l'aide d'une arme à feu de calibre 9 mm. Le tir a été effectué à une distance de 25 mètres.

Travaux forcés

Le 30 mai, à 14 heures, un tir de balles au mur suédois a eu lieu à la piscine de la ville de Paris. Le tir a été effectué par des membres de la police nationale et des membres de la police municipale. Le tir a été effectué à l'aide d'une arme à feu de calibre 9 mm. Le tir a été effectué à une distance de 25 mètres. Le tir a été effectué par des membres de la police nationale et des membres de la police municipale. Le tir a été effectué à l'aide d'une arme à feu de calibre 9 mm. Le tir a été effectué à une distance de 25 mètres.

ton Rebuffat

Le 30 mai, à 14 heures, un tir de balles au mur suédois a eu lieu à la piscine de la ville de Paris. Le tir a été effectué par des membres de la police nationale et des membres de la police municipale. Le tir a été effectué à l'aide d'une arme à feu de calibre 9 mm. Le tir a été effectué à une distance de 25 mètres. Le tir a été effectué par des membres de la police nationale et des membres de la police municipale. Le tir a été effectué à l'aide d'une arme à feu de calibre 9 mm. Le tir a été effectué à une distance de 25 mètres.

TELEVISIONS LOCALES ET RESEAUX DE COMMUNICATION, LES REPONSES DES MAIRES DE GRANDES VILLES.

GERER

c'est aussi

COMMUNIQUER

Cette réflexion a conduit les maires de grandes villes à créer Médiaville, carrefour des praticiens et des décideurs, lieu privilégié d'échanges, d'expériences et de témoignages.

— CREER MEDIAVILLE —

C'est proposer, par-delà les sensibilités politiques un lieu de dialogue, un forum au plus haut niveau, d'où naîtront les télévisions locales de demain. C'est confronter, en un colloque exceptionnel, les élus locaux, représentants de l'état et professionnels de la communication afin qu'ils travaillent ensemble à la conception des services et à l'élaboration des programmes.

— VOULOIR MEDIAVILLE —

C'est décider d'une étape importante dans la conception et la mise en place des outils de la communication de demain. C'est vouloir utiliser la nécessaire et puissante contribution des médias pour construire dès aujourd'hui l'avenir économique des cités dont nous avons chacun la charge.

ASSOCIATION DES MAIRES DE GRANDES VILLES DE FRANCE
13/14 JUIN NICE ACROPOLIS

Médiaville

INFORMEZ-VOUS, TEL (1) 548.14.16.

culture

EXPOSITION

SONIA ET ROBERT DELAUNAY AU MUSÉE D'ART MODERNE

Le mariage de la couleur

Sonia Terk et Robert Delaunay se sont rencontrés en 1909 à Paris, dans la petite galerie que Wilhelm Uhde, collectionneur et critique allemand, défendait des cubistes et des fauves, possédait rue Notre-Dame-des-Champs. Sonia était née en Ukraine, à Odessa, en 1885, vivait à Paris depuis 1905, après avoir circulé à travers l'Europe : enfance et adolescence à Saint-

études secondaires pour entrer dans un atelier de décor de théâtre et faire de la peinture : influencé d'abord par Gauguin et l'école de Pont-Aven, il avait eu la révélation de Seurat, probablement lors de la rétrospective de 1905 au Salon des indépendants, s'était plongé dans la lecture des textes du chimiste Chevreul sur la théorie des couleurs, mais avait aussi découvert Cézanne (mort en 1906) et les débuts du cubisme.

L'un et l'autre, Robert et Sonia, avaient des affinités flagrantes et par-dessus tout ce goût de la couleur qui allait devenir leur « moyen d'expression vital », comme le dira Sonia. La couleur, qu'ils allaient exalter en parfaite symbiose, liés d'une mutuelle admiration, c'est à côté jusqu'à la mort prématurée de Robert en 1941. Puis Sonia seule poursuivra son œuvre jusqu'à sa propre mort en 1979, mais travaillant surtout à la promotion de celle de Robert et de ses idées.

Reconnaître le talent de Sonia

Voilà donc deux aventures picturales qui se rejoignent, se tiennent, s'épaulent, mais qu'on peut, bien sûr, présenter séparément, ce qui a été souvent fait. Ce qui est encore fait au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, tout en les reliant par un couloir. On aurait pourtant préféré les voir ensemble, entremêlés : simultanément, année par année, au moins pour cette période capitale des années 10 jusqu'à la guerre, celle des grandes trouvailles.

Ainsi aurait-on pu, à l'occasion de ce centenaire, mieux sentir la différence des tempéraments.

Sonia avait la couleur dans la peau, était spontanée, directe. Robert était plus cérébral et avait le goût de la théorie et du système. Ce qui, sans le respect qu'on lui doit pour sa contribution à la naissance de l'art abstrait, lui a joué des tours, si l'on peut dire.

Et puis cela aurait sûrement permis de remarquer qu'on a un peu trop tendance à réduire l'œuvre de Sonia à celle d'une décoratrice qui a su adapter à la vie quotidienne les nouvelles conceptions de l'art de Robert. Même en reconnaissant que c'est avec bonheur, notamment dans les thèmes aux couleurs éblouissantes, cela n'équivaut pas à la reconnaissance pleine et entière de son talent de peintre, dont témoignent plusieurs œuvres.

A commencer par sa contribution à la *Prose du Transsibérien* et de la petite *Jehanne de France* de Cendrars. Le long poème accordéon où textes et couleurs peuvent se lire en regard a été suivi du *Bal Bullier* (1913), des *Prisme électriques* de la même année et de 1914, de son *Chantier de flamenco*. L'artiste, motivée par la correspondance du mouvement des corps et des rythmes colorés, réussit souvent mieux que Robert l'intégration du thème au sujet peinture, et déploie une palette riche et sensuelle.

Avec Sonia, il faut aussi être attentif aux toutes petites choses, aquarelles, pochoirs, crayons, associant souvent mots, lettres et textes d'une fantaisie, d'une liberté folles, en connivence avec les poètes amis du couple : Apollinaire, Cendrars,

puis Tzara et bien d'autres. Et l'on se dit qu'elle n'aurait pas dû tant s'échapper des tableaux pour faire entrer de l'argent dans le ménage — très dépençiers, ils aimaient la vie, ils aimaient recevoir — et permettre à Robert de travailler. S'échapper en créant à grande échelle des vêtements, des robes, des écharpes, des chaussures, après les robes-poèmes, les vestes-arlequins, un pyjama pour Tzara... et des décorations d'appartement qui lui valurent un fier succès dès l'exposition des arts décoratifs de 1925.

L'accrochage ne sert pas beaucoup Robert (ces panneaux bruns, par exemple, qui supportent une partie des tableaux). C'est tout de même un gros effort de rassemblement d'œuvres dont certaines viennent de très loin, qui permet de saisir la démarche du peintre. Il procède par séries qu'il reprend souvent (trop souvent même dans les années 20, sans y apporter grand-chose de plus), avec de nouveaux thèmes. Ainsi, des *Saint-Séverin* (sept toiles, dont trois à l'exposition, et de nombreux dessins), où l'architecture des piliers et des voûtes est fortement ébranlée par le jeu du clair-obscur, un peu comme on le verra dans les décors expressionnistes allemands (*Caligari*, *Mabuse*, etc.).

Commence alors pour Robert ce qu'il a appelé sa « période destructrice », celle aussi des *Villes*, une série ingrate, traitée en sombre, entre carton-pâte et paysage océanique, où les maisons sont en partie couvertes de touches de couleurs régulières, disposées en damier, comme un rideau qui écrase les angles et les volumes. Et celle, bien sûr, des *Tour Eiffel*, peintes comme soufflées par une bombe, glissant sur elles-mêmes, défilées, dans un bris de glace.

La *Ville de Paris*, la plus grande toile du Salon des indépendants de 1912, fut encensée par l'ami poète et critique Apollinaire (qui inventera pour Delaunay et son introduction de la couleur dans la grille cubiste le terme de « cubisme orphique »). C'est une œuvre-clé, à clefs. Elle est faite de trois thèmes juxtaposés reliés par une distribution de la lumière par plans de couleurs claires, imbriqués : à gauche, un hommage au douanier Rousseau, qui venait de mourir, avec la citation du bateau et du quai ; au centre, les trois grâces : trois nus empruntés à

une reproduction de fresques pompéiennes ; à droite, la Tour très désarticulée et des immeubles.

On peut voir beaucoup de choses dans ce tableau : le passage de l'ancien (les nus) au nouveau (la Tour), un credo, un jeu d'images symboliques (sexuelles), un souvenir des *Demotelles d'Avignon*, un pied de nez aux futuristes, dont l'artiste n'ignorait certainement pas le dégoût pour le nu en peinture (sujet vieillot) pas plus qu'il n'ignorait les recherches autour du mouvement, pendant que Duchamp peignait son *Nu descendant un escalier*.



Etudes de femme, 1923.

De toute façon, c'est un tableau-bilan, qui ferme, et ouvre sur la période constructive. Avec les *Fenêtres*.

Il y a trois *Fenêtres* à l'exposition, on en aurait voulu plus — ce sont des petites merveilles de couleurs, lumières, transparentes et vibrantes, la manifestation de la lumière par la décomposition des couleurs à peine tributaire du paysage urbain. Elles viennent juste avant la restructuration des formes colorées par les contrastes simultanés et les rythmes circulaires appliqués à de nouveaux sujets : l'*Hommage à Bérlioz* — le plus orphique des décollages d'ovion — ou l'*Equipe de Cardiff* — des footballeurs en action. Cooquée de l'air, de l'espace, mouvement : la modernité.

Au bord de l'abstraction et de la peinture pure, Delaunay réintroduit le sujet. Brassage d'idées, de formes, d'images, de couleurs. C'est l'expérimentateur type qui pendant ces années est attentif à tout, au futurisme, à Kupka, au discours de Gleizes comme à celui de Kandinsky, et cherche à se démarquer de tous, en premier lieu de Picasso et de Braque, mais aussi de son ami Léger. Il y réussit, traversant par cet obscur désir de pureté et de profondeur, au-delà des images, « jusqu'aux étoiles ».

A la veille de la première guerre mondiale, Robert Delaunay avait accompli un formidable bout de chemin à travers les rouages de la peinture et la mécanique de la lumière, il aura du mal à poursuivre. Il y aura un long temps — une quinzaine d'années — de flottement, d'essais, de mariages artificiels de portraits, de nus et de disques. Il faudra attendre le début des années 30 pour que, stimulé par la relance de mouvement abstrait, il donne de nouveaux *Rythmes circulaires*, des *Rythmes sans fin*, qui éclateront dans les grandes décorations pour l'exposition de 1937.

GENEVIÈVE BARRERETTE.

★ Sonia et Robert Delaunay : Le centenaire, Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 8 septembre.

THÉÂTRE

« CORPS PERDUS », à Lyon

Survivants indéterminés

Sur la terre asséchée de Mad Max, survit un jeune homme (Sergueï Raboukine) riche d'un bidon qui contient de l'eau. Plus loin s'éternise une guerre. Arrive une famille — un embryon de tribu — riche d'une carotide et de fusils. Contrairement à ce qui se passe dans *Mad Max*, où dans le *Dernier Combat*, de Luc Besson, ou dans *Mercedes* — la pièce de Thomas Brasch présentée cette saison au TNP — ces gens ne sont pas coupés de leur monde. Ils se raccrochent solidement, avec une hargne absurde, à des schémas sociaux caducs. Personne ne s'y conforme, la tension est extrême. Haine, amertume de la mère (Anouk Ferjac), malédiction paternelle sur la fille encochée (Guillemette Grobov). L'amour pourtant réunit une adolescente (Valérie Gil) et le solitaire. Il sera abattu par le groupe, qui s'étant débarrassé de l'étranger, continue de piétiner sur place.

Voyage sans but

A l'origine de *Corps perdus*, il y a la commande du metteur en scène Jean-Louis Martinelli à l'auteur Enzo Cormann, sur le thème du mariage comme institution et rituel. Pendant les dix-huit mois d'écriture, le projet s'est modifié mais il s'est tenu toujours autour de la question : qu'est-ce que le mariage, un couple, l'amour, comment le vivre à era, tout neuf, dépouillé de ses vieilles, de ses lourdes habitudes ?

Désert et destruction, voyage sans but sur la route qui ne mène nulle part, pessimisme fin de siècle, c'est dans l'air du temps et dans la pièce, corrigé un peu par la mise en scène. Jean-Louis Martinelli n'est pas un désabusé définitif. Chez lui, la douleur de vivre tient une grande place et entraîne le spectacle vers une tendre sensualité. Soutenu par le rythme cinématographique d'une musique toute en échos — d'Olivier Angèle — le spectacle est beau, dans un décor de Paul Hickin — métal rongé, sable blanc qui empoussiére les visages et les cheveux, fait voler

un voile d'irréel. Et l'irréalité affadit le propos.

Ce monde indéterminé, cette guerre obsolète paraissent trop éloignés pour nous toucher. Ce n'est qu'une construction de l'esprit pour des personnages, eux-mêmes fabriqués d'idées et de rêveries. Ils ne prennent pas en compte le chaos de peurs, de lâchetés, de chaleur aussi qui secoue les vies humaines. A force de présenter les histoires comme des scénarios de bande dessinée, on réduit les protagonistes à des couleurs. Heureusement, les comédiens parviennent à leur donner leur propre densité.

Ils ne sont pas tellement aidés par la salle. Le Théâtre du VIII^e, à Lyon, est un grand volume froid, mal adapté à des spectacles qui jouent sur la nuance. Il pourrait et devrait être aménagée. On parle de le fermer jusqu'en janvier 1986, mais pour des raisons de déficit et de « non-direction ». Jacques Weber doit partir ; Jérôme Deschamps, sollicité, a refusé. On chercherait à présent du côté d'un théâtre comique très spectaculaire — l'idéal étant Jérôme Savary... Jean-Louis Martinelli reste candidat.

COLETTE GODARD.

★ Lyon, Théâtre du VIII^e jusqu'au 6 juin.

CINÉMA

« LES ENFANTS », de Marguerite Duras

L'immense petit Ernesto

On imagine très bien Marguerite Duras et ses deux acolytes, Jean Mascolo (son fils), et Jean-Marc Turine, piquer des fous rires en adaptant *Ah ! Ernesto*, tout petit texte jubilatoire (1) devenu les *Enfants*, un film comique.

En deux mots, voici le cas Ernesto : immense pour son âge, il a sept ans et en paraît quarante. — L'enfant annonce qu'il ne retournera plus à l'école, parce que, dit-il, « on m'apprend des choses que je ne sais pas ». Stupéfaction des parents, braves gens un peu démunis (Daniel Gelin et Yvonne Mauchaine), et de l'instituteur (André Dussolier). La suite de l'histoire donnera raison à Ernesto.

Lire, écrire, compter ? « Je saurai... par la force des choses », répondait l'enfant dans *Ah ! Ernesto*, conscient de savoir « dire non », et c'est bien suffisant. « Comment l'enfant Ernesto envisage-t-il d'apprendre ce qu'il sait déjà ? » était donc la question, perdue, du maltra d'école. Riposte : « En rachetant ».

En rachetant a été le titre d'un court métrage fidèlement répliqué par Jean-Marie Straub. Pour un long métrage, il a bien fallu argumenter, développer les situations autour du noyau (cette

décision, cette phrase d'Ernesto), ajouter des personnages. Dévastateur, l'humour assume ses responsabilités, et Marguerite Duras reprend son sérieux pour livrer quelques réflexions sur Dieu, l'école, la connaissance, sur les parents et leur progéniture. Le film énonce alors le célèbre « pas la peine » d'aller à l'école.

L'acteur adulte Axel Bougouville interprète avec une drôlerie raide, émue, la gravité d'Ernesto, le rebelle génial, et il fait vibrer en nous le corde le plus sensible, celui du désir de liberté, du refus.

Sans doute la texte des *Enfants* prendrait-il au théâtre sa vraie dimension, puisque, aussi bien, le film est d'une dramaturgie très figée. Marguerite Duras, depuis dix ans, avait si magistralement brouillé les cartes de l'image et de son cinéma que l'on étouffe un peu en regardant ces comédiens jouer — à vue clos, et comme d'habitude — avec un dialogue farouche qui trouble la pureté initiale d'*Ah ! Ernesto*.

CLAIRE DEVARRIEUX.

(1) Ed. François Ruy-Vidal et Harlin Quist, 1971.

ROCK

Lone Justice, à l'Eldorado

Voilà la nouvelle coqueluche du rock : Lone Justice, quatre Américains enracinés dans la tradition des années 50, entre rockabilly et country and western, rock'n'roll et rhythm'n'blues. Rien d'extraordinaire, mais par les temps (mièvres et artificiels) qui courent, la simple énergie d'une expression authentique suffit à ce qu'on s'enflamme. Vague à l'âme pour les ballades, touche rurale et accents qui trahissent, jubilation pour le rock'n'roll, belacément nerveux. Eddie Cochran est

ressuscité, Bo Diddley réinstallé, Jerry Lee Lewis vampirisé, Johnny Cash dépoussiéré.

Mais le principal atout de Lone Justice, c'est sa chanteuse, Maria McKee : la moue un brin boudeuse, des yeux grands comme ça sur un visage poupon de Baby Doll, la contraste d'une voix qui a vécu, avec des élans à l'emporie-pibet, un timbre écorché, une morgue insolente et bre écorché, une morgue insolente et bre écorché. La réputation du groupe s'est construite sur un

album, appuyée par la caution de musiciens qui savent faire tourner le rock à sa juste mesure.

Prévu d'abord au théâtre du Forum des Halles, le concert de Lone Justice a été déplacé à l'Eldorado pour répondre à la demande. En attendant un peu plus, au train où vont les choses, le Zenith aurait affiché complet.

ALAIN WAIS.

★ Ce lundi 3 juin, à 20 h 30, à l'Eldorado.

★ Discographie chez CBS.

du PETIT... au GRAND MONTPARNASSE

EN RAISON DU SUCCÈS

LES 30 DERNIÈRES

DANS LA GRANDE SALLE

TCHEKHOV TCHEKHOVA

FRANCINE BERGÉ

MICHEL DUCHAUSSOY

320.89.90 - 322.77.74

MERCREDI

ESCALIER C

un film de JEAN-CHARLES TACHELLA

150 من الأما

COMMUNICATION

(Suite de la première page.)

En fin de compte, le nombre des salariés de l'entreprise va se trouver ainsi réduit d'un cinquième. Certains des parents sans nostalgie que nous les voyons s'en aller, les uns vers de nouvelles activités, les autres vers cette retraite très anticipée que le progrès technique tend, hélas ! à généraliser.

Voilà pour la présente. Perions maintenant de l'avenir immédiat. Les économies dégelées par la compression de la masse salariale, l'augmentation substantielle de recettes rendue possible par la bonne grâce avec laquelle les lecteurs ont accepté la hausse du prix de vente et les annonces de cette réduction de publicité, vont certes considérablement améliorer notre compte d'exploitation. Mais il nous faut faire face au lourd déficit accumulé au cours des trois derniers exercices au coût social considérable des réductions d'emplois, à l'impact d'un endet-

tement excessif, à l'obligation légale de reconstituer nos fonds propres avant le fin de 1986 comme à la nécessité de disposer des ressources suffisantes pour assurer dans tous les domaines le relance du journal.

Dans cette optique, nous nous sommes décidés à mettre en vente prochainement les immeubles que le Monde possède rue des Italiens et rue du Helder. Nous y restaurons comme locataires jusqu'au moment où la restructuration sur un seul site de nos moyens d'impression nous permettra de nous installer dans des bureaux plus fonctionnels. Nous négocions, d'autre part, la liquidation de certains actifs et, pour commencer, de notre régie publicitaire. Mais ce n'est pas encore assez, et les experts que nous avons consultés ont chiffré à 35 millions, au terme d'une étude

approfondie, l'apport de capital nécessaire.

Beaucoup de lecteurs ont exprimé le souhait de nous aider financièrement, et il va de soi que nous leur en sommes très reconnaissants. Un groupement de lecteurs, de type associatif ou coopératif, va donc être créé. Il soutiendra un certain nombre des parts nouvelles de la SARL le Monde, à charge pour lui de répartir entre ses adhérents le montant de cette souscription.

Les modalités de l'opération seront rendues publiques dès qu'elles auront été mises au point. Dès à présent, nous avons pris bonne note des offres de participation qui nous ont été adressées, et un contact sera pris avec leurs auteurs, si cela n'a déjà été fait, dans les meilleurs délais. Pour le reste, les capitaux seront recherchés du côté des fonds communs

de placement, de quelques investisseurs dits institutionnels et d'amis de longue date dont nous savons le désintéressement. En tout état de cause, ces capitaux demeureront « minoritaires », identifiés et diversifiés, comme nous nous y étions engagés dès le début. La Société des rédacteurs gardera sa minorité de blocage et l'entrée de chaque nouvel associé devra faire l'objet d'un vote de l'assemblée générale de la SARL assurant à la majorité des trois quarts.

Il n'y a donc rien là qui doive inquiéter les amis du Monde, qui ont été si nombreux, depuis quatre mois, à nous prodiguer leurs encouragements. Leur fidélité ne nous oblige pas moins que la confiance que viennent d'exprimer les différentes catégories de personnel de cette maison. Nous savons ce qu'ils veulent et qu'ils

ont raison de vouloir : un journal libre, où l'on trouve sur tous les grands sujets de l'actualité une information, des explications, des enquêtes, des commentaires aussi complets et impartiaux que possible. Mais aussi un journal plus vivant, plus agréable à lire, parce que mieux présenté, mieux écrit, mieux illustré. Nous avons commencé à agir dans ce sens, et beaucoup ont bien voulu nous en donner acte. Nous allons continuer.

Croyez-le bien, nous vivons ici une aventure passionnante. Celle d'un grand journal qui a souffert de sa propre réussite dans le mesure où il a eu tendance à oublier que la vie est un combat perpétuel, qu'elle présente chaque jour un défi auquel il faut répondre si l'on ne veut pas décliner. Mais aussi d'un journal qui se mobilise à présent pour mieux mériter la

confiance de ses lecteurs et en gagner de nouveaux.

La France est malheureusement aujourd'hui, du point de vue de la lecture de la presse quotidienne, la lanterne rouge du monde dit développé. Mais il n'y a aucune raison que cette situation s'éternise. Quels sont les pays dont tout un chacun salue la formidable avancée technologique et industrielle ? Le Japon et les Etats-Unis. Quel est celui où l'on lit le plus de journaux ? Le Japon. Quel est celui où la presse écrite, après une période de régression, atteint maintenant des niveaux records ? Les Etats-Unis. C'est que, comme source de documentation, d'analyse, comme support culturel, comme guide de la vie pratique, il n'y a pas de substitut à la presse écrite. Le tout est qu'elle soit bonne, qu'elle ne tolère pas la médiocrité. Qu'elle soit pour ses lecteurs une aide et une amie. Soyez-en assurés : le Monde va y travailler de plus belle.

ANDRÉ FONTAINE.

Une étape dans la vie du Monde

LE FESTIVAL FM DE LA ROCHELLE

Le temps du réalisme

Le quatrième Festival de la FM s'est achevé dimanche 2 juin par un forum sur la télévision organisé et animé par le Monde et clôturé par le maire de la Rochelle, M. Michel Crépeau, ministre du commerce et de l'artisanat. Colloques, rencontres professionnelles avec la SACEM, marathon radiophonique sur le port, concours de bandes dessinées sur le thème de la radio, débat sur les jeunes et les stations

FM présidé par M. Alain Colmat, ministre de la jeunesse et des sports, grille ouverte à la télévision du festival sur l'antenne de FR 3 et expérience de télévision de quartier... Les diverses manifestations ont donné une dimension nouvelle à ce jeune festival qui, à l'image de la modulation de fréquence, cherche encore ses marques.

La Rochelle. — Le pari de M. Patrick Villacampa, le directeur général du Festival FM, était audacieux : marier la réunion professionnelle et la fête, le marché des programmes et la compétition artistique, les tables rondes côté congrès et l'exposition de matériel côté salon, les radios à vocation commerciale et les radios d'esprit associatif, les stations des villes et les stations des champs, le Festival inaugurant même cette année une branche télévision.

Depuis la création du festival dans la fièvre de l'été 1981, ses préoccupations ont été guère changées : sauvegarder l'esprit des pionniers de la FM, la mémoire d'une aventure collective et le goût de l'initiative, en acceptant la disparité des itinéraires individuels et en soutenant le virage du professionnalisme. Bref, concilier ce qui est peut-être devenu inconciliable.

Car il n'est pas un débat, une dimension de ce festival qui n'ait révélé une contradiction : la cohabi-

De notre envoyée spéciale

tation tant recherchée était devenue artificielle et provoquait un malaise. Trop de clivages existaient aujourd'hui sur la FM française : trop de types de radios, trop de disparités de moyens. Sans doute la modulation de fréquence, depuis 1981, n'a-t-elle jamais été homogène. Les différences d'approche et de conception de la radio ont en permanence enflammé des débats, nourri de multiples querelles, provoqué des scissions entre fédérations et des ruptures entre stations amies.

Mais de se battre alors sur des options, des projets, des ambitions. Aujourd'hui, le clivage est un fait reconnu et admis. Les « petites » n'opposent plus de résistance aux projets des plus « grandes ». A quoi bon ? Elles désapprouvent parfois et elles conviennent souvent. Elles se jettent plus ou moins les unes sur les autres, elles s'observent en jugeant l'information sonore en jugeant l'information visuelle. Elles ne craignent plus de se rencontrer. Elles ne craignent plus de se rencontrer.

Le Festival est nécessaire, le palmarès aussi. Quel autre occasion de parler de création et de faire une idée des contenus et de l'évolution des stations ? Mais le Festival de la Rochelle aurait tort de se laisser enfermer dans ce rôle de carrefour sympathique et convivial, quand les radios FM ont tant besoin d'un lieu de rencontres professionnelles.

La fête est nécessaire, le palmarès aussi. Quel autre occasion de parler de création et de faire une idée des contenus et de l'évolution des stations ? Mais le Festival de la Rochelle aurait tort de se laisser enfermer dans ce rôle de carrefour sympathique et convivial, quand les radios FM ont tant besoin d'un lieu de rencontres professionnelles.

La fête est nécessaire, le palmarès aussi. Quel autre occasion de parler de création et de faire une idée des contenus et de l'évolution des stations ? Mais le Festival de la Rochelle aurait tort de se laisser enfermer dans ce rôle de carrefour sympathique et convivial, quand les radios FM ont tant besoin d'un lieu de rencontres professionnelles.

ANNICK COJEAN.

Le palmarès

Radio Méga Tours a remporté le grand prix, Télérama (25 000 F) pour l'ensemble de la programmation de la station. Six prix d'un montant de 10 000 F ont été décernés dans les catégories suivantes :

- Musique (parrainé par la SACEM) à Marc Péro, animateur de la radio péninsulaire loi et maintenant pour l'émission « Comment faites-vous la musique ? »
- Information (parrainé par la CFFJ) à Radio Berganc 95 pour l'émission « La Ville où il y avait un fou »
- Création (parrainé par le ministère de la culture) à Frédéric Moir et Sophie Gollot, deux créateurs indépendants, pour leur émission « Si Montmartre m'était conté »
- Marathon radiophonique (parrainé par la Banque de programmes) à émission réalisée en direct sur le lieu du festival, à la station québécoise Rock et Belles Ombelles.
- Emissions pour jeunes (parrainé par le ministère de la jeunesse et des sports) à l'émission de production radiophonique Phonurgia-Nova pour l'émission « Rencontres sur Stereolux »
- Sciences, technologies et industries à Radio Alpes Mancelles pour « l'Horloger de Moulins »

Les principales mesures du plan de redressement

Comme le Monde l'a annoncé dans son numéro daté 2-3 juin, l'assemblée générale extraordinaire de la SARL éditrice a autorisé le 31 mai « l'augmentation du capital social par création d'un maximum de 330 parts nouvelles dénommées parts D ». Le vote a été acquis par 949 parts sociales sur 1 000, un associé physique, détenteur de 51 parts A, s'abstenant.

L'adoption de la résolution du 31 mai implique l'approbation du plan de redressement établi par le gérant en conformité avec les intentions qu'il avait exprimées, en janvier dernier, au moment de sa désignation à ce poste (le Monde du 22 janvier). L'assemblée générale de la SARL avait été précédée d'assemblées générales des trois sociétés de personnel. Ces trois assemblées se sont prononcées successivement : société des employés (4 % du capital social) : 94,4 % ; société des rédacteurs (40 % du capital) : 71,7 % ; société des cadres (5 % du capital) : 64,5 %.

L'ampleur des majorités qui se sont ainsi dégagées mérite d'autant plus d'être soulignée qu'un effort considérable a été demandé au personnel pour surmonter les difficultés financières qui avaient assailli le journal, en début d'année, au bord du dépôt de bilan. Compte tenu du fait que les autres charges (commission de vente et de publicité, papier, encres, affranchissement) sont en proportion directe des chiffres de la vente ou de la publicité, c'est seulement sur le poste des rémunérations qu'il était possible de compresser les coûts de manière significative.

L'objectif annoncé par la nouvelle direction était une réduction globale de la masse salariale de 10 %. Les conclusions de l'analyse

financière réalisée à notre demande ont montré qu'il n'était pas suffisant, et il a été largement dépassé.

a) En ce qui concerne les journalistes, il a été procédé à une révision générale de la grille des traitements, impliquant des baisses parfois très sensibles pour certains, notamment parmi les mieux lotis, mais aussi des augmentations pour des rédacteurs abusivement mal payés. Six journalistes seulement à ce jour ont refusé le nouveau traitement qui leur était proposé, ce qui ouvre la voie à leur licenciement économique.

b) En ce qui concerne les employés et les cadres administratifs, les salaires ont été uniformément réduits de 10 %, avec blocage partiel, pendant trois ans, des augmentations indiciaires. Quatre-vingt emplois sont supprimés. Cent treize personnes ont demandé à bénéficier d'un système de départ volontaire et un plan de préretraite a été proposé dans le cadre du Fonds national de l'emploi.

c) En ce qui concerne les ouvriers et cadres techniques, un accord a été conclu le 24 mai entre la direction et le Comité inter-syndical du Livre parisien CGT aux fins d'adapter les effectifs à la réduction de la production et de la pagination : 140 postes salariaux seront supprimés.

Le comité d'entreprise, réuni le 30 mai, a donné un avis favorable à une première tranche de 157 licenciements pour raison économique, suivant quarante licenciements individuels déjà engagés.

L'ensemble des économies ainsi réalisées, joint à l'effet du relèvement du prix de vente et des tarifs de publicité, entraîne un allègement du compte d'exploitation de 104 millions de francs en année pleine. Malgré le poids du coût social des licenciements (50 millions de francs), il permet d'envisager une reprise rapide à une exploitation bénéficiaire.

Reste qu'en 31 décembre dernier, la situation nette négative de l'entreprise, prenant en compte les déficits cumulés des trois dernières années, était de 90 millions de francs, dont 67 pour la seule année 1984. D'où un endettement très lourd entraînant des frais financiers de plus de 12 millions de francs par an, qui imposent de faire appel à des ressources nouvelles.

La direction a donc décidé de vendre les immeubles de la rue des Italiens et de la rue du Helder où sont actuellement installées la rédaction, l'administration et l'une des deux imprimeries du Monde. Ces immeubles continueront d'être utilisés par le Monde jusqu'à ce que la concentration sur un seul site des moyens d'impression rende sans objet le maintien dans les locaux actuels. Ce délai devrait être de l'ordre de trois ans.

La direction étudie parallèlement la liquidation de certains de ses actifs, et notamment de sa publicité. Des conversations ont été engagées à cet effet.

De l'étude demandée sur les perspectives financières du journal à la grande cabine d'audit et à la BANEXI, il résulte que ces diverses réalisations laissent subsister, pour arriver à l'objectif légal de reconstitution des fonds propres à l'échéance du 31 décembre 1986, un besoin de 35 millions de francs. C'est à réunir cette somme que vise la résolution adoptée le 31 mai par l'assemblée générale extraordinaire de la SARL. 330 parts devant être émises, le prix de souscription de chacune s'élèverait à 106 060 F, se décomposant ainsi : valeur de la part proprement dite : 500 F ; prime d'émission : 105 560 F.

La répartition des parts au sein de la SARL et ses statuts devront

être modifiés pour permettre l'apport des capitaux nouveaux : la Société des rédacteurs, actionnaire principal, verra sa part réduite de 40 % à 30 % ; les porteurs de parts A (personnes physiques) subiront la même réduction ; le gérant, qui détient actuellement 11 %, en cédera 5 % aux sociétés de cadres et d'employés pour leur permettre de conserver leur pourcentage actuel. Les nouveaux investisseurs recevront 25 %. La minorité de blocage des rédacteurs se trouve ainsi maintenue.

Les parts nouvelles, 30 parts D, seront divisées en deux catégories et ne pourront être cédées de l'une à l'autre. Les unes seront souscrites par un groupement de lecteurs du Monde à créer, qui prendra la forme d'une association de la loi de 1901, d'une société anonyme ou d'une coopérative, à charge pour ce groupement de placer des souscriptions dont le montant ne pourrait être inférieur à 500 F ni supérieur à 20 000 F. Le reste des parts nouvelles devrait être souscrit par des fonds communs de placement à risque, des investisseurs institutionnels et des entreprises ou des particuliers amis du Monde. La formule retenue est conforme à l'intention proclamée par le nouveau gérant en matière de sa prise de fonctions de faire appel à des capitaux « identifiés, diversifiés et minoritaires ».

Les diverses mesures de restructuration envisagées, devront faire l'objet, à l'automne, d'une nouvelle assemblée générale extraordinaire de la SARL, seule compétente pour autoriser les cessions d'actifs et habiliter les nouveaux souscripteurs. Des études sont d'ores et déjà en cours pour permettre la mise sur pied dans les meilleurs délais du groupement de lecteurs dont il est question plus haut. Toutes informations seront données à ce sujet aussitôt comme les modalités pratiques du projet.

RELIGION

Jean-Paul II visitera sept pays africains du 3 au 19 août. — Le pape sera au Togo du 8 au 10 août. Après une halte de quelques heures en Côte d'Ivoire, il arrivera au Cameroun, l'étape la plus longue de sa troisième tournée africaine (10 au 14 août). Après une brève escale en République centrafricaine, sans y passer la nuit, Jean-Paul II sera en Zaïre du 14 au 16 août, puis en Kenya du 16 au 19. Sur le chemin du retour, il s'arrêtera au Maroc le 19 août.

Une religieuse française, Sœur Anne Dusan, a été élue Supérieure générale des Filles de la Charité par le chapitre général de l'ordre, réuni à Rome depuis la mi-mai. [Née en 1921 à Loup-lac-de-la-Réole (Gironde), Sœur Anne Dusan était jusqu'à présent visitatrice provinciale à Toulouse. La Compagnie des Filles de la Charité, mieux connue sous le nom de Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, compte quelque 33 000 religieuses dans 74 pays du monde.] — (AFP.)

Ratification du nouveau concordat entre l'Italie et le Saint-Siège. — Le président du conseil italien, M. Bettino Craxi, et le cardinal Agostino Casaroli, secrétaire d'Etat au Vatican, devaient échanger, lundi 3 juin, les documents ratifiant la révision du concordat de 1929. Selon les nouveaux accords du concordat, le catholicisme ne sera plus religion d'Etat en Italie et son enseignement ne sera plus obligatoire dans les écoles de la péninsule. — (AFP.)

AU FORUM DU « MONDE » SUR L'AVENIR DES TÉLÉVISIONS

Décalages

Roger Servant (Antenne 11) : « Toutes les énergies — les projets de quartier ou les chaînes indépendantes — doivent pouvoir s'employer dans de multiples télévisions. » Jean-Marc Fontbonne (Gamma-Audiovisuel) : « Vous confondez l'idée de convivialité et le fait que la télévision est d'abord une industrie. Ce sont deux territoires incompatibles. » Claude Lemoine (presse quotidienne régionale) : « Le rapport Bredin est consternant ! L'initiative privée disparaît sous le poids inouï des cahiers des charges. On ne s'interroge même pas sur la nécessité de maintenir trois chaînes d'Etat. N'aurait-on pas demandé à Jean-Denis Bredin un rapport sur le renforcement du monopole ? »

Alain Billon (député PS de Paris) : « Le rapport Bredin n'est que le rapport Bredin. Ce n'est pas une loi fixe dans un cadre immuable. Mais il est réaliste, il consacre l'ouverture en prenant en compte l'héritage et ce sera un test sur les capacités d'entreprendre du secteur privé. » A. Quinquempoix (Libé Village) : « J'ai câblé mon quartier et souhaite créer partout à l'échelon national des télévisions HLM. » Alain-René Veillon (SOFRES) : « L'essentiel aujourd'hui est de tout restituer dans un cadre international et de ne pas perdre de vue la formidable avance des producteurs anglo-saxons qui misent sur la France. »

Michel Fizin (Réseau autonome des télévisions) : « La priorité est aux télévisions locales généralistes, créatives et informatives. Elles produiront des images spécifiques qui appartiendront à leur public. »

Décalage entre la tribune et le public, décalage entre certains des invités intervenant... Le premier débat public sur les télévisions organisé après la publication du rapport Bredin, le Forum du Monde à La Rochelle a révélé l'ampleur des divergences entre les candidats à la télévision hertzienne. Divergences dans les moyens et les ambitions ; divergences aussi dans la perception des enjeux et des équilibres.

Mais, entre un service public (FR 3) qui « plaide la coexistence » et propose d'ouvrir des créneaux à des télévisions locales, et la presse quotidienne régionale circoscrite (Sud-Ouest) qui brüle de se lancer dans la course mais continue ses études, les futures producteurs d'images sont unanimes à demander au pouvoir une définition précise des règles du jeu. « Et la garantie d'une certaine stabilité du paysage audiovisuel, précisait également Daniel Grand-Clement qui représentait le projet TVL : la certitude que Canal Plus restera bien crypté et que les cartes du jeu ne seront pas redistribuées au résultat des prochaines élections. »

A. Co.

Le matériel de cinq radios locales saisi par la police à Marseille. Sur commission rogatoire de M. Sampieri, juge d'instruction au tribunal de Marseille, la police a saisi mercredi 29 mai les émetteurs de cinq radios locales privées non autorisées, contre lesquelles TDF avait déposé plainte : Antenne bleue, Fréquence Sud, Radio Plus,

Radio Dive et Radio Diapason. Pour protester, M. Yves Layan, président de l'association Antenne bleue, s'est armé depuis mercredi au matin de 21 mètres qui supporte l'antenne et prétend y demeurer. Samedi 1^{er} mai, les personnels des radios saisies ont manifesté dans le centre de la ville, réclamant la libération des radios libres.

1350 1350 1350

Le Monde ECONOMIE

INDE : la politique de modernisation de M. Gandhi

Le nouveau premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, a depuis six mois mis en place une politique économique et industrielle différente de celle suivie pendant des années par sa mère et nagure par Nehru. Ce changement, qui s'est fait rapidement, était déjà évident dans le budget présenté au Parlement le 16 mars dernier. Il a été confirmé par les orientations concernant le commerce extérieur annoncées à la mi-avril. Il devrait être encore plus par celles du VII^e plan.

Le premier budget du nouveau chef de gouvernement est le plus imaginatif qu'on ait vu depuis longtemps (*Le Monde* du 20 mars). En Inde, le texte de la loi fondamentale est un document de grande importance non seulement parce qu'il contient des mesures fiscales même si elles n'intéressent qu'une minorité (quelque 3 millions de contribuables dans un pays de 760 millions d'habitants), mais aussi parce qu'il traduit les orientations de la politique économique.

Sous Indira Gandhi, sa présentation était un rituel attendu, mais toujours un peu décevant, les mesures annoncées manquant d'audace. Cette fois, le budget s'écarte du ternaire discours habituel. Il montre un souffle nouveau.

En gros, pour relancer et surtout pour moderniser l'économie, le gouvernement a assoupli la fiscalité sur les entreprises et sur les revenus : 1 milliard de petits contribuables se voient exemptés d'impôt et le taux maximum est abaissé de 67 % à 50 %. La législation qui freine la création et l'expansion d'industries, leur concentration dans certaines acti-

vités, a été également assouplie. Le gouvernement est allé plus loin dans ce domaine que ne le demandait le patronat, qui a approuvé ouvertement les mesures prises.

Accentuant la libéralisation amorcée sous Indira Gandhi au début des années 80, l'Etat lève certaines contraintes qui décourageaient les investissements, accélère les procédures d'octroi de projets industriels, facilite les importations de technologies étrangères avancées — autrement dit occidentales et japonaises — et les exportations, encourage la production de biens susceptibles de remplacer des importations. Pour stimuler la production nationale, les droits sur les importations de pétrole, de ciment et de papier ont été relevés. Plusieurs contrats importants avec des compagnies étrangères, en attente parfois depuis la direction d'Indira Gandhi, ont été conclus.

L'Inde, qui pendant des décennies a vécu en économie très protégée — en 1983, elle ne comptait que pour 0,5 % dans le commerce mondial — s'ouvre prudemment sur le monde extérieur. Le pays découvre peu à peu que la relative autarcie de son économie, qui trouvait une justification dans l'existence d'un important marché intérieur, lui a porté préjudice.

Eu trente ans, l'industrie indienne est revenue du huitième au quinzième rang mondial. Elle ne s'est pas suffisamment frottée à la concurrence des autres pays, d'où ses retards dans de nombreux secteurs. Certains de ses dirigeants voudraient maintenant s'inspirer des nouveaux pays industrialisés asiatiques. M. Rajiv Gandhi affirme que l'Inde doit être autosuffisante « dans tous les domaines, sans pour autant avoir à inventer ce qui l'est déjà ». Ses principaux conseillers en matière économique sont plus ou moins favorables à l'économie de marché.

Aussi le premier ministre compte-t-il plus sur l'initiative pri-

**Des ordinateurs dans 10 000 écoles.
Un appel aux capitaux extérieurs.
La recherche de la rentabilité.**

vée que sur le secteur public — du moins dans le phase de redémarrage actuelle. — notamment sur les grandes compagnies indiennes intégrées auxquelles le gouvernement vient de lâcher la bride. Il est vrai que ces puissants groupes sont souvent riches, alors que l'Etat manque de ressources et qu'ils sont généralement dynamiques et entrepreneurs.

M. Rajiv Gandhi compte aussi sur les PME, innombrables en Inde, en particulier dans l'électronique, qui doit être, dit-il, « le centre nerveux » de la politique de modernisation. Afin de familiariser les enfants avec les ordinateurs, il est par exemple envisagé d'en doter 10 000 écoles. Afin de moderniser un réseau de télécommunications qui en a bien besoin

et d'introduire une certaine compétitivité entre les firmes fabriquant des équipements, le gouvernement est en train d'ouvrir ce secteur aux participations étrangères privées.

Chasse à l'« argent noir »

Les pouvoirs publics veulent aussi faire la chasse à l'« argent noir », avec, apparemment, un peu plus de détermination qu'auparavant. En fait, l'idée est d'orienter ces flux financiers vers l'investissement productif, alors qu'ils sont plus généralement placés dans des activités spéculatives. La corruption, favorisée par les nombreux contrôles administratifs, entretient une véritable économie parallèle.

Il a, par exemple, été décidé de régulariser — en rendant leur déclaration obligatoire — les donations financières, faites notamment par des industriels qui alimentent les « caisses noires » des partis politiques, et en tout premier lieu celles du Congrès-Indira, le parti gouvernemental. Le premier ministre a même promis de enlever les liens qu'entretenaient les partis avec le banditisme...

L'ensemble de ces actions traduit un notable infléchissement plus qu'un changement de cap, une nouvelle « approche » plus qu'un tournant de la politique économique. En Inde, il n'est pas d'usage de prendre des virages brusques. Mais pour la première fois un gouvernement congressiste n'en réfère pas à tout propos à la sacro-sainte « idéologie » socialisante du Congrès. Pour la première fois, un gouvernement laïc franchement aux structures économiques, même si le secteur public continue de dominer l'éner-

gie, les banques, les transports, les télécommunications, la défense... Même si l'Etat et le plan continuent d'avoir une grande importance, il est mis une sourdine à la rhétorique, d'ailleurs plus populiste que socialiste, à laquelle sont attachés les congressistes de la vieille génération et les fonctionnaires. Un pragmatisme est en train de naître, même si on n'ouvre pas encore les portes toutes grandes aux capitalistes nationaux et étrangers.

Le nouveau gouvernement veut créer un climat propice à la productivité, une « atmosphère favorable aux industriels », et, pour cela, faire sauter les verrous bloquant le développement. Helte au leurre ! Le limage de trois dirigeants de grandes banques nationalisées a fait forte impression. Des entreprises publiques qui travaillent à perte sont menacées de se voir refuser l'aide de l'Etat. Les menaces de ce genre étaient jusqu'à maintenant rarement mises à exécution ! Or plusieurs dizaines de hauts fonctionnaires ont été ni plus ni moins mis à l'écart depuis l'arrivée du nouveau pouvoir. Pourtant, si M. Rajiv Gandhi veut assurer un meilleur fonctionnement de l'administration et des entreprises publiques, il n'est pas question de dénationaliser. On vise seulement la rentabilité.

Les nouveaux responsables n'ont pas non plus l'intention de réduire les prérogatives du secteur public, sur lequel a largement reposé le développement national depuis l'indépendance. S'ils encouragent l'initiative privée, ils demeurent convaincus qu'elle ne peut se substituer à l'Etat là où il a toujours joué un rôle essentiel, mais que les industriels doivent profiter des opportunités offertes.

GÉRARD VIRATTE.

(Lire la suite page 19.)

Des stocks records de céréales

L'apparent penchant du jeune premier ministre pour l'industrie — penchant partagé par certains de ses conseillers — ne risque-t-il pas de lui porter ombrage auprès d'une classe congressiste qui trouve traditionnellement ses racines en milieu rural ? L'agriculture représente 40 % du PIB et les deux tiers des emplois !

Certes, elle est encouragée à se moderniser par le nouveau gouvernement : des subventions sont offertes pour favoriser l'utilisation d'engrais. Mais les dispositions prises semblent plus de nature à rassurer les exploitants dynamiques déjà nantis que les paysans pauvres et sans terre. Encore que ceux-ci n'aient pas été oubliés dans le budget 1985-1986, qui introduit des systèmes d'assurances à leur

intention notamment pour compenser les déficiences de récoltes.

Les nouveaux dirigeants bénéficient d'un facteur important pour assurer la stabilité sociale : la récolte de céréales alimentaires, qui avait atteint 155 millions de tonnes en 1984, devrait être supérieure à ce chiffre en 1985. Au point que l'Inde dispose de stocks records qui pourraient s'élever à 30 millions de tonnes en juin, stocks qui dépasseraient les capacités d'entreposage.

Les autorités font donc face à des problèmes inhabituels : comment stocker les céréales excédentaires et financer une telle opération ? Comment les écouler, et à quel prix, dans les bouti-

ques populaires, étant donné la faiblesse du pouvoir d'achat de la majorité de la population ? Certains groupements de producteurs voudraient que l'Inde se lance plus résolument dans l'exportation de produits agricoles et fermiers. Ces exportations, qui ont augmenté en 1984-1985, ont atteint 1,2 milliard de dollars (1).

G. V.

(1) Selon *The Economist* du 11 mai 1985, l'Inde, qui va vendre 500 000 tonnes de blé à l'URSS, 200 000 tonnes à la Roumanie en a donné 100 000 tonnes aux pays africains souffrant de la faim, et a autorisé l'exportation de 1 million de tonnes supplémentaires par des entreprises privées.

LIRE PAGE 19

**L'endettement
du tiers-monde
et la fièvre monétariste,
par CHRISTIAN GOUX.**

Vers une troisième crise de la sidérurgie française ?

**Une tactique à court terme
détruit l'emploi et tue l'espoir.
Il faut élaborer une stratégie.**

par JACQUES LESOURNE (*)

UNE fois de plus, la sidérurgie française est dans l'attente de décisions qui détermineront son avenir. Cette affirmation peut étonner. Après le plan de 1982, après celui de 1984, quelle surprise réserve donc encore cette industrie dévoreuse de ressources financières qui foute défaut à des secteurs porteurs d'avenir ?

Pour comprendre, il faut revenir à 1982, avec son plan iréaliste d'une hypothèse de production de 24 millions de tonnes. Un plan qui a eu une pour double conséquence : l'arrêt de la restructuration commencée en 1978 et, la détérioration de la conjoncture aidant, le passage de la perte de Sacilor et d'Usinor de 8,2 milliards en 1982 à 11 milliards en 1983.

D'où le plan de mars 1984. Un plan courageux, mais trop tardif et insuffisant. Ainsi, le conseil des ministres ne s'est pas prononcé sur le sort des aciéries de conversion de Longwy, de Gandrange et de Mondeville, créant de la sorte le germe d'une restructuration qui, sauf modification de sa politique dans les prochaines semaines, deviendra inévitable dans quelques années.

La réalisation de ce plan nécessite un apport de l'Etat de plus de 40 milliards sur la période 1985-1987. Or le gouvernement le ramène en janvier à 30 milliards, puis charge les présidents des deux groupes de se les partager pour mettre fin aux pertes des deux entreprises en 1987, soit avec une année de retard par rapport à la contrainte européenne.

A ce jour, études, négociations et conflits se poursuivent entre les deux groupes, et il faut craindre

que les affectations se limitent à une suite de compromis, sans aboutir à de bonnes solutions industrielles et sociales à long terme. Quant aux mesures sociales impliquées par la décision de mars 1984, il a fallu un an pour que le ministère du travail approuve leur mise en œuvre.

Aussi est-il plus urgent que jamais d'élaborer une stratégie reposant sur le constat de la situation actuelle et sur une vue prospective et lucide des marchés et des technologies.

Le constat

Commençons par le constat. La perte de l'exercice 1984 des deux groupes se monte à 15,7 milliards de francs, dont 8,4 d'écritures comptables consécutives aux décisions de restructurations de mars 1984 (provisions, amortissements exceptionnels...). La réalité économique doit donc être appréciée sur la base de la perte de régime permanent, soit 7,3 milliards. Elle se décompose ainsi : *produits plats*, y compris aciers spéciaux, 1 milliard, soit 4 % du chiffre d'affaires de la branche ; *produits longs*, 2,7 milliards, soit 23 % du chiffre d'affaires ; *produits longs de construction*, 1,1 milliard, soit 16 % du chiffre d'affaires ; *activités autres que sidérurgiques* (première transformation de

l'acier, forges, fonderies, construction métallique 2,5 milliards, soit 10 % du chiffre d'affaires.

Les écarts sont donc importants entre les différents secteurs.

Les produits plats et les aciers spéciaux, qui réalisent la moitié du chiffre d'affaires des deux groupes, constituent une activité exportatrice et développent des produits de plus en plus élaborés. Ils sont fabriqués par un outil industriel de qualité (Sollac, Solmer, une partie d'Usinor dont le site de Dunkerque, Usinor-Châtillon, Ugine-Gueugnon) dont la compétitivité s'améliore, quoique pas aussi rapidement que la concurrence internationale l'exigerait.

En revanche, en dehors de quelques aciéries électriques, la structure industrielle des *produits longs* est totalement inadaptée au combat moderne. Elle souffre en outre d'un surcroît de capacité, ce qui l'oblige à écarter sa production sur des marchés lointains, avec des prix départ très faibles compte tenu des coûts de transport.

Des quatre usines fabriquant des *aciers de construction*, aucune ne possède dans sa filière de production une chaîne d'outils totale-

ment compétitive. De plus, dans la partie basse de la gamme, ces aciers voient leurs débouchés menacés par la substitution des produits longs.

Quant aux *activités non sidérurgiques*, beaucoup de leurs équipements industriels sont périmés, tandis que leurs marchés sont généralement en régression.

L'avenir

Sur l'avenir, il n'est pas difficile d'avoir quelques certitudes. Elles ont pour nom : la baisse structurelle de la consommation d'acier par franc de produit intérieur brut, le maintien d'une surcapacité européenne, une concurrence plus forte dans le secteur des produits longs, une demande de produits de plus en plus élaborés, la poursuite de l'automatisation des processus de production.

De cette description sommaire se dégage pourtant ce que pourraient être les lignes fondamentales d'une stratégie. Les *produits plats* et les *aciers spéciaux* doivent constituer le corps de bataille de l'avenir. La poursuite de la modernisation de ce secteur, son adaptation permanente à une demande évolutive, l'amélioration de sa gestion interne, sont prioritaires. Le secteur doit investir de l'ordre de 8 milliards de francs en trois ans, dont une partie par autofinancement. Enfin, il est urgent de réunir sous une autorité unique Sollac, Solmer et la partie d'Usinor active dans les produits plats et dont les principales usines sont Dunkerque, Mardick et Montataire.

(Lire la suite page 18.)

(*) Professeur d'économie au Conservatoire national des arts et métiers.

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION
PROGRAMME NATIONAL - PROGRAMME MULTINATIONAL : EUROPE, USA, ASIE

CONCOURS 85 - 2^e et 3^e CYCLES

LE SENS DE LA REUSSITE

2^e CYCLE
DEUG - LICENCE - MATH SPÉ - BTS - DUT

3^e CYCLE
DIPLOMÉS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR :
MAÎTRES-ET-INGENIEURS-MODELERS
PHARMACIENS-ARCHITECTES

1^{ère} SESSION
Inscriptions avant le 14 juin 1985
Examen du 1^{er} au 6 juillet 1985

2^{ème} SESSION
Inscriptions avant le 21 juillet 1985
Examen du 15 au 21 septembre 1985

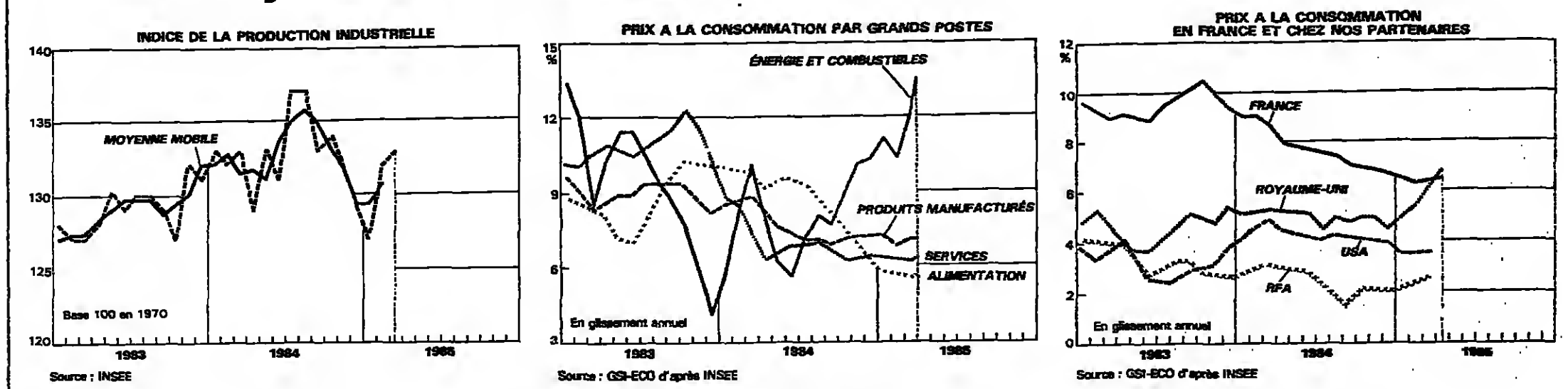
ISG
INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

Établissement libre d'enseignement supérieur - 8, rue de Lota - 75116 Paris

CENTRE D'INFORMATION ET D'ORIENTATION
123, RUE DE LONGCHAMP - 75116 PARIS - TEL (1) 727.95.99

RELIGION

La conjoncture en France



Le yoyo des chiffres

A l'approche d'élections les statistiques sont toujours examinées à la loupe, et parfois mal interprétées. Cela est d'autant plus vrai que la rigueur de l'hiver a donné, à beaucoup d'indicateurs économiques, ce même temps qu'au baromètre, un mouvement de yoyo, ce qui a pour effet d'obscurcir les tendances de fond de l'économie.

Ainsi la remontée de la production industrielle en février et mars peut être qualifiée de technique, après le plongeon du début d'année. Malgré cette reprise, le niveau moyen du premier trimestre est à 1 % au-dessous de celui du quatrième trimestre 1984. Les enquêtes de conjoncture conduisent cependant à prévoir une progression de la production industrielle dans les biens intermédiaires et les biens d'équipement. La Banque de France et l'INSEE ont des avis divergents en ce qui concerne les biens de consommation. Le secteur du bâtiment et des travaux publics - BTP - repère au printemps les dégâts occasionnés par l'hiver.

Les achats des ménages ont, à l'inverse, rebondi au premier trimestre par rapport au point bas de l'automne dernier. Mais on retrouve là encore l'effet du thermomètre avec les fortes factures EDF qui sont en train d'être payées : la distribution d'électricité basse-tension est sur les trois premiers mois 12 % plus haute que sur la même période de 1984. On a également enregistré une très forte progression des dépenses de pharmacie - effet du froid encore !

Malgré cette relative amélioration de la consommation, le niveau de la fin 1983 n'a pas été retrouvé. De plus, avril - et probablement les mois suivants - apporte un correctif à la baisse. Les entreprises attendent le retour des vacances pour voir repartir les ventes. « Notre meilleure période est en fin d'année », déclare-t-on à la FNAC. Elle devrait être encore meilleure que d'habitude avec les allègements fiscaux du second semestre.

La rigueur de l'hiver se lit encore dans les mauvais résultats du commerce extérieur : près de 15 milliards de francs de déficit depuis le début de l'année, soit à peine mieux que l'année dernière à la même époque (- 17,1 milliards). Forts achats énergétiques à un moment où le dollar dépassait les 10 F ; mais aussi coup d'arrêt à nos exportations dû en partie au creux conjoncturel de nos principaux partenaires.

Les dernières haies de l'inflation

Il devrait certes y avoir une amélioration par rapport aux très mauvais résultats du début d'année, mais l'équilibre est hors de portée. La compétitivité des produits français est dégradée, et la correction de parité qu'appelle ce général ce type de situation ne semble pas devoir s'opérer à court terme.

En dehors du commerce extérieur, ce sont les statistiques de prix et de chômage qui attireront

le plus l'attention au cours des prochains mois. Si les récents indices de prix sont médiocres, les derniers chiffres d'évolution du chômage sont à la fois bons et attendus. Mais les uns et les autres sont trompeurs : les premiers en sous-estimant l'importance du mouvement de désinflation, les seconds en masquant partiellement les difficultés, toujours égales, du marché du travail.

Il est instructif de se pencher sur la décomposition par grands postes de la hausse des prix de ces derniers mois. Les tarifs publics en sont les premiers responsables depuis le début de l'année : les revalorisations effectuées par les entreprises nationales (EDF, GDF, SNCF, RATP, etc.) ont été concentrées sur les quatre premiers mois.

La hausse des produits pétroliers a également fortement contribué à l'augmentation générale des prix : il faut voir là la conséquence de la majoration des taxes sur l'essence et du dollar fort du premier trimestre, partiellement compensée par la baisse du prix du pétrole en dollars. En revanche, il est encore trop tôt pour mesurer l'influence de la libération des prix à la pompe.

Enfin, les prix de détail agricoles ont marqué, depuis quatre mois, une progression assez nette : + 1,3 % en moyenne par mois pour les fruits et légumes, par exemple. La baisse des prix à la production enregistrée l'année dernière ne s'est pas complètement repercutée dans les prix de détail. Inversement, les hausses des prix à la production du début de l'année ne se retrouvent pas au détail.

Ces mauvais indices ne sont pas propres à la France. Nos principaux partenaires, bormis les Etats-Unis, sont également touchés par ce phénomène. Mais les 2,4 % de hausse des prix depuis décembre ne doivent pas masquer l'essentiel : le processus de désinflation est largement entamé. Ce sont les dernières haies qui sont les plus difficiles à franchir. Si l'objectif gouvernemental (+ 4,5 % en glissement sur 1985) sera à coup sûr dépassé, la hausse devrait être néanmoins comprise entre 5 % et 6 %. Performance inégale depuis 1970.

Les indices des mois de mai et de juin devraient être un peu meilleurs, malgré les hausses qui résulteront des derniers accords de régulation qui entreront alors en vigueur (pharmacie, boulangerie, restauration...). Mais presque aucune augmentation des tarifs publics n'est à prévoir. Les taxes sur l'essence sont derrière nous.

L'augmentation des salaires demeure en outre très modérée, en deçà de la hausse des prix. Il y a une perte de pouvoir d'achat, alors que la hausse de la productivité se maintient à un rythme de 4 % l'an ! Enfin, « la fréquence des revalorisations se réduit avec la baisse de l'inflation. On en compte deux en moyenne en 1985, alors qu'il n'était pas rare d'en compter trois auparavant », nous dit un spécialiste des conventions collectives. On observe une très grande déconnexion entre les salaires et les prix passés : la « désindexation » est entrée dans les mœurs.

La base des négociations, parfaitement respectée, est désormais constituée par la norme gouvernementale en matière d'inflation. Rendez-vous est parfois pris pour un éventuel rattrapage, mais tout montre que de tels

rattrapages interviennent moins souvent que par le passé. Les accords salariaux, de plus en plus, lient les revalorisations aux résultats de l'entreprise ou à la productivité, parfois même individuelle.

Chez NASA, distributeur d'appareils audiovisuels et informatiques, les salaires sont une résultante : « Nos prix tiennent compte de ceux pratiqués par les principaux concurrents. Avec des objectifs de vente, on en déduit un chiffre d'affaires et la marge brute. La masse salariale est fixée en fonction de cette marge. »

Chômage : un mieux statistique ?

Le phénomène a été puissamment favorisé par le chômage. Le nombre de grèves est en constante régression et quasiment aucune n'est engagée pour des revalorisations de salaires : la peur de perdre son emploi l'emporte.

Le nombre de demandeurs d'emploi a baissé de 40 000 de

puis la fin janvier : il est revenu en avril à 2 400 000. Les prévisions qu'on formulait il y a un an - un ministre ne parlait-il pas de 2,7 millions pour la fin 1984 ? - étaient trop pessimistes. N'y a-t-il là qu'un nouveau miracle d'une statistique qui est parfois l'objet de trop d'attention ?

L'information du fief des chômeurs en est une illustration : elle a entraîné des radiations, au moins temporaires, parce qu'elle conduisait à un examen des dossiers individuels. On perturbe aussi les chiffres en libérant les chômeurs de plus de cinquante-cinq ans - ils sont plus de 150 000 inscrits à l'ANPE - de l'obligation de se déclarer « à la recherche d'un emploi » pour continuer à percevoir leurs droits.

Quant aux TUC (travaux d'utilité collective), leur nombre suit jusqu'à présent les prévisions gouvernementales : 41 000 en février, 74 000 fin mars, 92 000 fin avril. Ce dernier chiffre ne tient pas compte d'éventuelles fins de fonction. Les autorités semblent avoir trouvé là une bonne formule pour

réduire le nombre des sans-travail : il s'agit bien sûr d'emplois précaires (trois à douze mois) et qui se substituent à des formules de stage existantes.

Pour le reste, les signaux sont divers : les offres d'emplois demeurent très basses, le chômage des femmes de vingt-cinq à quarante-neuf ans augmente. En revanche, celui des hommes de même âge, le « cœur » du chômage, en tout cas a légèrement baissé deux mois de suite.

Par ailleurs, davantage de gens quittent le chômage parce qu'ils retrouvent un emploi : leur nombre s'est accru de 14 % en mars 1985 par rapport à mars 1984. De façon plus anecdotique, certains d'entre eux le font en créant leur entreprise : 16 000 pour le seul premier trimestre contre 35 000 toute l'année dernière.

Donnée établie par GSI-ECO en association avec le Monde.

Vers une troisième crise de la sidérurgie française ?

(Suite de la page 17.)

Cette synergie réduira les investissements et contribuera à l'accroissement de la compétitivité commerciale et technique.

En produits longs (Unimetal), l'appareil industriel doit se limiter aux aciéries électriques et à quelques laminiers alimentés en demi-produits achetés à d'autres aciéries, dans le cadre d'accords d'échange de production avec des sociétés étrangères, ce qui signifie l'arrêt des aciéries de conversion de Longwy et de Gandrange, l'aciérie de Mondeville pouvant subsister jusqu'à ce que les ressources de financement autorisent la construction d'une aciérie électrique. L'ajout d'une coulée continue à blooms à Sollac ou à Dunkerque peut aussi être envisagé pour fournir ces demi-produits.

Pour les produits longs de construction, le schéma industriel d'Ascometal doit comporter l'arrêt de Pompey et de l'aciérie de conversion des Dunes, et le maintien d'Ugine-Fos et de l'usine du Marais.

Restent les activités non sidérurgiques. Par suite des querelles au sommet et des difficultés des sociétés mères, elles sont, dans les dernières années, presque tombées en désuétude. Or elles nécessitent elles aussi de vigoureuses remises en ordre. Il faut certainement considérer l'abandon de la rationalisation des fonderies et des forges.

L'ensemble de ces mesures permettrait d'aboutir à une sidérurgie performante capable de produire 15 millions de tonnes par an et susceptible de réduire sans difficulté cette capacité, si la demande l'exigeait au-delà de la décennie en cours. L'acceptation de cette stratégie définirait automatiquement l'affectation des 30 milliards de francs apportés par l'Etat.

Environ 18 milliards seraient employés à servir la dette au 31 décembre 1984 (ou à en effacer une grande partie). Près de 3 milliards seraient utilisés à couvrir les charges de restructuration consécutives au plan de 1984 et à la réalisation de cette stratégie. Le reste serait attribué aux activités des deux groupes en servant

prioritairement les produits plats et spéciaux.

Il y a trois conditions à la réussite d'une telle stratégie. La première tient dans l'attitude du gouvernement. Ses composantes doivent tenir un seul et même langage, celui de l'efficacité économique. Il n'est plus possible de faire prévaloir simultanément la rigueur financière par le ministère des finances et la largesse sociale par le ministère du travail, ni de laisser libre cours aux pressions que les cabinets ministériels exercent sur les deux groupes afin de satisfaire des revendications politiques, syndicales et régionales.

Solidarité

La dernière est que le meilleur traitement social possible soit appliqué à ceux qui perdent leur emploi. La nation admettra un effort direct de solidarité alors qu'elle est lasse d'apporter des fonds à une sidérurgie déficitaire, même si une partie de ces fonds alimente une caisse de chômage déguisée.

La dernière, enfin, est que les structures de commandement soient claires. Au point où en sont les choses, on peut se demander s'il ne faut pas envisager quatre sociétés indépendantes, c'est-à-dire, en plus d'Unimetal et d'Ascometal, une société produits plats et aciers spéciaux et une holding coiffant les activités non sidérurgiques. Il serait alors possible de donner aux équipes dirigeantes de véritables responsabilités et de les juger.

Toutes ces décisions auraient pu être prises en 1982 ou en 1984. Chaque année de retard coûte

près de 2 milliards de francs au budget de l'Etat. L'actuel gouvernement aura-t-il la lucidité et le courage de s'engager dans cette voie en période préélectorale ? Ou préférera-t-il laisser venir une nouvelle crise sidérurgique qu'il faudra alors traiter à chaud ?

En tout cas, si cette stratégie était mise en application sans tarder et avec vigueur, il est fort probable que les 30 milliards seraient suffisants pour la période 1985-1987, et il est quasi-certain qu'il n'y aurait plus de subvention à la sidérurgie en 1988. Sinon, l'auto-nomie financière ne sera pas atteinte à cette date, et une restructuration forte sera nécessaire avant la fin de la décennie. Une restructuration qui devra ramener la capacité de production, et par conséquent le nombre d'emplois, à un niveau très inférieur à celui que cette stratégie permettrait de maintenir.

Car on ne soulignera jamais assez le coût social exorbitant de ces chirurgies insuffisantes et successives que, par tactique à court terme, les gouvernements pratiquent. Elles sont destructrices d'emplois et dans la branche et dans le reste de l'économie française. Elles brisent la confiance dans la classe politique. Elles tuent l'espoir d'un avenir. Pour l'indépendance de la France, pour sa santé économique et sociale, mieux vaut une sidérurgie réduite et saine qu'une sidérurgie indéfiniment empêtrée dans des difficultés financières et sociales et incapable, de ce fait, de se consacrer au seul objectif qui doit être le sien à moyen terme : le retour à la rentabilité économique.

JACQUES LESOURNE.

TABLEAU DE BORD

Statistiques mensuelles (corrigées des variations saisonnières)	Avril 1985	Evolution sur 3 mois (en termes annuels)	1 an
Production industrielle (hors BTP) base 100 en 1970-mars 1985	133,0	-3,0 %	0 %
Indice de prix (base 100 en 1980)	156,9	+6,8 %	+6,5 %
Ventes brutes	2 400,0	+6,8 %	+4,9 %
Demandeurs d'emploi (en milliers)	-4,215	-45,1(*)	-20,9(**)
Solde commercial FAB/FAB (francs à base en milliards F)			
Immatriculations de voitures neuves (en milliers)	150,0	1 901,0	1 752,6
		(en milliers)	(en milliers)

Sources : GSI-ECO d'après INSEE, ministère du travail, ministère du commerce extérieur ; Chambre syndicale des constructeurs automobiles.
(*) Chiffre annualisé.
(**) Chiffre sur les douze derniers mois.

orientations SERVICE

Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

et recevoir gratuitement des informations, cochez la case correspondante à la filière qui vous intéresse et adressez ce bon à Orientations Service, 57 Avenue Montaigne 75008 Paris. M. Mme Adresse

Niveau d'études actuel de l'étudiant

- ☐ Les Classes Préparatoires
- ☐ Les Grandes Ecoles de Commerce et de Gestion
- ☐ Vente, Commerce et Distribution
- ☐ Les Ecoles à Vocation Internationale
- ☐ Les Grandes Ecoles Scientifiques
- ☐ Informatique
- ☐ Electronique
- ☐ Secrétariat, Bureautique
- ☐ Comptabilité
- ☐ Langues
- ☐ Tourisme
- ☐ Accueil
- ☐ Hôtellerie
- ☐ Les Professions Para-Médicales
- ☐ Assurances
- ☐ Transport
- ☐ Bâtiment, Travaux Publics
- ☐ Concours Administratifs
- ☐ Fonction Publique
- ☐ Communication Audiovisuelle
- ☐ Publicité
- ☐ Formations Artistiques
- ☐ Les 3^{es} Cycles de Gestion
- ☐ Reussir le Baccalauréat

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

550 من الأصل

L'endettement du tiers-monde et la fièvre monétariste

PEUT-ON dissocier, dans la situation mondiale actuelle, la négociation commerciale internationale de l'examen des relations Nord-Sud et de discussions relatives à la réforme du système monétaire internationale, dont chacun s'accorde à reconnaître l'urgence, sans pour autant soutenir la France dans sa proposition d'un nouveau Bretton-Woods ?

La crise de l'endettement des pays en développement s'inscrit, en effet, dans une logique de développement, fondée à la fois sur l'ouverture et l'augmentation des échanges internationaux d'une part, sur la croissance présente et future des débouchés intérieurs et extérieurs de ces pays d'autre part. Voilà pourquoi les causes de difficultés que connaissent de nombreux pays d'Amérique latine ne se trouvent pas directement dans l'endettement, mais dans les changements de politique économique intervenus au début des années 80, aux États-Unis, en Grande-Bretagne et dans bien d'autres pays.

Les politiques mises en place alors se caractérisent avant tout par un refus de parler sur le futur. C'est le retour aux équilibres à court terme, et la recherche d'une sortie de crise par de nouvelles sources de productivité. En réduisant la demande intérieure de leurs propres pays à travers une sévère politique de déflation, en bloquant la création de monnaie à travers la hausse des

taux d'intérêt, les États-Unis et, à un moindre degré, la Grande-Bretagne s'attaquaient directement au développement économique des nouveaux pays industrialisés et contraignaient ceux-ci, soit à la faillite apparente, soit à la soumission à de sévères mesures d'ajustement.

Les politiques monétaristes bloquent, en effet, les processus de développement des nouveaux pays industrialisés (NPI) et en général de tous les pays en développement, sur les deux points qui, jusque-là, fondaient la stratégie de croissance : les exportations et l'accès au crédit.

Inadaptation du FMI

Compte tenu de la situation économique mondiale, les pays qui avaient emprunté dans l'espoir de rembourser grâce aux exportations de produits manufacturiers ont été incapables de le faire et ont dû recourir à des emprunts à court terme pour rembourser les prêts à long terme. Ce faisant, ils se sont trouvés tout aussi incapables de rembourser ces emprunts à court terme, les prêteurs privés étant de plus en plus réticents à s'engager auprès de pays lourdement endettés, dont les recettes d'exportations leur apparaissent insuffisantes par rapport à leurs obligations actuelles.

Il apparaît donc indispensable au regard de la stabilité même du système des paiements internatio-

Le développement des pays pauvres passe par une réforme du système monétaire international.

par CHRISTIAN GOUX (*)

naux de relayer par des concours publics un secteur bancaire défaillant. Seul, le FMI pouvait statuer sur le rôle à jouer ; mais ses interventions souffrent toutefois de graves limitations. Tout d'abord, le Fonds est inadapté à une situation de déficits structurels provoqués par l'aggravation du déséquilibre des relations économiques internationales entre un centre développé et une périphérie dépendante.

Cette inadaptation est à la fois financière — car une telle situation appelle un transfert continu de ressources des pays industrialisés vers les pays en développement — et surtout politique, — dans la mesure où il s'agit de concilier des objectifs financiers et des réalités politiques. Ensuite, les interventions du Fonds au profit des pays en développement sont quantitativement insuffisantes.

L'incapacité du FMI à répondre correctement à ces déséquilibres structurels et la situation difficile du système bancaire privé ont alors conduit à proposer des mesures de replâtrage sans cesse remises en question et à s'appuyer sur des pro-

cédures de conditionnalité, dites programmes d'ajustement, qui ne sont en fait rien d'autre que la reproduction dans les pays en développement des politiques économiques monétaristes déployées aux États-Unis.

Aussi paradoxal que cela paraisse, le jeu pervers qui consiste à encourager pour tous les pays la réduction des importations et le développement des exportations aboutira à un rétrécissement des échanges internationaux et, par conséquent, à une remise en cause larvée du libre-échange. En outre, le traitement uniforme de l'endettement ne peut qu'entraîner misères et émeutes.

En Afrique et au Moyen-Orient — hors OPEP — les mesures prises par les organismes internationaux se sont déjà traduites par une augmentation forte du coût de la vie. Les révoltes du pain qu'on connues le

(*) Président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan à l'Assemblée nationale.

Maroc et la Tunisie, les difficultés auxquelles sont confrontés le Sénégal ou le Cameroun en témoignent. Ailleurs, en Argentine, au Chili, au Mexique, au Brésil, etc., on assiste à des mouvements politiques et sociaux qui sont de nature à menacer les relations intra-américaines.

Enfin, à terme, c'est tout le système bancaire international qui est menacé. D'ailleurs, ce sont les faillites successives de grandes banques américaines ou européennes qui ont révélé au grand public du monde occidental le problème de cet endettement. A la vérité, dans l'état actuel des choses, les pays endettés sont et seront incapables de faire face aux remboursements des intérêts comme du principal. Les mesures prises depuis deux ans ne sont que transitoires. Dès lors, la question qui se pose est de savoir qui paiera, en dernier ressort.

Rééchelonnement ou inflation

La solution qui rencontre le plus de partisans dans la communauté financière internationale est celle d'un rééchelonnement de la dette — en tenant compte à la fois de ceux qui ont pris des risques inconsidérés et de l'intérêt général qui exige le maintien de la vitalité du système bancaire. La solution mexicaine est de cette nature. Elle consiste en fait à faire payer au Sud et sur une

longue période les dettes des périodes d'espoir et n'est que l'extension renouvelée de l'impérialisme américain.

Le prix à payer pour les États-Unis serait concrètement de pomper sur l'épargne nord-américaine — sous forme de bons du Trésor par exemple — des liquidités permettant le rééchelonnement de la dette. Outre le risque d'inflation, inhérent à une telle opération, il est clair que toute remise en cause des programmes d'ajustement, toute tentative de sortir de cet engrenage de la part d'un État, aboutirait à ruiner les épargnants américains.

L'autre solution est tout simplement de considérer la période qui vient de s'écouler comme un épiphénomène, et de revenir à des positions sensiblement identiques à celles connues précédemment, en monétarisant les dettes, c'est-à-dire en les faisant payer par un surcroît d'inflation mondiale et à travers une relance de l'activité mondiale. C'est sans doute cette solution qui rencontrerait les avis les plus favorables dans le tiers-monde. Cela étant, elle ne résout rien et, tôt ou tard, les problèmes qui avaient conduit à la fièvre monétariste réapparaîtraient.

A la vérité, aucune de ces solutions n'est satisfaisante parce qu'elles ne répondent pas au vrai et seul problème que pose l'endettement : le développement des pays pauvres, que seul pourrait résoudre réellement une réforme du système monétaire international.

INDE : la politique de modernisation de M. Gandhi

(Suite de la page 17.)

Indira Gandhi avait, ces dernières années, eu conscience que sa politique n'avait pas donné des résultats toujours satisfaisants. Elle n'ignorait pas que le secteur privé brûlait d'impatience d'avoir les coudees franches, mais elle redoutait les effets en retour d'une trop grande libéralisation. Elle ne voulait pas brusquer les choses, afin de ne pas faire violence à la classe moyenne du Congrès, le parti dominant, enraciné en milieu rural. Or, aujourd'hui, son fils dispose d'une majorité écrasante dans la nouvelle Assemblée nationale (Chambre du peuple).

La politique que M. Rajiv Gandhi entreprend satisfait non seulement les milieux industriels et d'affaires mais bien évidemment la « nouvelle classe » moyenne urbaine, avide de consommer. On

estime que ces consommateurs, au sens où on l'entend en Occident, représentent environ cent millions de personnes. Leur nombre a doublé en dix ans ! Le chiffre des « pauvres absolus » ne dispose pas que du minimum vital a également augmenté.

Le nouveau premier ministre n'ignore pas que sa politique de modernisation de l'appareil industriel — et de la société — pourrait creuser l'écart entre des couches sociales privilégiées et celles qui sont les plus défavorisées, c'est-à-dire les traditionnelles du Congrès. Certes, il a prévu quelques mesures en faveur de ces dernières, mais les conflits d'intérêts pourraient s'aggraver.

Pendant longtemps aussi le recours aux techniques modernes a été freiné sous prétexte de défen-

dre l'emploi (1). Et il est de fait que si l'Inde dispose d'un large secteur industriel, qui la place en tête des pays du tiers-monde, elle cumule aussi d'importants retards technologiques qu'il lui sera difficile de combler. Certains industriels, comme le groupe Tata, réclamaient depuis longtemps la liberté d'investir dans les technologies avancées (ordinateurs notamment). Maintenant, les industriels indiens — privés ou publics — multiplient les accords avec des firmes occidentales ou japonaises.

IBM et Coca-Cola

La tragédie de Bhopal a mis en lumière la présence d'énormes groupes étrangers. Le gouvernement vient de donner son feu vert à l'achat d'une vingtaine d'ordinateurs aux États-Unis, assurant même l'administration Reagan que ces appareils ne seront pas « piratés ». Et IBM, qui s'était retiré du marché indien il y a sept ans, y retrouve un débouché. Coca-Cola, parti à la même époque, et Pepsi-Cola auparavant envisagent également leur retour. Tout le bruit fait autour d'une récente affaire d'espionnage n'a pas empêché Français et Indiens de poursuivre leurs relations d'affaires, New-Delhi venant notamment de confirmer la commande de quarante Mirage-2000.

La modernisation touche aussi les forces armées. C'est un domaine où l'Inde ne ralentit pas la marche. Les dépenses militaires augmentent au rythme de 10 % par an et représentent 6,4 millions de dollars pour l'exercice budgétaire 1985-1986. Pour justifier cet effort, les res-

ponsables indiens avancent toujours le même argument : l'aide économique et militaire des États-Unis au Pakistan.

Dans un autre domaine, M. Rajiv Gandhi paraît désireux de relever le niveau de l'enseignement. Il est même allé jusqu'à déclarer que la démocratisation de l'enseignement était responsable de sa médiocrité. Mais c'est aussi pour assurer des débouchés aux très nombreux diplômés — techniciens, scientifiques — d'un système d'enseignement très élitiste que la nouvelle équipe veut développer les industries de pointe.

S'il paraît enfin désireux de freiner la natalité — qui n'est pas l'une des plus fortes au monde —, M. Rajiv Gandhi a sans doute tiré les conséquences des campagnes de stérilisation brutales menées par son frère Sanjay, dont Indira Gandhi eut à payer chèrement, en 1977, le coût politique. Il affirme, cependant, sur un ton déterminé que la poussée démographique ne doit pas compromettre l'effort économique. Et l'on assiste à la relance du contrôle volontaire des naissances sans lequel, indiquait le ministre indien de la santé à la conférence de Mexico, le taux d'accroissement démographique dépasserait 3 % alors qu'il est aujourd'hui inférieur à 2 % (2).

La crise sikh et les tensions entre différentes castes et communautés sont rapidement venues rompre l'état de grâce. Elles ont porté ombrage à la politique de libéralisation et de modernisation de M. Rajiv Gandhi. Comme sa mère, celui-ci voit ses ambitions économiques freinées par de dures réalités socio-culturelles.

GÉRARD VIRATTELL.

(1) Fin mars 1985, le nombre de chômeurs recensés s'élevait officiellement à 23,53 millions de personnes. Il avait augmenté de 7 millions en cinq ans. Ces chiffres ne tenaient évidemment pas compte des chômeurs non déclarés, des travailleurs intermittents et des ouvriers agricoles sans emploi.

(2) Le taux de mortalité infantile (98 pour mille) demeure parmi les plus élevés au monde.

FORMATION CONTINUE À L'I.A.E. DE GRENOBLE

Lancement de la 8^e promotion du D.E.S.S. GESTION DU PERSONNEL — fonction FORMATION (diplôme national de 3^e cycle)

Démarrage : OCTOBRE 1985

Lieu : GRENOBLE et sa région

Renseignements :

INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES — BP 47 X 38040 GRENOBLE CEDEX — Tél. : (76) 54-81-78 (poste 316) et 44-34-57

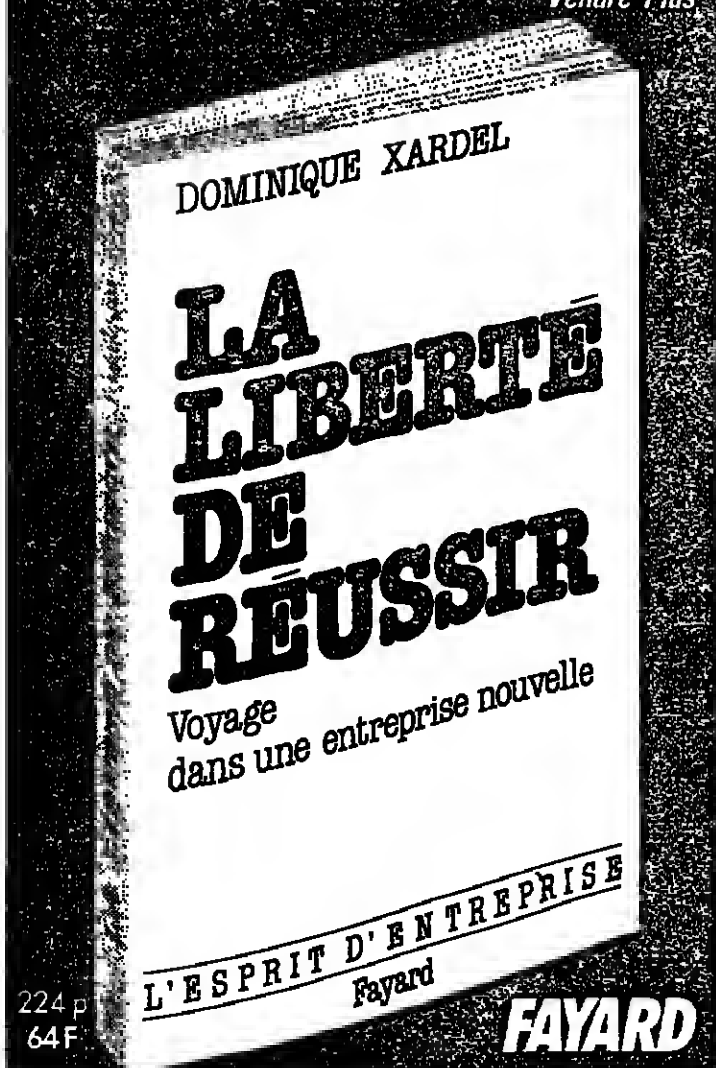
Avez-vous déjà entendu parler d'Amway ? Peut-être pas. C'est pourtant une entreprise remarquable.

... Dominique Xardel, directeur de l'Esset et expert en marketing, nous fait explorer de l'intérieur le système et quelques-unes des micro-entreprises qui le composent, avec un enthousiasme communicatif.

Gérard Moatti, L'Expansion

Illustré de nombreux témoignages, "La liberté de réussir" se lit comme un roman policier. Au moment où la vente directe est encore boudée en France, le livre est un excellent moyen de faire réfléchir les sceptiques, sinon de les convaincre.

Vendre Plus



ESSEC

« TECHNIQUES FINANCIÈRES »

L'ESSEC ouvre, en octobre 1985, un programme de formation, en un an, de spécialistes de techniques financières, comprenant notamment des enseignements en : trésorerie internationale, gestion du risque de change, nouveaux instruments financiers, informatique et micro-informatique appliquées à la finance, etc.

Les enseignants sont des professeurs du Groupe ESSEC et des experts financiers travaillant dans plusieurs grandes entreprises associées au programme.

Admission sur titre de titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'IEP, d'une maîtrise ou d'une grande école de commerce.

Informations et dossiers d'inscription :

M^{re} Elyane ROSELLO - Groupe ESSEC
BP 105, 95021 CERGY-PONTOISE CEDEX
ESSEC - ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ.

LUNDI 10 JUIN À 8 H

PERNOD RICARD SUR TF1

"A COMPTES OUVERTS"

RESULTATS 84 ET PERSPECTIVES 85

Patrick Ricard, Président Directeur-Général, Thierry Jacquillat, Directeur Général et Patrick Thomas, Directeur Administratif et Financier de Pernod Ricard vous donnent rendez-vous sur TF1, le Lundi 10 Juin au matin, à 8 h précises pour une émission spéciale "A comptes ouverts" présentant les résultats 84 et les perspectives de développement du Groupe.

Cette émission sera animée par Daniel Grandclément avec la participation de journalistes de la presse économique et financière. Une première à ne pas manquer en matière de Communication Financière.

PR

GROUPE PERNOD RICARD

Direction de la Communication : 142, Bd Haussmann 75008 PARIS

VOIR TOUS LES HALOGENES

DES LAMPADAIRES QUI ÉCLAIRENT TOUTE UNE PIÈCE. INTENSITÉ VARIABLE.

READY MADE

SPECIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE
28-40 RUE JACOB
75006 PARIS
TEL : 260.28.01

Le Monde
UNE ÉDITION INTÉRESSANTE

La chronique de Paul Fabra

Le capitalisme, qu'es-aco ?

COMME la France, dans les années 50, avait, sur l'initiative d'un de ses plus brillants fonctionnaires, Maurice Lauré, ouvert la voie à un renouvellement total de la fiscalité indirecte en créant la TVA, les États-Unis sont-ils en train de montrer le chemin d'une réforme aussi profonde de la fiscalité directe ? Un travail intense de réflexion a eu lieu depuis plusieurs années, qui a abouti au projet que le département du Trésor (ministère des finances) avait, à titre de ballon d'essai, rendu public au mois de novembre dernier. Il reste malgré tout à la télévision américaine à la « seconde révolution américaine ». Ce texte innove sensiblement moins que celui que le département du Trésor (ministère des finances) avait, à titre de ballon d'essai, rendu public au mois de novembre dernier. Il reste malgré tout à la télévision américaine à la « seconde révolution américaine ». Ce texte innove sensiblement moins que celui que le département du Trésor (ministère des finances) avait, à titre de ballon d'essai, rendu public au mois de novembre dernier.

Deux propositions ont eu un grand retentissement. Malgré leurs origines politiques opposées, elles vont dans le même sens. L'une, appelée du nom de ses auteurs, la proposition de loi (bill) Kemp-Kasten, émane du camp républicain. Jack Kemp est un des chefs de file du courant néo-conservateur, un des candidats possibles à l'élection présidentielle de 1988. L'autre, la proposition Bradley-Gephardt, est signée par deux congressmen démocrates. C'est plutôt de cette dernière que se rapproche la plus le projet de la Maison Blanche, ce qui accroît fortement ses chances d'adoption.

A l'instar du bill Bradley-Gephardt, la système proposé par M. Reagan n'admet plus que trois taux d'imposition : 15 %, 25 % et 35 %, qui se substituent aux quatorze barèmes existants, dont le plus élevé est de 50 % (contre 65 % en France). Ce qui frappe d'emblée est la modicité du taux supérieur, qui était encore plus bas dans la proposition de loi démocrate (30 %), et dans la proposition Kemp-Kasten dite « pour un impôt juste et simple » (fair and simple tax ou fast), encore moins loin car elle ne retient en principe qu'un seul taux : 25 %, mais il

s'agit en réalité d'un « impôt à taux unique progressif » (progressive flat tax) parce que le taux unique s'applique à une assiette qui admet de moins en moins de déductions au fur et à mesure que le revenu s'accroît.

Il n'est pas indifférent, pour saisir l'état d'esprit dans lequel ont été élaborées les différentes études sur les projets de réforme, de rappeler que leurs auteurs ont procédé par élimination. Ils ont commencé, au moins à titre d'hypothèse, à envisager l'abolition de toutes les exemptions, quelles qu'aient été, et de taxer la totalité du revenu à un taux très bas, 10 % ou 15 %. « Intuitivement, c'était la méthode la plus séduisante pour poser le problème », me disait-il y a quelques mois à Washington John Mueller, jeune et brillant collaborateur du représentant (État de New-York) Jack Kemp. Cet « intuitivement » en dit long. Historiquement, il représente une « révolution » dans le sens strict du terme, c'est-à-dire un retour au point de départ.

C'est seulement depuis une époque relativement récente que la notion de justice fiscale est liée à la progressivité. Pendant très longtemps, personne n'avait sérieusement discuté la principe, proclamé par Adam Smith, selon lequel, pour servir la justice, il convenait de taxer chaque contribuable proportionnellement à son revenu.

Dans sa trop belle simplicité, cette solution est apparue, comme on pouvait s'y attendre, à la fois économiquement peu rationnelle à cause des doubles impositions qu'elle impliquait (exemple de la pension alimentaire imposable au titre du revenu de celui qui la verse et au titre du revenu de celui qui la reçoit), et politiquement impraticable à cause du transfert massif de charge des riches sur les pauvres qu'elle entraînerait.

Egalement examinées ont été les multiples versions d'un impôt sur le revenu consommé (auquel s'apparente la TVA) et dont la finalité est de

faire disparaître l'anomalie qui résulte du fait qu'un contribuable ne peut épargner que sur la base de son revenu après impôt et que l'impôt frappe à nouveau le revenu attendu de cette épargne. Mais faire disparaître cette incitation à la consommation avantageait, là encore, les « gros », car ce sont eux qui épargnent le plus.

Quelle serait la portée d'un abaissement à 35 % du taux frappant les tranches les plus élevées du revenu, comme le propose le chef de l'exécutif américain ? Parmi les nombreuses considérations d'efficacité et de justice qui doivent entrer en ligne de compte, il conviendrait aussi, argument d'ordre purement économique, de se demander dans quelle mesure les traitements très élevés ne sont pas calculés en fonction d'un système fiscal très progressif et très gourmand. A la longue, un allègement des taux d'imposition modifierait sans doute les conditions du marché de l'emploi. Une grande réforme fiscale est celle qui fait disparaître des distorsions dans la vie économique.

Une autre caractéristique du projet de M. Reagan est d'avantager les particuliers au détriment des sociétés. Il ne faudrait pas exagérer la portée de ce transfert, à supposer qu'il ait lieu. O'extraordinaires dégrèvements ont été accordés fin 1982 aux entreprises américaines. Ils expliquent sans doute pour une bonne part l'essor considérable des investissements en 1984, l'année de la réélection.

Quoi qu'il en soit, une réforme fiscale allégeant l'imposition des particuliers et aggravant celle des entreprises — même si cette aggravation est loin d'annuler les avantages consentis auparavant — va à l'encontre des idées les plus communément reçues, notamment en France. Mais toute l'affaire est obscure par une illusion sémantique et par le fait, si fréquent en matière économique, qu'on a tendance à prendre pour « normal », sinon même souhaitable, l'état de chose existant. Ce qui est illusoire, c'est de penser que les

sociétés reçoivent, à l'instar des particuliers, des revenus et qu'elles sont donc imposées. Si on taxe davantage les entreprises, cela se traduira selon le cas soit par une distribution moindre de dividendes aux actionnaires, soit par une diminution relative des salaires, soit encore par des majorations de prix, c'est-à-dire un prélèvement sur le revenu des clients. Les trois conséquences peuvent du reste se combiner selon des proportions variables dépendant de la nature et du taux de l'impôt. Quant aux profits non distribués, ils ne sont pas non plus perdus par tout le monde. L'autofinancement enrichit à terme les actionnaires.

La grande question qui devrait se poser est la suivante : ne serait-il pas préférable de distribuer, à la limite, la totalité des bénéfices ? Ce serait le meilleur moyen d'alimenter le marché du capital aujourd'hui réduit à la portion congrue, ce qui explique que, pour financer leur développement, les sociétés cherchent à augmenter au maximum leur capacité d'autofinancement, et pour le reste s'endettent, en général auprès des banques. Conséquences : l'économie est soumise plus qu'il ne le serait nécessaire à l'arbitraire des grands managers et des banquiers.

VOILA une considération propre à donner un poids supplémentaire à la séduisante, peut-être trop séduisante, thèse de Fernand Braudel sur la capitalisme en passe de s'emparer des esprits, thèse qu'il développe dans son grand ouvrage *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, et dont il a exposé les très grandes lignes dans trois conférences qui viennent d'être publiées chez Arthaud sous le titre « La dynamique du capitalisme » (voir aussi « Le Monde des livres » du 24 mai). L'idée de Braudel est qu'il convient de distinguer, tout bien pesé, l'économie de marché et le capitalisme. La première englobe la plus grande partie des échanges qui se

développent au fur et à mesure que l'on sort de l'économie d'autosubsistance. Il s'agit là du royaume des « échanges sans surprises », ceux qui assurent en quelque sorte le train-train de la vie. Mais les marchés sont hiérarchisés et, au sommet, il existe un autre type d'économie apparue sur une échelle significative dès la quatorzième siècle.

Là règne une « sphère de circulation » qui obéit à d'autres mécanismes. Les risques y sont gros et aussi les gains (commerce à longue distance, activité bancaire et spéculation financière) mais ce n'est plus la concurrence qui règle le profit. On a deviné que c'est à ce stade que naît le capitalisme, qui en arrive, grâce notamment à la masse des capitaux qu'il est capable de mettre en jeu, à gouverner d'en haut l'économie de marché.

Le grand historien introduit son concept de capitalisme avec beaucoup de prudence et comme à regret (« le loup dans la bergerie »). On voit le parti que des esprits moins scrupuleux pourraient tirer du subtil distinguo, surtout à une époque, comme la nôtre, de recul de l'idéologie socialiste : acceptons l'économie de marché, mais évacuons du même mouvement le capitalisme ! Du reste, la monnaie est décrite par Braudel dans des termes qui ne sont pas sans rappeler les catégories marxistes ou néo-marxistes — l'économie des gros bénéfices capitalistes est celle des « échanges inégaux », — voire les analyses galbraithiennes selon lesquelles les grandes entreprises manipulent la demande et échappent à la discipline du marché (ce que la crise a largement contredit).

Le dernier et séduisant avatar du concept de capitalisme soulève autant de questions qu'il en résout : l'échange entre le paysan et le forgeron, oufs et blé contre soc de charrue, implique que les deux coéchangistes fassent chacun un profit. Le développement des marchés n'entraîne-t-il pas la concentration des capitaux matériels et financiers ? Les grandes entreprises fabriquant des automobiles relèvent-elles de l'économie de marché, ou du capitalisme ?

Vos affaires, je m'en charge.

Super Utilitaire: Volume utile 1,10m³

Moi, les affaires, j'ai ça dans le coffre ! Ma conception de suspension arrière à amortisseurs horizontaux permet une utilisation totale et rationnelle du volume utile (1,10 m³), pour une largeur de chargement maxi de 1,26m et une charge utile de 400 kg !

Super Économique: 31 750 F HT (37 655,50 F TTC)

Mon secret pour réussir, c'est l'économie ! A l'achat, un prix super compétitif et la TVA 18,6 % récupérable pour les assujettis. A l'usage, des coûts d'exploitation réduits au minimum : consommations et entretien sont optimisés.

Super Agréable: Conception Supercinç

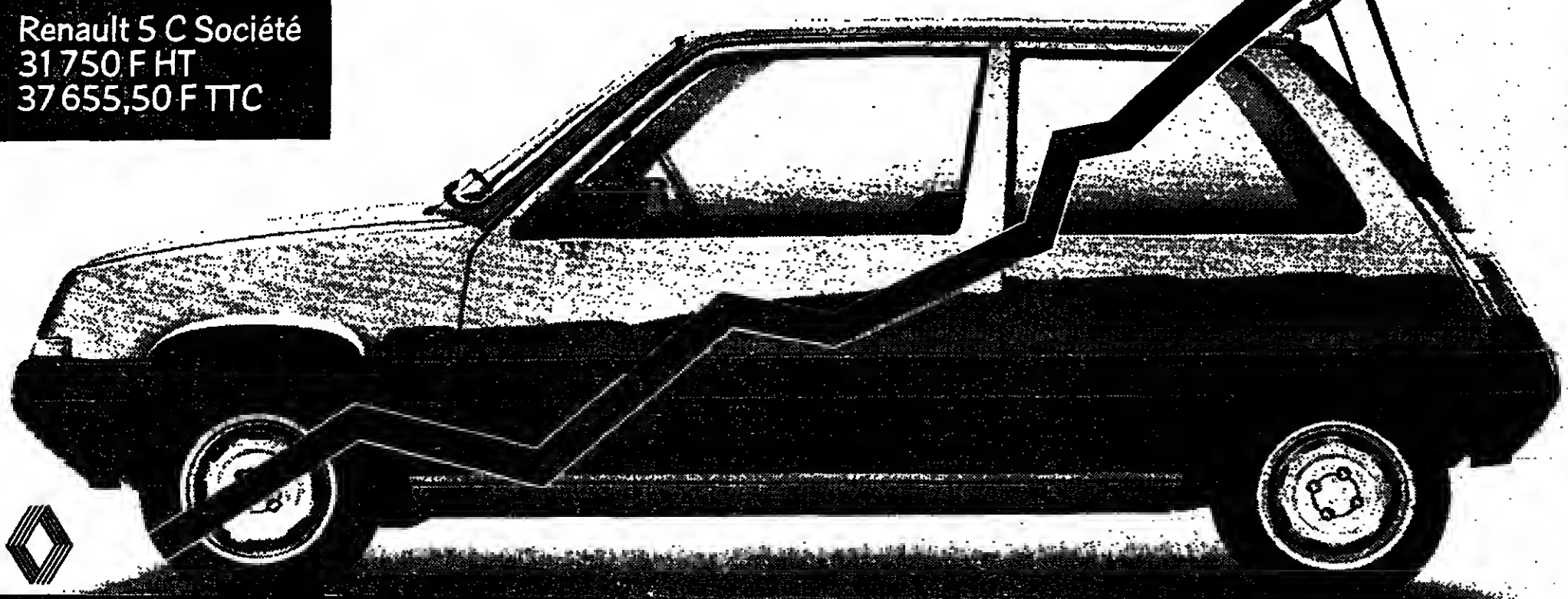
En affaires, j'aime être à l'aise. Mon poste de conduite fait tout pour ça : confort postural des sièges, équipement complet et insonorisation poussée. Mon train arrière à barres de torsion permet une tenue de route irréprochable, sans rouls, à vide comme en charge.

Modèle présenté Renault 5 C Société 956 cm³. Prix clés en main Mars 85. Millésime 85. 2 versions : 956 cm³ (5 CV) et 1108 cm³ (6 CV).

RENAULT présente GTF

Renault Supercinç Société.

Renault 5 C Société
31 750 F HT
37 655,50 F TTC



Hauteur intérieure
0,84 m mini, 0,94 m maxi.

Longueur totale 3,59 m.

Longueur de chargement 1,30 m.

1550 من الأصل

Lundi 3 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Une belle fille comme moi. Film de François Truffaut (1972), avec B. Laffont, C. Brasseur, C. Dumez, G. Marchand, A. Dussolier, P. Létard.
Une jeune sociologue recueille en prison les confidences d'une femme accusée de meurtre et qui, sous ses allures folles, est fort dangereuse pour les hommes.
Comédie bouffonne tirée d'un roman de série noire. Truffaut, le grand fantasiste de Bernadette Laffont et la passion du cinéma d'auteurs.
22 h 15 Informations de tennis de Roland-Garros.
Résumé de la journée.
22 h 30 Étoiles et toiles.
Émission de Frédéric Mitterrand et Martine Jonando.
Sur le thème « Chansons d'exil », portraits de Jules Dassin, des frères Champollion.
23 h 25 Journal.
23 h 35 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 L'heure du vérité.
Magazine présenté par F.-H. de Vries.
M. Jack Lang, ministre de la culture répond aux questions de François-Henri de Virieu, Alain Duhamel (A2), Albert du Roy (événement du jeudi) et Etienne Mougeotte (16h 7 jours).
21 h 55 La petite théâtre : le Téléphoné vert.
Pièce de G. Vassal, réal. M.-F. Hascot, avec J.-M. Thiébaud, C. Allégret, J. Lesaut.
Un couple de Français moyens apprend qu'il est le troisième millénaire échoué en téléphonie, ce qui lui vaut un cadavre. Une sorte d'ordinateur-répondeur, qui prononce le mystérieux mot : Irco. Une comédie légère.
22 h 20 La traversée des apparences : Le soleil se levait.
Document de F. Cassenti.
Pour le 40^e anniversaire de la Libération des camps de concentration, F. Cassenti - auteur de « L'Affiche rouge » - a pris un groupe d'élèves de troisième qui interviewe des victimes du nazisme et des résistants. Leurs questions directes, presque naïves, font resurgir la mémoire d'un passé tragique. Pas un mot de trop, la vie quotidienne dans sa simplicité, sa cruauté.
23 h 10 Histoires courtes d'animation.
A l'occasion du Festival d'Annecy, « Charade » (Canada) « Panto's jazz » (Italie).

23 h 30 Journal.
23 h 50 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : La Chamade.
Film d'A. Cavalier (1968), avec C. Deneuve, M. Piccoli, R. Van Hool, Amidou (rediff.).
Une « femme-oiseau », aimée d'un homme mûr avec lequel elle vit, se laisse séduire par un plus jeune. Les interruptions du cœur selon un roman de Françoise Sagan. On aime ces pas ces milieux bourgeois et leur faillite, mais l'élégance de la mise en scène et la présence de Catherine Deneuve appellent l'attention.
22 h 25 Journal.
22 h 50 Thalassa.
Magazine de la mer, de G. Pernoud.
Le Festival de la mer à Nantes.
23 h 35 Série : De la fumée sans feu.
A l'occasion des Journées des droits de l'homme.
23 h 40 Prélude à la nuit.
Variations sur une ronde populaire, de G. Piarod.

FR 3 : PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h, Première séance : 17 h 22, Woody Woodpecker ; 17 h 25, Histoires étranges : le marchand de sable, téléfilm de Pierre Badel ; 18 h 55, Atout pic ; 19 h, Série : La folie des bêtes ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 35, Le Cadavre, film de M. Lang ; 22 h 25, Boxe ; 23 h, Hockey ; 1 h 5, L'Histoire de M. Messia, film de P. Chéreau.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Avec-vous le Victor Hugo ? Choix de textes et lectures, par G. Aporghis.
21 h 30 L'histoire, musiques traditionnelles (le flamenco).
22 h 30 Nuits magiques : ça suit son cours.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : Sonate en trio en ut majeur, de Bach ; Sonatine à trois, de Milhaud ; Cérémoniel, de Baucourt ; Quintette à cordes en ré majeur, de Mozart, par le même d'un petit orchestre. Par un mot de trop, la vie quotidienne dans sa simplicité, sa cruauté.
23 h 10 Histoires courtes d'animation.
A l'occasion du Festival d'Annecy, « Charade » (Canada) « Panto's jazz » (Italie).

Mardi 4 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

10 h 15 ANTOINE 1.
10 h 45 La Une chez vous.
11 h Informations de tennis à Roland-Garros (et à 14 h).
11 h Journal.
13 h 50 Le rendez-vous des champions.
13 h 55 Mini-journal pour les jeunes.
14 h 35 Série : Cœur de diamant.
14 h 50 Jeu : Anagramme.
15 h 40 Feuilleton : Les Barges.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Les grands écrivains de TF 1 : le Baiser au lépreux.
D'après le roman de François Mauriac, adapt. F. Vermy, réal. A. Michel, avec N. Juvet, M. Carcia, (rediff.).
Jean se sent laid, insignifiant, d'avance à l'égard des joies de l'existence. Jusqu'au jour où le curé du village propose de le marier à Noémie, jeune fille de bonne famille, belle et docile. Le mariage ne fera qu'accentuer le dépit instinctif de Jean. L'univers sombre et tourmenté de la bourgeoisie française, inspiré d'un grand roman de François Mauriac.
22 h 10 Informations de tennis de Roland-Garros.
22 h 25 Documentaire : Destination Cap-Vert.
Neuf îles perdues dans l'océan Atlantique à 500 kilomètres du Sénégal. Fabrice Rouleau, partant de l'île de Santo-Antão, aborde la réalité quotidienne, interroge ses habitants. Chances et séductions de la vie insulaire.
23 h 20 Journal.
23 h 35 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

8 h 45 Télématin.
10 h 30 ANTOINE.
12 h 10 Journal et météo.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Des lauriers pour Lila.
13 h 45 Aujourd'hui le vin.
14 h 50 Séance : Théodore Chénier.
15 h 40 Reprise : Le grand raid.
16 h 45 Le journal d'un siècle.
17 h 45 Récré A2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bourard.
20 h Journal.
20 h 30 Loto sportif.

PRATIQUE Comme tous les mardis et vendredis nocturnes jusqu'à 20 h 30 à la SAMARITAINE-RIVOLI

20 h 35 Les dossiers de l'écran : l'Amour nu.
Film français de Y. Belton (1981), avec M. Jobert, J.-M. Folon, Z. Lúcia, G. Rosquier.
Une jeune femme, atteinte d'un cancer du sein et devant subir une opération, cache sa maladie à l'homme qu'elle aime de crainte d'être délaissée à ses yeux. Yannick Bellon a réussi à dédramatiser la banalité d'une certaine forme de cancer (maintenant guérissable) mais a dérivé dans un sentimentalisme trop dilatoire.
22 h Débat : Le cancer, où en est-on ?
Avec les professeurs Léon Schwarzenberg, Lucien Israël, oncologues, Maurice Tubiana, directeur de l'Institut Gustave-Roussy (Villjuif), Dominique Stiehl, directeur du laboratoire d'oncologie moléculaire de l'Institut Pasteur de Lille, et M^{me} Nadia Gomez, qui a eu un cancer du foie il y a sept ans.
23 h 15 Journal.
23 h 40 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale.
19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20 h 5 Les Jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Cinéma : Bons pour le service.

Film américain de J. W. Horne (1935), avec Laurel et Hardy, A. Grey, D. Torrence (N.).
Stan et Oliver, évadés de prison, se retrouvent en Écosse où ils recueillent un héritage minuscule. Puis ils s'engagent, par hasard, dans l'armée des Indes, où ils portent

CANAL PLUS

7 h, 7/9 ; 9 h, Hill Street Blues ; 9 h 45, Série : l'Hôtel en folie ; 10 h 30, Reilly, l'as des espions ; 11 h 20, Le Juge, film de P. Lefebvre ; 13 h 5, Rue Carnot (et à 17 h 25) ; 14 h, Légende violente, film de S. Leroy ; 15 h 30, Érudition, film de R. Guerra ; 18 h, Jeu : 4 C+ ; 18 h 45, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 19 h 10, Zénith ; 19 h 55, Football : PSG-Toulouse (demi-finale Coupe de France) ; 21 h 50, Deux heures moins le quart avant Jésus-Christ, film de J. Yanne ; 22 h 30 Pinot, simple flic, film de G. Jugnot ; 0 h 55, Mississipi blues, film de B. Tavernier et R. Parrish ; 2 h 30, Aventure sur les grands fleuves (le Murray, en Australie).

FRANCE-CULTURE

6 h, Jacques Cartier ; 7 h, Le poète du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Sois sage, 8^e ma douleur ; (et à 10 h 50 : le siècle d'Alexandra David Neel) ; 9 h 5, La machine des autres : Impressions de Colombie ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h 2 : 11 h 10, 11 h 15, 11 h 20, 11 h 25, 11 h 30, 11 h 35, 11 h 40, 11 h 45, 11 h 50, 11 h 55, 12 h, 12 h 05, 12 h 10, 12 h 15, 12 h 20, 12 h 25, 12 h 30, 12 h 35, 12 h 40, 12 h 45, 12 h 50, 12 h 55, 13 h, 13 h 05, 13 h 10, 13 h 15, 13 h 20, 13 h 25, 13 h 30, 13 h 35, 13 h 40, 13 h 45, 13 h 50, 13 h 55, 14 h, 14 h 05, 14 h 10, 14 h 15, 14 h 20, 14 h 25, 14 h 30, 14 h 35, 14 h 40, 14 h 45, 14 h 50, 14 h 55, 15 h, 15 h 05, 15 h 10, 15 h 15, 15 h 20, 15 h 25, 15 h 30, 15 h 35, 15 h 40, 15 h 45, 15 h 50, 15 h 55, 16 h, 16 h 05, 16 h 10, 16 h 15, 16 h 20, 16 h 25, 16 h 30, 16 h 35, 16 h 40, 16 h 45, 16 h 50, 16 h 55, 17 h, 17 h 05, 17 h 10, 17 h 15, 17 h 20, 17 h 25, 17 h 30, 17 h 35, 17 h 40, 17 h 45, 17 h 50, 17 h 55, 18 h, 18 h 05, 18 h 10, 18 h 15, 18 h 20, 18 h 25, 18 h 30, 18 h 35, 18 h 40, 18 h 45, 18 h 50, 18 h 55, 19 h, 19 h 05, 19 h 10, 19 h 15, 19 h 20, 19 h 25, 19 h 30, 19 h 35, 19 h 40, 19 h 45, 19 h 50, 19 h 55, 20 h, 20 h 05, 20 h 10, 20 h 15, 20 h 20, 20 h 25, 20 h 30, 20 h 35, 20 h 40, 20 h 45, 20 h 50, 20 h 55, 21 h, 21 h 05, 21 h 10, 21 h 15, 21 h 20, 21 h 25, 21 h 30, 21 h 35, 21 h 40, 21 h 45, 21 h 50, 21 h 55, 22 h, 22 h 05, 22 h 10, 22 h 15, 22 h 20, 22 h 25, 22 h 30, 22 h 35, 22 h 40, 22 h 45, 22 h 50, 22 h 55, 23 h, 23 h 05, 23 h 10, 23 h 15, 23 h 20, 23 h 25, 23 h 30, 23 h 35, 23 h 40, 23 h 45, 23 h 50, 23 h 55, 24 h, 24 h 05, 24 h 10, 24 h 15, 24 h 20, 24 h 25, 24 h 30, 24 h 35, 24 h 40, 24 h 45, 24 h 50, 24 h 55, 25 h, 25 h 05, 25 h 10, 25 h 15, 25 h 20, 25 h 25, 25 h 30, 25 h 35, 25 h 40, 25 h 45, 25 h 50, 25 h 55, 26 h, 26 h 05, 26 h 10, 26 h 15, 26 h 20, 26 h 25, 26 h 30, 26 h 35, 26 h 40, 26 h 45, 26 h 50, 26 h 55, 27 h, 27 h 05, 27 h 10, 27 h 15, 27 h 20, 27 h 25, 27 h 30, 27 h 35, 27 h 40, 27 h 45, 27 h 50, 27 h 55, 28 h, 28 h 05, 28 h 10, 28 h 15, 28 h 20, 28 h 25, 28 h 30, 28 h 35, 28 h 40, 28 h 45, 28 h 50, 28 h 55, 29 h, 29 h 05, 29 h 10, 29 h 15, 29 h 20, 29 h 25, 29 h 30, 29 h 35, 29 h 40, 29 h 45, 29 h 50, 29 h 55, 30 h, 30 h 05, 30 h 10, 30 h 15, 30 h 20, 30 h 25, 30 h 30, 30 h 35, 30 h 40, 30 h 45, 30 h 50, 30 h 55, 31 h, 31 h 05, 31 h 10, 31 h 15, 31 h 20, 31 h 25, 31 h 30, 31 h 35, 31 h 40, 31 h 45, 31 h 50, 31 h 55, 32 h, 32 h 05, 32 h 10, 32 h 15, 32 h 20, 32 h 25, 32 h 30, 32 h 35, 32 h 40, 32 h 45, 32 h 50, 32 h 55, 33 h, 33 h 05, 33 h 10, 33 h 15, 33 h 20, 33 h 25, 33 h 30, 33 h 35, 33 h 40, 33 h 45, 33 h 50, 33 h 55, 34 h, 34 h 05, 34 h 10, 34 h 15, 34 h 20, 34 h 25, 34 h 30, 34 h 35, 34 h 40, 34 h 45, 34 h 50, 34 h 55, 35 h, 35 h 05, 35 h 10, 35 h 15, 35 h 20, 35 h 25, 35 h 30, 35 h 35, 35 h 40, 35 h 45, 35 h 50, 35 h 55, 36 h, 36 h 05, 36 h 10, 36 h 15, 36 h 20, 36 h 25, 36 h 30, 36 h 35, 36 h 40, 36 h 45, 36 h 50, 36 h 55, 37 h, 37 h 05, 37 h 10, 37 h 15, 37 h 20, 37 h 25, 37 h 30, 37 h 35, 37 h 40, 37 h 45, 37 h 50, 37 h 55, 38 h, 38 h 05, 38 h 10, 38 h 15, 38 h 20, 38 h 25, 38 h 30, 38 h 35, 38 h 40, 38 h 45, 38 h 50, 38 h 55, 39 h, 39 h 05, 39 h 10, 39 h 15, 39 h 20, 39 h 25, 39 h 30, 39 h 35, 39 h 40, 39 h 45, 39 h 50, 39 h 55, 40 h, 40 h 05, 40 h 10, 40 h 15, 40 h 20, 40 h 25, 40 h 30, 40 h 35, 40 h 40, 40 h 45, 40 h 50, 40 h 55, 41 h, 41 h 05, 41 h 10, 41 h 15, 41 h 20, 41 h 25, 41 h 30, 41 h 35, 41 h 40, 41 h 45, 41 h 50, 41 h 55, 42 h, 42 h 05, 42 h 10, 42 h 15, 42 h 20, 42 h 25, 42 h 30, 42 h 35, 42 h 40, 42 h 45, 42 h 50, 42 h 55, 43 h, 43 h 05, 43 h 10, 43 h 15, 43 h 20, 43 h 25, 43 h 30, 43 h 35, 43 h 40, 43 h 45, 43 h 50, 43 h 55, 44 h, 44 h 05, 44 h 10, 44 h 15, 44 h 20, 44 h 25, 44 h 30, 44 h 35, 44 h 40, 44 h 45, 44 h 50, 44 h 55, 45 h, 45 h 05, 45 h 10, 45 h 15, 45 h 20, 45 h 25, 45 h 30, 45 h 35, 45 h 40, 45 h 45, 45 h 50, 45 h 55, 46 h, 46 h 05, 46 h 10, 46 h 15, 46 h 20, 46 h 25, 46 h 30, 46 h 35, 46 h 40, 46 h 45, 46 h 50, 46 h 55, 47 h, 47 h 05, 47 h 10, 47 h 15, 47 h 20, 47 h 25, 47 h 30, 47 h 35, 47 h 40, 47 h 45, 47 h 50, 47 h 55, 48 h, 48 h 05, 48 h 10, 48 h 15, 48 h 20, 48 h 25, 48 h 30, 48 h 35, 48 h 40, 48 h 45, 48 h 50, 48 h 55, 49 h, 49 h 05, 49 h 10, 49 h 15, 49 h 20, 49 h 25, 49 h 30, 49 h 35, 49 h 40, 49 h 45, 49 h 50, 49 h 55, 50 h, 50 h 05, 50 h 10, 50 h 15, 50 h 20, 50 h 25, 50 h 30, 50 h 35, 50 h 40, 50 h 45, 50 h 50, 50 h 55, 51 h, 51 h 05, 51 h 10, 51 h 15, 51 h 20, 51 h 25, 51 h 30, 51 h 35, 51 h 40, 51 h 45, 51 h 50, 51 h 55, 52 h, 52 h 05, 52 h 10, 52 h 15, 52 h 20, 52 h 25, 52 h 30, 52 h 35, 52 h 40, 52 h 45, 52 h 50, 52 h 55, 53 h, 53 h 05, 53 h 10, 53 h 15, 53 h 20, 53 h 25, 53 h 30, 53 h 35, 53 h 40, 53 h 45, 53 h 50, 53 h 55, 54 h, 54 h 05, 54 h 10, 54 h 15, 54 h 20, 54 h 25, 54 h 30, 54 h 35, 54 h 40, 54 h 45, 54 h 50, 54 h 55, 55 h, 55 h 05, 55 h 10, 55 h 15, 55 h 20, 55 h 25, 55 h 30, 55 h 35, 55 h 40, 55 h 45, 55 h 50, 55 h 55, 56 h, 56 h 05, 56 h 10, 56 h 15, 56 h 20, 56 h 25, 56 h 30, 56 h 35, 56 h 40, 56 h 45, 56 h 50, 56 h 55, 57 h, 57 h 05, 57 h 10, 57 h 15, 57 h 20, 57 h 25, 57 h 30, 57 h 35, 57 h 40, 57 h 45, 57 h 50, 57 h 55, 58 h, 58 h 05, 58 h 10, 58 h 15, 58 h 20, 58 h 25, 58 h 30, 58 h 35, 58 h 40, 58 h 45, 58 h 50, 58 h 55, 59 h, 59 h 05, 59 h 10, 59 h 15, 59 h 20, 59 h 25, 59 h 30, 59 h 35, 59 h 40, 59 h 45, 59 h 50, 59 h 55, 60 h, 60 h 05, 60 h 10, 60 h 15, 60 h 20, 60 h 25, 60 h 30, 60 h 35, 60 h 40, 60 h 45, 60 h 50, 60 h 55, 61 h, 61 h 05, 61 h 10, 61 h 15, 61 h 20, 61 h 25, 61 h 30, 61 h 35, 61 h 40, 61 h 45, 61 h 50, 61 h 55, 62 h, 62 h 05, 62 h 10, 62 h 15, 62 h 20, 62 h 25, 62 h 30, 62 h 35, 62 h 40, 62 h 45, 62 h 50, 62 h 55, 63 h, 63 h 05, 63 h 10, 63 h 15, 63 h 20, 63 h 25, 63 h 30, 63 h 35, 63 h 40, 63 h 45, 63 h 50, 63 h 55, 64 h, 64 h 05, 64 h 10, 64 h 15, 64 h 20, 64 h 25, 64 h 30, 64 h 35, 64 h 40, 64 h 45, 64 h 50, 64 h 55, 65 h, 65 h 05, 65 h 10, 65 h 15, 65 h 20, 65 h 25, 65 h 30, 65 h 35, 65 h 40, 65 h 45, 65 h 50, 65 h 55, 66 h, 66 h 05, 66 h 10, 66 h 15, 66 h 20, 66 h 25, 66 h 30, 66 h 35, 66 h 40, 66 h 45, 66 h 50, 66 h 55, 67 h, 67 h 05, 67 h 10, 67 h 15, 67 h 20, 67 h 25, 67 h 30, 67 h 35, 67 h 40, 67 h 45, 67 h 50, 67 h 55, 68 h, 68 h 05, 68 h 10, 68 h 15, 68 h 20, 68 h 25, 68 h 30, 68 h 35, 68 h 40, 68 h 45, 68 h 50, 68 h 55, 69 h, 69 h 05, 69 h 10, 69 h 15, 69 h 20, 69 h 25, 69 h 30, 69 h 35, 69 h 40, 69 h 45, 69 h 50, 69 h 55, 70 h, 70 h 05, 70 h 10, 70 h 15, 70 h 20, 70 h 25, 70 h 30, 70 h 35, 70 h 40, 70 h 45, 70 h 50, 70 h 55, 71 h, 71 h 05, 71 h 10, 71 h 15, 71 h 20, 71 h 25, 71 h 30, 71 h 35, 71 h 40, 71 h 45, 71 h 50, 71 h 55, 72 h, 72 h 05, 72 h 10, 72 h 15, 72 h 20, 72 h 25, 72 h 30, 72 h 35, 72 h 40, 72 h 45, 72 h 50, 72 h 55, 73 h, 73 h 05, 73 h 10, 73 h 15, 73 h 20, 73 h 25, 73 h 30, 73 h 35, 73 h 40, 73 h 45, 73 h 50, 73 h 55, 74 h, 74 h 05, 74 h 10, 74 h 15, 74 h 20, 74 h 25, 74 h 30, 74 h 35, 74 h 40, 74 h 45, 74 h 50, 74 h 55, 75 h, 75 h 05, 75 h 10, 75 h 15, 75 h 20, 75 h 25, 75 h 30, 75 h 35, 75 h 40, 75 h 45, 75 h 50, 75 h 55, 76 h, 76 h 05, 76 h 10, 76 h 15, 76 h 20, 76 h 25, 76 h 30, 76 h 35, 76 h 40, 76 h 45, 76 h 50, 76 h 55, 77 h, 77 h 05, 77 h 10, 77 h 15, 77 h 20, 77 h 25, 77 h 30, 77 h 35, 77 h 40, 77 h 45, 77 h 50, 77 h 55, 78 h, 78 h 05, 78 h 10, 78 h 15, 78 h 20, 78 h 25, 78 h 30, 78 h 35, 78 h 40, 78 h 45, 78 h 50, 78 h 55, 79 h, 79 h 05, 79 h 10, 79 h 15, 79 h 20, 79 h 25, 79 h 30, 79 h 35, 79 h 40, 79 h 45, 79 h 50, 79 h 55, 80 h, 80 h 05, 80 h 10, 80 h 15, 80 h 20, 80 h 25, 80 h 30, 80 h 35, 80 h 40, 80 h 45, 80 h 50, 80 h 55, 81 h, 81 h 05, 81 h 10, 81 h 15, 81 h 20, 81 h 25, 81 h 30, 81 h 35, 81 h 40, 81 h 45, 81 h 50, 81 h 55, 82 h, 82 h 05, 82 h 10, 82 h 15, 82 h 20, 82 h 25, 82 h 30, 82 h 35, 82 h 40, 82 h 45, 82 h 50, 82 h 55, 83 h, 83 h 05, 83 h 10, 83 h 15, 83 h 20, 83 h 25, 83 h 30, 83 h 35, 83 h 40, 83 h 45, 83 h 50, 83 h 55, 84 h, 84 h 05, 84 h 10, 84 h 15, 84 h 20, 84 h 25, 84 h 30, 84 h 35, 84 h 40, 84 h 45, 84 h 50, 84 h 55, 85 h, 85 h 05, 85 h 10, 85 h 15, 85 h 20, 85 h 25, 85 h 30, 85 h 35, 85 h 40, 85 h 45, 85 h 50, 85 h 55, 86 h, 86 h 05, 86 h 10, 86 h 15, 86 h 20, 86 h 25, 86 h 30, 86 h 35, 86 h 40, 86 h 45, 86 h 50, 86 h 55, 87 h, 87 h 05, 87 h 10, 87 h 15, 87 h 20, 87 h 25, 87 h 30, 87 h 35, 87 h 40, 87 h 45, 87 h 50, 87 h 55, 88 h, 88 h 05, 88 h 10, 88 h 15, 88 h 20, 88 h 25, 88 h 30, 88 h 35, 88 h 40, 88 h 45, 88 h 50, 88 h 55, 89 h, 89 h 05, 89 h 10, 89 h 15, 89 h 20, 89 h 25, 89 h 30, 89 h 35, 89 h 40, 89 h 45, 89 h 50, 89 h 55, 90 h, 90 h 05, 90 h 10, 90 h 15, 90 h 20, 90 h 25, 90 h 30, 90 h 35, 90 h 40, 90 h 45, 90 h 50, 90 h 55, 91 h, 91 h 05, 91 h 10, 91 h 15, 91 h 20, 91 h 25, 91 h 30, 91 h 35, 91 h 40, 91 h 45, 91 h 50, 91 h 55, 92 h, 92 h 05, 92 h 10, 92 h 15, 92 h 20, 92 h 25, 92 h 30, 92 h 35, 92 h 40, 92 h 45, 92 h 50, 92 h 55, 93 h, 93 h 05, 93 h 10, 93 h 15, 93 h 20, 93 h 25, 93 h 30, 93 h 35, 93 h 40, 93 h 45, 93 h 50, 93 h 55, 94 h, 94 h 05, 94 h 10, 94 h 15, 94 h 20, 94 h 25, 94 h 30, 94 h 35, 94 h 40, 94 h 45, 94 h 50, 94 h 55, 95 h, 95 h 05, 95 h 10, 95 h 15, 95 h 20, 95 h 25, 95 h 30, 95 h 35, 95 h 40, 95 h 45, 95 h 50, 95 h 55, 96 h, 96 h 05, 96 h 10, 96 h 15, 96 h 20, 96 h 25, 96 h 30, 96 h 35, 96 h 40, 96 h 45, 96 h 50, 96 h 55, 97 h, 97 h 05, 97 h 10, 97 h 15, 97 h 20, 97 h 25, 97 h 30, 97 h 35, 97 h 40, 97 h 45, 97 h 50, 97 h 55, 98 h, 98 h 05, 98 h 10, 98 h 15, 98 h 20, 98 h 25, 98 h 30, 98 h 35, 98 h 40, 98 h 45, 98 h 50, 98 h 55, 99 h, 99 h 05, 99 h 10, 99 h 15, 99 h 20, 99 h 25, 99 h 30, 99 h 3

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,78
IMMOBILIER	69,00	81,63
AUTOMOBILES	68,00	81,63
AGENDA	68,00	81,63
PROF. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

	La ligne/coût	La ligne/TTC
ANNONCES ENCADRÉES	59,00	69,97
OFFRES D'EMPLOIS	17,00	20,16
DEMANDES D'EMPLOI	45,00	53,37
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dépendant selon surface ou nombre de services.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

responsable du département informatique



BOSCH

2000 personnes : 2 usines : CA 2.8 milliards de Francs, est spécialisée dans la fabrication d'équipements automobiles et dans la distribution et le service après-vente des produits Bosch et Bauer. Elle mise sur l'informatique pour accroître et gérer ses performances commerciales ; elle se fixe des objectifs ambitieux et se dote de moyens informatiques importants (IBM 3032 - VM - DOS/VSE - CICS - Datacom, 150 terminaux, Vidéotex, infocentre, micro-informatique, messagerie électronique...). Elle recherche le Directeur de son informatique.

Dans le cadre de la politique et de la stratégie élaborées par la Direction Générale et par le Groupe, il anime et dirige le service informatique de la société (32 personnes), organisant le travail, fixant les priorités, répartissant les tâches et gérant son personnel et son budget. Très soucieux de répondre aux besoins des utilisateurs et de permettre aux intéressés un accès plus facile aux données centrales de la société, il s'efforce de développer une informatique ouverte, cohérente et efficace ; il supervise la réalisation des applications, veille au respect des méthodes et, par une formation adaptée, il permet aux informaticiens et aux différents services une utilisation optimale des moyens mis à leur disposition ; en fonction des besoins, il choisit les matériels et les systèmes et il conseille et assiste la Direction en matière d'informatique.

Le candidat, de formation Ingénieur Grande Ecole, âgé d'au moins 33 ans, est un informaticien confirmé ; il possède de solides connaissances techniques IBM (réseau, SGBD...) et a dirigé un service informatique dans un environnement Temps réel, si possible dans le domaine de la distribution. Il est ouvert aux langages de 4ème génération. L'anglais est nécessaire, l'allemand très souhaitable.

Ecrire avec CV et prétentions sous la référence P070/M à B. Beaunoir, Sama-Sélection ; Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

sema selection

Paris - Lille - Lyon
Marseille - Toulouse

Le directeur des techniques informatiques d'un grand Groupe financier international

Vous êtes diplômé d'une grande école et vous avez fait vos premières armes comme Ingénieur système chez un grand constructeur. Progressivement, vous avez pris en charge le management d'une équipe importante d'ingénieurs et de spécialistes rompus au matériel IBM.

Rejoignez le Groupe financier international que nous sommes. Directement rattaché au Directeur de l'Informatique nous vous confions l'animation d'un Département important. Vous avez à définir l'architecture informatique et à suivre la réalisation des projets correspondants. De plus vous devez explorer et promouvoir toute technique informatique nouvelle susceptible d'intéresser notre groupe.

L'ensemble de cette fonction nécessite de nombreux contacts avec des constructeurs et d'autres groupes financiers, conduisant à des déplacements à l'étranger, exigeant de votre part une bonne connaissance de l'anglais. Vous disposez de l'autonomie et des moyens importants auxquels vous aspirez.

DATAID SELECTION
GROUPE DATAID

Merci d'adresser lettre + CV + prétentions sous référence DT 540 M à notre Conseil,
48 avenue Raymond Poincaré - 75016 Paris.

Gérer une P.M.E.

Une société de négoce Agro-Alimentaire :
- Céréales,
- Engrais,
- Phytosanitaires...
C.A. 170 millions de francs, recherche son

DIRECTEUR GENERAL

La mission principale qui lui sera confiée par le Conseil d'Administration sera la gestion rigoureuse de l'entreprise. Il contrôlera aussi la qualité et le développement de l'action commerciale.

Le manager recherché, diplômé de l'Enseignement Supérieur, possède une expérience de plusieurs années de Direction Financière et de Gestion d'une solide P.M.E. et possède de négociations. Son poids personnel, son autorité sont indiscutables. Il établit naturellement des contacts à haut niveau. Son charisme lui donne audience auprès des instances régionales. Poste à pourvoir à ROUEN.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 505 184 M (à mentionner sur l'enveloppe)



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris



Directeur des ventes

Responsable de l'animation d'une équipe de technico-commerciaux spécialisés par régions. En étroite relation avec une unité de marketing, il devra apporter son soutien technique auprès des bureaux d'études et des méthodes. Il devra justifier d'une expérience réussie dans la négociation à tous niveaux.

Sous l'autorité du Directeur Général qui dans un premier temps, maintiendra sa prise directe sur 3 marchés nationaux, il collaborera dans un esprit de recherches permanentes de nouveaux développements de produits sur des marchés à croissance future. L'homme qui rejoindra notre équipe jeune, ayant l'esprit marketing et le sens de la communication, aura une trentaine d'années, sera diplômé ingénieur ou d'une Ecole Supérieure de Commerce avec une expérience en milieu industriel à technologie de pointe.

Anglais indispensable. Rémunération attrayante + voiture de fonction.

Ecrire avec CV, photo et prétentions s/réf. 11487 à CONTESSA PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui trans.

CONTESSA TELEMARKETING : UTILISEZ VOTRE MINUTE (100.00.00)

école internationale de commerce
recherche son

DIRECTEUR

- Assurer le développement et l'animation pédagogique d'une école d'enseignement supérieur de gestion.
- développer les relations avec les entreprises et les établissements d'enseignement.
- Ce poste s'adresse à une personne possédant une expérience en entreprise ou en organisme de formation et d'enseignement, fortement motivée par une pédagogie active en liaison avec les entreprises et les professions.

Envoyer C.V. sous référence 97230 M à :
BLEU Conseil - 218 rue de Fontenay
94300 VINCENNES - qui transmettra

Société multinationale, spécialisée dans la distribution de matières premières recherche pour son siège parisien un

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le candidat sera :

- plusieurs années d'expérience à un poste de direction commerciale dans une société de distribution ; serait en outre appréciée la connaissance de la distribution des matières plastiques ;
- une parfaite connaissance de la langue anglaise ; celle de la langue allemande serait un atout supplémentaire ;
- un âge entre 35 et 45 ans.

Adresser votre candidature sous référence n° 543 à JEGU, 27, rue de Rome, 75008 Paris, qui transmettra.

VILLE DE CHILLY-MAZARIN
RECRUTE

DIRECTRICE DE CRÈCHE

- Soit docteur en médecine.
- Soit pédiatrie D.E. disposant de 5 années d'ancienneté professionnelle.

35 h/semaine, logement fonction. Salaire : 6 896 F début carrière + avantages sociaux.

Envoyer C.V. + candidature à :
Monsieur le Maire, avant le 31 juin.

Directeur général

600/900.000 F

Région Nord - Un groupe important recherche le directeur général d'une de ses filiales située dans la région nord de la France et spécialisée dans la production et la commercialisation de pièces diverses destinées à l'industrie. Ce poste se peut convenir qu'à un cadre supérieur confirmé, de préférence ingénieur de formation et pouvant justifier d'une solide expérience de direction au sein d'une entreprise, d'une division ou d'une façon plus générale d'un centre de profit ayant une part dominante de son activité dans le domaine de la production. Le candidat devra être assisté de directeurs compétents dans les secteurs financier et commercial et prendre en charge personnellement les relations sociales. Une expérience réussie dans le redressement d'entreprises serait très appréciée. La rémunération annuelle brute, assortie d'une voiture de fonction, sera composée d'un salaire fixe de l'ordre de 600.000 francs et d'un bonus pouvant atteindre 50% de cette somme, en fonction notamment d'un retour rapide de l'entreprise à une rentabilité conforme aux efforts du groupe. Ecrire à J.P. ROUGIER en précisant la référence A/R9106M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex
TEL. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Groupe industriel installé près de Lille (2 milliards de C.A., 3.500 p., 7 usines en France et à l'étranger) fabriquant des biens de grande consommation, nous cherchons notre

directeur organisation de la production

Dépendant du directeur général et membre du comité de direction de la division, vous animez une équipe de 15 techniciens, améliorez notre logistique industrielle, mettez en place le GPAO et faites progresser notre productivité en termes d'organisation, d'automatisation, de robotisation.

Ingénieur de formation, à 30 ans au moins, vous avez conduit dans son ensemble, un beau projet de GPAO, connaissez les automates, programmables, et l'outil informatique vous est familier.

Notre consultant, S.BERLEM, vous remercie de lui écrire (réf. 409 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
2, RUE G. DE CHATILLON - 59000 LILLE
PARIS - LYON - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Ingénierie Bâtiment et Industrie

DIRECTEUR DE L'AGENCE d'Alsace-Provence

Cette société d'ingénierie de mille hommes s'est développée autour de deux secteurs principaux :

- Le Bâtiment où elle intervient en qualité de Maître d'œuvre ou d'ingénieur conseil.
- L'Industrie où ses missions touchent tant à la conception d'installation qu'à la modernisation d'installations existantes.

La souplesse de ses structures lui permet de se charger de missions complètes ou partielles. Son souci de diversification l'amène à aborder de nouveaux secteurs d'activités et de nouvelles techniques.

Elle recherche le DIRECTEUR de son AGENCE D'ALSACE-PROVENCE.

Celui-ci devra animer une équipe de 25 ingénieurs et techniciens et prendra directement en charge - par une action commerciale efficace - le développement de son Agence considérée comme un Centre de Profit.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur (E.C.P., ENSAM, Mines, INSA, etc.) dont l'expérience professionnelle - une quinzaine d'années - s'est déroulée dans l'ingénierie, le bureau d'études ou l'entreprise à un niveau de responsabilité significatif.

Il possède une bonne connaissance de la région et du tissu de l'activité (maîtres d'ouvrages, banques, D.D.E., industriels, collectivités locales, architectes, entreprises, prescripteurs divers).

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M10/1352 A à :

EGOR S.A.

8, rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUBA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO

egor

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE MANAGEMENT
D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE
Groupe Caisse des Dépôts-Développement
recherche

CHEFS DE PROJETS et INGENIEURS SYSTEME

pour grande administration financière au PROCHE-ORIENT

Diplôme d'ingénieur informatique.
5 à 10 ans d'expérience.
Pratique de l'anglais.

Adresser curriculum vitae, prétentions et date de disponibilité s/réf. 9763 à



SINORG RECRUTEMENT

7 RUE ROYALE 75008 PARIS

emploi international

CADRE
INTER
UNE ET

CONTROL
DE GESTION

Factory Mutual

ENSEIGNEUR ORDINAIRE
EN LANGUE FRANCAISE

EXECUTIVE ASSISTANT

150 من المال

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

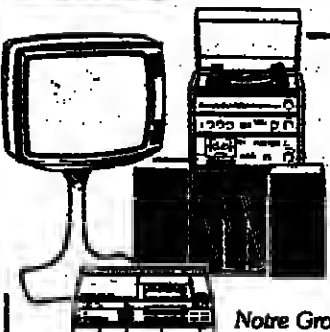
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)



CADRES FINANCIERS : L'INTERNATIONAL, UNE ÉTAPE DE VOTRE CARRIÈRE

Notre Groupe emploie aujourd'hui 36.000 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs dont 60 % à l'étranger. Notre implantation internationale est donc l'un des axes de notre développement.

En Allemagne, 11 filiales réalisent un C.A. de 7 milliards de francs, essentiellement dans le secteur des produits bruns (TV, Audio, Hi-Fi, Vidéo, Micro informatique) que nous commercialisons sous des marques prestigieuses (THOMSON, DUAL, TELEFUNKEN, NORDMEND, SABA).

Notre développement nous conduit aujourd'hui à rechercher pour nos activités en Allemagne deux Cadres Financiers de hauts niveaux auxquels nous pourrions proposer ensuite d'intéressantes possibilités d'évolution en France ou à l'étranger.

CONTRÔLEUR DE GESTION

Notre développement nous conduit à importer en Allemagne et à exporter certains appareils ou composants. Le Contrôleur de Gestion que nous recherchons, basé à Brème, suit l'ensemble de ces opérations : il est chargé de la planification et du budget, du reporting et de l'analyse des écarts, des études de coûts et du calcul des prix de transfert en liaison avec les sociétés commerciales.

Âgé d'au moins 26 ans et diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une ou deux années d'expérience professionnelle dans un poste comptable ou financier.

(Réf. 499/35).

CONTROLLER

Notre société basée à Hanovre fabrique des composants et des téléviseurs couleurs. 2.500 personnes y travaillent dans 3 usines.

Le Controller est rattaché au Directeur Général. Il est responsable de la comptabilité générale et analytique, du contrôle de gestion, de plans et des budgets, des investissements, des immobilisations et des stocks, du reporting. Il anime et supervise une équipe de 16 personnes en charge de l'ensemble des questions administratives, comptables et financières.

A 28 ans ou moins, vous avez acquis une expérience professionnelle de 3 ou 4 ans dans une société industrielle. Votre formation (École de Commerce, Maîtrise de gestion) et votre expérience vous ont permis de bien connaître et utiliser l'informatique. Après avoir occupé un poste plus spécialisé dans la fonction financière, vous pouvez et souhaitez élargir vos responsabilités.

(Réf. 499/36).

Ces deux postes requièrent une bonne base de la langue allemande mais aussi anglaise. L'expérience internationale permet dans notre groupe une évolution vers des postes de direction. Intégrer des collaborateurs capables d'acquiescer cette dimension représente aujourd'hui notre objectif.

Votre dossier de candidature sera étudié en toute confidentialité. Nous vous remercions de l'adresser en précisant : votre rémunération et la référence du poste à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris.

THOMSON
GRAND PUBLIC

FACTORY MUTUAL INTERNATIONAL

fait partie du Factory Mutual System établi en 1835 aux États-Unis. Nous sommes aujourd'hui l'un des premiers groupes mondiaux d'assurances de risques industriels.

La vocation du Factory Mutual System est de promouvoir auprès de ses assurés la connaissance et l'application des techniques de prévention de sinistres tout en leur fournissant une couverture adéquate, globale et adaptée à leurs besoins spécifiques. Nos clients sont d'importantes entreprises industrielles tant multinationales que nationales.



Factory Mutual International

« L'assurance en soi n'est pas tout »

2 ingénieurs prévention incendie

Pour faire face à notre expansion en France (8 créations de postes d'ingénieurs en 1985), nous recherchons 2 ingénieurs prévention incendie IUT.

Après formation interne à nos techniques, leur rôle sera d'analyser les risques (incendie/Divert), afin notamment de proposer des programmes d'amélioration préventive aux Directions de notre clientèle. Les postes seront basés à Paris.

La connaissance de l'anglais est essentielle.

Un diplôme d'une grande école, une expérience de quelques années dans une entreprise industrielle ou

d'assurance sont indispensables. Une expérience dans le domaine de la prévention des sinistres est souhaitable, mais non obligatoire. Les candidats devront être disponibles pour de fréquents déplacements en France et en Europe.

Notre politique de rémunération et de gestion de carrière est conçue pour reconnaître la performance individuelle. Nous proposons un salaire et des avantages intéressants.

Les dossiers de candidature (avec C.V., photo, salaire actuel), shé. 950531.M, seront étudiés en toute confidentialité par notre Conseil Social. HAY Managers - 13, rue Alphonse-de-Neuville - 75017 PARIS.

LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE BERNE MET AU CONCOURS UN POSTE DE

PROFESSEUR ORDINAIRE DE LANGUE FRANÇAISE

Pour informations complémentaires, s'adresser au décanat de la Faculté des Lettres, Geiselstrasse 6, CH - 3012 Berne. Tél. 031/65-42-43.

Titre exigé : doctorat en lettres (Suisse romande), doctorat d'Etat, « habilitation » ou titre équivalent. La préférence sera donnée à des candidats de langue française. Entrée en fonction : 1^{er} octobre 1986.

Les lettres de candidature, avec curriculum vitae, bibliographie (sans publications) et liste des cours donnés, doivent parvenir d'ici le 30 septembre 1985 à la Direction générale de l'Instruction publique, Salgeschstrasse 70, CH 3005 Berne.

Service de l'Université.

INDUSTRIE ITALIENNE LEADER DANS LE SECTEUR RECHERCHE :

AGENT bien introduit auprès de revendeurs en gros, importateurs et distributeurs de textiles pour rideaux verticaux, plissés, à rouleau et obscuressements en fibre de verre munis de certificat de classification international contre le feu y compris M1, en polyester et coton.

ITI ARREDO S.p.A. Alasia Naviglio Pavese, 68-20136 MILANO (Italie). Tél. 02/331.580.

EXECUTIVE ASSISTANT

Reporting to President of rapidly expanding Canadian hi-tech design and venture capital company, the successful candidate will assist in the promotion of the international product, as well as possibly being featured in the image campaign. Ability to travel and possibly relocate is essential. Fluent English is required. Artistic creativity and/or marketing experience an asset. Modelling experience would be helpful. Starting salary : \$ Can. 20 000 per annum. Please apply in confidence, with résumé and identity photo, if possible, to : 7 340 Le Monde Pub., identity annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

IMPORTANTE BANQUE COMMERCIALE CAMEROUNAISE recherche pour YAOUNDÉ

UN DIRECTEUR DE L'INFORMATIQUE Le candidat aura une formation supérieure et justifiera d'une expérience d'au moins 5 ans dans une fonction équivalente. animateur et meneur d'hommes, responsable des objectifs fixés devant la direction générale, il sera chargé de développer et de diriger une équipe d'informaticiens de haut niveau d'environ 25 personnes. La connaissance du milieu bancaire et/ou du matériel BULL. constituera un atout supplémentaire. Le poste est à pourvoir rapidement.

DES ANALYSTES-PROGRAMMEURS Titulaires d'un diplôme informatique (IAT, DUT, MIAGE, IDIA...) ou analystes-programmeurs expérimentés COBOL sur 64 - DPS ou DPS 7/TDS - IDS 2. Une formation complémentaire et un support technique leur seront proposés si nécessaire. Ces postes sont rapidement évolutifs pour des éléments de valeur.

Les candidats doivent être de nationalité camerounaise.

Prière d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 306 M à

RAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

DIRECTEUR ADJOINT DU CRÉDIT

Important Etablissement Bancaire accordant son activité en République du Cameroun recherche pour ses services centraux à Yaoundé un candidat au poste de Directeur Adjoint du Crédit. Placé sous l'autorité du Directeur Central chargé du Crédit dont il est le plus proche collaborateur, le Directeur Adjoint du Crédit a pour mission d'étudier les demandes de crédit présentées par la clientèle, d'assurer la surveillance et le contrôle des engagements, d'apprécier les garanties proposées, etc.

Le candidat à ce poste devra justifier d'une solide expérience professionnelle dans le domaine de l'analyse financière au sein d'un Etablissement financier et être capable de coordonner et d'animer le travail de plusieurs analystes dont il assurera par ailleurs la formation et le perfectionnement.

Les candidats doivent en outre remplir les conditions suivantes : être titulaires d'un diplôme de l'Enseignement Supérieur délivré par l'Université, les Grandes Ecoles Commerciales ou Scientifiques, etc.

La rémunération et les avantages sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Adresser C.V. sous référence LAU 1 à : CAMEROUN PUBLI EXPANSION, S.P. 1395, YAOUNDE, REPUBLIQUE DU CAMEROUN, qui transmettra.

SURSE Clinique privée à LAUSANNE cherche à s'assurer la collaboration d'un INSTRUMENTISTE pour une période de remplacement de 3 à 4 mois. La préférence sera donnée à une personne très qualifiée, pratiquant toute chirurgie et ayant le sens des responsabilités, et de la collaboration. Nous offrons un poste très intéressant avec un équipement ultra moderne. Faire offre manuscrite avec CV à la Direction de la CLINIQUE DES CHAUBERTTES, Ch. de Mornex 10, 1001 LAUSANNE.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

AFRIQUE FRANCOPHONE

Groupe AGRO-INDUSTRIEL recherche

DIRECTEUR COMPTABLE et ADMINISTRATIF

Sont nécessaires : diplôme DEC ou Sup de CO et expérience professionnelle 5 ans minimum.

Connaissance de l'Afrique très appréciée. Résidence sur plantation. Avantages salariaux aux septuagés.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 38.323 à COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui trans.

Le Centre de recherche de Brown Boveri & C* à Baden (Suisse allemande) cherche un INGENIEUR DIPLOME pour l'extension de son groupe d'informatique dans le domaine du

contrôle de processus industriels par calculateurs

L'ingénieur devra concevoir au sein d'une équipe de travail les systèmes informatiques futurs employés pour la conduite des processus industriels, comprenant les aspects de matériel, logiciel, et outils de développement, conseiller l'entreprise et proposer des solutions allant jusqu'au prototype.

On attend de l'ingénieur de solides notions théoriques et pratiques de l'architecture des calculateurs, des systèmes d'exploitation, de langages de programmation semblables à MODULA-2 et des réseaux locaux de données. De bonnes connaissances d'anglais sont demandées, d'allemand souhaitées. Un doctorat est souhaité, mais n'est pas exigé.

Le site de travail est au village de Dättwil, à 10 km de Baden, à mi-chemin entre Zurich et Bâle. L'ambiance de travail au Centre de Recherche BBC est celle d'un milieu académique avec orientation industrielle. L'équipe de travail est multinationale, l'anglais est bien compris, le français souvent, mais la langue habituelle est l'allemand, ce qui demande une certaine adaptation. Le logement dans la région de Baden est sans problèmes.

Pour un premier contact, adressez-vous à M. Keller (sous chiffre 169/11/93) au bureau d'engagement PDE-A.

BBC
BROWN BOVERI

BBC Société anonyme Brown Boveri & C*, CH-5401 Baden (Suisse).



emplois régionaux



- Vous possédez une expérience pratique de quelques années en Organisation.
- Vous avez une formation supérieure sanctionnée par un diplôme d'ingénieur généraliste ou équivalent.
- Vous avez entre 30 et 35 ans.
- Vous avez le goût des actions concrètes et la capacité à appréhender et intégrer les techniques nouvelles.

Alors vous êtes le

RESPONSABLE DU SERVICE ORGANISATION

que nous recherchons

- Vous aurez la responsabilité de l'animation d'une équipe de sept personnes.
- Vous serez chargé :
 - De faciliter l'expression et la prise en compte des besoins des utilisateurs en matière d'automatisation et de maintenance des procédures ;
 - D'améliorer l'efficacité et la cohérence des circuits et procédures administratives.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'AUBE 502 X, 10080 TROYES CEDEX.

LA PREMIERE SOCIETE FRANCAISE D'ASSURANCES SUR LA VIE recherche pour renforcer sa division de l'Organisation et des Systèmes d'Information, des ORGANISATEURS

LEURS MISSIONS : - définir et mettre en place en relation avec les différentes fonctions de l'entreprise les applications et procédures nouvelles, - mener toutes études relatives à l'introduction de techniques et de services nouveaux.

LEURS PROFILES : - les postes sont destinés à des candidats diplômés de l'Enseignement Supérieur. Une première expérience dans le domaine informatique serait appréciée.

LIEU DE TRAVAIL : proximité immédiate de Lille.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) à : M. CASTELAIN - Directeur du Personnel - LA MONDIALE - 32, avenue Emile Zola - 59370 Mons-en-Baroeul.

HAUT-RHIN

Nous sommes une

ENTREPRISE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

Nous réalisons un

CA de 2 MILLIARDS sur les MARCHES EUROPEENS

Nous avons la volonté de conserver et même renforcer notre POSITION PRIVILEGIEE DANS LA CEE ce qui passe par un effort encore accru d'ADAPTATION PERMANENTE DE NOTRE APPAREIL DE PRODUCTION AUX IMPERATIFS DU MARCHÉ ET AUX RESSOURCES DE LA TECHNOLOGIE MONDIALE.

C'est pourquoi notre Président a décidé de COMPLETER NOTRE EQUIPE DE DIRECTION GENERALE par un

INGENIEUR GRANDE ECOLE (ECP, MINES, SUP ELEC, SUP AERO...)

DOCTEUR/INGENIEUR (PHYSIQUE, CHIMIE, ELECTRONIQUE)

de 40/45 ans pouvant nous apporter une solide expérience industrielle (études + exploitation) acquise dans des secteurs à technologie évolutive pour lui confier les fonctions RECHERCHES, ETUDES, MISES EN ŒUVRE. Si la perspective d'intégrer la Société retient votre attention et que votre profil s'apparente à celui esquissé ci-dessus voulez-vous confier votre CV (avec niveau situation actuelle et prét.) s/ réf. 11508 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui le transmettra directement à notre Président.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

L'AIR LIQUIDE

Leader Mondial dans le domaine des gaz industriels
25 000 personnes dans 55 pays
recrute

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Pour sa Division ingénierie basée en Région Parisienne qui réalise des unités de séparation ou de liquéfaction d'air, de gaz industriels ou de gaz naturel.

Il sera responsable d'un contrat de fourniture d'équipement depuis sa signature jusqu'à sa réception.

Il animer une équipe de techniciens.

Diplômé d'une Grande école Centrale, Mines, école de chimie... il a au moins 3 ans d'expérience de projets ou de chantiers en ingénierie chimique ou pétrochimique.

(Réf. AFM).

INGÉNIEUR DE BUREAU D'ÉTUDES

Pour le Service Spatial de sa Division Techniques Avancées basée à GRENOBLE qui participe aux études concernant ARIANE V.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (sup. Aéro, Centrale, Arts et Métiers), il a une expérience d'au moins 2 ans en bureau d'études concernant la mécanique et la résistance des matériaux dans le domaine aéronautique ou spatial.

Il animer une équipe de dessinateurs.

(Réf. B.E.M.)

Pour ces postes l'Anglais courant est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. avec photo et référence du poste à L'AIR LIQUIDE DRHP
75, quai d'Orsay - 75321 PARIS Cédex 07

BUITONI

Leader en France sur le marché des plats cuisinés en conserve dans le cadre de BUITONI INTERNATIONAL, groupe alimentaire représentant 25 milliards de francs sur le marché européen, recherche un

DIRECTEUR DE GROS ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL

Pour son usine de CAMARET SUR AYGUES (Vaucluse), son responsable actuel venant d'être promu Directeur Industriel au Siège Social du Groupe Français.

Il s'agit de la plus grosse unité européenne du Groupe pour les plats cuisinés appertisés (70 000 tonnes et 500 personnes) et technologiquement de la plus moderne dans la branche professionnelle.

Ingénieur de formation (Agro, ENSAIA, ENSIA) vous avez déjà assuré avec succès la Direction d'une importante unité de production de produits alimentaires au sein d'une société performante et vous êtes particulièrement rompu aux relations sociales industrielles et avez si possible, l'expérience des cercles de qualité.

Vous serez hiérarchiquement rattaché au Directeur Industriel du Groupe France.

Adresser S.V.P. votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo récente en précisant votre rémunération annuelle totale à BUITONI FRANCE Direction des Ressources Humaines
76, rue Garibaldi - 94100 SAINT MAUR DES FOSSES.

(Merci d'indiquer le support presse où l'annonce a été relevée).

CONTRETELEPHONIQUE - UTILISEZ NOTRE MINUTEL (20 SEULES)

Nous sommes l'un des premiers Groupes privés français d'assurance collective

Grâce à un outil technique de pointe (réseau temps réel de 650 terminaux répartis sur toute la France), au service d'équipes dynamiques, nous avons acquis une position de 1er plan que nous allons encore renforcer en développant notre activité.

Nous recherchons pour notre établissement central, basé dans le

SUD DE LA FRANCE

chef de département comptabilité 250.000 F +

Il s'agit d'un professionnel confirmé en COMPTABILITÉ D'ASSURANCE, ayant une expérience d'une dizaine d'années, dont 4 à 5 ans au siège d'une société d'assurances ou dans un cabinet spécialisé. C'est aussi un organisateur capable d'animer et de motiver son équipe ; il a, en outre, une formation supérieure (+ diplômes comptables).

Il sera chargé d'organiser et de gérer l'ensemble des banques comptables nationales et aura la responsabilité de la mise en place, du démarrage et du suivi des comptabilités et de la gestion de deux sociétés nouvelles issues du développement récent. Il aura la responsabilité d'une équipe d'une vingtaine de personnes dont 2 cadres.

(Réf. 6613 A)

jeune cadre comptable 170.000 F +

De formation supérieure et comptable (minimum DECS), il a quelques années d'expérience professionnelle au siège d'une société d'assurances ou d'un cabinet spécialisé. Sous l'autorité d'un chef de département, il animer une équipe d'une dizaine de personnes et participera directement au démarrage de notre nouveau développement en assurances.

(Réf. 6613 B)

Nous offrons à ces collaborateurs, outre une rémunération attractive et d'excellentes conditions de travail, une large possibilité d'évolution dans le groupe.

Les candidats de la région parisienne seront reçus à PARIS.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence du poste choisi à Organisation et Publiort - 2, rue Marengo
75001 PARIS, qui transmettra.

une belle opportunité dans le Pas de Calais pour un(e)

Directeur RECHERCHES ET DEVELOPPEMENT

Filiale d'un important groupe chimique, nous employons un peu plus de 300 personnes. L'évolution du marché nous conduit à donner une nouvelle dimension à notre recherche appliquée pour conforter notre position de leader sur notre marché : la transformation de films plastiques en

complexes pour l'emballage souple alimentaire

Sous l'autorité du Directeur Général, intégré à l'équipe de Direction, en liaison avec la Direction Commerciale qui vous informe de l'évolution de la demande de notre clientèle, vous avez la charge complète du service : vous entretenez les relations avec les fournisseurs, producteurs de films et de matières, vous mettez au point les produits nouveaux, vous testez en clientèle, vous définissez les procédés de fabrication, les spécifications techniques, les normes de qualité et de prix de revient.

Vous développez la coopération avec les centres de recherches du groupe.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si, à 30 ans minimum, mais sans limite supérieure, Ingénieur Diplômé, vous avez acquis une expérience significative en R & D dans un domaine impliquant une connaissance approfondie du travail des films plastiques.

La connaissance de l'anglais serait un plus appréciable.

Merci d'adresser CV et rémunération actuelle sous référence M/177/C à notre Conseil qui vous fournira plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Raspail - 75008 Paris

Responsable gestion des stocks

200.000 F

Rennes - composants mécaniques - Un groupe français dont la vocation est de fabriquer et de commercialiser, tant en France qu'à l'étranger, des systèmes de raccordement pour l'industrie recherche son responsable de la gestion des stocks (12.000 références). Basé à Rennes, il sera placé sous l'autorité du directeur administratif et, en liaison avec les responsables des stocks locaux, sera chargé de définir et mettre en œuvre un système de gestion informatisée qui permettra, grâce à un meilleur contrôle, d'optimiser le niveau général des stocks du groupe et de rationaliser les livraisons de fabrication. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 27 ans minimum et titulaire d'une formation supérieure de gestion ou justifiant d'un niveau équivalent. Il doit en outre avoir développé des qualités d'organisation et de rigueur à l'occasion d'une première expérience professionnelle qui lui ait permis d'aborder soit en milieu industriel, soit au sein d'une société de conseil, la gestion des stocks. Le contexte international du poste implique une bonne connaissance de la langue anglaise et suppose des déplacements. La rémunération annuelle de départ, fonction des compétences présentées sera de l'ordre de 200.000 francs. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R9107M.

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Une nouvelle dimension pour votre carrière

INGENIEUR ORGANISATION METHODES ET PLANIFICATION

Lyon

Cet important groupe industriel français souhaite renforcer les structures de son département Travaux - Électricité et télécom.

Rattaché au service ingénierie et en relation étroite avec la direction et les unités opérationnelles, ses principales fonctions comprennent :

• la définition et la formulation des méthodes et procédures ;

• la maîtrise des techniques de projet et de planification ;

• la diffusion au sein de l'entreprise des outils ainsi définis.

Pour ce poste à responsabilité, nous souhaitons rencontrer un ingénieur CENTRALE A & M, SUPELEC, justifiant d'une solide expérience de conduite de projets, principalement à l'exportation - et si possible de chantiers -

Il parle l'anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M21881 G, à :

EGOR RHONE-ALPES

Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servant
69431 Lyon Cedex 3.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

egor

responsable engagements

Marseille

banque

Un groupe bancaire et financier recherche pour son agence de Marseille un responsable engagements.

En liaison avec l'équipe commerciale, il assurera le suivi et la gestion des engagements court terme utilisés par une clientèle d'entreprises et d'associations.

Le candidat aura une solide formation aux techniques bancaires et/ou une formation supérieure. Au cours de son expérience bancaire de plusieurs années, il aura acquis une bonne pratique du crédit à court terme et de l'analyse financière. Poste évolutif. Rémunération en fonction de l'expérience.

Ecrire avec CV et prétentions sous la référence E009/M à A. Coffin, Sema-Selection : 5, rue St Hermentaire 13008 MARSEILLE.

sema selection

Paris Lille Lyon
Marseille Toulouse

QUEST DE LA FRANCE IMPORTANTE ENTREPRISE DE BATIMENT TRAVAUX PUBLICS recherche

INGENIEURS DEBUTANTS

Diplômés d'une Grande Ecole (Ponts, ESTP, ...), ils se distinguent par leur volonté d'entreprendre, de décider, ils partagent le goût du travail en équipe et le sens inné des responsabilités.

D'abord formés par leurs seniors, ils vont acquiescer peu à peu, en menant des missions opérationnelles, tous les aspects du métier : technique, gestion, animation, commercial.

Nos chantiers bâtiments et TP (ouvrages d'art, Génie Civil) sont implantés dans l'Ouest de la France. C'est donc dans une grande métropole régionale que nous vous proposons de nous rejoindre. Puis vous évoluerez... et aurez à choisir parmi les diverses propositions qui vous seront offertes dans la société ou le groupe dont nous sommes fiers, en France ou à l'étranger.

Avant de nous rencontrer, nous vous demandons d'adresser votre dossier de candidature sous référence 4815 à l'agence DESSEIN 15 rue du Louvre - 75001 Paris.

ingénieur production mécanique

diriger une unité décentralisée

Ingénieur diplômé, vous avez l'expérience de l'animation d'une équipe de production en industrie mécanique de petites séries.

Vous aurez la responsabilité complète de l'une de nos unités industrielles (70 personnes en région Rhône-Alpes) fabricant des biens d'équipement.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, envoyez-nous votre CV sous réf. 752 19 à notre conseil.

ONOMA

Tour Crédit Lyonnais
69431 Lyon Cedex



emploi/req

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

INGENIEUR D'ETUDES

5012 من 101

emploi régional

Responsable
gestion des stocks
200 000 F

Responsable
gestion des stocks
200 000 F

PA

responsable engagement

NIEUR ORGANISATION
DES ET PLANIFICATION

responsable engagement

responsable engagement

responsable engagement

responsable engagement

responsable engagement

responsable engagement

responsable engagement

responsable engagement

responsable engagement

responsable engagement

responsable engagement

responsable engagement

responsable engagement

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ingénieur système

CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL
230 000 F +
Blois. Cette Caisse Régionale de Loir & Cher (700 personnes) comprend une cinquantaine d'agences dans le département. Pour faire face à la croissance de son activité, elle met en place une informatique performante et recherche un ingénieur système de haut niveau (H).
Dépendant du responsable système, il sera intégré dans une cellule de 3/4 personnes où il assurera la responsabilité d'un vaste domaine technique (CICS, DL1 de préférence). Sa triple mission concernera l'optimisation de l'environnement, devant déboucher sur des décisions stratégiques, la maintenance des logiciels et enfin l'assistance auprès des responsables des études et de la production.
Le candidat, âgé d'une trentaine d'années, est ingénieur diplômé et à quatre à cinq ans d'expérience de la fonction système dans une configuration IBM 30XX (MVS, CICS, DL1). Une compétence réseau et automatisation serait en outre appréciée. Le poste requiert un candidat autonome à fort potentiel, attiré par un environnement de pointe en pleine évolution et appelé à de nombreux développements. Anglais parlé couramment.
Ecrire avec CV et prétentions sous la référence L030/M à H. Bouet, Sema-Sélection: Centre Miroir 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE.

sema selection

Mutuelle Assurance des Instituteurs de France
200 avenue Salvador Allende
79000 Niort
recherche
INGENIEUR D'ETUDES
Votre formation
Diplômes : Grandes Ecoles ou Universitaires
Options : Mathématiques appliquées, informatique.
Débutant(e) ou quelques années d'expérience.
Votre mission
Rattaché(e) à la Direction du Département Informatique, vous serez chargé(e) d'étudier, de concevoir et de suivre la réalisation de projets dans le domaine de l'analyse des données.
Votre profil
Compte tenu des possibilités d'évolution de carrière, ce poste s'adresse à des candidat(e)s ayant des qualités de méthode, d'animation et souhaitant accéder à des responsabilités.
Le poste est situé à NIORT (Deux-Sèvres).
Merci d'adresser candidature, prétentions et photo à :
M.A.I.F., 200 avenue Salvador Allende, 79038 Niort Cedex

Etudes Electroniques Informatiques
SA au capital de 3.000.000 F
AUX-EN-PROVENCE
recherche
INGENIEURS ELECTRONICIENS CONFIRMES
pour
Prendre en charge la réalisation de projets à base de microprocesseurs, tout de point de vue matériel que logiciel.
Gérer le budget alloué à ces projets.
Assurer la liaison entre le commercial, les clients et la production.
NOUS DEMANDONS :
Expérience de deux ans minimum dans un poste similaire.
Connaissance des microprocesseurs 16 bits et des logiciels temps réel.
Personne dynamique, autonome, motivée.
Appétence à travailler en équipe.
NOUS PROPOSONS :
PME (30 personnes) à fort potentiel, en pleine expansion.
Situation avantageuse par ses activités pluridisciplinaires (Automatisme et Informatique).
Possibilité d'évoluer vers des responsabilités élargies.
Adresser C.V., photo et prétentions, à :
I2E (Etudes Electroniques Informatiques)
Avenue du Club Hippique 13090 AUX-EN-PROVENCE

ROUEN
Gros Systèmes IBM - MVS/IMS
Adjoint au Responsable des études
Ingénieur Grande Ecole (ESE, IDN, ENSIMAG, INSA...), vous justifiez d'une 1^{ère} expérience de 2 à 3 ans sur gros systèmes IBM, environnement MVS et IMS.
Importante Mutuelle d'Assurances, nous recherchons dans le cadre du développement de notre service informatique, notre adjoint au responsable des études.
Votre mission : le développement d'applications de télétraitement sous IMS.
En relation avec le responsable des études, vous animerez une équipe de 12 personnes.
Ce poste, qui s'adresse à un candidat à fort potentiel, offre de réelles possibilités d'évolution au sein de notre société.
Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo, à TK Conseil, 56 rue de Londres 75008 Paris, à qui nous avons confié cette mission.
Discretion assurée.

TK CONSEIL
Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.
Concession automobile à 100 km de Paris recherche responsable administratif et comptable libre immédiatement.
LE CANDIDAT DOIT AVOIR :
- le niveau du DEC ;
- une solide pratique de la comptabilité ;
- une expérience de la gestion financière ;
- une pratique des relations bancaires ;
- de solides notions sur l'informatique.
Expérience automobile souhaitée mais non indispensable.
Ecr. avec C.V., photo et prétentions, à n° 6.315 à Nièvre 16, rue Carnot, 81100 REIMS.
Discretion assurée.

De notoriété internationale, d'origine anglo-saxonne, nous sommes un des leaders dans la construction de biens d'équipements. Le regroupement de nos activités à NANTES nous conduit à étoffer notre service comptable et financier par la création d'un poste de :
Cadre Financier
170 000 F environ
En liaison avec la direction financière, vous aurez pour double mission :
● le suivi de la trésorerie, les relations courantes avec les banques, la participation aux schémas de financement, le suivi des comptes clients,
● la participation aux constructions budgétaires et au reporting, les analyses spécifiques à caractère financier.
De solide formation comptable (DECS ou équivalent), vous avez déjà acquis quelques années d'expérience des problèmes de trésorerie et des relations bancaires au sein d'une entreprise anglo-saxonne si possible. De plus vous êtes familiarisé à l'utilisation de l'informatique.
Nous rejoindrons c'est mettre à profit vos compétences dans un contexte dynamique et évolutif.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle s/réf. 39805 OF à Isabelle BOYER, TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.



BEECHAM PHARMACEUTIQUE
La dynamique des ressources humaines...
Filiale d'un des tout premiers Groupes pharmaceutiques mondiaux, nos activités en France sont en forte croissance. Nous vous proposons de prendre en charge pour nos 2 unités de Production et notre Centre de Recherche situés en Pays de Loire (300 personnes),
le développement social et la formation
Collaborateur direct du Chef du Personnel, vous aurez à mettre en œuvre une politique dynamique de valorisation des hommes tout au long de leur carrière.
Vous serez associé à la mise en place de la politique sociale dans ses différents aspects. Vous aurez l'initiative, la réalisation et la gestion des plans de formation, ainsi que l'organisation des recrutements.
25 ans minimum, de formation supérieure orientée vers la gestion de personnel, vous avez 2 à 3 ans au moins d'expérience en milieu industriel.
Si vous souhaitez saisir une opportunité de carrière, en rejoignant une équipe qui se donne les moyens de sa politique, envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf. S/DSF/M, à notre Conseil Alain BONY qui le traitera à toute discrétion.
AFCOREM
Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

INGENIEURS GENERALISTES, DEBUTANTS AUJOURD'HUI RESPONSABLES D'UNE UNITE DU GROUPE DANS TROIS ANS Lyon
Cette unité performante (1 500 personnes - 700 MF) appartient à l'un des plus puissants groupes industriels français, présent au plan mondial. Elle produit, en très grande série, des biens d'équipement électromécaniques à forte intégration électronique. Désireuse de préparer, en trois ans, de futurs cadres dirigeants, elle offre à cinq ingénieurs généralistes débutants (Mines, Centrale, ENSAM...) les postes d'accueil suivants :
■ Responsable Marketing Achats
■ Ingénieur Méthodes
■ Responsable laboratoire endurance
■ Ingénieur Recherche et Développement
■ Ingénieur Organisation Informatique
Elle saura reconnaître leur potentiel en leur confiant, sous trois ans, d'importantes responsabilités polyvalentes avec direction d'effectifs, à Lyon ou dans une autre unité du Groupe. La pratique de l'Anglais est indispensable.
Les premiers entretiens auront lieu à Lyon ou à Paris avant le 15 juin 1985. Des précisions sur chacun des postes à pourvoir sont disponibles en téléphonant au 16.7888.70.12. Merci d'adresser lettre manuscrite C.V. et prétentions sous référence 4073/M à Guy PELLAE, 544-CEGOS Rhône-Alpes, 2 rue du Musée Guimet 69008 LYON.



Conseil juridique et fiscal
Notre Société de Conseils Juridiques et Fiscaux - La CABINET RATHEAUX - qui compte actuellement 23 juristes et fiscalistes, poursuit une nouvelle phase de son développement dans le cadre de son association avec PEAT MARWICK, une des premières organisations mondiales de Juristes aux entreprises. De larges opportunités de carrière sont ainsi ouvertes aux membres de notre Cabinet. Nous recherchons actuellement :
UNE (E) JURISTE CONFIRME(E)
Formation Orale : DESS ou OJCE, ou Grandes Ecoles de Gestion, - 4 à 5 ans en Cabinet ou Entreprise. - Solide maîtrise du droit des sociétés (opérations sur capital, prise de contrôle, restructuration de groupes, apports, fusions...).
UNE (E) FISCALISTE EXPERIMENTE(E)
Formation supérieure (Ecole de Commerce, DESS...). - 2 à 5 ans en Cabinet ou Entreprise. - Connaissances en fiscalité internationale très appréciées.
La connaissance de la langue anglaise serait un atout supplémentaire.
Nous apprécions chez nos collaborateurs la solidité technique et l'éthique professionnelle, ainsi que l'implication personnelle dans les missions de conseil auprès des dirigeants d'entreprises ou de groupes de sociétés.
Vous pourrez trouver dans notre Cabinet, à Lyon, un fort enrichissement professionnel et des développements de carrière de premier plan.
COFROR, notre conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine MILLET sous référence JFR 960 (en indiquant votre rémunération actuelle).



Un chef du personnel novateur
Bourges
Une entreprise de plus de 500 personnes, spécialisée dans la production d'éléments destinés à l'automobile, l'armement et l'électronique, filiale d'un grand groupe industriel français, recherche un chef de personnel qui soit un véritable responsable des ressources humaines. En plus du rôle classique de la fonction (administration et gestion du personnel, relations avec les partenaires sociaux et les organismes extérieurs), il aura pour mission essentielle d'élaborer et de mettre en place une politique de personnel dynamique et novatrice, particulièrement en ce qui concerne l'évolution du système de rémunération ouvriers et ETAM, et le développement de la communication.
Pour réussir dans cette fonction, outre un intérêt prononcé pour les relations humaines, il faut une formation supérieure, une bonne connaissance du droit du travail, et une première expérience d'au moins 3 ans dans un service de personnel d'usine.
Ecrivez à notre Conseil, Maryse PERCHE vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous référence 3091M
CORT
65 avenue Kléber, 75116 PARIS.
Paris - Lille - Lyon - Strasbourg



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LA RADIOTECHNIQUE

NOUS

LA RADIOTECHNIQUE

un effectif de 6000 personnes :

En région parisienne, deux centres d'études et de développement, où 500 personnes (dont 300 ingénieurs et techniciens) travaillent dans les techniques avancées :

- Télévision
- Péri-télévision
- Péri-téléphonie
- Péri-informatique
- Télématique.

Dans la région Ouest quatre centres de production : Rambouillet, Dreux, Nogent-le-Rotrou, le Mans.

VOUS

A tous les niveaux vous pouvez trouver votre place dans notre Société

INGENIEURS ELECTRONICIENS MECANICIENS

plusieurs postes sont à pourvoir dans les services de production, méthodes et qualité.

D'intéressantes perspectives de carrière vous sont offertes pouvant déboucher rapidement sur des postes à responsabilités.

Vous voudrez bien adresser votre lettre de candidature à : LA RADIOTECHNIQUE - Service du Personnel - B.P. 164 - 72004 LE MANS CEDEX

CORNING FRANCE filiale du groupe CORNING GLASS WORKS, leader mondial sur le marché des verres spéciaux, a toujours donné une place privilégiée à la Recherche et à l'Innovation technologique. L'usine de Châteauroux spécialisée dans la fabrication des produits pyrex (cuisinières et techniques), recrute un

Ingénieur responsable de fabrication CHATEAURoux

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (A.B.M., INSA, ENSI...), vous avez une première expérience (environ 3 ans) de l'encadrement de production. Dans un environnement dynamique où les hommes sont impliqués et solidaires, vous dirigerez l'atelier de fusion. Vous vous occuperez sur vos qualités personnelles : relation, autorité, fiabilité, votre sens du concret et des contacts humains pour superviser le personnel et assurer la coordination des projets de développement.

Cet acquis d'expérience et de maturité vous permettra de vous familiariser aisément avec la technologie et les problèmes spécifiques de la fusion du verre. A plus long terme, vous pourrez évoluer dans notre société. La connaissance de la langue anglaise est souhaitable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous réf. IF/M, à Corning France, Direction Développement du Personnel, 44 avenue de Volvins, 77210 AVON.



CORNING FRANCE

La Direction des Constructions et Armes Navales de LORIENT

recherche 3 INGENIEURS CIVILS sur contrat

1 - INGENIEUR RESPONSABLE DE LA CELLULE LOGICIELS OPERATIONNELS DES SYSTEMES D'ARMES

Profil : - Ingénieur informaticien diplômé de l'enseignement supérieur - Analyste-programmeur - Angles souhaités - Expérience de quelques années dans le domaine de l'étude de systèmes informatiques temps réel souhaitable - Formation spécifique sera dispensée

2 - INGENIEUR ADJOINT AU CHEF DU BUREAU D'ETUDES LOGISTIQUES

Profil : - Ingénieur ENSI - Arts et Métiers ou équivalent - Connaissance des problèmes logistiques et des matériels coque - machines - électriques - Très bonne connaissance des questions informatiques (utilisateur).

3 - INGENIEUR CHEF DU BUREAU APPROVISIONNEMENTS DE MATERIELS SPECIFIQUES

Profil : - Ingénieur diplômé de l'enseignement supérieur possédant de bonnes connaissances dans le domaine des approvisionnements - Expérience souhaitable dans le domaine de la construction navale, bureau d'études et service achats.

Adressez candidature et curriculum vitae à : D.C.A.N. LORIENT Service P.O.C. - B.P. 41 - 56998 LORIENT NAVAL



Mutuelle Assurance des Instituteurs de France 200 avenue Salvador Allende 79000 Niort

recherche

pour développer une structure assurance-vie rattachée à son siège social et implantée à NIORT :

des jeunes diplômé(e)s école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP...) et école d'ingénieurs (X, Centrale, Mines...)

appelé(e)s à prendre rapidement des responsabilités.

Adressez CV et prétentions à : MAIF - Direction, 79038 Niort Cedex

GRENOBLE Société ingénierie informatique innovatrice

- INFORMATIQUE TEMPS REEL ET INDUSTRIEL
- MINI ET MICRO
- LOGICIEL ET MATERIEL

recherche

• INGENIEURS (débutants à 3 ans d'expérience) (Supélec, Ensimag, Esnang, N7)

• INGENIEURS CONFIRMES (2 à 5 ans d'expérience) (connaissance de l'architecture logicielle) (X, ECP, Télécom, Ensimag).

Ces postes sont à pourvoir pour PARIS et PROVINCE.

Ecrire avec C.V. et prétentions Havas 2937 33, rue du Colonel-Bougault, 38100 GRENOBLE.

SEREG

Schlumberger

recherche

2 PROGRAMMEURS FORMATION DUT/MIAGE OU EQUIVALENT

pouvant, si possible, justifier d'une première expérience sur IBM 36 ou 38 et de la connaissance du GAP3.

Ces postes sont basés à Illies (25 km de Lille). Adressez c.v. + photo + prétention à Pierre Dupriez, chef du personnel Serreg Schlumberger, B.P. 30, 59480 La Bassée.

Le Directeur Général de deux importants foyers de jeunes travailleurs, accueillant tout public dans l'Ouest Atlantique, souhaite confier la coordination des activités sociales et culturelles des deux Etablissements à

Adjoint de direction HF (DEFA, CAPASE ou équivalent)

Organisateur, gestionnaire, animateur, il travaille en étroite collaboration avec tous les services internes et les différents organismes extérieurs et concourt, par la promotion d'actions novatrices conçues pour les besoins des résidents, à l'expansion qualitative et quantitative de l'ensemble.

Le candidat doit donc être sensible aux réalités et résultats concrets et convaincre par sa disponibilité, sa ferme diplomatie et une expérience déjà réussie en associations, centres, villages vacances ou entreprises. Pour une entrevue, que nous souhaitons prochaine, adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à

Michel AUBRY

LE VICTORIA 52, rue d'Angoulême 85000 LA ROCHE SUR YON

STAGE REMUNERE TECHNICIENS ET CADRES INDUSTRIES DU BOIS

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Morbihan ouvre en novembre 1985

une ÉCOLE DES CADRES DU BOIS

(Charpente, Menuiserie, Ameublement, Desserte Bois)

Candidats niveau SAC (D.O.E.F.) ou Écoles Techniques spécialisées du DUT Génie Civil

Âge minimum 22 ans - Libéré obligations militaires

Expériences professionnelles 3 à 5 ans minimum en industrie du bois

Demandeurs d'emploi ou après formation

Niveau sortie : moyen, niveau III

(Techniques nouvelles, organisation production gestion PME, informatique de production)

CANDIDATURES avec C.V. à adresser à :

INSTITUT CHIMILIAIRE DE FORMATION PERMANENTE

6, rue de Kerguelen - 56100 LORIENT

IMPORTANT GROUPE FINANCIER ET IMMOBILIER DU SUD-EST

recherche

2 JEUNES CADRES SUPERIEURS HEC - ESSEC - ESCP

150 000 à 200 000 F selon expérience.

A MARSEILLE : responsable du montage d'opérations immobilières en liaison avec les services techniques et financiers sous l'autorité du Directeur de la Promotion.

A NIMES : responsable de l'implantation commerciale et recherche d'opérations immobilières.

Adressez dossier, lettre et photo à :

HAVAS, réf. 95 271 Marseille.

Syndicat régional professionnel RECHERCHE

HOMME ou FEMME

Capable de s'intégrer rapidement et prendre responsabilité au sein d'une équipe d'interventions en conseil de gestion et contrôle des comptes d'entreprises adhérentes.

Niveau : - ESC ou maîtrise droit/sciences éco ou équivalent + DECS complet ;

- 2 ou 3 ans d'expérience professionnelle ;

- Nombreux déplacements sur une région - voiture indispensable.

Envoyer c.v. avec photo + prétentions à : RBC-PRESS, sous réf. 207 253 16, 7, rue de Montigny, 75007 PARIS.

CERAM INFORMATIQUE

1983 : La Chambre de Commerce et d'Industrie de Nice a créé le CERAM, 1er Centre Européen de Génie Logiciel en association avec le Groupe Bull, l'INRIA et le soutien de l'Agence de l'Informatique.

1985 : Nous lançons un Programme européen de management des technologies de l'information.

Dans le cadre de ce développement nous procédons aux recrutements suivants :

DIPLOMES GRANDE ÉCOLE

(Scientifique : X, Supélec, Mines, Centrale, Maitrise, ...)

Gestion : Hec, Esap, Ceram, Sciences Po, Esc, Maitrise, ...)

De grandes Entreprises et le CERAM - Informatique offrent à une vingtaine de diplômés du second cycle de l'enseignement supérieur des Bourses d'études leur permettant d'acquiescer aux fonctions d'INGÉNIEUR

CHEF DE PROJET en informatique, à l'issue de 9 mois de formation intensive d'un M.S. en technologies de l'information.

Demandez un dossier de candidature et d'information à :

CERAM-Informatique BP 20 - Sophia Antipolis - 06561 VALBONNE Cedex - Tél. (93) 33.95.95.

SOPHIA-ANTIPOLIS

IMPRIMERIE

- Vous avez quelques années d'expérience du Travailleur.

- Vous avez déjà encadré des équipes.

- Vous êtes dynamique, technique et méthodique.

Photocompo, photogravure, impression offset et rotative n'ont pas de secret pour vous.

Vous voulez évoluer dans la profession : nous recherchons

UN CHEF D'ATELIER

Unité de 20 personnes, région Bourgogne. Réservez-vous avec C.V. sous n° 307.418 M, à

RÉGIE-PRESS 7, rue de Montigny, 75007 Paris.

L'Office national d'études et de recherches aéronautiques recherche pour son centre de NOGENT - AVRIEUX un :

INGÉNIEUR ELECTRONICIE

M.F. GRANDES ÉCOLES

Intéressés par la métrologie (des capteurs à l'acquisition des données)

Expérience apportée à la mise au point d'une équipe de développement des méthodes de mesure couvrant - grande précision et efficacité industrielle

Adresser C.V. et photo à ONERA B.P. 25 - 92300 - MOGANE.

OFFRES D'EMPLOIS



Recherche, pour l'ensemble du développement, d'un grand technicien expérimenté, spécialisé dans les missions de conseil et d'audit interne en informatique, systèmes.

INGENIEURS CONSEILS DÉBUTANTS

• Jeunes diplômés de Grandes Écoles (X, Centrale, Télécom, Supélec, Mines, Ponts, Esnang, Insa, PHE, Maitrise, ESCP, ...)

• Motifs : carrière professionnelle d'un ingénieur expérimenté, dans un cadre international et une entreprise de profession reconnue (après une grande année d'adaptation dans son travail).

INGENIEURS CONSEILS EXPÉRIMENTÉS

• Diplômés d'Écoles Supérieures, ayant 2 ou 3 ans d'expérience internationale, dans les domaines : conseil, systèmes, systèmes d'information, systèmes de gestion.

• Avoir démontré leur capacité et leur goût pour les contacts avec les clients et leur capacité à assumer de larges responsabilités.

Nous vous offrons :

• La possibilité de développer des compétences techniques nouvelles sur des missions informatiques de pointe dans des secteurs d'avenir (réseaux, télématique, CAD, systèmes temps réel, bases de données, traitement de l'image, etc.).

• Une formation continue et leur possibilité d'évolution professionnelle, dans un contexte international, du sein d'une équipe jeune.

Envoyer c.v. avec photo à : Jean-Claude GUEZ, ARTHUR ANDERSEN & Co, Tour San - Cedex 15, 92050 PARIS - LA DÉFENSE 2.

services

BANQUE PRIVEE REGION MEDITERRANEE recherche

ADJOINT CHEF SERVICES TITRES

ayant une bonne expérience de la gestion administrative d'un important service Titres (15 personnes).

Le candidat recherché doit être apte à maîtriser tous les aspects du travail de ce service ainsi que des traitements informatiques et devra faire preuve d'une bonne capacité d'organisation et d'animation.

Réf. 734 M

BANQUE PARIS B Filiale d'un Grand Groupe Industriel recherche pour son Service Engagements

GRADE H/F

Le candidat sera chargé :

• de l'analyse de documents comptables (bilans, comptes d'exploitations, mouvements de comptes),

• du suivi administratif des dossiers de crédit.

Il devra justifier d'une expérience de 3 ans dans un poste similaire et posséder une formation de type BP de Banque, BTS comptabilité...

Réf. 846 M

Adressez lettre manuscrite, CV, photo, et prêt, s/pté, du poste choisi à : OCBS, 66, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 Paris.

services

IMPORTANTE SOCIETE DE BATIMENT TRAVAUX PUBLICS recherche pour son Siège Social Banlieue Ouest PARIS

cadres comptables débutants

Formation : EDHEC, ESSEC, ESC ou titulaire d'un DECS comptabilité ou équivalent.

Définition du poste : prise en charge progressive de la responsabilité d'une équipe de comptabilité générale.

Participation à la mise au point de nouvelles procédures comptables (application du NCF, consolidation, procédures financières).

Adressez CV, photo et prêt, sous réf. 11467 à Contesse Publicité

80, avenue de l'Opéra - 75004 PARIS Cedex 01, qui trans.

Groupe Industriel produits de consommation industriels

1700 personnes - 3 usines en France

Siège Social en banlieue parisienne

- Filiale importante Groupe Américain - recherche son

Responsable des Services du Personnel

Sous l'autorité du secrétaire général, et en étroite collaboration avec les trois directeurs d'usines il prendra en charge toute la responsabilité de la fonction personnel, ainsi que celle des Services Généraux, et sera aidé pour cela par une équipe d'une cinquantaine de personnes.

Pour ce poste, il est indispensable d'avoir une solide expérience opérationnelle, en particulier proche des problèmes de production, une formation supérieure et un minimum de 35 ans.

La connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire étant donné les relations avec la maison mère aux Etats Unis et les autres établissements européens.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions

sous référence 1004 à

INTERCARRIERES

5, rue du Helder, 75009 Paris

OFFRES D'EMPLOI

Responsable contrôle budgétaire

Recherche pour l'ensemble du développement, d'un grand technicien expérimenté, spécialisé dans les missions de conseil et d'audit interne en informatique, systèmes.

INGENIEURS CONSEILS DÉBUTANTS

• Jeunes diplômés de Grandes Écoles (X, Centrale, Télécom, Supélec, Mines, Ponts, Esnang, Insa, PHE, Maitrise, ESCP, ...)

• Motifs : carrière professionnelle d'un ingénieur expérimenté, dans un cadre international et une entreprise de profession reconnue (après une grande année d'adaptation dans son travail).

INGENIEURS CONSEILS EXPÉRIMENTÉS

• Diplômés d'Écoles Supérieures, ayant 2 ou 3 ans d'expérience internationale, dans les domaines : conseil, systèmes, systèmes d'information, systèmes de gestion.

• Avoir démontré leur capacité et leur goût pour les contacts avec les clients et leur capacité à assumer de larges responsabilités.

Nous vous offrons :

• La possibilité de développer des compétences techniques nouvelles sur des missions informatiques de pointe dans des secteurs d'avenir (réseaux, télématique, CAD, systèmes temps réel, bases de données, traitement de l'image, etc.).

• Une formation continue et leur possibilité d'évolution professionnelle, dans un contexte international, du sein d'une équipe jeune.

Envoyer c.v. avec photo à : Jean-Claude GUEZ, ARTHUR ANDERSEN & Co, Tour San - Cedex 15, 92050 PARIS - LA DÉFENSE 2.

services

BANQUE PRIVEE REGION MEDITERRANEE recherche

ADJOINT CHEF SERVICES TITRES

ayant une bonne expérience de la gestion administrative d'un important service Titres (15 personnes).

Le candidat recherché doit être apte à maîtriser tous les aspects du travail de ce service ainsi que des traitements informatiques et devra faire preuve d'une bonne capacité d'organisation et d'animation.

Réf. 734 M

BANQUE PARIS B Filiale d'un Grand Groupe Industriel recherche pour son Service Engagements

GRADE H/F

Le candidat sera chargé :

• de l'analyse de documents comptables (bilans, comptes d'exploitations, mouvements de comptes),

• du suivi administratif des dossiers de crédit.

Il devra justifier d'une expérience de 3 ans dans un poste similaire et posséder une formation de type BP de Banque, BTS comptabilité...

Réf. 846 M

Adressez lettre manuscrite, CV, photo, et prêt, s/pté, du poste choisi à : OCBS, 66, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 Paris.

services

IMPORTANTE SOCIETE DE BATIMENT TRAVAUX PUBLICS recherche pour son Siège Social Banlieue Ouest PARIS

cadres comptables débutants

Formation : EDHEC, ESSEC, ESC ou titulaire d'un DECS comptabilité ou équivalent.

Définition du poste : prise en charge progressive de la responsabilité d'une équipe de comptabilité générale.

Participation à la mise au point de nouvelles procédures comptables (application du NCF, consolidation, procédures financières).

Adressez CV, photo et prêt, sous réf. 11467 à Contesse Publicité

80, avenue de l'Opéra - 75004 PARIS Cedex 01, qui trans.

Groupe Industriel produits de consommation industriels

1700 personnes - 3 usines en France

Siège Social en banlieue parisienne

- Filiale importante Groupe Américain - recherche son

Responsable des Services du Personnel

Sous l'autorité du secrétaire général, et en étroite collaboration avec les trois directeurs d'usines il prendra en charge toute la responsabilité de la fonction personnel, ainsi que celle des Services Généraux, et sera aidé pour cela par une équipe d'une cinquantaine de personnes.

Pour ce poste, il est indispensable d'avoir une solide expérience opérationnelle, en particulier proche des problèmes de production, une formation supérieure et un minimum de 35 ans.

La connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire étant donné les relations avec la maison mère aux Etats Unis et les autres établissements européens.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions

sous référence 1004 à

INTERCARRIERES

5, rue du Helder, 75009 Paris

services

BANQUE PRIVEE REGION MEDITERRANEE recherche

ADJOINT CHEF SERVICES TITRES

ayant une bonne expérience de la gestion administrative d'un important service Titres (15 personnes).

Le candidat recherché doit être apte à maîtriser tous les aspects du travail de ce service ainsi que des traitements informatiques et devra faire preuve d'une bonne capacité d'organisation et d'animation.

Réf. 734 M

BANQUE PARIS B Filiale d'un Grand Groupe Industriel recherche pour son Service Engagements

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Responsable contrôle budgétaire

H/F

LA CITE DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE A LA VILLETTE, nouvel établissement public industriel et commercial, crée le poste de Responsable du Contrôle Budgétaire. Rattaché au Chef du Service du Budget, il sera responsable du suivi de la consommation des crédits en relation avec les départements, et de la préparation des documents budgétaires.

Ce poste convient à un(e) candidat(e) âgé(e) d'environ 30 ans, ayant une formation supérieure (Maîtrise de Gestion, Sciences Economiques, Sciences Po...) et une expérience d'au moins 5 ans de contrôle budgétaire, soit dans l'Administration, soit dans une entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé, précisant votre rémunération actuelle, sous réf. 11713/M, à O. de Lanvière qui étudiera votre dossier en toute discrétion.

Séle-CEGOS - Tour Chenonceaux - 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres - 92516 Boulogne Cedex.

Séle
CEGOS

Société Multinationale à fort développement fabricant et commercialisant des Spiritueux de haut de gamme. PARIS

Responsable de la publicité

HF

Rattaché à la direction internationale, son rôle consistera à prendre en charge au niveau Européen la publicité et l'image de marque du produit leader.

Une expérience réussie de 2 à 3 ans minimum comme Chef de Projet ou Directeur de Clientèle dans une agence de publicité de renommée internationale et également chez l'annonceur de préférence dans le domaine grande consommation est impérative.

Formation supérieure HEC, ESSEC, Sup de Co ou équivalent souhaitée, très bonne maîtrise de l'Anglais exigée, Allemand apprécié.

De 28 ans minimum le candidat (e), créatif, rigoureux et diplomate aura à s'intégrer dans une équipe jeune à fort potentiel.

La rémunération est liée à ses qualités et à son acquis professionnel.

Groupe International leader mondial du textile haut de gamme. PARIS

300.000+ Directeur commercial France et export

Rattaché au Directeur Général France, pour assurer le lancement et la vente d'une collection de prestige destinée au marché français et étranger de la Haute Couture, du Prêt-à-Porter de luxe, etc...

Expérience réussie de 5 ans minimum dans la vente ou le marketing de produits de haut de gamme s'adressant à une clientèle raffinée et exigeante.

Une bonne connaissance de la Haute Couture, du Prêt-à-Porter ou de la Lingerie de luxe serait un plus.

Formation supérieure marketing/vente et très bonne connaissance de l'Anglais souhaitées.

De 30 ans minimum le candidat devra être habitué à négocier au plus haut niveau et faire preuve de rigueur mais de créativité.

Société Française très performante fabricant des produits chimiques, filiale d'un groupe international. Base NORD de la FRANCE.

280.000± Responsable des ventes France et Belgique

Rattaché au Directeur Marketing/Ventes Europe, il devra promouvoir et développer les ventes auprès d'une clientèle spécifique :

- élaborer une stratégie commerciale en fonction des besoins des marchés et des objectifs qui lui seront fixés,
- animer, gérer et assister une force de vente très qualifiée.

Expérience réussie de 5 ans minimum et bonnes connaissances de la vente ou de l'assistance technique dans le secteur des produits chimiques à usage industriel exigées.

Formation technique supérieure physique/chimie (niveau Ingénieur) très appréciée.

Bonne connaissance de l'Anglais.

De 30 ans minimum, le candidat doit être un homme de communication, excellent négociateur, rigoureux, organisé, pour travailler avec autonomie.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions, téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide) sous référence correspondante.

MRI conseil

Danièle Chapuis
13, rue Madeleine Michels, 92522 Neuilly

Responsable Formation

H/F

La Cité des Sciences et de l'Industrie à la Villette, nouvel établissement public industriel et commercial, crée le poste de Responsable de la Formation. Rattaché au Chef du Service du Personnel, il participera à l'élaboration de la politique et du plan de formation en liaison avec les directions des divers services ou filiales, et assurera la gestion de l'ensemble des demandes de formation. L'effectif sera d'environ 1000 personnes en 1986.

Ce poste convient à un(e) candidat(e) âgé(e) d'au moins 30 ans, de formation supérieure (par exemple: Sciences Po, maîtrise Droit...) et ayant au minimum 5 ans d'expérience dans un Service Formation d'une grande entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé précisant votre rémunération actuelle à D. de LARIVIERE sous référence 11712/M qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Séle-CEGOS Tour Chenonceaux 204, Rond-Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX

Séle
CEGOS

NOUS RECRUTONS LES MEILLEURS ET NOUS SAVONS LES GARDER.

MINES, ESCP, CENTRALE, HEC, GRENOBLE, PONTS, ESSEC, TP, TOULOUSE, SCIENCES-PO.

A la Lyonnaise, les anciens sont déjà nombreux. Nous avons pu les apprécier à tous les niveaux de responsabilité et dans toutes les spécialités. Aujourd'hui, nous proposons aux plus jeunes de les rejoindre dès la sortie de l'Ecole ou après 1 à 2 ans d'une première expérience réussie, de préférence à l'étranger.

BARCELONE, BORDEAUX, FORT-DE-FRANCE, CALAIS, MACAO, LIBREVILLE, CANNES, CONAKRY, PARIS, PHILADELPHIE, METZ, BIARRITZ.

Ce sont les principaux mouvements de cadres prévus avant l'automne.

A la Lyonnaise, la mobilité intelligente est la loi commune, elle est à l'origine de carrières dynamiques qui aident, dans le cadre des objectifs de l'entreprise, permettre à chacun de trouver sa meilleure place.

Nous avons demandé au **Cabinet ETAP** de nous aider à choisir de jeunes candidats capables de prendre rapidement des responsabilités de type opérationnel en France ou à l'étranger; en dehors de leur formation initiale, nous apprécierons la qualité des hommes, leur capacité à animer des équipes. L'anglais est indispensable.

Les candidatures aont à adresser sous référence **ZP 477 AM à ETAP 4, rue Meeusenet 75116 Paris.**

La **Lyonnaise des Eaux** est spécialisée dans la gestion de services de distribution d'eau potable et d'assainissement (5000 personnes). Elle est aussi chef de file d'un important groupe de sociétés de services publics (C.A. 14 milliards de francs - 35000 personnes).

Lyonnaise des eaux

IBM France

recherche pour ses

services financiers et de contrôle de gestion

des diplômé(e)s

HEC • ESSEC • ESCP • ESCAE

- Débutants ou ayant un à trois ans d'expérience professionnelle.
- Une bonne connaissance de l'ANGLAIS est nécessaire.
- Les postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.

Adresser lettre de candidature et C.V. sous référence SF-M 3/6 à : IBM France - Département Recrutement - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS.

SOCIÉTÉ
DE RÉASSURANCES

recherche

TECHNICIEN D'ACTUARIAT

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 2 605 à : PRAIRIAL, 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS, qui transmettra.

Jeune Ingénieur ADJOINT AU DIRECTEUR TECHNIQUE

Paris 10ème

Installée à Paris (10ème arr.), la Société (64 pers. CA 12 M) fabrique des produits de haute technicité intervenant principalement les entreprises du secteur public ou para-public (Aéronautique, Electronique, Défense, SNCF, RATP, EDF...).

Pour se consacrer davantage aux relations avec la clientèle et au développement des nouveaux produits, son Directeur Technique souhaite confier à un jeune Ingénieur l'organisation, la direction et le contrôle des fabrications de deux ateliers (40 personnes). Evolution prévue vers des responsabilités plus étendues. Formation ENSAM, INSA, ESME, ESTM ou similaire.

2/3 ans d'expérience.

Adresser CV détaillé s/réf. 252/06 M à

France cadres | 22, rue Saint-Augustin 75002 Paris

Steria

Nous sommes une des premières sociétés Européennes d'Ingénierie Informatique 11 500 personnes. - 500 MF de CA) Nous constituons notre Service Juridique et fiscal et recherchons

1 RESPONSABLE SERVICE JURIDIQUE

Rattaché directement au Directeur Financier, ce poste concerne un candidat spécialiste en Droit des affaires, (droit commercial, fiscalité, droit international.)

De grandes capacités de négociation et l'aptitude à la conception de montages juridiques et financiers sont nécessaires. Une solide expérience préalable dans la fonction est indispensable.

1 JURISTE

Rattache au responsable précédent, ce poste concerne un candidat spécialiste en Droit des Sociétés, capable de prendre en charge les tâches d'administration des Sociétés et de secrétariat général.

Des qualités de contact et de rédaction sont nécessaires pour ce poste qui comporte également l'assistance courante aux Unités opérationnelles

Prière d'envoyer C.V. et photo à Jacques LACOSTE - Directeur Financier - STERIA 147, rue de Courcelles - 75017 PARIS

CORT

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

jeunes ingénieurs

L'informatique de demain est votre affaire

Serete Ingénierie (800 personnes) réalise chaque année pour ses clients de grands projets industriels et tertiaires dans les secteurs les plus différents : banques d'affaires, pétrochimie et agro alimentaire, productique, grands projets parisiens, économie d'énergie, ...

Pour maîtriser la réalisation de telles missions, Serete met en œuvre un ambitieux programme d'information de son métier en utilisant des méthodes modernes : bases de données, bureautique, info-centre, CAO, réseaux locaux, systèmes experts, micro-informatique, ...

sur des outils performants :
ASSIGRAPH, COMPUTERVISION, IBM, XEROX, ...

C'est pourquoi la Direction qui a en charge le développement de ce programme recrute de jeunes ingénieurs débutants ou non, désireux d'acquiescer ou de valoriser un savoir-faire de pointe dans un ou plusieurs de ces domaines après une formation à nos méthodes. Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence 85.00-M à Serete, Service du Recrutement, 86, rue Régnauld, 75640 Paris Cedex 13.



responsable juridique

CONTRATS A L'EXPORTATION

Serete est une importante société d'ingénierie française. Nous réalisons de grands projets industriels dans des domaines variés : Techniques avancées, Pétrochimie et Agro alimentaire... Notre Direction Juridique recrute son Responsable Contrats Export. Votre profil : diplômé de l'enseignement supérieur vous avez une expérience de 2 à 4 ans des négociations juridiques à l'export. En liaison avec les Responsables Commerciaux vous serez chargé principalement de la rédaction des offres et des contrats ainsi que de leur négociation tant auprès de nos clients que de nos porteurs. Ce poste très évolutif nécessite une parfaite connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence 85.04-M à Serete, Service Recrutement, 86 rue Régnauld, 75640 Paris Cedex 13.



CONSTRUCTEUR DE BIENS D'EQUIPEMENT implanté dans le Sud-Ouest spécialisé dans supports tertiaires, appareils sous pression et modules de séparation destinés au secteur pétrolier et énergie nucléaire

AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

actuel sur Paris pour prospection, contacts et négociations, avec clientèle française

Adresser C.V. + lettre + photo sous n° 306.654

REGIE-PRESSE 7, r. de Montessuy, 75007 Paris.

LYCEE PERCEVAL (PÉDAGOGIE STIMUL) 5, avenue d'Europe 75400 Chateaufort

cherche : ENSEIGNANTS pour math, phys, musique, sport, anglais ; personnes polyvalentes, enth. disponibles.

La Direction de l'Information d'un important groupe français dans le secteur des Assurances, cherche un

Journaliste HF

Intégré à une petite équipe, il sera amené à prendre en charge la réalisation d'une des publications internes : recherche d'informations l'amenant à de fréquents contacts avec les divers services, rédaction d'articles et suivi de la fabrication, il collaborera également à l'étude et à la mise en place de nouveaux moyens de communication. Ce poste s'adresse à un professionnel confirmé, ayant acquis une première expérience dans la presse d'entreprise, capable, par sa créativité et ses qualités relationnelles, de contribuer au développement du service. Merci d'adresser lettre man., C.V. et prêt. sous réf. 1124/M à Michèle RUDLOFF, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX. Discretion et réponses garanties.

Sélé CEGOS

Membre de SYNTAC



LE CARBONE LORRAINE

Groupe Industriel français à vocation internationale : 3 usines en France, 22 filiales dans le monde, réalisant 80% de son CA à l'étranger, offre - dans le cadre de son actuel développement - un nouveau poste de

Jeune cadre financier

- Débutant diplômé HEC, ESCP, ESSEC, Sciences Po -

La Société, selon les principes de polyvalence, de mobilité de ses cadres, vous offre une évolution diversifiée au sein de sa Direction Financière. Afin de vous préparer à cette carrière, au siège de Paris La Défense, vous participerez, pendant deux ans, à la gestion industrielle et budgétaire de notre usine de Gennevilliers. Vous exercerez ensuite vos compétences successivement au contrôle de gestion, à la comptabilité centrale, à la consolidation, au financement et à la trésorerie. Votre connaissance de l'anglais (l'espagnol ou l'allemand seraient appréciés), vos ressources d'adaptation, de créativité, de dynamisme et d'organisation vous permettront d'occuper rapidement un poste de responsabilité. Ultérieurement, vous pourrez accéder à des fonctions de premier plan dans une de nos filiales à l'étranger ou au sein du Groupe PECHINEY auquel nous sommes apparentés.

Adresser lettre man. et CV, s/réf. 72056M à Jean-Paul LE MASSON, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Sélé CEGOS

Membre de SYNTAC



BANQUE PRIVEE, FILIALE FRANCAISE D'UN GROUPE IMPLANTE DANS QUARANTE PAYS DU MONDE, nous cherchons des

exploitants clientèle entreprises confirmés

pour nos agences de Lyon (20 personnes), Marseille (172 personnes), Lille (22 personnes) et Strasbourg (13 personnes).

Homme ou femme, cinq ans d'expérience environ de l'approche et du suivi de la clientèle entreprises, chacun de ces exploitants devra :

- approcher et suivre des entreprises de moyenne et grande importance, et traiter des opérations internationales courantes,

- exercer un rôle d'animation commerciale auprès des juniors de nos agences, - gérer un fonds de commerce qui lui sera confié et le développer, - maîtriser l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, s/réf. 417/418/419/420/L.M., à Catherine de la Roche, JACQUES TIXIER S.A., 7, rue Logelbach - 75017 PARIS.

Jacques Tixier S.A.

MEMBRE DE SYNTAC

A vous jeunes ingénieurs, la voie royale de la production.

Ingénieur généraliste, avec option automatismes, vous savez bien que les carrières intéressantes débutent en production, par la maîtrise du système Hommes-machines et la réussite du compromis qualité, coût, délai. La perspective de commander en prise directe une équipe de 70 opérateurs vous stimule. Même si vous avez plus de confiance en vous que d'expérience. Vous êtes prêt(e) à aller "au charbon" car rien ne vaut l'épreuve du feu.

Une des usines françaises d'un très grand groupe américain, leader dans le secteur alimentaire, implanté en France depuis des années (1,5 milliard de CA), propose ce challenge à deux jeunes ingénieurs grandes écoles. Une unité de production à taille humaine (250 personnes), dans une belle ville universitaire à 150 Kms de Paris. Un encadrement jeune et sympa.

Pour votre premier ou second job, de réelles possibilités d'apprendre à travailler et de vous "écarter". Après les premières réussites en atelier beaucoup d'ouvertures sur d'autres postes, fonctionnels ou opérationnels, dans cette unité ou dans une autre. Autrement dit, la dynamique des progrès à l'américaine par l'alternance de la production et du recul et de la réflexion.

Merci d'adresser votre CV aux consultants de Sirca sous référence 384 552M. Photo et souhaits de rémunération annuelle.



64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTAC

Cabinet d'Audit International

recherche pour son bureau de Paris

Chefs de Mission (Seniors)

Les candidats devront être diplômés d'une Grande Ecole Commerciale (HEC, ESSEC, ESCP, SC-PO/Eco FI) avec une expérience de 2 à 3 ans en cabinet français ou international.

Ils travailleront sur des missions variées auprès de sociétés de dimension nationale et internationale et recevront une formation de haut niveau aux techniques d'audit de notre cabinet.

Notre développement leur permettra d'accéder rapidement à des responsabilités et de participer à des programmes d'échange au sein de notre réseau international.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel à P. NARAIN, 18, place Henri Bergson, 75008 PARIS.



Filière de société multinationale, nous fabriquons et distribuons des composants destinés à la fixation et à la protection des fils et câbles.

Nous recherchons un jeune

INGENIEUR COMMERCIAL

Basé en Région Parisienne (banlieue ouest), il sera chargé du développement de notre C.A. sur la région Ile-de-France et Nord de la France auprès d'une clientèle industrielle.

Ce poste requiert une formation ingénieur électronicien ou électromécanicien ou équivalent et une première expérience de 3 à 5 ans en Bureau d'Etudes ou des Méthodes. Il offre une opportunité intéressante pour un candidat attiré par le développement de nouveaux produits.

Anglais vivement souhaité.

Voiture de fonction.

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions ou Service du Personnel, HELLERMANN France, Toussus le noble, 78117 Châteaufort.



La Direction Commerciale de la Division Hélicoptères de l'aérospatiale SNI

recherche pour son Etablissement de LA COURNEUVE (93)

TRADUCTEUR BILINGUE

Français - Anglais

De formation supérieure (ESIT, ISIT, maîtrise...) le candidat retenu aura 2 à 3 années d'expérience professionnelle et une bonne connaissance dans le domaine aéronautique.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo à Monsieur le Chef des Relations Sociales de l'AEROSPATIALE S.N.I. 2 à 20 avenue Marcel Cachin 93126 LA COURNEUVE

Banque de Neufly, Schlumberger, Mallet



recherche pour son Centre SAINT-GEORGES (Paris 9)

UN GESTIONNAIRE H/F POUR SA CLIENTELE DE PARTICULIERS

Ce poste conviendrait à un candidat :

- de formation supérieure,
- possédant 5 à 10 ans d'expérience bancaire dont 5 ans de gestion de patrimoine,
- ayant un sens commercial développé,
- apte à prendre des responsabilités.

Très sérieuses possibilités d'avenir.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à BANQUE N.S.M. Service Recrutement - B.P. 466.08 - 75366 Paris Cedex 08.

CONVOI TELEPHONIQUE : UTILISEZ VOTRE MONTRE (J) 201.14.15

OFFRES D'EMPLOIS



ARTISAN ET L'ARTISAN

ELECTRICIEN

INFORMATIQUE

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

ELECTRICIEN

501 من الأول

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



DE LA MISE AU POINT DE TECHNOLOGIES AVANCEES A LA REALISATION D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS

BERTIN & Cie accroît ses activités. Un plan de développement prévoit d'importants investissements et l'embauche de nouveaux collaborateurs. Dans ce cadre, nous recherchons de

JEUNES INGENIEURS

débutants ou possédant déjà quelques années d'expérience, dans les domaines suivants :

- OPTIQUE et OPTOELECTRONIQUE** (Aix en Provence) : colorimétrie, métrologie optique dimensionnelle, systèmes pour l'industrie spatiale. ESO, doctorat en physique avec spécialité optique.
 - ELECTRONIQUE** (Aix en Provence) : industrialisation d'équipements et suivi de production en moyenne série. Arts et Métiers ou équivalent.
 - INFORMATIQUE INDUSTRIELLE** (Aix en Provence) : matériels et logiciels appliqués au traitement de l'image, de la parole, des terminaux de télécommunication et des asservissements spéciaux. Télécom, Sup'Elec, ENSEEIHT, ENSERG, etc...
 - ELECTROTECHNIQUE AVANCEE** (Plaisir) : matériels électromagnétiques et moteurs. Sup'Elec, ENSEM, ENSIEG, ENSEEIHT...
 - ENERGETIQUE** (Plaisir) : utilisation rationnelle de l'énergie, modélisation de phénomènes physiques. Mines, Centrale, ENSTA, ENSMA, INPG, etc...
 - GENIE CHIMIQUE** (Bayonne) : développement de procédés nouveaux en biomasse et biotechnologie. ESPCI, ENSIC,...
 - MECANIQUE DES FLUIDES et STRUCTURES** (Plaisir) :
 - Aéro et hydrodynamique : modélisation d'écoulements,
 - matériaux composites : conception et définition des technologies de mise en œuvre de produits,
 - vibrations : expertise et gestion de projets aéronautiques et industriels - 8 ans d'expérience minimum. Grandes Ecoles, Doctorat.
 - AUTOMATISMES** : étude et développement de systèmes asservis (Plaisir). Sup'Aéro, ENSICA, ENSEM, ENSTA, MINES,...
 - INFORMATIQUE TEMPS REEL** : mise au point de systèmes pour contrôle de processus (Plaisir - Aix en Provence).
- L'environnement des équipes de haut niveau, le contact direct avec des décideurs de l'ensemble des secteurs industriels, les responsabilités confiées à chacun sur les projets en cours sont autant d'atouts pour une activité professionnelle riche et passionnante.

Merci d'écrire, en précisant le domaine d'activité souhaité et vos prétentions, à M^{me} BRENOT qui étudiera confidentiellement votre candidature.

BERTIN & Cie
BP 3 - 78373 PLAISIR Cedex

SNPE INGENIERIE s.a.

recherche un

INGENIEUR CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE

Il sera responsable :

- du développement et de l'exploitation de la CAO
- du développement de l'informatique scientifique
- de la mise en place et du suivi d'une cellule informatique industrielle.

Le candidat retenu bénéficiera d'une expérience de 2 à 3 ans montrant ses capacités d'animateur et de responsable à un niveau élevé.

Il aura des facilités de contact dans le cadre de ses rapports à l'intérieur et à l'extérieur de la Société.

Connaissance de l'Anglais nécessaire.

Envoyer CV + photo à SNPE INGENIERIE s.a. 209-211, rue de Bercy - 75012 PARIS.

Responsable informatique

300.000 F

Un groupe français qui fabrique et commercialise en France et à l'étranger du matériel médico-chirurgical à usage unique, recherche son responsable informatique. Basé en proche banlieue nord de Paris (10 km du périphérique) il sera placé sous l'autorité du directeur général et prendra en charge le développement d'un département informatique véritablement à l'écoute des utilisateurs, au moment où doivent intervenir d'importants changements (matériels et logiciels). Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum, doté d'une formation supérieure type MAGE ou équivalent. Il possèdera outre une expérience de la conduite de projets informatiques, une pratique du système IBM 38 et, si possible, une première approche dans le domaine du contrôle de gestion de production. Dans l'optique de la mise en place d'une informatique au niveau du groupe, la pratique de l'anglais constituerait un atout important. Formation des compétences présentes, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 300.000 francs. Ecrire à JM JACLOT en précisant la référence A/R 9078M.

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune trésorier

Banlieue ouest - Filiale de l'un des tout premiers groupes multinationaux français, cette entreprise est spécialisée dans les travaux publics et réalise un chiffre d'affaires de 700 millions de francs tant en France qu'à l'étranger. Elle renforce son département administratif et financier et recherche l'adjoind de son chef de service. Il aura pour mission d'assurer la gestion optimale des disponibilités (francs et devises) et des crédits financiers, et de contrôler l'application des conditions bancaires. Par ailleurs, il contribuera à améliorer la fonction recouvrement (mise en place de nouvelles procédures, suivi...) dont il prendra, à terme, la responsabilité. Ce poste s'adresse à un candidat de formation commerciale supérieure, option finances, débutant ou disposant d'une courte première expérience, autonome, rigoureux et bon négociateur, capable d'évoluer vers la responsabilité globale d'un service financier. La connaissance de l'anglais est appréciée. La rémunération proposée ainsi que les possibilités d'évolution rendent ce poste très motivant. Ecrire à B. AUBRY en précisant la référence S/8021M.

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Développer par la vidéo la formation technique d'Olivetti

Formateur technique, vous avez aussi le goût et l'expérience de l'animation des hommes. En devenant notre chef de production vidéo, vous serez responsable d'une équipe de conception et de réalisation de films destinés à notre réseau après-vente.

Vous participerez à l'élaboration des scénarios et mènerez à bien l'étude de différents projets.

Une culture technique informatique ou électronique, une sensibilité à la création associée à des qualités de contacts vous permettront de réussir.

Pour vous développer en même temps que notre vidéo-formation, adressez votre dossier de candidature sous référence M601 à Gérard Sanchez.

OLIVETTI FRANCE - DPH
89 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

AUDIT FINANCIER ET OPERATIONNEL un poste d'évolution dans notre groupe

Votre formation est celle d'une Grande École (de gestion ou d'ingénieurs) ou Universitaire. Vous maîtrisez au moins une langue étrangère (anglais ou allemand). Votre expérience de l'Audit de 2 à 4 ans en cabinet ou dans une entreprise du secteur industriel vous conduit à rechercher aujourd'hui des responsabilités plus opérationnelles qui vous permettront demain d'évoluer vers des postes de Direction.

THOMSON vous offre cette possibilité.

Notre Groupe largement décentralisé : 200 unités en France et à l'étranger réparties en 5 branches opérationnelles : Grand Public, Industries et Ingénierie, Equipements et Systèmes, Composants Electroniques, Equipements Médicaux (C.A. Consolidé 57 Mds F - 112.000 personnes, dont 18.000 Ingénieurs et Cadres) permet de nombreuses opportunités d'évolution.

Dans notre équipe composée de professionnels jeunes et de haut niveau, vous effectuerez de nombreuses missions d'audit opérationnel et des missions classiques de révision et de contrôle. Des responsabilités d'encadrement pourront vous être confiées.

Vos aptitudes à évoluer vers des postes opérationnels nous conduisent à vouloir vous rencontrer.

Votre dossier de candidature sera étudié en toute confidentialité. Nous vous remercions de l'adresser sous la réf. 81574/LM, à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris, en précisant votre rémunération.

**THOMSON
GROUPE**

H/F

UN DES PREMIERS GROUPES D'ÉDITION FRANÇAIS
recherche

ATTACHÉ DE PRESSE ÉDITION

Département Livres Jeunesse et Adultes.

4 à 5 ans d'expérience minimum dans l'édition indispensables.

Adresser C.V., photo et rémunération souhaitée s/réf. 11253 à CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.



SOCIÉTÉ NATIONALE, nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires. Largement exportateur, notre GROUPE (26.000 personnes, dont 3.200 cadres) poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

**GROUPE
SNECMA**

SNECMA : LE DEFI TECHNIQUE

NOTRE DIRECTION FINANCIERE
recherche un

CHEF DE DEPARTEMENT

qui prendra en charge :

- le financement et le suivi des contrats exports
- les relations avec les organismes d'assistance à l'exportation
- le recouvrement des créances sur les clients étrangers.

Ce poste sera confié à un diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une solide expérience des finances internationales, acquise soit dans une banque, soit dans un groupe industriel tourné vers l'exportation. Anglais courant indispensable.

Merci d'adresser, sous référence 165/85, curriculum vitae et prétentions à SNECMA - Département Encadrement - 2, bd Victor 75724 Paris Cedex 15.

CONTESSA TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTE (1) 306 1045

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Vous qui aimez l'INFORMATIQUE

pourquoi spi ?

- parce que** SPI vous offre, après une formation à ses méthodes et produits - progiciels techniques et de gestion - d'être les maîtres d'œuvre de projets originaux, en en prenant la responsabilité complète auprès de ses clients,
- parce que** SPI apporte à ses clients, grandes et moyennes entreprises industrielles et commerciales, des prestations complètes et très adaptées : Télégestion - Progiciels - Conseil - Formation. SPI ne fait pas de délégation de personnel,
- parce que** SPI allie le dynamisme d'une SSII 500 collaborateurs dans des équipes jeunes à taille humaine, à la politique rigoureuse d'un grand Groupe SPI est filiale de PECHINEY,
- parce que** SPI à l'avenir devant elle : une ouverture vers l'Europe, les Etats-Unis et l'Afrique, une haute performance technique, des produits et outils nouveaux, un perfectionnement constant de son encadrement par la formation interne,
- enfin parce que** ces quelques chiffres parlent d'eux-mêmes : CA + 30 % en 1984, doublement des effectifs en 4 ans, 2 grands centres de traitement à PARIS et LYON, plus de 2.000 terminaux, 10.000 telex, un vaste réseau de minitel et de micro-ordinateurs.

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

X - CENTRALE - SUPELEC - INP GRENOBLE ET TOULOUSE - IIE

Nous vous confierons très rapidement des responsabilités - réalisation, conception, développement - accompagnées de perspectives de carrière à la mesure de vos ambitions. (Réf. RM)

INGENIEURS CONFIRMES SPECIALISTES DES TECHNIQUES IBM

Vous maîtrisez parfaitement les langages IMS ou CICS, et avez le sens du contact et la volonté d'assurer un service de qualité. Vous serez chargé de développer et mettre en place nos progiciels auprès de nos clients France et Export (études, installation technique, développements spécifiques, conseil, assistance...). (Réf. LM)

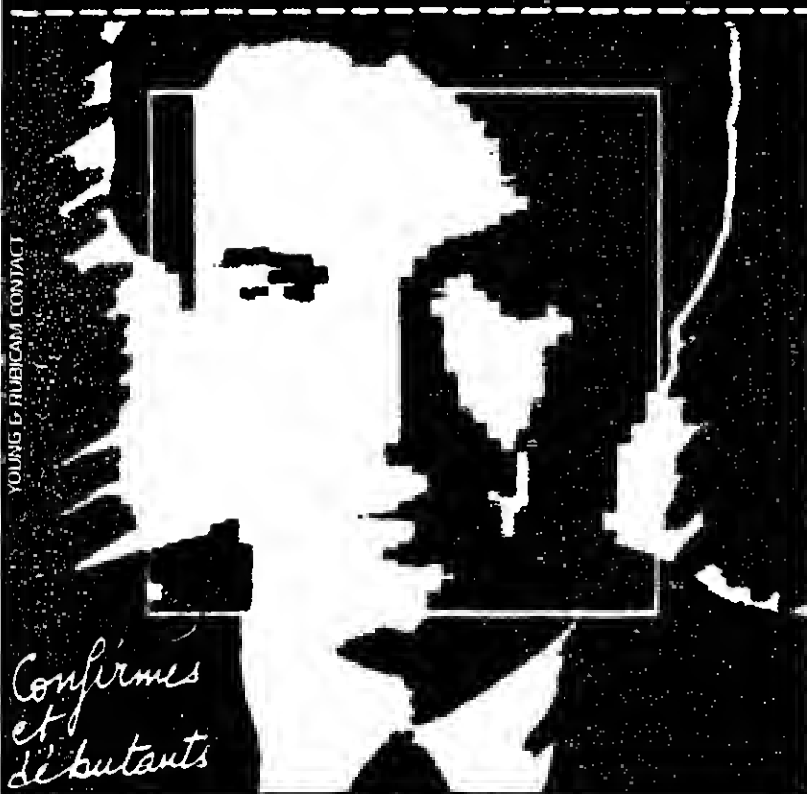


Si ces arguments sont les vôtres, pourquoi hésiter ! Adressez votre candidature manuscrite avec C.V. et photo en précisant la référence choisie à notre Responsable du Recrutement - Eric Schlumberger - SPI - 98, boulevard Victor Hugo 92115 CLICHY



MEMBRE DE SYNTec-Informatique

VOUS AVEZ L'ENERGIE, NOUS AVONS L'INDUSTRIE. CGEE ALSTHOM



Automatiser, réguler, superviser les procédés industriels dans le monde entier, c'est le Contrôle Industriel CGEE ALSTHOM. Nous recherchons donc, diplômé(e)s grandes écoles :

Ingénieurs Informaticiens "temps réel"
Etudes et/ou réalisations pour les automatismes temps réel, la C.A.D. (I.V.A.) et les régulations d'ensemble. Connaissances : systèmes, réseaux industriels de communication, bases de données.

Ingénieurs Micro-électroniciens
Conception de schémas électroniques et mise en œuvre de leur logiciel pour réaliser des équipements d'automatismes. Connaissances : télétransmissions, traitement de signal, asservissements.

Ingénieurs Automatiseurs
Conception et mise en œuvre d'architectures d'automatismes industriels. Connaissances : micro-calculateur, microprocesseurs, automates programmables, réseaux.

Ecrire à Fabienne Ducrot - CGEE ALSTHOM - 13, rue Antoine-Reynaud - 92308 Levallois-Perret Cedex.



CGEE ALSTHOM

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE, JOUEZ LA CARTE MONÉTIQUE...!

Leader européen de la monétique, nous concevons et réalisons, à Puteaux, pour nos clients français et étrangers, leurs futurs systèmes de paiement en recourant aux techniques les plus avancées : temps réel, réseau à valeur ajoutée, carte à mémoire...

Vous pilotez tout ou partie de projets dont la taille tient compte de votre expérience, participez activement à la conception de ces systèmes (serveurs d'autorisation, gestion de terminaux point de vente...) en relation avec l'ensemble des intervenants, puis au développement des logiciels de télécommunications, de sécurité et d'applications.

Ingénieur confirmé sur matériel IBM/MVS, de préférence, vous avez acquis en 3 à 5 ans un réel savoir-faire, en particulier sur CICS, et pratiquez l'anglais et/ou l'espagnol. Venez rapidement élargir vos responsabilités.

Notre consultante, Mlle A. HUAUME, vous remercie de lui écrire (Réf. 4663 LM, "Carrières de l'Informatique" ALEXANDRE TIC S.A. - 10, rue Royale, 75008 PARIS.



Chargé d'études engagements de crédits

La Chambre Syndicale des Banques Populaires recherche un Chargé d'Etudes pour son Département de Crédits.

Il analysera sous l'angle économique et financier des dossiers « entreprises » envoyés par les Banques du Groupe. Il sera amené à utiliser des moyens informatiques pour une meilleure approche du risque.

Il aura une formation supérieure dans le domaine de la gestion et/ou des diplômes bancaires (BP, ITB).

Une expérience bancaire de 3 ans minimum dans un service de crédit aux entreprises est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (C.V. et prétentions), sous la réf. FM/18, à François Marsal - CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES - 131, avenue de Wagram - 75847 PARIS Cedex 17.



CHEF DE PRODUIT HYGIENE

Au sein de l'univers très professionnel du marketing des détergents industriels, vous prendrez en charge le développement et la gestion de nos produits nettoyants « hygiène » à destination de la restauration et des collectivités.

Vous mènerez vos développements en liaison soutenue avec nos centres de recherche internationaux.

Lever Industriel recherche pour ce poste un candidat issu d'une Grande Ecole commerciale ou scientifique ayant une première expérience réussie de marketing (au moins 3 ans) et parlant anglais.

Vos possibilités d'évolution professionnelle seront ouvertes à l'échelle d'un grand Groupe International.



Merci d'adresser votre candidature sous réf. VI 85M à P. LONGUECHAUD, Unilever France Services, recrutement des Cadres, 8 av. Delcassé 75384 Paris Cedex 08.



ingénieurs informaticiens

Vous êtes issus d'une grande école, titulaires d'un Doctorat, d'un DEA, ou d'une maîtrise. Vous êtes débutants ou vous avez 5 ans d'expérience. SYSECA vous propose, dans le cadre de sa stratégie d'expansion, de devenir

SYSECA (280 MF de CA, 800 personnes) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV photo et prétentions sous réf. M036 à GROUPE SYSECA - Direction du Personnel, 315, bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

Bureau et Entreprises

Assistant contrôle de gestion

Nous sommes la première société française de location d'ordinateurs IBM et progressons sur ce marché de manière significative (+ 58% en 1984).

Directement rattachée au contrôleur de gestion la personne que nous recherchons

— aura la responsabilité du contrôle des fichiers et de l'analyse des circuits d'information,

— assurera le suivi des tableaux de bord et participera aux études de rentabilité.

De formation Ecole Supérieure de Commerce, vous possédez une expérience réussie d'audit de préférence en cabinet.

Votre rigueur et vos qualités relationnelles vous permettront d'intégrer une équipe dynamique.



Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. ALS42, ECS, Responsable des Relations Humaines, 16, rue Washington 75008 Paris.

OFFRES D'EMPLOI

JE D'ETU



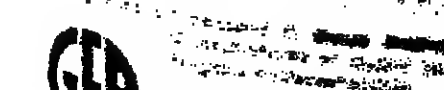
Analyste financier



Compagnie Privée

son Responsable du l

son Délégué pour les



هكذا من الأصل

150 من المال

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Industrie pharmaceutique
recherche pour son centre de
recherche implanté à Dijon :
STATISTICIEN
INFORMATICIEN
niveau (SUP, DEA, ingénieur).
En tant que responsable de
l'unité de biométrie, il ou elle
devra mettre sa compétence de
statisticien au service des diffé-
rents laboratoires du centre et
coordonner le développement
d'une micro-informatique de
contrôle avec la prochaine
implémentation d'un système central
de gestion et acquisition de
données. Envoyer C.V. + lettre
manuscrite à notre conseil
IMAGO, 156, bd Malesherbes
75008 Paris, se réf. 901 B.

VILLE DE ST-DENIS
recrute
1 INFERMIER (E) B.E.
Pour remplacement congé ma-
ternité à compter du 17/7/85
Adr. candidature et C.V. à
M. le Maire
2, place Victor-Hugo
93200 Saint-Denis.

Paris 8° JEUNE CHARGE D'ETUDES DE MARCHÉ

Cette société, filiale d'un puissant groupe français, bénéficie d'une grande notoriété dans le domaine de la presse et de l'édition.
Rattaché au Directeur du Marketing et du Développement, le candidat doit pouvoir conduire de façon autonome les missions suivantes : études de marché, compilation de données qualitatives et quantitatives (à l'aide d'un outil informatique), études de faisabilité des projets de développement.
Nous souhaitons rencontrer un débutant diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, ayant eu, grâce à ses stages, une première approche du marketing et grande consommation ou Vente Par Correspondance.
Il est imaginatif, méthodique et capable de travailler en équipe.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et prétentions sous réf. M 11/1221 D, à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Pontlieux 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

egor
MONTREAL

Un job de battant, une technique de pointe, un environnement international : trois bonnes raisons de rejoindre une des unités du leader mondial de l'électronique professionnelle en qualité d'ingénieur d'affaires ou d'ingénieur commercial (France ou Export).

INGENIEURS ELECTRONICIENS débutants ou confirmés

Notre point fort : les composants électroniques de haute technologie où notre notoriété n'est plus à démontrer. Notre champ d'action : principalement la France mais nous voulons acquérir des parts de marchés supplémentaires en Europe d'abord, ensuite aux Etats-Unis. Nous avons besoin pour cela d'ingénieurs capables de créer une interface efficace entre nos unités industrielles basées en région parisienne et les exigences légitimes de nos clients : les grands équipementiers français et étrangers.

Vous êtes Ingénieur électronicien de formation. Débutant ou depuis quelques années déjà dans l'électronique professionnelle, vous souhaitez maintenant élargir une première expérience de laboratoire ou de ventes.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à Jacques SCARINOFF, sous référence M 32/1407 A, à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Bern 75008 Paris.

egor
MONTREAL

BRED

BANQUE REGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DEPOTS
Première Banque populaire française - 3000 collaborateurs, 177 agences

Nous offrons :

- Un travail varié et motivant.
- Une autonomie au sein d'une équipe dynamique.
- Un environnement informatique en constante évolution, à la pointe des techniques :
 - IBM 3084 - 1 100 terminaux.
 - MVS/XA - CICS - DL1 - INFOCENTRE.
- L'assurance d'une formation suivie.
- Le statut bancaire.

Nous recherchons :

DEUX INGENIEURS SYSTEME

- disposant :
- d'une formation supérieure :
 - soit une bonne expérience de MVS et de son environnement TSO, ISPF,...
 - soit une connaissance de CICS, DL1, et si possible de VTAM/NCP,
 - d'une personnalité dynamique et positive,
 - d'un goût pour la technique et les contacts.
- Les candidatures doivent être adressées par lettre manuscrite avec C.V. et numéro de téléphone, sous réf. 9038 à

BRED
PEO 9038
93-95 avenue du
Général de Gaulle
94000 CRETEIL

UNICET

Notre environnement Informatique est composé d'un IBM 4341-2 sous VM/DOS-VSE, de deux IBM S/36 et d'une quinzaine d'IBM PC-XT.

Laboratoire Français, nous sommes la filiale du groupe pharmaceutique Américain SCHERING-PLough CORPORATION. Pour notre DÉPARTEMENT SYSTEMES D'INFORMATION, nous recherchons :

LE CHEF DU SERVICE SYSTEME EXPLOITATION

Sous la responsabilité du Directeur du Département vous serez chargé d'assurer le bon fonctionnement du système et de l'exploitation.

Vous élaborerez les recommandations sur les moyens et organiserez les procédures permettant de développer l'automatisation de l'exploitation en vue d'assurer la qualité du service aux utilisateurs.

Votre mission comportera des aspects de conseil auprès des équipes de Développement et Infocentre et de support aux utilisateurs pour la mise en place d'outils de traitement et/ou de communication.

- Vous serez, bien entendu, responsable de l'ensemble du volet sécurité.

Le poste nécessite :

- un niveau d'études supérieures (école d'ingénieur ou universitaire),
- une expérience réelle de 3 ans d'un environnement similaire,
- la connaissance de l'anglais.

LE RESPONSABLE DE PRODUCTION

Au sein du service Système-Exploitation, vous serez chargé d'assurer la planification et l'exploitation des systèmes ; votre mission essentielle sera de mettre en œuvre toute mesure permettant d'optimiser l'exploitation des ordinateurs et le taux de service fourni aux utilisateurs.

Vous collaborerez à la définition de l'organisation des traitements et établirez les dossiers et procédures d'exploitation.

Votre activité couvrira, en outre, la maintenance des procédures de back-up (données et équipements), le contrôle des consignes de sécurité et le suivi de l'entretien des matériels.

Le poste nécessite :

- un niveau BAC + 3,
- une expérience réelle de 2 ans de VM/DOS-VSE,
- la connaissance de l'anglais.

La connaissance des logiciels de base Computer Associates serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite et C.V., sous réf. LM 8511

Laboratoire UNILABO
Département Recrutement
92, rue Baudin
92307 LEVALLOIS-PERRET CEDEX

E.C.E.

PROFESSEURS

- Informatique, séminaires ré-
férences exigées.
 - Mathématiques, génériques
et appliquées à l'informati-
que, diplômes universitaires
et références exigées.
 - Action commerciale di-
plômée supérieure et expé-
rience professionnelle.
- Ces postes sont à pourvoir pour
septembre 85. Adresser C.V.
et photo à M. le Directeur
E.C.E. 17, pl. Jacques-Amyot,
77000 MELUN.

Groupe Reuter

RECHERCHE

AT 3 ATP ELECTRONICIENS EXPERIMENTES

Sur matériels suivants :

- PDP 11/70 - 11/44 - 11/34 - MICROVAX
- VAX 750 - Communications
- Connaissances SOFT appréciées.
- Anglais parlé et écrit indispensable.

Adresser C.V. avec téléphone à :
REUTER : 19/21, rue Poissonnière
75002 PARIS, Service du Personnel.

Groupe de recherche

recrute

CHARGES D'ETUDES

pour études qualitatives sur les applications et les implé-
mentations des nouvelles technologies 3 cycles : sciences écono-
miques, sciences de gestion, 2 ans d'expérience. Etudes
souhaitées.

Envoyer c.v. + lettre + photo + prétentions à
EPC, 30, rue Saint-Augustin, 75002 Paris.

Analyste financier



Filiale du Groupe International BOC Health
Care, nous fabriquons et commercialisons des
équipements médicaux de pointe.

Nous créons le poste d'Analyste Financier,
directement rattaché à notre PDG.

Il participera activement à l'implémentation de
notre nouveau système de communication et
de reporting. Il sera plus particulièrement
chargé de suivre, de coordonner et d'analyser
les budgets et les résultats de nos activités
dans différents pays.

Nous souhaitons rencontrer un(e) profession-
nel(le), ayant au minimum 5 ans d'expérience
soit dans l'audit, soit dans un groupe industriel.

Une formation supérieure en gestion, la con-
naissance de la comptabilité anglo-saxonne et
une excellente maîtrise de l'anglais sont indis-
pensables pour réussir dans cette fonction.
Contactez-nous (C.V. + prêt) : OHMEDA -
Boulevard des Arpents - B.P. 185 - Z.I.
Cognières-Meurepas - 78313 MAUREPAS
Cedex.

1^{re} Compagnie Privée d'Assurances à l'Exportation
recherche dans le cadre de son expansion

son Responsable du Bureau de Paris Etranger

Basé à Paris, le candidat retenu aura pour mission :
- le développement des relations avec le Grand Courage,
- le suivi technique et statistique de l'ensemble des opérations,
- la participation active à la mise en place de notre stratégie de croissance et de résultats.

son Délégué pour les Pays de l'Océan Indien

Basé à la Réunion, le candidat retenu aura pour mission :
- l'animation de nos représentants locaux,
- la recherche de nouvelles implantations,
- le développement de notre chiffre d'affaires.

Ces postes s'adressent à deux managers maîtrisant parfaitement les techniques
d'assurances et ayant au moins dix ans d'expérience.
Anglais indispensable.



Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre
manuscrite en précisant salaire actuel et souhaité, CV et photo sous
réf. GFA/mc à notre Direction du Personnel, 38, rue de Chateaudun
75009 Paris.

Pour faire face à son expansion,
la ligne de produits DPS 6 de Bull Systèmes
recherche

INGENIEURS DEVELOPPEMENT LOGICIEL

De formation ingénieur, vous avez 3 à 4 ans d'expérience. Votre savoir-faire
dans le développement du logiciel système vous permettra de prendre en
charge les évolutions du logiciel de base dans un contexte orienté télé-
communication. (réf. EL 1)

INGENIEURS SUPPORT LOGICIEL

De formation supérieure, votre expérience de 3 à 4 ans en développement ou
comme support vous permettra, en qualité d'expert, d'intervenir auprès de
nos clients et de nos filiales à l'étranger. Vous devez alors être mobile. (réf. SU 2)

Pour ces postes, votre lieu de travail se situera à Louveciennes (78430).
Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence
choisie, à

Sylvie Bonamour - Bull Systèmes
P.C. 3C17 - 68, Route de Versailles
78430 LOUVECIENNES

Bull
Systèmes

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CAP GEMINI SOGETI

premier groupe européen de services informatiques

Paris - Province

Vous êtes un **gagneur**, venez augmenter vos chances avec nous.
Vous êtes un **vendeur**, venez vendre les services qui font notre réputation.
Vous êtes un **leader**, venez piloter l'une de nos agences.
Vous êtes un **informaticien expérimenté**, venez exercer et renforcer vos talents sur notre palette de chantiers très diversifiés.
Vous êtes un **gestionnaire rigoureux et convaincant**, venez nous aider à avoir des résultats encore meilleurs.

Votre place est parmi nous car notre expansion nous permet d'offrir à ceux qui sont en même temps, mais dans des proportions variables, des **gagneurs, des vendeurs, des leaders, des informaticiens** et des **gestionnaires** des métiers très variés.

**Directeurs d'agence
Ingénieurs commerciaux
Ingénieurs principaux
Ingénieurs en chef**

Françoise Doutriaux attend votre dossier de candidature, sous réf. 4334, à CAP SOGETI OPERATIONS, 92 Bd du Montparnasse, 75682 Paris Cédex 14.

Notre formation aux systèmes IBM : une valeur ajoutée à votre jeune expérience

CERIGE, société du Groupe SEMA-METRA, spécialisée dans les systèmes IBM connaît une forte croissance. Elle vous propose de renforcer son équipe de 250 professionnels et de participer à son développement.

Ingénieur (option informatique) ou **universitaire** (type MAGE) vous avez, lors d'une courte expérience, choisi l'informatique pour assurer votre avenir. Vous souhaitez élargir votre acquis. Participez à nos projets créatifs en cours, dans lesquels vous appliquerez votre nouvelle compétence sur matériel IBM.

Vous évoluerez dans un environnement technique de haut niveau et serez vite appelé à prendre des responsabilités dans l'un de nos départements.

Merci d'adresser votre lettre de candidature et votre C.V. à Elisabeth Charpillat : CERIGE, 83, rue du Château 92100 Boulogne.



Groupe SEMA-METRA

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL NOUS RECHERCHONS
POUR 2 DE NOS LABORATOIRES BASES A BEAUCHAMP (95)

3 Ingénieurs chimistes

3 INGENIEURS MISE AU POINT PRODUITS :

- Responsabilité complète de la formulation.
- Optimisation du coût et de la qualité.
- Amélioration des performances techniques de nos produits.

Contacts avec Usine, Vente, Marketing, Fournisseurs. Déplacements éventuels en Europe.

Formation : Ingénieurs chimistes, ENSI, INSA ...

Pratique de la langue anglaise souhaitée.

Adresser : C.V., lettre manuscrite, photo (retournée), prétentions à :

3 M FRANCE A Boursou avenue Boule 95250 Beauchamp.



MERLIN GERIN

L'un des tous premiers constructeurs d'appareillage électrique sur le marché mondial.

- Conçoit et réalise des équipements destinés à contrôler et à distribuer l'énergie électrique en toute sécurité.
- Se trouve présent dans tous les domaines de l'économie, de la centrale de production au logement individuel, des industries aux secteurs administratifs et commerciaux.
- Constitue un groupe international, organisé à l'échelle humaine, de 16 000 personnes dont 2 000 ingénieurs et cadres, comprenant 50 filiales et participations en France et à l'étranger, et qui connaît une croissance moyenne de 20% par an.

recherche pour PARIS ET PROVINCE

ingénieurs technico-commerciaux profil agents d'affaires

- Les postes à pourvoir conviennent à des diplômés de l'enseignement supérieur :
- une solide compétence technique dans les domaines de l'automatisme, de l'électronique, et ou de l'électrotechnique,
- une expérience de 5 à 10 ans dans la vente, de préférence dans le même secteur d'activité,
- le désir de s'investir dans une fonction à responsabilité supposant de nombreux contacts et une grande faculté d'adaptation.

Leur réussite dans une première fonction leur permettra d'être assurés de l'évolution de leur carrière au sein du groupe.

Merci d'adresser candidature, C.V. détaillé et photo, sous la référence DCO/ITC 1 à Mme DUFOUR, MERLIN GERIN, Direction Commerciale/RHIC B.P. 142 - 92202 Neuilly-sur-Seine cedex.



LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE

travaillant en coopération avec l'ensemble des Laboratoires de Recherche PHILIPS.
recrute

INGENIEURS GRANDES ECOLES (ENST, ESE)

débutants ou quelques années d'expérience pour participer à des études de codage, d'enregistrement et de traitement numérique des signaux et des images en télévision, imagerie infrarouge et diagnostic médical.

Ecrire avec C.V. au Service du Personnel, 3, avenue Descartes, B.P. 15, 94450 Limeil Breuvannes.



Dans le cadre de son développement, la Banque Hervet renforce ses unités d'exploitation et recherche pour son réseau parisien

Exploitants H/F Classes V à VII

pour leur confier la gestion et le développement d'un portefeuille d'entreprises.

Nous souhaitons valoriser au sein d'une structure performante votre formation de base supérieure (École, Université ou diplôme bancaire) et votre expérience d'au moins 3 années d'exploitation commerciale.

Votre ambition est de participer à la compétition économique dans un contexte évolutif où pourront s'exprimer votre esprit d'initiative, votre sens des responsabilités et votre goût pour l'efficacité.

Nous vous remercions d'adresser votre cv, accompagné d'une lettre manuscrite, photo et prétentions à la Direction des Relations Sociales et du Personnel, BANQUE HERVET, 127, av. Charles-de-Gaulle, 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

**BANQUE
HERVET**

Excellente opportunité pour un Fiscaliste

Nous sommes un cabinet international de Conseils juridiques et fiscaux. Correspondant de Price Waterhouse. Pour faire face au développement de notre activité de fiscalité personnelle en France nous recrutons un(e) jeune fiscaliste.

Le (la) candidat(e) de formation Grandes Ecoles ou Universitaire (option Fiscalité), doit justifier de plusieurs années de pratique professionnelle (2 à 4 ans), y compris en fiscalité personnelle, au sein d'un cabinet et/ou en entreprise. Il (elle) aura à effectuer des missions d'assistance et de conseil auprès de groupes français et internationaux.

La pratique de l'anglais est indispensable, la connaissance de la micro-informatique et de la Sécurité Sociale sont des atouts.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo, salaire actuel et prétentions en précisant la référence M 40106 à Bill Minshall, TEG, 18, place Henri Bergson, 75008 Paris.



RÉALISER, INNOVER, CRÉER...

Trois impératifs, un objectif pour le DÉPARTEMENT RADARS, CONTRE-MESURES, MISSILES de THOMSON-CSF : rester à la pointe de l'électronique la plus performante.

Nous souhaitons confier à un

INGÉNIEUR TECHNOLOGUE

des études sur le comportement des matériaux conducteurs ou isolants, et leur assemblage.

Connaissances résistance des matériaux, comportement en fatigue, mesures des caractéristiques physiques, mécaniques, thermiques des polymères.

Bons contacts pour assurer, en équipe, les relations avec les bureaux d'études, les laboratoires d'électronique et la fabrication.

Merci d'adresser candidature et prétentions à : Madeleine GUIGUES - THOMSON-CSF - Service du Personnel, 68, avenue Pierre-Brossolette, 92240 MALAKOFF.

THOMSON-CSF

DIRIGEZ UN ENTREPOT

LAMPES ET APPAREILS D'ÉCLAIRAGE

18 000 m² - 60 personnes

proche banlieue Nord

Nous sommes une importante Société Industrielle, filiale d'un Groupe Multinational, et nous retiendrons pour ce poste un candidat d'environ 35 ans, de formation supérieure et bilingue anglais, qui aura une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction similaire.

Chef d'établissement, il sera responsable de l'EXPLOITATION, des INVESTISSEMENTS et de la GESTION DU PERSONNEL de l'entrepôt.

Il assurera en outre les ETUDES, l'ORGANISATION et la MISE EN PLACE de solutions logistiques adaptées à l'évolution du commerce moderne (informatisation, problèmes de stockage, palettisation, transport).

IMPORTANTE POSSIBILITE D'ÉVOLUTION A LA MESURE DU GROUPE.

Adresser CV, photo et prétentions à N. 4623 - PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris qui tr.

سوزا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

La promotion de nos produits à l'étranger :
une carrière rapide et évolutive...**Ingénieur commercial**

produits phytosanitaires

Accroître et renforcer notre présence commerciale auprès des clients et clients potentiels. Développer l'information sur nos produits et suivre au niveau technique l'ensemble des applications. Effectuer auprès des organismes officiels les démarches d'homologation. C'est la mission très complète que vous propose cette importante société du secteur chimique.

Vous êtes de formation supérieure, de type Ingénieur Agronome ou universitaire (Biologie, Biochimie...), et vous justifiez d'une expérience réussie d'environ 3 ans acquise de préférence sur le terrain et au niveau international. Une maîtrise parfaite de l'anglais est nécessaire. Le poste est basé à Paris, mais nécessite de fréquents déplacements à l'étranger. Les conditions sont motivantes et les possibilités d'évolution concrètes.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous réf. M 689 A, à Christian Hollevoet, OC Conseil 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

ARCOREM

Très important établissement commercial à vocation culturelle,
recherche un**Responsable commercial**

«Points de Vente» HF

Rattaché au Directeur de la Société, il devra animer sur le plan commercial une quarantaine de points de vente, dont les principaux à Paris et en région parisienne, surveiller leur gestion, y contrôler la promotion des produits, assurer le suivi du C.A., participer au recrutement et à la formation du personnel vendeur. La poste conviendra à un candidat dynamique H/F de formation commerciale supérieure ayant une bonne expérience professionnelle du commerce de détail particulièrement dans le domaine du livre ou de l'édition d'art. Lieu de travail : PARIS. Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à Madame CLERE, sous réf. 73777/M à Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX.

**sélé
CEGOS**

ARCOREM

BANQUE LOUIS-DREYFUS
AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET À LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT
recherche**JEUNE CADRE
COMMUNICATION H / F**

Le poste : Participer (conception, réalisation et administration) à la Fonction Communication, tant sur le plan externe que sur le plan interne.

Le candidat aura idéalement :

- Une formation supérieure (de préférence économique ou commerciale) si possible complétée par une formation spécialisée (communication, journalisme, relations publiques);
- Quelques années d'expérience réussie dans des fonctions similaires : expérience bancaire souhaitée;
- Les qualités personnelles indispensables à la fonction : grande aisance rédactionnelle, sens des contacts, persévérance;
- Surtout, la créativité et l'enthousiasme pour participer au développement d'une fonction récente dans l'entreprise mais avec sérieux, rigueur et une grande disponibilité personnelle.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. précis, photo et prétentions à la Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS-DREYFUS, 6 rue Rabelais, 75006 PARIS.

Importante société française implantée dans le monde entier, nous recherchons le

**Responsable
du développement
international**

SECTEUR MINES

- PROFIL :**
- 35-45 ans.
 - Connaissance secteur Mines avec expérience soit en exploitation, soit en vente de matériel, par exemple.
 - Formation supérieure (Ecole Ingénieur ou Gestion), anglais indispensable.
 - Une expérience à l'étranger serait un plus.
- MISSION :**
- Prospection et négociation de contrats de services dans l'industrie minière ;
 - Analyse des marchés et des projets par pays.
 - Conception d'un produit adapté aux besoins des clients.
 - Elaboration des études de gestion.
 - Réalisation et négociation des contrats.

Paste bssé en région parisienne. Nombreux déplacements à l'étranger. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présent., s/réf. 3576/LM à C.V. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

CONTROLEUR DE GESTION

Compagnie Française des Convoyeurs - 200 MF de CA - 520 personnes - 2 implantations à l'étranger - filiale d'un groupe leader sur son marché, spécialisé dans la maintenance continue de charges isolées - recherche son

Contrôleur de gestion. 30/40 ans. Formation de base : Ingénieur et formation complémentaire en gestion. Expérience de société travaillant sur devis et à la commande indispensable. Une expérience du contrôle de gestion et de l'audit dans un cabinet anglo-saxon serait un atout supplémentaire.

Rattaché directement au Président de la Société, il établira les budgets et les plans avec les parties concernées; il suivra chaque mois les résultats et proposera les solutions correctives; il suivra également les principales commandes (l'état des en-cours et le montant des dépenses restant à engager); il aidera dans leur décision les chefs de service, sera le moteur de la productivité; il aidera le Président dans ses choix stratégiques; il exécutera des missions particulières à la demande du Président; il exercera également un rôle d'audit.

Cadre III (convention de la mécanique), il sera membre du Comité de Direction. Son salaire sera en fonction de son expérience et de son enthousiasme. 250 K/F/an et +.

Merci d'envoyer candidature complète à C.F.C. - Direction Générale - B.P. 140 - 77402 LAGNY cedex.

**chefs de projet**

vos compétences nous intéressent !

L'informatique de notre banque prend une nouvelle dimension, venez accompagner ce mouvement. Nous lançons de vastes projets pour rester fidèle à l'image de sérieux et de qualité à laquelle est attachée notre clientèle.

Pour renforcer nos équipes d'études (Paris-Centres), nous faisons appel à des professionnels de l'informatique bancaire pour leur confier, selon l'étendue de leur savoir-faire, la conduite de tout ou partie de projets relatifs à l'un des domaines suivants : valeurs mobilières (particulièrement les OSTI), moyens de paiement, systèmes de compensation, opérations internationales (change, trésorerie, réseaux interbancaires...).

Ingénieur diplômé, que vous soyez peu ou prou confirmé, vous avez acquis vos compétences en milieu bancaire sur gros site IBM/MVS, mis en œuvre IMS DB/DC; vous pratiquez une méthodologie telle qu'AXIAL ou MERISE.

Venez prendre, avec nous, une nouvelle dimension.

Notre consultante, Mlle A. HUAUME, vous remercie de lui écrire (réf. 4861 LM), à "Carrières de l'informatique".

**ALEXANDRE TIC S.A.**
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Certifier les comptes...

Encore est-il nécessaire de posséder une bonne maîtrise des flux informationnels comptables existants, de participer à la conception des systèmes futurs... bref, coller à la réalité comptable des projets industriels à cycles longs de la Société. C'est la première mission que nous souhaitons confier à un :

Assistant au chef du département comptable

qui sera appelé rapidement à prendre des responsabilités opérationnelles plus importantes et assurer ainsi sa carrière. C'est l'opportunité que vous propose le GROUPE SNECMA (26000 personnes, dont 3200 cadres) spécialisée dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions. Nous attendons un diplômé d'une Grande Ecole de Gestion d'environ 35 ans, possédant au minimum un DECS et ayant acquis une expérience de comptabilité dans un environnement industriel important.

Le poste est situé au Siège Social à Paris, et nécessite l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions), sous réf. L/ADC/LM, à notre Conseil Thierry de CARNE, qui vous garantira toute discrétion.

ARCOREM

**Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Vous venez rejoindre les équipes de la Direction des Systèmes d'Information.

Vous avez une formation supérieure (Ecole d'Ingénieurs, DEA), une expérience de 3 ans environ en tant que chef de projet et la volonté de valoriser votre acquis au sein d'une structure qui a des moyens et des perspectives ambitieux. Alors, rencontrez-nous !

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions, en joignant l'enveloppe la référence 3575/LM.

Communiqué
5, Bd des Capucines - 75002 PARIS
au "Monde"

**LE MONDE
DE
L'INFORMATIQUE**

Mardi 11 Juin

LES GRANDS RENDEZ-VOUSoffres d'emploi
du journal**Le Monde**avec
EUROPE 1

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

COMPTABILITE FINANCES

N° 2 dans une fonction évolutive
DECS PARIS

Notre Société (CA 300 millions) est l'une des filiales d'un Groupe de distribution largement en tête de sa spécialité en France. Nous recherchons pour seconder le patron des services financiers et comptables un cadre évolutif, adaptable et rigoureux, capable de prendre d'ici à quelques années des responsabilités de premier plan au sein de l'entreprise, voire du Groupe. Titulaire du DECS, âgé de 30 ans au moins, il aura la pratique de l'utilisation de l'informatique et sera un élément moteur dans un esprit d'équipe.

Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre, appelez le 763.11.15, réf. 186, RH Conseil, 65, avenue de Wagram, 75017 Paris.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL



IMPORTANTE SOCIETE DE CONSTRUCTION ELECTRIQUE

Ingénieur électromécanicien

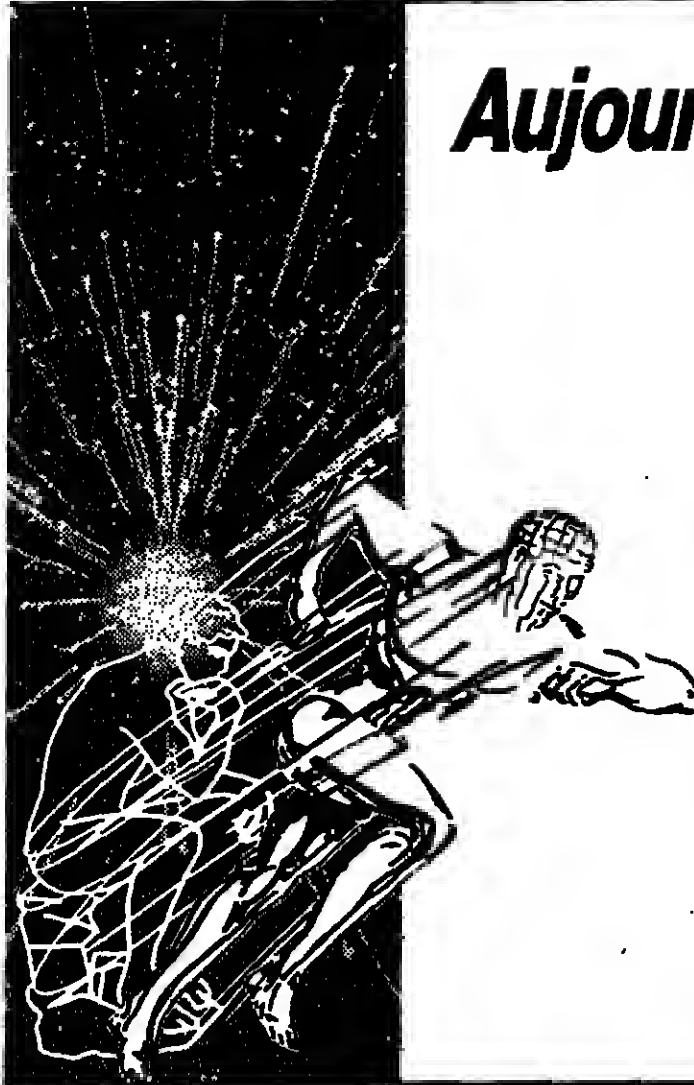
FORMATION ECOLE D'INGENIEURS
plusieurs années d'expérience.

MISSION : Dans le cadre du développement des investissements, définition et réalisation des équipements industriels liés aux produits nouveaux et aux techniques nouvelles de production dans le domaine des câbles électriques isolés (liés en particulier au développement des câbles à fibres optiques). Connaissance de l'anglais indispensable. Lieu de travail : région FONTAINEBLEAU.

Ce poste constitue une excellente base d'intégration dans la Société pour un Ingénieur de valeur. Adresser C.V. et lettre manuscrite, sous référence 6584 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



Aujourd'hui les marchés

INGENIEUR CONSEIL TECHNIQUE

Grandes Ecoles d'ingénieurs

réf. M 602

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs vous débutez ou vous avez une première expérience du milieu industriel.

Véritable expert technique vous intervenez en appui de nos commerciaux auprès de nos clients industriels.

Analysant les besoins des clients, vous gérez les contraintes de production, les objectifs de qualité et proposez les solutions techniques les plus adaptées : définition de matériaux, d'alliages... Vous serez ainsi le fer de lance dans la création de nouveaux produits et leurs applications. Ces postes permettent d'appréhender le double volet Production et Commercial dans des usines automatisées et informatisées. Point de départ pour prendre des responsabilités importantes dans des domaines tels que la Production, le Développement ou le Commercial.

Vous pouvez compter sur le Contrat Cadre USINOR :
- MISSIONS INTERNATIONALES, PROJETS SABBATIQUES,
- PARRAINAGE DE CREATION D'ENTREPRISES,
- PERSONNALISATION DE CARRIERE.

ETUDES ET FABRICATIONS FLOPETROL

Société du Groupe Schlumberger, ETUDES ET FABRICATIONS FLOPETROL conçoit, développe et fabrique des systèmes de mesures destinés à la production et à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures. Ces systèmes intègrent les dernières technologies en électronique, mécanique, informatique et physique. Pour développer notre Département Analyse et Contrôle Qualité, nous recherchons aujourd'hui un

Responsable Qualité Electronique

Rattaché directement au Responsable du Département, il a pour mission de contribuer à l'amélioration de la qualité de nos fabrications internes et sous-traitées. A la tête d'une petite équipe, il développe les moyens de test, supervise le contrôle électronique et participe à l'élaboration des programmes qualité chez les sous-traitants. De formation Grande Ecole, vous avez une première expérience de 2 à 5 ans dans la production ou, de préférence, dans le contrôle électronique ; une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Ce poste - basé à 30 mn de Paris - ouvre de larges perspectives d'évolution en France et à l'étranger, au sein d'un Groupe international de tout premier plan. La rémunération est motivante.

Merci d'adresser votre candidature à la Direction du Personnel, Etudes et Fabrications Flopetrol, BP 592, 77005 MELUN Cédex.

FLOPETROL JOHNSTON
Schlumberger

L'opportunité d'un groupe immobilier leader national

Création de 2 postes de chargés de programmes

De formation supérieure et doté (de préférence) d'une expérience qui vous a familiarisé avec la promotion immobilière, vous avez vocation à faire carrière dans cette activité. Votre ténacité, votre enthousiasme et votre tempérament de réalisateur sont la pour en témoigner.

Qualité de contact

Vous êtes capables d'étudier avec rigueur un marché foncier, le prospecter efficacement et négocier à tous niveaux avec les personnes privées et les administrations.

Capacité d'action

Vous savez évaluer les opérations, monter les dossiers et coordonner les différentes actions nécessaires à l'aboutissement d'un projet de construction.

Ce métier, complet, passionnant et bien rémunéré, vous l'exercerez aux Résidences Village (l'une des principales filiales du Groupe Maison Familiale avec un C.A. de plus de 2 milliards de francs et un effectif de 600 personnes).

Adressez un courrier rapide (c.v. - photo) à Roger Péraud Directeur Régional des Résidences Village du Groupe Maison Familiale - Carrière des Marais R.N. 17, 95380 Louvres. Tél. (8) 468.70.00.

CHARGEURS S.A.



Participez à notre stratégie informatique...

INGENIEUR SORTI D'UNE GRANDE ECOLE (Centrale, Supélec, Telecom...) vous êtes âgé d'environ 32 ans et, après plusieurs années d'informatique de gestion en entreprise, vous souhaitez maintenant dépasser le stade de l'exécution et accéder à un poste d'importance majeure ou il vous sera possible de faire passer votre message à l'ensemble de la Société.

VOTRE EXPERIENCE DES BASES DE DONNEES ET DE LA CONCEPTION DE SYSTEMES D'INFORMATION (Axial, Merise...) vous permet d'évoluer dans un environnement de grande informatique (IBM 30XX, -500 terminaux, micro-ordinateurs, bureautique, Infocentre...).

NOUS VOUS PROPOSONS DE LANCER UNE FONCTION NOUVELLE ESSENTIELLEMENT TOURNEE VERS L'AVENIR.

Vos responsabilités ? Dans notre environnement aéronautique international qui implique une grande diversité d'applications (logistiques, industrielles, gestion...) vous élaborerez en liaison avec des utilisateurs exigeants notre plan à trois ans. Vous développerez notre administration de données et conduirez notre réflexion sur la sécurité globale, la formation des personnes et l'amélioration de la productivité des méthodes et outils de développement.

Adressez lettre + CV détaillé + photo ss réf. 8561 M à Multiconsult Recrutement 84, avenue de Villiers 75017 PARIS qui traitera confidentiellement votre candidature.

LA CONSOLIDATION ET LA COORDINATION DE NOS COMPTES DANS LE MONDE

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une expérience de 5 à 8 ans dans un cabinet anglo-saxon de renommée internationale.

Nous vous proposons, auprès du Directeur de la Comptabilité Générale, d'être plus particulièrement responsable de l'établissement des comptes consolidés du Groupe, ainsi que de la définition et de la mise en application du respect des procédures comptables du réseau international.

Nous vous offrons la possibilité de développer vos compétences et de saisir de nombreuses opportunités d'évolution tant dans la Banque qu'au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence GS 17 à Banque Indosuez, Service Recrutement, carrières, formation 44 rue de Courcelles - 75008 Paris.



BANQUE INDOSUEZ

Un monde d'opportunités

SECURITE INDUSTRIELLE

Filiale d'un groupe international, cherche à pourvoir un poste de

CADRE, dans son département SECURITE INDUSTRIELLE.

Ce poste qui demande une certaine expérience professionnelle est basé au Siège Social Paris mais nécessitera des contacts fréquents avec les Etablissements situés sur l'ensemble du territoire. Il conviendrait typiquement à un candidat ayant exercé des responsabilités d'inspecteur des douanes, de Commissaire de police ou d'Officier de gendarmerie jusqu'à 40 ans ou plus.

Parmi les qualités requises se trouvent la diplomatie, le contact aisé, le jugement, le sens de l'efficacité.

Des connaissances juridiques ainsi que celle de l'anglais sont nécessaires. La rémunération pourra atteindre et même dépasser 250 000F/an si l'expérience antérieure le justifie. Un développement de carrière est possible.

Déclaration sur l'honneur.

Envoyer lettre de candidature manuscrite et CV en précisant sur l'enveloppe la réf. 3443M à NSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

N.B.I.

Notre client est aux Etats-Unis un des concepteurs et fabricants de matériels bureautiques les plus sophistiqués et performants. Il nous a demandé de rechercher pour sa filiale de distribution française nouvellement créée, un

controller

qui aura à sa charge tous les aspects financiers et administratifs de la Société. La personne recrutée devra mettre en place les procédures de gestion (comptable, budgétaire, de trésorerie...). Outre la responsabilité du reporting à la maison-mère, le controller assurera lui-même les relations avec les banques, les formalités d'import-export, le bilan, les déclarations fiscales et sociales et la gestion du personnel. Le candidat recherché aura une formation supérieure type Grande Ecole de Commerce et/ou DECS et une première expérience financière de 3 à 5 ans acquise de préférence dans une société anglo-saxonne. Il parlera impérativement l'anglais.

Envoyez votre C.V. en indiquant un numéro de téléphone à MARIE-JO MARTIAL, Tour Manhattan, 6, Place de l'Yle, 92095 Paris La Défense 2, sous référence M 5061.

OFFRES D'EMPLOIS

3^e millénaire

NOUVEAU MARKETING

l'Adjoint de notre Directeur J.

médecin recherche clinique

Chefs de F. Organisme

502 من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

du 3^e millénaire sont à prendre.

Aéronautique, Automobile, Offshore, Nucléaire, Conserverie, Verrerie, Ferroviaire et toute l'industrie moderne : voilà l'étendue des marchés où USINOR est présent avec des produits de HAUTE PERFORMANCE. Développons les ensemble.

INGENIEUR MARKETING

Grande Ecole d'ingénieurs ou commerciale réf. M 603

Etudier les marchés et les produits.

Participer à la définition des politiques Marketing et Commerciales. Les mettre en application et les suivre auprès des équipes commerciales, tout en intégrant les contraintes des clients et les potentialités des marchés.

Voilà le propre de la fonction d'un Responsable Marketing.

Possédant de solides qualités d'analyse et de synthèse, vous êtes avant tout un homme de prospective appliquée qui sait exploiter au maximum les ressources d'un marché ainsi que détecter les produits et les applications les plus rentables.

La dimension internationale d'USINOR permet à un candidat diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs ou HEC, ESSEC, ESCP, d'envisager un avenir très intéressant.

INGENIEUR COMMERCIAL

SUP de CO ou équivalent réf. M 604

L'industrie, un monde complexe mais passionnant, c'est la plus qu'ailleurs que se négocient les grandes affaires.

Aussi l'ingénieur Commercial USINOR doit-il savoir traiter aussi bien avec un Responsable des Achats qu'avec un PDG. Véritable négociateur son objectif est double : VENDRE et GERER les marges.

Ses moyens ? Des produits spécifiques et reconnus. Son champ d'action : L'INDUSTRIE FRANÇAISE.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce vous savez combien la Vente donne accès aux fonctions les plus enviables. USINOR vous les proposera en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V., photo en précisant la référence choisie

USINOR
Innover pour gagner

Service Recrutement
N. LE BAGOUSSE
Immeuble Ile de France
92070 Paris La Défense Cedex 33

NOUS SOMMES LE PREMIER GROUPE FRANÇAIS DE CAPITAL-RISQUE

NOTRE DÉVELOPPEMENT NOUS CONDUIT À RECRUTER UNE :

CHARGÉE DE MISSION AUPRÈS DE NOTRE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Vous serez en priorité chargée des relations extérieures tant vis-à-vis de nos partenaires que de nos actionnaires. Polyvalente et autonome, vous êtes diplômée d'une grande école de commerce et avez de plus une bonne formation juridique.

Une première expérience dans une entreprise ou cabinet d'affaires est indispensable.

Envoyer c.v., photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous n° 307 248 M, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Migration vers la direction R et D (logiciel et architecture)

Constructeur micro-informatique, notre développement en CA et bénéfices est le résultat d'une politique de recherche adaptée. Nos récents accords de partenariat, menés dans l'optique d'une synergie de compétences vont nous permettre d'imaginer une ligne de produits ambitieuse. Pour nous y aider, nous souhaitons accueillir un ingénieur logiciel familier à l'environnement micro-ordinateur (16 et 32 bits, UNIX, réseaux, etc.). Ses qualités techniques doivent nécessairement s'accompagner d'une capacité à travailler en collaboration avec nos services Commerciaux et Marketing et d'une personnalité d'animateur.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. MDO308, à notre Conseil J.M. Vanastien, qui garantira toute discrétion.



DARCOR informatique

Conseil en Recrutement
15 avenue Victor Hugo 75016 Paris.

L'Adjoint de notre Directeur Juridique Paris

Notre groupe leader dans son domaine commercialisant des produits largement diffusés sous des marques réputées, recherche l'Adjoint de son Directeur Juridique.

Son activité s'étendra à aux nombreux domaines traités par le département : litiges, droit de la distribution, droit des Sociétés etc... Il prendra en charge l'ensemble de l'activité contentieuse, en proposera la réorganisation, la mise en place et le suivi.

Nous attendons un candidat (H/F) âgé d'environ 28/30 ans, titulaire de préférence d'une maîtrise de droit des affaires, et bénéficiant d'une expérience de 2 à 3 ans au sein d'un service juridique ou contentieux si possible dans un secteur de produits de grande distribution. Bonnes connaissances en anglais souhaitées.

ORION, à qui nous avons confié ce recrutement, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant si vous le désirez, les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas qu'il soit transmis, sous réf. 506382M.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION
l'homme et l'entreprise

ROCHE

Dans le cadre du développement de sa politique de recherche créé 2 nouveaux postes de

médecin recherche clinique

pour les produits suivants :

— PSYCHOTROPES
— ANTIBIOTIQUES

Nous vous confierons la responsabilité des produits du début de l'étude clinique jusqu'à l'obtention de l'A.M.M.

- Vous avez une solide formation médicale (ancien Chef de Clinique ou ancien Interne des Hôpitaux).
- Vous avez une orientation marquée pour la recherche clinique (certificats de pharmacologie et de statistiques).
- Une expérience dans l'industrie pharmaceutique à un poste similaire dans le domaine des psychotropes ou des antibiotiques est souhaitée.

Anglais écrit et parlé indispensable.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la Division du Personnel
Produits ROCHE 52, bd du Parc - 92521 NEUILLY S /Seine Cedex.

ROCHE

Etablissement Financier de dimension internationale recherche pour son siège à PARIS 7^{ème}, des

Chefs de Projet Organisation

chargés de la coordination générale d'études d'organisation et informatiques dans le domaine de l'Assurance-Vie. Interlocuteurs permanents des utilisateurs et des informaticiens, ils assureront des fonctions d'animation, de coordination et d'assistance dans le cadre d'importants projets en veillant à la cohérence et à l'efficacité des systèmes d'information de l'entreprise.

Ces postes s'adressent à des organisateurs expérimentés du secteur tertiaire (Assurances, Caisses de Retraite, Banques) ou à des consultants en organisation ayant acquis une expérience dans ce secteur. De bonnes capacités de synthèse, le goût du travail en équipe et des qualités de contact sont impératifs ainsi qu'une formation supérieure de gestion. Adresser C.V. détaillé, précisant votre rémunération actuelle, en rappelant la référence JO 56 sur l'enveloppe, à :

EGS CARRIERES
53, Bd Gouvion-Saint-Denis 75017 PARIS

Assistante de direction bilingue très haut standing 250 000 + +

Le PDG d'un groupe de sociétés industrielles et financières (C.A. : 1 milliard/an) recherche son « bras droit » pour l'assister dans ses diverses activités, déplacements d'affaires, actions de « relations publiques » : son rôle sera notamment d'organiser toutes les réunions (comités de direction/conseils d'administration/conseils de surveillance), en assurer l'accueil des participants, le secrétariat et le suivi ; organiser et participer aux réceptions et dîners d'affaires ; rédiger toute la correspondance du Président (en anglais ou en français), l'assister dans ses déplacements et réaliser seule quelques missions ponctuelles à l'étranger.

Agée d'au moins 38 ans, parfaitement bilingue français/anglais, la candidate aura, de préférence, une licence en droit ou en sciences économiques, une bonne culture générale et l'expérience des affaires ; de plus, elle doit être capable de « recevoir » des personnalités de premier plan avec beaucoup de classe et d'élégance.

Le poste implique une grande autonomie et une disponibilité totale.

Les dossiers de candidature avec C.V., photo, salaire actuel et prétentions, sous la référence 85052/LM, seront étudiés en toute confidentialité par :

Sonia Lipzyne

HAY Managers 13, rue Alphonse-de-Neuville - 75017 PARIS

Animer l'équipe gestion du département international de notre banque 200 000 +

Nous sommes une banque en plein essor. 24 milliards de F au bilan, 230 guichets en Région Parisienne, nous fêtons notre 500 000^{ème} client. Notre développement en grandes entreprises nous amène à rechercher dans le cadre de nos opérations internationales, le responsable du service Production-Gestion.

Dans un contexte d'informatisation poussée et de télétravail généralisé, vous assurez en support de nos chargés de clientèle, la réalisation des opérations (transferts, crédits, dépôts...) et le suivi des aspects bancaires et comptables. Le professionnalisme avec lequel vous traitez la complexité des opérations internationales fait de vous un interlocuteur reconnu, tant auprès de nos commerciaux que de nos clients. A leur service vous améliorerez la productivité de votre unité. Du gestionnaire et de l'animateur que vous êtes, dépendent 30 personnes, 30 compétences et leur motivation.

La trentaine ou plus, diplômé de l'enseignement supérieur, "international-minded", vous êtes un généraliste qui, à des connaissances des techniques bancaires et de l'informatique, allie des qualités de contact et un certain sens commercial. Votre expérience d'animation d'équipe n'est plus à prouver. Bien entendu, votre anglais est opérationnel. Le poste est basé à Paris.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écire sous réf. 7191M, 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

ENTREZ DANS NOTRE CERCLE DE QUALITÉ...

au sein du deuxième groupe d'électronique japonais, formé d'hommes et de femmes jeunes, compétents, passionnés. Toshiba représente dans le monde un C.A. de 13 milliards de dollars. 32 000 brevets et, en France, une croissance de 75 % en 1984 avec toute la gamme des P.A.P. et des imprimantes « 3 plumes ».

INGÉNIEUR COMMERCIAL EXPÉRIMENTÉ

Si vous possédez une formation commerciale ou technique supérieure, 3 à 5 années d'expérience commerciale en informatique, la volonté de participer à un groupe dynamique et de prendre rapidement des responsabilités, vous serez alors directement en rapport avec les principaux acheteurs de micro-informatique en France, et vos idées devront faire leur croissance.

Prenez contact avec nous en envoyant votre c.v. manuscrit et une photo à RÉGIE-PRESSE, n° 307 416 M, 7, rue de Montessuy, 75332 Paris Cedex 07 qui transmettra.

TOSHIBA
Informatique.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Les sociétés du groupe Alcatel Thomson ont pour vocation les technologies de la communication. A travers la diversité des activités développées dans les domaines des télécommunications, de l'électronique professionnelle, de l'informatique et de la bureautique, se dessine une volonté commune d'expansion étayée par un niveau technologique de premier ordre.



groupe CGE

Aujourd'hui, nous recherchons pour nos établissements de Lannion, Nantes et banlieue Ouest de Paris

Ingénieurs logiciel et systèmes

réf. 90611LS

Débutants de formation INSA, ISEP, ENSI... vous avez choisi l'option informatique, électronique ou automatique. Confirmés, vous justifiez d'une expérience d'environ 5 ans dans le domaine informatique. Vous définirez et analyserez à partir des cahiers des charges les implantations des logiciels de télécommunications. Vous en assurerez le développement sur des systèmes de commutation temporelle à commande par ordinateur pour des structures de type distribué: applications type téléphone, transmission de données, réseaux numériques à intégration de services pour la France et l'étranger. Responsable de la validation et de l'intégration du logiciel ou sein d'une équipe de 3 à 4 personnes, vous interviendrez sur des projets de grande ampleur: des gros logiciels en temps réel. Vous pourrez alors évoluer vers un poste de Chef de Projet.

Pour ces postes, l'anglais est indispensable.

Afin d'envisager ensemble une collaboration, Alcatel-Thomson vous remercie d'adresser votre candidature en indiquant la référence sur l'enveloppe à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

SESA LEADER MONDIAL EN INGENIERIE, INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

c'est une implantation nationale et internationale, 1200 personnes, un CA en progression de plus de 30% par an, des réalisations dans plus de 50 pays, des références prestigieuses: Transpac, Annuaire Electronique, Grands systèmes Temps Réels, dans les domaines de la Défense, de l'Aérospatiale et de l'Industrie. Dans le cadre de notre fort développement, nous recherchons pour notre division Etudes et Systèmes

Un chef de projet senior

(réf. 33 LM)

Vous avez 5 à 10 ans d'expérience en système Temps Réel. De formation grande école, votre expérience en développement et conduite de système vous a donné le goût des responsabilités techniques et humaines. Vous souhaitez maintenant les étendre et les confirmer avec une marge d'autonomie plus grande.

Le projet que nous vous demandons de concevoir et de réaliser concerne un système complexe d'asservissement numérique. Vous en définirez les principales fonctions et modules, en évaluerez les performances et les coûts et plus tard en coordonnerez la mise en œuvre industrielle.

Responsable de la cohérence d'ensemble, vous serez assisté sur place d'une petite équipe d'ingénieurs, mais devrez aussi être apte à diriger et contrôler des équipes d'autres services extérieurs (Bureau d'Etudes, Centre de calcul...).

Un ingénieur ouvert à l'export

(réf. 34 LM)

Vous êtes titulaire d'une formation grande école électronique et (ou) informatique et vous avez acquis une première expérience de 2 ans minimum dans le développement de grands systèmes.

Sous la responsabilité d'un Chef de Projet, votre mission consistera à évaluer et à qualifier un système automatisé dans un domaine d'activité militaire.

Vous en élaborerez et en contrôlerez la documentation, les outils de mise en œuvre et les recettes en France comme sur site.

Vos objectifs seront, tant de fournir au client final le plus vite possible un produit opérationnel fini en réduisant au maximum les missions sur le terrain, que d'élaborer les outils nécessaires à une maintenance autonome (documents méthodologiques, jeux d'essais systématiques...).

De fréquents déplacements de courte à moyenne durée sont à prévoir au Moyen Orient. L'anglais est donc indispensable ainsi que des qualités de contact, d'analyse, de sens critique et d'aptitude à la formation et au travail en équipe.

Pour ces deux postes à fort potentiel de développement, basés en banlieue ouest, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à La Direction des Ressources Humaines SESA,

30, quai de DION BOUTON 92806 PUTEAUX Cedex

jeune responsable du recrutement

pour la france et la cee

POSTE CLEF DE NOTRE DEVELOPPEMENT...

... dans une entreprise en expansion forte et régulière depuis sa naissance il y a 10 ans CA 94 500 MF.

Filiale commerciale d'un très important groupe français, elle a su définir dans son domaine, la vente, les éléments de sa progression en France et à l'étranger.

Cette progression est due aussi à notre savoir-faire en matière de recrutement.

Jeune diplômé (université ou grande école) ayant un ou deux ans d'expérience soit dans la fonction personnel, entreprise ou cabinet, soit dans le secteur commercial, nous vous formerons à notre approche.

Vous devrez également définir les méthodes d'accueil, d'intégration et de suivi des hommes.

A terme, c'est donc une opportunité d'évoluer à l'intérieur ou à l'extérieur de la fonction personnel, puisque vous aurez acquis une excellente connaissance de notre entreprise. Le poste est basé à Saint-Cloud. Il exige, bien sûr, de nombreux déplacements en France et en Europe. La maîtrise de la langue allemande ou anglaise est indispensable. Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo + rémunération actuelle) à Serge Saint-André B.P. 44 92215 Saint-Cloud Cedex en précisant sur l'enveloppe la référence MR4/06.



LE CENTRE D'INFORMATION DES UTILISATEURS DE PROGiciels

recherche

ingénieur généraliste en informatique

Le candidat se verra confier la responsabilité d'études originales comparatives et critiques sur les produits informatiques nouveaux (progiciels, méthodes...). Pouvant se prévaloir d'une expérience de 2 années, il mènera en parallèle l'organisation de séminaires sur les techniques informatiques avancées. De formation Ecole d'ingénieur ou Universitaire, il disposera d'une capacité d'autonomie certaine, de réelles aptitudes à l'expression écrite et orale. Le poste propose des PERSPECTIVES D'AVENIR INTERESSANTES pour un candidat dynamique désireux de maîtriser des sujets de haut niveau. (Réf. 01)

ingénieur chargé de la promotion et du développement

Attache au service Promotion et Développement, il sera débutant ou avec une expérience de 2 à 3 ans dans le secteur informatique. Ingénieur diplômé d'une Ecole de Commerce avec compétence informatique, il aura une très bonne expression orale et écrite, un tempérament commercial, le sens du contact et de l'innovation. Il participera à la promotion d'études, de catalogues, animera des réunions professionnelles. Disponibilité Paris et province (Réf. 02)

Les postes basés sur Paris sont à pourvoir rapidement. Merci d'adresser CV, photo et prétentions, en précisant la référence du poste, au CXP - 99, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.

INGENIEURS DEBUTANTS

UNILOG Groupe indépendant de sociétés de services et d'ingénierie en informatique de gestion - 6 sociétés, 480 ingénieurs - est doté d'une organisation décentralisée privilégiant des équipes de dimension humaine capables de s'adapter rapidement aux nouvelles technologies.

UNILOG Minisystèmes souhaite vous intégrer le 16 septembre 1985.

UNILOG

9 rue Alfred de Vigny 75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTHEC Informatique

Vous suivrez dès votre entrée un cycle de formation de 3 mois, considéré comme l'un des plus solides de la profession. Ensuite, au sein d'équipes opérationnelles, vous interviendrez chez nos clients équipés de mini systèmes (IBM, BULL, NIXDORF) et apporterez vos compétences techniques à des projets de conception, réalisation, mise en œuvre de l'informatique répartie.

Si vous êtes intéressés par la gestion des entreprises et souhaitez avoir une progression de carrière rapide, alors rejoignez-nous dès maintenant. Adressez votre dossier de candidature (lettre man., CV, photo) s/réf.466 à

Cabinet Brevets d'Invention Paris-6 recherche

INGENIEUR CHIMISTE

Pour traductions en Français et révisions de textes de brevets Français et Européens à partir de l'Anglais et de l'Allemand. Adresser C.V. et prétentions à M. G. 85 821 8517, rue Labat 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

VILLE DE SARCELLES

VAL-D'OISE, 60.000 HAB.

recrute

RESPONSABLE POUR SON SERVICE CULTUREL

— Traitement net de début, index 375 - 7.287,70 F.
— Avantages statutaires.
— Diplôme Sciences.
— Expérience souhaitée.

Adresser candidat, et C.V. à M. le Maire de Sarcelles Service du Personnel 4, place de Neuvers 95200 Sarcelles.

X, ECP, ESE, ENST, ENSTA, ...

«Patrons» de projets scientifiques sur minis et micros

HF

Notre division, appartenant à l'un des grands de l'informatique mondiale, a le vent en poupe: 420 MF de CA, progression de 28%/an, accroissement de 30% des systèmes installés.

Pour nous, vendre de l'informatique pour des applications scientifiques pointues, c'est concevoir et proposer la meilleure solution (architectures, systèmes, matériels, logiciels...), la mettre en œuvre et former les utilisateurs. Ingénieurs diplômés, vous avez quelques années d'expérience chez un constructeur, une SSI ou un utilisateur et maîtrisez l'ensemble des paramètres technico-économiques de projets importants, savez élaborer et mettre en œuvre des moyens informatiques à vocation scientifique (CFAO, télécoms, automatismes I.R., ...).

Vous apporterez votre savoir faire global à nos LC, conseillerez, formerez et informerez l'ensemble de nos partenaires, qualifierez les concepts retenus.

Merci d'adresser votre dossier en toute confidentialité, sous réf. 399 LM à notre Conseil: Alain LEROUX

SODERHU 22, rue Saint Augustin 75002 PARIS

Soderhu

MEMBRE DE SYNTHEC

OFFRES D'EMPLOI

JEUNES INGENIEURS

PROFES. CARTEPRO. AUT. INGEN. INGEN. INGEN.

viafrance

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



JEUNES INGENIEURS
Ponts, Centrale, AM, ETP,
ENTIM, ENSAIS, INSA, ENISE...

Hommes de terrain par tempérament, vous souhaitez vivement contribuer à l'aménagement de nos régions.
Généralistes, vous accordez un égal intérêt aux diverses composantes de l'activité d'un futur Directeur d'Etablissement : chantier, gestion, relations commerciales, conduite des hommes.
Déterminés à accéder rapidement aux véritables responsabilités, vous choisissez le cadre dynamisant d'une entreprise largement décentralisée.

viafrance
ENTREPRISE NATIONALE
DE CONSTRUCTION DE ROUTES
42 Etablissements et Centres de Travaux
vous propose
UN AVENIR D'ENTREPRENEUR

Ecrire à B. POUILLY, VIAFRANCE 92-98, bd Victor-Hugo - 92115 CLICHY.

**La PMI c'est l'autonomie
et la responsabilité.**

Vous êtes ingénieur AM ou équivalent, vous aspirez à des responsabilités réelles qui vous permettent de donner toute votre mesure, en concrétisant vos idées et en affirmant votre tempérament.

Devenez **directeur technique**
de notre unité de production de Dole (1/2 heure
Dijon, 1/2 heure Besançon, 2h30 Paris par T.G.V.).
Nous sommes une PMI de 75 personnes, spécialisée
dans la conception et la construction d'équipements
pour l'industrie alimentaire.
Vos compétences couvrent les domaines de la
classroomerie, de la mécanique, des automatismes
et de l'électrotechnique.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et
prétentions sous référence MGI à notre Conseil.

Cabinet JP DOENIER
Consultants
B.P. 2032
25000 - BESANCON

Une opportunité de carrière dans la vente de services
en milieu industriel...

Ingénieur commercial

Développer les contacts commerciaux avec les clients et clients potentiels.
Assurer le suivi financier et technique des contrats de maintenance existants.
Promouvoir la mise en place de nouvelles procédures de gestion des contrats.
C'est la mission que vous propose cette importante société, leader sur son
marché qui concerne les systèmes complexes de régulation en contrôle de process.
Vous êtes ingénieur, et vous justifiez d'une première expérience réussie acquise
dans la vente ou l'utilisation de services en milieu industriel. Vous maîtrisez
parfaitement l'anglais.
Les conditions offertes sont motivantes et les perspectives de carrière concrètes.
Le poste est basé en proche banlieue Ouest et nécessite de courts déplacements.
Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous réf. M 684 E à Christian
Hollevoet, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette
recherche.

OC conseil
Ressources humaines

AFCOREM 1117

GIE regroupant l'ensemble des moyens
informatiques du groupe, AGF Assurances Générales
de France

statisticien débutant H/F
ENSAE, ISUP, ...

Capable de mener rapidement de façon autonome plusieurs études
statistiques simultanées dans des domaines variés.
Nous vous proposons un travail :
• Au sein d'une petite équipe de statisticiens.
• En relation directe avec les Directions du Groupe.
• Dans un environnement technique performant : matériel IBM haut de
gamme, logiciel SAS, ...

GIE
Généraliste
informatique
et d'exploitation

Pour rejoindre notre équipe, adressez votre candidature
sous référence M 315 à
GIE - Service du Recrutement
Tour Franklin 92081 Paris La Défense Cedex 11

Groupe Industriel National
plus de 1000 personnes
siège Paris, recherche

**trésorier-francs
de groupe**

• Gestion de la trésorerie centralisée
du Groupe d'entreprises. Formation
B.T.S. Expérience professionnelle
requise.

Adresser Curriculum-Vitae détaillé
avec niveau actuel de rémunération
sous référence 78.043, à
PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Réaumur - 75002 Paris
qui transmettra.

TELECOMMUNICATIONS

Centre National d'Etudes
des Télécommunications

(MINISTÈRE des POSTES, des
TELECOMMUNICATIONS et de la
TELEDIFFUSION) ISSY-LES-MOULINEAUX
recrute

ingénieurs de haut niveau
(formation Universitaire ou Grande Ecole)

pour participer
• aux études relatives à l'évolution des réseaux professionnels dans le cadre des
développements vers le Réseau Numérique à Intégration de Services
• à des activités de recherche et de suivi de développement des réseaux
Télématiques (Vidéotex, Messagerie)

Compétences et expérience dans le domaine des réseaux de données
appréciées.

Adresser les candidatures avec CV détaillé, références, téléphone et prétentions à
CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS
Centre PARIS A/ROS
38-40, rue du Général Leclerc
92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

enet



**La publicité
au quotidien...**

Au sein de la régie intégrée d'un quotidien
national, nous vous proposons de dévelop-
per une rubrique de publicité institution-
nelle en prospectant une clientèle d'entre-
prises. Par ailleurs, en liaison avec la
Rédaction, à l'occasion de numéros spé-
ciaux vous assurerez la prospection publi-
citaire auprès des agences et annonceurs.
Si vous êtes motivé(e) par le secteur de la
communication, l'homme ou femme de
contact et de négociation, si vous avez
environ 30 ans, une formation supérieure et
une première expérience professionnelle
réussie, alors vous êtes en mesure de
relayer le défi que nous vous lançons.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. MIA 418 à
ESPACE ET COMMUNICATION
35, rue Balzac, 75004 Paris qui transmettra.

**Organisation
comptable**

La Banque PARIBAS renforce son équipe d'organisa-
tion et de contrôle comptable. Elle recherche un jeune
candidat du niveau de l'expertise comptable.

Une première expérience de 2 à 3 ans dans le milieu ban-
caire serait appréciée.

A terme, ce poste est appelé à évoluer vers des respon-
sabilités de gestion élargies au sein des autres directions
de la Banque.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae,
photo, sous la référence OC/LM, à la Direction des
Relations Humaines de la Banque PARIBAS - B.P. 14 -
75078 PARIS Cedex 02.

BANQUE PARIBAS

**IMPORTANT CABINET DE
CONSEILS D'ENTREPRISES**

recrute
pour son service

**"Assistance aux
entreprises en difficulté"**
Juriste "spécialisé"

- diplômé d'études supérieures
- expérience-procédure collective
contentieux commercial
- évaluation, négociation et restructuration
d'entreprises
- ancien chef de syndicat apprécié
- basé Paris - rémunération stimulante - car-
rière évolutive.

Adresser C.V., photo sous référence 88723 M
à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra
Réponse et discrétion assurées

GRUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS
SOUHAITE ACCUEILLIR
AU SEIN DE SA DIRECTION DES RECHERCHES

**1 ASSISTANT
CONTROLEUR DE GESTION**

E.S.C.A.E. + option contrôle de gestion
ou D.E.C.S. ou équivalent.

• Dans le cadre du Contrôle de Gestion des centres de
recherche, il sera étroitement lié aux processus d'élabo-
ration et de suivi du budget des cinq Centres de Recher-
ches et des études cliniques du Groupe menées par les
filiales françaises et étrangères.

Il sera également chargé :

- Du traitement des données issues du reporting ;
- De l'informatisation de ces traitements ;
- De la comptabilité par projet.

• Ce poste conviendrait à un candidat débutant ayant une
bonne connaissance de la micro-informatique et des
« tableaux ».

• Lieu d'affectation MONTPELLIER.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à :
Monsieur G. GUIGOURES
Centre de Recherches CLIN-MIDY
rue du Professeur-Joseph-Blayac
34082 MONTPELLIER CEDEX.

SCOR

Premier Réassureur
International
Français

pour renforcer ses services d'Etudes Actuarielles
recherche

COLLABORATEURS H/F

De formation supérieure en mathématiques
Expérience en assurance souhaitée.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable.
Réponse à toute lettre manuscrite + CV, photo
et prétentions adressée sous référence 295 à
M. ROY - Immeuble SCOR
Cedex 39 - 92074 PARIS LA DEFENSE.

CONTRETELEPHONE - UTILISEZ VOTRE MINUTE (1) 206.10.05

SECODIP

(Société d'études de la consommation, distribution
et publicité)
recherche pour son département
Panels de Consommateurs

**chargé(e)
de clientèle**

Débutant ou ayant quelques années d'expérience
en études de marché. Diplômé(e) de l'enseignement
supérieur (H.E.C., ESSEC, I.E.P., Sciences Eco
ou équivalent).

Adresser C.V. détaillé et photo à la
Direction du Personnel - SECODIP - B.P. 3
2, rue Francis-Pétron
78241 CHAMBOURCY Cedex

Banque d'affaires internationale
recherche

**ANALYSTES DE CRÉDIT
CONFIRMÉS (niveau cadre)**

Fonction :
Analyse technique et financière des dossiers de
crédit avant présentation au comité de crédit. La
fonction comprend également l'étude des risques
pays et celle de secteurs d'activité industrielle ou
commerciale.

Profil :
- Diplômé de l'enseignement supérieur (grande
école commerciale ou diplôme économique, MBA
apprécié mais non exigé) ;
- 3 à 5 ans d'expérience dans la profession
acquise de préférence dans un département inter-
national ;
- Parfaite maîtrise de la langue anglaise
(écrit/parlé) ;
- Bonnes connaissances de comptabilité.

Env. c.v. et prêt. sous n° 7.345 le Monde service annonces
classées, 5, rue des Italiens, 75247 PARIS Cedex 09.

La Gestion de l'Entreprise, l'Organisation et
l'Informatique sont des techniques qui vous
passionnent.

Par ailleurs, vous avez compris que
« Pour Gagner il faut d'abord se Battre ».

Votre notion du Commercial c'est l'Action,
l'Agressivité mais aussi la Construction.

Vous avez envie d'un plan de carrière qui vous
permettra d'avoir des responsabilités en fonc-
tion de votre savoir et aussi de votre Réussite,
alors nous devons nous rencontrer.

Ce poste est à pourvoir à Paris.

Ecrire à COMELOG S.A. -
7, rue Louis-David, 75016 PARIS -
RÉF. D.A.1

come log

BANQUE ÉTRANGÈRE
QUARTIER OPÉRA

recherche

GRADE II

pour son service étranger

Il est demandé 3 à 4 ans d'expérience.
UNE PARFAITE CONNAISSANCE DES OPÉRATIONS
IMPORT-EXPORT :

- Crédits ;
- Remises ;
- Transferts

ET DE LA RÉGLEMENTATION CHANGE

Nous offrons :

- De bonnes conditions de travail ;
- Possibilité d'évolution ;
- Salaire motivant en fonction des capacités.

Envoyer C.V. détaillé + photo à :
RÉGIE-PRESSE sous n° 307.254 M,
7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

LE CARNET DU Monde

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

STAGES-FORMATION PROFESSIONNELLE

Optimiser la Gestion de Production un nouveau séminaire ESCP

1985 : les technologies évoluent. La gestion de production aussi...

Une grande école de gestion et des professionnels de haut niveau proposent un programme complet permettant de confronter l'expérience diversifiée des participants et de traiter les nouvelles méthodes en gestion de production et l'apport informatique : « politique et stratégie en production » et organisation de la production et ordonnancement et optimisation du flux de produits et production flexible et gestion de la production et gestion des ressources humaines. 10 modules de deux jours tous les 15 jours à partir du 8/10/85 pour des cadres concernés par la production. Diplôme STAGE : délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

groupe escp
CENTRE DE FORMATION PERMANENTE

Renseignements : M. REMAUDON - Ecole Supérieure de Commerce de Paris
78, avenue de la République - 75011 PARIS. Tél. (1) 355.38.08

IAE

FORMATION
PERMANENTE

Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
47, rue des Berges 75015 PARIS

S.I.P.E.M.O.

Formation de RESPONSABLES DES SYSTEMES D'INFORMATION dans les petites et moyennes organisations.

- Demandeurs d'emploi ou salariés.
- Niveau d'entrée : Diplôme de 2^e Cycle ou Titre d'Ingénieur + 6 mois à 2 ans maximum d'expérience professionnelle.
- Durée : d'octobre 1985 à juillet 1986 + stage pratique en entreprise.

Renseignements et inscriptions : Patricia BORGES au (1) 557.28.41

ANGLAIS RAPIDE et EFFICACE
COURS INTENSIFS (1 A 4 SEMAINES)
COURS DU MIDI
COURS DU SOIR
- ANGLAIS COURANT
- ANGLAIS - VIE DES AFFAIRES -
1, rue de la Pépinière, 75008 Paris.
Face gare Saint-Lazare. Téléphone : 522-51-18.

USA LANGUAGE
Prenez l'accent américain
Juin-Juillet-Août
Stages d'été anglais américain
Sessions de 15 jours à partir du 3 juin
+ stages d'1 mois : JUILLET/AOÛT
Nouveau en juillet :
Ateliers de création en anglais/Art workshop
Creative writing workshop
COUNCIL CENTRE FRANCO AMERICAIN
1 Place de l'Odéon 75006 Paris-Tél. (1) 634.16.10

STAGE 3
ANALYSTES PROGRAMMEURS
PROGRAMMEURS DE GESTION
Crédit étudiant 100% après acceptation du dossier.
Aide assurée à l'emploi.
Nombres autres stages :
Initiation, langages BASIC ou COBOL.
26, rue Bergère Paris 9^{ème} M[°] Montmartre / R.E.R. Auber.
824.45.25 +

traduction offres
CNRS
recherche pour
Traduction à domicile
SCIENTIFIQUES
DIPLOMÉS
Connaissent CHINOIS
ou JAPONAIS.
Env. C.V. au CNRS Diffusion-
Traduction, 28, rue Bayet,
75011 Paris Cedex 20.

cours et leçons
Anglais, 48, jeune, active, diplômée, écrit-écrite, veut enseigner, franc, trop bilingue et augmenter franc, parlé dans une famille polonaise, donne cours de l'anglais, hommes-femmes d'eff. ou enfants.
7 juil.-30 sept.
2.000 F par mois max. Ecr. à J. Curle, 18, Morsy-Piece, Edinbourg.
propositions diverses
VOUS SOLICITEZ UN EMPLOI UN C.V. PERSONNALISÉ VOUS OUVRE LES PORTES. ORAGES CONSEIL. 366-06-90.

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt
Prox. pl. des Victoires. Téléphone 703-32-44
75 m², ASC., TERRASSE

5^e arrdt
NEUF
JARDIN DES PLANTES
1 et 3, RUE POLVEAU
Construction GD LUXE
Livraison immédiate
Rente 1. apt de 5 pces, 116 m², vit. béton 14 jours 14 h/16 h, seul mercredi et dimanche.

A DEUX PAS NOTRE-DAME
Grand studio (45 m²), rez-dech., sur jardin plus grande cave voûtée (30 m²), réfrigérateur, four, cheminée, carrelage, 800.000 F. 544-08-56.

8^e arrdt
ÉTOILE (PRÉS)
BEAU SÉJOUR + CHAMBRE
110 m², REFAIT NEUF
720.000 F. Tél. 626-09-04.

13^e arrdt
TOULAC, rue calme, 5 p., 165 m², 2 entrées. Vue dégagée, parfait état. 533-29-17.

GOBELINS
Petite vit apt de classe style HOTEL PART. Triple récept. + 4 chbres, 2 bns, boiseries, belles cheminées. Entrée part. 275 m². Px 3.700.000 F.
Poss. division
MARDI 14 h à 18 h.
20, RUE DU BANQUIER.

15^e arrdt
LOURMEL - GRENELLE
PLEIN CIEL, ASC. 7 P.
Téléphone : 703-32-31.
RUE LECOURBE
GD SÉJOUR (2 P.) + CHBRE
Tél. 703.32.31. asc. 720.000 F. Tél. 290-28-23.

18^e arrdt
MONTMARTRE
TRIPLE 130 m²
Séjour, 5 chbres, 2 bns, 1200 m² de terrain, 150.000 F. 552-15-40.

19^e arrdt
VUE SUR PARC
BUTTES-CHAUMONT
100 m²
Rénovation complète 950.000 F. 261-04-52, h.b.

20^e arrdt
PTE DES LILAS, gd sud.
+ studio, cuis., chbr., asc. ch. centr. 155.000 F. + FAC + 337-09-59.

32
Hauts-de-Seine
CLICHY 82
Part. vend beau 7 p., 50 m² en soléil, balcon + parking + cave. Prix 200.000 F. Urgent. Téléphone : 270-14-85, h.b. 270-07-78, à partir de 20 h.

Province
Vds studio meublé, 20 m², rez-de-jardin, 5 km Megève, à Combloux, Hte-Sevise, lire immédiat. Tél. 19 h. 630-05-55.

locations meublées demandes

Paris
EMBASSY-SERVICE
S. avenue de Maccine 75008 PARIS
Pour clientèle française étrangère et diplomates APPT HAUT DE GAMME et Hôtels Particuliers
562-16-40.

locations non meublées demandes

Paris
PROPRIÉTAIRE pour employé et dirigeants établissement bancaire rech. aptt toutes catégories, villas Paris, banlieues, loyer élevé accepté. 504-04-45.

Région parisienne
Part. cherche studio 2000 F MAJQ Ouest PARIS ou 92. 604-37-54 de 12 h à 18 h 30.

villas
MONTPELLIER, part. vend maison ancienne, 120 m², 5 p., jardin, cuisine, 1.100.000 F. Téléphone : (07) 72-86-87 ou (1) 700-63-85.

fermettes
Dans un village rénové votre fermette tout confort disponible rapidement. RENSEIGN. : (06) 61-55-43.

appartements achats

URGENT pour gds familles BRÉSILIENS rech. MONTMARTRE - GEORGES V - IENA - MONCEAU - HENRI-MARTIN. 8 à 6 pces, même prix élevé. Téléphone : 624-53-53.

Recherche 1 à 3 P. Paris préférence rive gauche avec ou sans travaux PAIS COMFORTANT plus 1000 F. 673-20-57, même le soir.

Entreprise nationale recherche logement pour cadre MEXICAIN ou équivalent - chauffage individuel gaz ou tout électrique. Tél. au 405-37-00 poste 304.

EMBASSY-SERVICE
S. avenue de Maccine 75008 PARIS
Pour clientèle française étrangère et diplomates APPT HAUT DE GAMME et Hôtels Particuliers
562-16-40.

locations non meublées demandes

Paris
PROPRIÉTAIRE pour employé et dirigeants établissement bancaire rech. aptt toutes catégories, villas Paris, banlieues, loyer élevé accepté. 504-04-45.

Région parisienne
Part. cherche studio 2000 F MAJQ Ouest PARIS ou 92. 604-37-54 de 12 h à 18 h 30.

villas
MONTPELLIER, part. vend maison ancienne, 120 m², 5 p., jardin, cuisine, 1.100.000 F. Téléphone : (07) 72-86-87 ou (1) 700-63-85.

fermettes
Dans un village rénové votre fermette tout confort disponible rapidement. RENSEIGN. : (06) 61-55-43.

viagers
80 m², 5 p., asc., bel int., pierre, près rue Corneille M[°] Lamarck. 178.000 + 1.800 cc. fine 71 ap. 259-18-00.

bureaux

Ventes

16^e
PLACE DES ÉTATS-UNIS 130 m² environ, 4 pièces à usage de bureau dont un bureau de prestige 2.750.000 F. Téléphone : 261-84-52, h.b.

Locations

Votre adresse commerciale

SIÈGE SOCIAL
loc. bureaux, secrét., tél. CONSTITUTION STÉS ou création nœ entr. ASPAC 293-60-50 +

DOMICILIATION
16^e CHAMPS-ÉLYSÉES
OU AVENUE VICTOR-HUGO 150 A 340 F PAR MOIS SECRETARIAT, TEL. TELEX.

CIDES - 500-64-32.

SIÈGE SOCIAL A PARIS
bureau ou domiciliation + services. (1) 348-00-55.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Construction de Société d'entraide, secrétariat, etc. ACTE S.A. 359-77-55.

boutiques

Ventes

VENTRE OU LOUER
BOUTIQUES, IMMEUBLES MURINVEST. 723-30-40.

Naissances

- Alain PHILIPPE et Elisabeth, née Seguy, sont heureux d'annoncer la naissance de
Nathalie,
le 22 avril 1985.

Mariages

- Nicole HÉBERT et Alexandre GROS sont heureux de faire part de leur mariage célébré dans l'intimité le 19 avril, à Nannuciat (Eure-et-Loire).
20, rue Ferdinand-Duval, 75004 Paris.
18, rue Duret, 75116 Paris.

Décès

- M. et M^{me} Jacques Touboul et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Abitbol et leurs enfants, M. et M^{me} Maurice Laury et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Touboul, leurs enfants et petits-enfants, M. Maurice Abitbol, ont la douleur de faire part de décès de
M^{me} Étienne ABITBOL, née Touboul,
survenue le 2 juin 1985, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.
35, avenue Rhin-et-Danube, Grenoble.

- M^{me} Jean Bernhardt, Agnès, Hélène, Emmanuelle, ses filles, M^{me} Edy Marret, sa belle-mère, ont la douleur de faire part de décès de
Jean BERNHARDT,
âgé de cinquante-deux ans, le 30 mai 1985.
Les obèques ont eu lieu le 1^{er} juin, à La Roque-Arnc (Vaucluse).

- La direction générale de SCREG Et de Dragages et Travaux publics a le regret de faire part du décès brutal, survenu le 31 mai à Reuil-Malmaison, à l'âge de soixante et un ans, de
M. Yvan BLIMONT, ingénieur, directeur à Dragages et Travaux publics, président-directeur général de la société Albaric.

Dragages et Travaux publics perd en la personne de M. Blimont un collaborateur de qualité.
Les obèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Saint-Aubins-de-Blaye (Gironde).

Mort de l'helléniste et archéologue Louis Robert

M. Louis Robert, professeur au Collège de France, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, et membre de l'Institut, est mort vendredi 31 mai, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-un ans. Son œuvre, durant plus d'un demi-siècle, a porté sur l'histoire de l'Antiquité classique.

Rompu au grec, homme de terrain, de parole et de plume, Louis Robert était célèbre pour la sûreté de son jugement et sa connaissance inégalée du vaste domaine des inscriptions grecques. Chaque année, avec son épouse, Jeanne Robert, il recensait dans son Bulletin épigraphique tout ce qui s'écrivait dans ce domaine. Refusant les cloisonnements, il s'était rendu capable de manier toutes sortes de documents littéraires, épigraphiques, numismatiques, archéologiques, etc., pourvu qu'ils fussent pertinents à la question toujours précise qu'il étudiait et, très souvent, résolvait.

Il s'est attaché à l'Asie Mineure, hellénique et romaine sans s'y enfermer, car il a expliqué avec un égal brio des édits en grec de l'empereur indien Asoka, retrouvés en Afghanistan, et le récit du martyre à Carthage de sainte Perpétue. Géographie historique, religions, institutions, spectacles, passages inconnus de tel ou tel poème, partout sa connaissance des réalités antiques redonnait vie et sens aux vestiges du passé.

La mort le surprend alors qu'il rédigeait un livre sur l'Oracle d'Apollon à Claros (Turquie), qu'il a fouillé. Observateur chaleureux de la vie des paysans turcs, indulgent sans nulle condescendance avec les jeunes chercheurs, il montrait une colère redoutable lorsqu'il estimait que l'intérêt de la science était en jeu. Louis Robert, qui a disposé de peu de temps pour s'adresser au grand public, 16, néanmoins, fait avec élégance ici au 14 : citons une présentation stimulante de l'épigraphie grecque (l'Histoire et ses méthodes, Encyclopédie de la Pléiade) et un entretien accordé à la revue l'Histoire (décembre 1983). Pour

- La Confédération générale du travail Force ouvrière a le regret de faire part du décès de

Robert BOTHEREAU, ancien secrétaire général de la Confédération, survenu à l'âge de quatre-vingt-quatre ans le 31 mai 1985, à Orléans.

Un hommage solennel lui sera rendu le mercredi 5 juin 1985, de 9 heures à 13 heures, au siège de la Confédération Force ouvrière, 198, avenue du Maine, Paris-14^e.
A 13 h 15 André Bergeron, secrétaire général de la Confédération, prononcera l'éloge funèbre du disparu.
Le registre de signatures sera ouvert à partir du mardi 4 juin, à 14 h 30.

- M^{me} Solange Schwoerer, sa fille, M^{me} Joseph Duranton, née Beauvais, et sa famille, M^{me} Marcel Beauvais et sa famille, Ses sœurs et belle-sœur, Les familles Schwoerer, Beauvais, Duranton, Baldevinck, Zaber, Parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre SCHWOERER, née Estelle Jeanne Beauvais, décédée le 31 mai 1985 en son domicile de Saint-Eloy-de-Gy, dans sa quatre-vingt-quatrième année, mariée des sacrements de l'Eglise.

Obèques en l'église de Saint-Eloy-de-Gy le lundi 3 juin 1985, à 15 heures.

Inhumation dans la tombe familiale à Strasbourg (cimetièrre Sud), le mardi 4 juin, à 16 h 30.

Saint-Eloy-de-Gy, 18110 Saint-Marie-d'Auxigny.

- On nous prie d'annoncer le décès, dans sa soixante-quinzième année, de

M. Jean VATIER, ancien directeur des hôpitaux de Paris, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, chevalier de la Santé publique.

Les obèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

20, rue de Provence, 75000 Versailles.

Anniversaires

- Une pensée est demandée à la mémoire de

Jean PUCELLE.
5 juin 1981.

Avis de messes

- Il y a quelques semaines seulement, Marc-Gilbert SAUVAJON

mourait. Le monde du théâtre perdait un de ses meilleurs auteurs de comédie et d'une centaine de films. Depuis la mort prématurée de sa femme, avec laquelle il formait un couple rare et exceptionnel, tous les amis de Sauvajon savaient qu'il était lui-même frappé à mort par cette disparition. C'est un grand confrère que nous avons perdu à la Société des auteurs en perdant Marc-Gilbert Sauvajon. Une messe à sa mémoire, ainsi qu'à celle de sa femme, sera célébrée en l'église Saint-Louis d'Antin, 65, rue Caumartin, le 4 juin à 18 h 10.

Communications diverses

- L'AIDES, association pour l'entraide et l'information sur le SIDA, organise le jeudi 6 juin, au grand amphithéâtre du ministère de la santé, 8, avenue de Ségur, 75007 Paris, à 20 h 15, une conférence avec le Dr Jacques Leibowitch, chef de travaux à la Faculté de Paris-Ouest, laboratoire d'immunologie, auteur de « Un virus étrange venu d'ailleurs, le SIDA » (éd. Grasset). Les problèmes de prévention et de test seront évoqués. Le Dr Leibowitch et les responsables de l'AIDES répondront aux questions du public. Renseignements : AIDES, (1) 804-00-99.

L'Institut de formation continue des avocats à la cour de Paris organise le lundi 3 juin à l'Hôtel intercontinental, 3, rue de Castiglione, une journée d'étude sur « l'arbitrage en droit interne » (Droits d'inscription 200 F, stagiaires, 100 F, prestataires, gratuit). Participation au déjeuner 150 F. Inscriptions : (1) 326-22-42.

Soutenances de thèses

Doctorats d'Etat

- Université Paris-X Nanterre, jeudi 6 juin, à 14 heures, salle C 26, M^{me} Astier, née Colette Tautou : « Etude de méthodologie thématique et structurale : rôle et signification du mythe dans la narration romanesque ».

- Université Paris-X Nanterre, vendredi 7 juin, à 17 heures, salle des Actes, M. Jean-Louis Boubal : « La production du citoyen face aux interventions répressives des services fiscaux des douanes et de la concurrence et consommation ».

- Université Paris-II, vendredi 14 juin, à 14 heures, salle des Conseils, M^{me} Horatia Mur-Vallée : « La fonction de la règle de conflit de lois ».

- Université Lille-III, amphithéâtre du Kio, samedi 15 juin, à 14 heures, M. Jean-Marie Barthélémy : « Analyse phénoménologique structurale dans l'étude psychologique des alcooliques. L'expérience de la cure et l'apport des poètes ».

- Université Paris-III, jeudi 20 juin, à 14 heures, salle L. Liard, M. Maurice Goldring : « Aspect des idéologies nationales : l'exemple de l'Irlande du XX^e siècle ».

Christian Dior
SOLDES

Prêt-à-Porter féminin, masculin, soutiers, colifichets, accessoires

4, 5 et 6 JUN

10 h - 12 h 30
14 h 30 - 18 h 30

32, avenue Montaigne - Paris 8^e
12, rue Boissy-d'Anglais - Paris 8^e

MOQUETTE
100% Pure laine
-50%
de sa valeur

Grand choix de coloris
Petite et grande largeurs
Devis gratuit
Pose par spécialistes

LA MOQUETERIE
334 rue de Vauvillier - Paris 15^e
842-42-62 250-41-85

économie

REPÈRES

Dollar : vif repli à 9,25 F

Lundi 3 juin, le dollar a poursuivi son repli, amorcé à New-York vendredi 31 mai au soir. Son cours est revenu de 3,09 DM à 3,03 DM et de 9,41 F à 9,25 F environ. Le repli, qui, de l'avis des spécialistes, pourrait s'accroître, est dû au ralentissement de l'expansion des États-Unis, dont les signes se multiplient, et à une nouvelle baisse des taux américains, tombés en dessous de 8 % pour l'auréolier à six mois. Le seul des 3 DM pourrait prochainement être testé, et même enfoncé.

Europe : M. Delors menace de démissionner

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire allemand Stern, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, affirme : « L'Europe dépend de ce que tout le monde se contente de belles paroles. Si les dirigeants politiques continuent ainsi, ils seront responsables de la défaite de l'Europe. Mais alors, je ne serai plus à rien à ce poste. »

LOGEMENT

Le CNPF veut que les chefs d'entreprise accroissent leur rôle dans les politiques locales de l'habitat

Les chefs d'entreprise assument pleinement le rôle croissant que leur incombe dans la politique locale de l'habitat. C'est ce qui ressort du colloque de l'APIC (Association patronale pour l'information et la coordination de l'habitat et du logement des salariés des entreprises), M. Yvon Chotard, premier vice-président du CNPF, a souligné le 30 mai devant la presse l'attachement du patronat au versement du 0,9 % sur les salaires. Le CNPF souhaite que le 0,1 % (consacré au logement des travailleurs immigrés) soit réintégré dans la masse de ce qui devrait redevenir le 1 % patronal, et que le montant des prêts accordés pour faciliter l'accès à la propriété soit débloqué, le montant moyen de ces prêts (25 000 F) étant « disproportionné » avec celui des réservations en matière de location (150 000 F).

D'autre part, pour mettre en place les conditions d'une maîtrise par les entreprises de la politique du logement, en s'opposant à la fois à l'État et aux collectivités locales, le CNPF souhaite que les unions patronales départementales créent des « commissions de l'habitat ». Ces commissions fourniront aux commissions départementales de l'habitat - ces dernières étant mises en place par le gouvernement - des études précises de nature à influencer les décisions. Par ailleurs, le « 1 % logement », qui représente près de 8 milliards de francs, soit 10 % environ des crédits affectés au logement social, doit permettre aux entreprises d'être l'arbitre des décisions d'urbanisme et du logement. Ce dispositif devrait permettre à terme aux chefs d'entreprise de « jouer le rôle croissant qui leur revient au niveau de la politique locale de l'habitat dans l'intérêt des entreprises, des salariés et du pays. »

M. KRASUCKI AU CONGRÈS DES CADRES CGT

La critique du gouvernement est une marque d'indépendance

Toulouse. - « On assiste à une extension, à une accélération, à une sorte de précipitation de mesures allant toutes dans le même sens, et les choses vont vite », a déclaré M. Henri Krasucki le 2 juin, en prononçant le discours de clôture du neuvième congrès de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT-CGT). Pour le secrétaire général de la CGT, « le patronat est notre adversaire », mais, « quand des attaques viennent du gouvernement, en quoi seraient-elles meilleures, en quoi faudrait-il les admettre ? (...) Nous manquons à notre responsabilité, à notre indépendance si nous ne réagissons pas à ce qui s'est fait d'indépendable. »

Evitant le chômage, le pouvoir d'achat, la situation chez Renault ou à SKF - « Ce n'est pas un huis clos ni un préjugé qui ont envoyé 500 CRS contre les travailleurs », M. Krasucki a tenu un ton très ferme à l'égard du gouvernement. Il a appelé à une « action énergique indispensable » que les salariés ne peuvent pas attendre, et qu'ils doivent eux-mêmes mener. « On ne peut pas attendre que le gouvernement fasse quelque chose », a-t-il déclaré. « On ne peut pas attendre que le gouvernement fasse quelque chose », a-t-il déclaré. « On ne peut pas attendre que le gouvernement fasse quelque chose », a-t-il déclaré.

Outrages et agressions verbales

Un rappel qui avait à la fois valeur d'appel à la tolérance et d'avertissement, M. Krasucki avait ajouté, en visant semble-t-il plus implicitement M. Vannet : « At-je besoin de souligner que cela vaut pour tout le monde ? »

De notre envoyé spécial

L'UGICT et de la CGT, avait la première mis les pieds dans le plat : « Il est, à mon avis, une étape à ne pas franchir, c'est celle qui conduirait par nos paroles à faire croire que le retour à droite, à tout prendre, ne serait pas catastrophique et entraînerait une meilleure mobilisation des travailleurs. » Faisant allusion à des manifestations d'intolérance vis-à-vis de cégétistes socialistes, M. Parent avait conclu : « Ne détachons pas de nous des camarades qui se lassent de certaines outrances et des agressions verbales dont ils sont l'objet dans quelques-unes de nos organisations. »

Egalement applaudi, M. Botelino, un délégué de Degremont, avait répliqué sèchement à M. Parent : « Nous avons aujourd'hui deux adversaires : le patronat et le gouvernement. Fabius, que l'on dit de gauche et qui pratique une politique anti-nationale de liquidation. »

Le débat sur l'adaptation comme celui sur l'indépendance devraient resurgir lors du 42^e congrès de la confédération en novembre, le syndicalisme spécifique des cadres ayant servi ici de banc d'essai au syndicalisme général.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Sur 678 délégués à Toulouse, il y avait 15,9 % de femmes (très légèrement plus qu'en 1982), 73,91 % de délégués du secteur public et 26,09 % (un peu plus qu'il y a trois ans) et 56,68 % de techniciens et d'agents de maîtrise.

LE TRENTIÈME CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE

Concilier les principes et l'adaptation aux nécessités nouvelles

Lyon. - En 1982, la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) avait obtenu sa consécration politique, avec la venue, à son trentième congrès, de M. Mitterrand et d'un cortège de ministres - en plus des dirigeants de toutes les grandes centrales syndicales. M. Mitterrand avait promis de satisfaire les principales revendications exprimées par le président de la FNMF, M. Teulade (le Monde du 11 mai 1982). Cette année, pour le trente et unième congrès qui s'est achevé le dimanche 2 juin à Lyon, la « grande messe » finale était à peine moins solennelle (1) moins « unitaire » sûrement - on remarquait l'absence de la CGT comme celle du CNPF. Le président de la République n'a pas seulement fait le bilan des avantages accordés depuis 1982 par la mutualité (notamment la réforme du code, en cours d'examen par le Parlement), il a appuyé les principes de la FNMF sur la protection sociale et ses initiatives nouvelles en faveur des chômeurs.

Côté rappel des principes la FNMF a réaffirmé son désir d'une « protection sociale au plus haut niveau », selon la formule traditionnelle et condamnée les réductions opérées depuis 1982 en matière de prestations maladie. Elle a décidé, pour lutter contre « l'esprit du temps », de lancer un « manifeste pour la sécurité sociale » et une grande campagne d'information pour la défense du système actuel de protection sociale.

De notre envoyé spécial

« Refusons toute forme de régression sociale » a répondu en écho M. Mitterrand, rappelant la nécessité du « combat » pour « la défense de la solidarité, la défense de la protection sociale que nous devons mener sans relâche, alors qu'on entend dire qu'il serait plus commode d'avoir une assurance individuelle pour les riches et les bien portants et une sécurité sociale pour les pauvres et les malades ». Si la mutualité ne peut, en raison du principe de liberté d'adhésion, avoir un monopole de la couverture complémentaire, « la concurrence doit être normalisée par des règles qui rendent impossibles de sélectionner vers les bons et les mauvais risques et une moralisation de la publicité sur la santé et la retraite », a souligné le président de la République.

Mais le congrès axé sur le thème de la solidarité, ne s'est pas tenu au rapport tables de la loi. Dans la liste de ses « priorités » pour les trois ans à venir, la FNMF a décidé de porter une attention particulière à deux catégories : les chômeurs et les jeunes. Pour les chômeurs, il s'agit surtout de leur maintenir la couverture complémentaire, en prenant en charge leur cotisation mutualiste. Des initiatives de ce genre ont été prises par plusieurs sociétés mutualistes. Mais un fonds national spécifique pourrait être constitué, notamment pour les « fin de droits », alimentés par une cotisation particu-

lière. L'usage serait décidé à la base : les sociétés mutualistes locales choisiraient qui pourrait être pris en charge, dans quelle proportion et pour combien de temps.

Cette priorité a aussi trouvé un écho dans le discours du président de la République, qui a souligné que « le pays (et pas seulement l'État) apporte la sécurité et espoir » aux chômeurs de longue durée ou en fin de droits, ainsi qu'aux femmes seules sans ressources après avoir « élevé leurs enfants avec les allocations familiales... ».

Pour les jeunes, l'objectif est double : apporter une aide, et leur faire connaître la mutualité.

Concurrence

Dans une période où la « mutualisation » devient plus difficile après une période d'expansion - certains parlent même de « démutualisation » pour certaines régions - il s'agit de ne pas perdre un adhérent pas suite du chômage, et d'en recruter en étant capable de répondre à des besoins nouveaux.

Face à la concurrence des assurances, mais aussi des caisses de retraite, qui apparaissent dans certains cas plus rentables, on a souhaité une attitude « offensive » des mutualités. La révolution finale prévue - « certaine souplesse permettant une adaptation aux besoins ». Cette adaptation peut se traduire - c'est déjà le cas ici ou là - par des coti-

tions différentes pour les jeunes (ou au contraire selon l'âge d'adhésion) et des « produits » nouveaux.

Cette surveillance des priorités répond également à la nécessité d'une gestion plus rigoureuse pour éviter les difficultés survenues dans certaines unions départementales.

De telles difficultés contribuent à créer des tensions nouvelles entre les sociétés mutualistes. Or, malgré le « pacte d'union » adopté en mai 1984 par la FNMF, il n'est pas toujours facile de faire vivre ensemble des groupements aussi divers ainsi certaines mutualités locales se plaignent-elles de la concurrence de grandes mutualités d'entreprises ou de sociétés patronales - que celles-ci leur enlèvent des adhérents ou qu'au contraire elles leur « abandonnent » des mutualistes âgés. D'autre part, comme le soulignait un congressiste : « Avoir une rigueur de gestion, une surface technique et financière, et un service efficace, c'est la meilleure façon de résister à la concurrence extérieure. »

GUY HERZLICH.

(1) Six ministres et un secrétaire d'État étaient présents en 1982, deux ministres et quatre secrétaires d'État en 1985.

(2) La mutualité va aussi créer cinq mille « travaux d'utilité collective » (TUC).

UN SECOND CONGRÈS

L'assemblée générale de la FNMF le 30 mars dernier a décidé d'élaborer un double partenariat avec la Fédération nationale des mutualités de travailleurs (FNMT) : proches du PC ou de la CGT, les mutualités et les groupements qui conservent cette double appartenance ont rejoint la Fédération des mutualités de travailleurs (FNMT) : proches du PC ou de la CGT, les mutualités et les groupements qui conservent cette double appartenance ont rejoint la Fédération des mutualités de travailleurs (FNMT).

Vingt sociétés ou groupements des Bouches-du-Rhône, du Var et de la région Rhône-Alpes excusés ont organisé aux mêmes dates à Lyon un « congrès de l'unité », dont le déroulement s'est fait calqué sur celui de la FNMF.

Un millier de personnes le jeudi 30 mai, quelques centaines par la suite ont participé à ce congrès. Selon ses animateurs, plus de trois cents sociétés mutualistes y étaient représentées : de fait, en raison de la diversité des mutualités et de l'adhésion des différents échelons mutualistes, un certain nombre de délégués au congrès FNMF ont fait la navette entre les deux.

Le journal rédigé par les animateurs du « congrès unitaire » s'est offert publiquement de mettre à la fois en évidence les préoccupations communes de part et d'autre et la différence (ou l'antagonisme) des dirigeants de la FNMF - le langage étant nettement plus militant dans les débats du « congrès unitaire ». Les « unitaires » ont reproché à la FNMF une centralisation excessive, refusant par exemple toute obligation pour la cotisation au fonds pour les chômeurs, ou les priorités prévues en matière d'ouvrages sanitaires et sociaux, réclamant une autonomie des sociétés locales et des unions départementales.

I.G.C.
Institut supérieur
de marketing, de distribution
et de communication

Cycle complet sur 3 ans

L'I.G.C. s'adresse aux jeunes gens souhaitant se destiner aux emplois supérieurs dans les entreprises industrielles, les entreprises de produits grand public, la distribution, les agences de publicité, et toutes les organisations pour lesquelles le marketing, la publicité et la communication sont les éléments essentiels du développement.

• Admission en première année : baccalauréat + concours d'entrée ;
• Admission parallèle en deuxième année : B.U.T., B.T.S., D.E.U.G.
CONCOURS D'ENTRÉE A L'I.G.C. : Juin - Juillet - Septembre

Année intensive de marketing
Cycle spécialisé sur 1 an

Pour les diplômés de l'enseignement supérieur ;
En fin d'étude dans le cadre de leur vie professionnelle.
Options : • Pharmacie - Médecine, • Distribution - Achats • Communication.

I.G.C. INSTITUT GEORGES CHETOCHINE
Établissement privé d'enseignement supérieur
Inscriptions, renseignements et brochures détaillées sur demande

1, rue des Mathérets 20, boulevard Eugène-Daruelle
92500 RUEIL-MALMAISON 69003 LYON
Tél. : (1) 708 27 27 Tél. : (7) 662 94 66

BIBLIOTHÈQUES DISCOTHEQUES DE LA VILLE DE PARIS
Jeunesse
Livres • Disques • Cassettes
Ouvertes du mardi au samedi
Renseignements : MAIRIE DE PARIS, direction des affaires culturelles
37, rue des Francs-Bourgeois, Paris (4) - tél. : 214.22.02

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

3^e CYCLE MANAGEMENT AVANCE

9 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement : 28 juin 1985

Nom _____
Age _____
Diplôme _____
Adresse _____

souhaite recevoir une brochure détaillée du 3^e cycle Management avancé

IGS
63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
Établissement privé d'enseignement supérieur

EMPORTEZ VOTRE PROFESSEUR CHEZ VOUS !

Venez découvrir chez CMG la micro-informatique HP 150 pendant 2 jours et repartez avec un HP 150 pour parfaire vos connaissances pendant 1 mois.

Le stage CMG vous aidera à améliorer votre efficacité personnelle dans l'exploitation de vos fichiers commerciaux, l'établissement des tableaux de bord de votre société, la présentation graphique.

Ces 2 jours vous permettront de profiter ainsi de l'expérience acquise par l'un des plus importants distributeurs de micro-informatique professionnelle en France.

Programmez votre succès informatique en participant au Stage CMG.

Si vous désirez des informations sur les stages « Emportez votre professeur chez vous » aux dates suivantes :

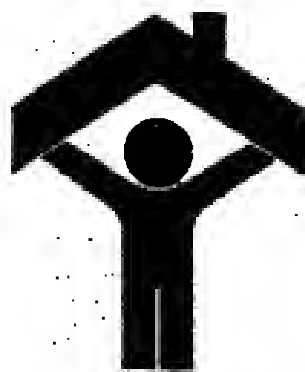
- les 20 et 21 juin,
- les 23 et 24 juillet,
- les 22 et 23 août,

contactez Marie-Annick BARONNET au (6) 446.12.12.

CMG Distributeur agréé **hp**

Av. du Paraná - Z.A. de Courtabœuf - BP 38
91948 Les Ulis Cedex - Tél. : (6) 446.12.12 - Téléc. 6624.49F

NOTE D'INFORMATION



crédit foncier de france

Société anonyme au capital de 973 260 000 francs
Siège social : 19, rue des Capucines, PARIS 1^{er} - R.C.S. PARIS B 542 029 848

EMPRUNT JUIN 1985

Emission d'un emprunt d'un montant total de 4 milliards de francs
représentés par 800 000 obligations foncières de 5 000 F nominal

Caractéristiques de l'émission

PRIX D'ÉMISSION : le pair, soit 5 000 F par titre.
DATE DE JOISSANCE ET DE RÈGLEMENT : 17 juin 1985.
DURÉE TOTALE : 15 ans.
DURÉE DE VIE MOYENNE : 13 ans 10 mois (amortissements moitié par tirages, moitié par rachats) pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement normal.
INTÉRÊT ANNUEL : 11,80 %, soit 580 F par titre.
TAUX DE REMBOURSEMENT ACTUEL (AU 17 JUIN 1985) : 11,80 %.
AMORTISSEMENT NORMAL : en cinq tranches égales à la fin des 11^{es}, 12^{es}, 13^{es}, 14^{es} et 15^{es} années, soit par remboursements au pair (pour au moins la moitié des titres à amortir), soit par rachats en Bourse.
AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : exclu, sauf par rachat en Bourse.
PRODUIT NET DE L'EMPRUNT : estimé à 3 940 millions de francs compte tenu de la rémunération des intermédiaires et des frais légaux et administratifs.

FORME DES TITRES

Les obligations seront nominatives ou au porteur, au choix des obligataires.
Ces obligations seront admises aux opérations de la SICOVAM.
Conformément aux dispositions de l'article 94-II de la loi n° 1160 du 30 décembre 1981 (loi de finances pour 1982) et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :
● chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur ;
● chez l'émetteur ou l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.
Les inscriptions en compte interviendront le 26 juin 1985.

RÈGIME FISCAL

Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

En l'état actuel de la législation :

Les personnes physiques domiciliées en France ont le choix entre les modalités suivantes :
● retenue à la source égale à 10 % des intérêts et ouvrant droit à un crédit d'impôt d'égale montant ;
● prélèvement forfaitaire de 25 % libératoire de l'impôt sur le revenu dû à raison de ces intérêts.
Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5 000 F par an et par déclarant accordé aux porteurs de certaines valeurs à revenu fixe.
Placés ou non sous le régime du prélèvement forfaitaire, ils sont par ailleurs soumis à une contribution complémentaire au taux de 1 %.

GARANTIE DES OBLIGATIONS

Les ressources que la Société se procure, notamment par l'émission d'obligations foncières, ne peuvent dépasser le montant des prêts fonciers qu'elles financent ; il est procédé, en cas d'échec, au remboursement des obligations ou des autres ressources dans une proportion telle qu'elles n'excèdent jamais les capitaux restant dus sur les prêts.
Par ailleurs, les créances provenant de ces prêts sont affectées, par privilège, au remboursement des obligations et des autres ressources ayant servi au financement des opérations considérées.

En application de ces dispositions, les obligations de la présente émission seront gagées par les prêts fonciers de la Société.

COTATION

L'admission à la cote officielle de la Bourse de Paris sera demandée ; les titres y seront négociables à compter du 19 juin 1985.

SERVICE FINANCIER

Pendant toute la durée de l'emprunt, la Société tiendra à la disposition de toute personne qui en fera la demande, le liste à jour des établissements chargés du service financier.

SOUSCRIPTION

Ouverte à partir du 3 juin 1985, au Siège, dans les directions et agences du Crédit foncier, auprès du Crédit Agricole, des banques, des agents de change, des comptables du Trésor, des PTT et des Caisses d'Épargne.

Perspectives d'avenir et but de l'émission

La loi de finances pour 1985 prévoit le financement de 150 000 PAP dont plus de 80 % sous la responsabilité du Crédit foncier de France.

L'important effort budgétaire qui se manifeste depuis 1981 en faveur de la construction aidée et notamment des PAP a conduit à une augmentation notable des besoins du Crédit foncier en capitaux à long terme, le marché obligataire constituant traditionnellement une des sources majeures de son financement.

Les réalisations prévisibles des nouveaux prêts sur ressources à long terme devraient maintenir en 1985 ces besoins à un niveau élevé.

Il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter substantiellement les résultats ou la situation financière de la Société.

Visa de la Commission des opérations de Bourse

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 87-833 du 28 septembre 1987, la Commission des opérations de Bourse a approuvé, sur la présente note, le visa n° 85-157 en date du 29 mai 1985.

Le rapport annuel de l'exercice 1983 sera fourni sur demande aux souscripteurs, adressée au siège de la Société, 19, rue des Capucines, 75001 Paris. Le rapport annuel 1984 sera disponible à partir du 26 juin 1985.

Personnes qui assurent la responsabilité de la note d'information

A notre connaissance, les données de la présente note d'information sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en étayer la portée.

Le Gouverneur
G. BONIN

Vu pour vérification en ce qui concerne la situation financière et les comptes de la société.

Les Commissaires aux comptes
J.-C. CAILLIAU, M. ANGELI

La notice légale a été publiée au BALO du 3 juin 1985.

Renseignements généraux sur le Crédit foncier de France

Le Crédit foncier de France est une société anonyme française autorisée par décret du 28 mars 1862, dotée d'un statut légal spécial.

Son capital, d'un montant de 973 260 000 F, est réparti entre 59 000 actionnaires parmi lesquels détiennent une participation supérieure à 5 % : la CDC et les entités qui lui sont affiliées (7,3 %), les groupes AGF (5,8 %) et UAP (5,6 %), et le personnel de la société à travers les fonds communs de placement (environ 5 %).

Il a pour objet principal :

- des prêts fonciers, soit avec une garantie hypothécaire de premier rang, soit avec une garantie totale de l'Etat, d'une collectivité territoriale ou d'une chambre de commerce et d'industrie,
- des prêts aux collectivités publiques,
- des prêts à la navigation ;
- et d'apporter en représentation de ces prêts des obligations foncières, communales ou pour prêts à la navigation, et de se procurer toutes autres ressources spécialement affectées à leur objet.

Le Crédit foncier de France intervient également comme auxiliaire des Pouvoirs publics, notamment pour la distribution de primes et le contrôle du respect de la réglementation des prêts conventionnés et du marché hypothécaire. Depuis 1850, son activité a surtout été orientée vers la distribution des prêts à la construction aidée par l'Etat, principalement en faveur de l'accès à la propriété — actuellement les PAP.

Eléments significatifs d'activité depuis trois ans

(en millions de francs)

Autorisations de prêts	1982	1983	1984
- Fonciers	31 893	39 494	43 942
- (dont prêts aidés à la construction)	(30 969)	(37 380)	(42 115)
- Aux collectivités publiques	16	85	223
- A la navigation	14	217	124
Total	31 923	39 796	44 289

Emissions	1982	1983	1984
Emissions obligataires en France	7 000	9 500	13 000
Emprunts directs à long terme	11 918	25 430	25 880
Bons à moyen terme	8 106	3 020	2 842
Emprunts extérieurs	7 181	10 330	8 980
Total	34 206	48 280	48 802

Ces capitaux ont servi à hauteur de plus de 95 % à financer les réalisations et les consolidations de prêts aidés par l'Etat.

Principales données financières

(en millions de francs)

Situation en fin d'exercice	1982	1983(1)	1984(1)
- Total du bilan	140 968	195 714	243 856
- Fonds propres hors provisions et résultats de l'exercice	1 347	1 587	1 646
- Encours total des prêts	120 805	162 938	208 072
- Encours des emprunts obligataires	50 157	69 708	84 578
- Encours de l'ensemble des emprunts, bons et avances	114 591	158 223	202 682
Résultats annuels			
- Produit brut	1 941	2 084	2 502
- Bénéfice avant impôt, amortissements, provisions	918,4	827,1	1 136,3
- Résultat net	138,2	147,8(2)	174,3
- Résultat net par action (en francs)	45,5	30,4(2)(3)	35,6
- Dividende par action (en francs) distribué au titre de l'exercice	31,4	27,6(3)	28,75

(1) Chiffres 1983 et 1984 présentés selon le plan comptable révisé.
(2) Non compris 50,4 millions de plus-values à long terme.
(3) Augmentation de capital en 1983.

Echéancier de la dette à long et moyen terme au 31 décembre 1984

(en millions de francs)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990 et suivantes	Total
● Emprunts obligataires en France	2 823	3 139	3 362	4 845	4 194	44 787	63 150
● Autres emprunts domestiques							
- Long terme	1 585	1 842	2 209	2 727	2 931	66 881	78 175
- Moyen terme	3 585	3 681	3 684	4 373	5 170	4 892	25 385
● Emprunts extérieurs (1)	283	123	1 043	3 595	2 858	25 817	33 719
Total	8 276	8 795	10 288	15 540	15 153	142 377	200 439

(1) Convertis sur la base des parités au 31 décembre 1984. Principale devise d'endettement à cette date : dollar des EUA (55 % du total).

Bilans résumés au 31 décembre

(en millions de francs)
(comptes 1984 non encore approuvés)

ACTIF	1983	1984	PASSIF	1983	1984
- Immobilisations	625	678	- Capitaux propres	2 204	2 281
- Prêts	182 938	208 072	- Provisions pour risques et charges	2 648	3 022
- Effets non mobilisables, titres de participation et autres valeurs immobilisées	5 842	7 378	- Dettes financières et dettes assimilées	175 895	221 215
- Actif circulant et primes de remboursement	25 309	27 828	- Dettes d'exploitation et divers	15 188	17 438
Total	195 714	243 956	Total	195 714	243 956
HORS BILAN					
- Engagements de prêts				46 676	36 575
- Engagements de crédits bancaires				218	179
- Engagements de mobilisation de crédits à court et moyen terme				8 665	7 091
- Cautions accordées				371	303
- Effets endossés ou remis en pension				183	31
Total des engagements donnés				56 114	44 179

SOCIAL

La CSMF accepte les tarifs médicaux et rejette le projet de convention

La partie à trois entre le gouvernement, les caisses nationales d'assurance-maladie et les deux organisations représentatives de médecins, la Confédération française des médecins (CSMF) et la Fédération française des médecins (FFM) vient de prendre un nouveau tour. Paradoxalement, l'assemblée générale de la CSMF, réunie le dimanche 2 juin à Paris, a accepté le projet de convention préparé et discuté par les dirigeants de la Confédération et ceux de la FFM avec les caisses, qui paraissait en bonne voie.

CSMF et FFM avaient réclamé, lors de leur dernière rencontre avec les caisses d'assurance-maladie, le lundi 20 mai, une hausse de 20 % de tous les honoraires médicaux en 1985, alors que le gouvernement

n'accordait que 4,5 % - dont il fallait encore déduire la répercussion de la hausse du tarif de la visite au domicile du malade depuis le 31 janvier. Après de multiples calculs et marchandages sur ce point, le gouvernement a accepté une hypothèse médiane, soit 0,9 % : restaient donc 3,6 % à répartir.

Dans cette répartition, l'assemblée générale de la CSMF, plutôt que de « saupoudrer » complètement, a choisi de favoriser la consultation (du généraliste ou du spécialiste) par rapport aux actes techniques et aux visites à domicile (1). En effet, le gouvernement a fait un geste de bonne volonté attribuant un peu la rigueur sur les tarifs. Il a accepté, si un texte conventionnel satisfaisant était signé avant le 30 juin, d'aménager les frais professionnels des médecins (essentiellement de relever la déduction accordée pour l'amortissement de la voiture, qui serait portée de 35 000 F à 50 000 F) et d'accorder une nouvelle hausse limitée des tarifs en janvier 1986, qui serait consacrée au rattrapage de certains actes (2).

(1) Les hausses proposées sont de 6 % à 7 % sur les consultations, environ 3 % sur les actes radiologiques et chirurgicaux. Aucune hausse n'est prévue pour les actes diagnostiques en « K » ni pour les visites (à l'exception des indemnités kilométriques des médecins ruraux).

(2) Actes en « K », radiologie, indemnités de déplacement des médecins de ville.

Restait à mettre au point le texte conventionnel dans les délais, ce qui ne sera pas facile. A la quasi-unanimité l'assemblée générale de la CSMF a jugé « inacceptable » certaines dispositions permettant aux caisses d'assurance-maladie de « mettre hors convention » un médecin dépassant de « façon abusive » les tarifs ou ayant un comportement « déviant » en matière d'actes ou de prescriptions.

Or le ministère des affaires sociales a manifesté de son côté certaines exigences. La première, rappelée par M^{me} Georgina Dufoix, le 17 mai dernier, concerne la révision de la nomenclature médicale. On peut trouver une procédure préservant les prérogatives ministérielles tout en prévoyant une concertation avec les syndicats médicaux et les caisses d'assurance-maladie, mais le ministère demande aussi la mise en place d'un système informatique permettant de suivre précisément l'évolution des actes techniques : les médecins sont plus réticents sur ce point.

L'autre exigence ministérielle pose encore plus de problèmes. M^{me} Dufoix avait souligné qu'on recherche une rémunération incitant les médecins à ne pas multiplier les actes et par là même contribuant à améliorer la qualité des soins. S'il est exclu de mettre au point une formule dans l'immédiat, le ministère des affaires sociales voudrait que l'intention soit affirmée dans le texte conventionnel. La CSMF est divisée sur ce point.

Peu de jours restent pour trouver des compromis puisque le ministère des affaires sociales a refusé d'accorder une prolongation au-delà du 30 juin.

G. H.

● L'USM dénonce les tarifs médicaux. — L'Union syndicale de la médecine (syndicat qui ne participe pas aux discussions conventionnelles) a estimé que le chiffre retenu par le gouvernement entraînerait une réduction de 3 % à 5 % des revenus nets des praticiens. Elle accuse les autres syndicats médicaux, les caisses d'assurance-maladie et le gouvernement de pousser, sans le dire, les praticiens à passer dans le secteur conventionné à « honoraires libres ». Elle réclame des discussions périodiques portant sur le revenu net des médecins selon une procédure comparable à celle des agriculteurs et des mesures spécifiques pour les jeunes et les praticiens effectuant un petit nombre d'actes.

● Suppression du tiers-payant dans certains départements. — Deux cents personnes ont manifesté, mardi 28 mai, dans le hall de la caisse primaire d'assurance-maladie du Val-de-Marne à Créteil, contre la suppression du tiers-payant pour les analyses de laboratoire prescrites par des médecins de centres de santé lorsque celles-ci ne sont pas pratiquées dans le centre même. Les caisses de l'Essonne et de Seine-et-Marne ont pris la même décision.

La mort de Robert Bothereau

Un syndicaliste de tradition

Robert Bothereau, l'un des fondateurs de Force ouvrière est mort le 31 mai à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans (le Monde du 2-3 juin).

« A cette époque, il y avait la CGT. Les autres », c'était la CGTU. Les chrétiens, on n'en parlait pas. »

M. Robert Bothereau prenait très rarement la parole en public, depuis qu'il avait renoncé au secrétariat général de la CGT-Force ouvrière, en 1963. Mais, ce jour de mars 1976, pour célébrer le soixante-quinzième anniversaire de l'ancien leader, la commission exécutive de la centrale était venue siéger à Orléans, dans la maison des syndicats dont, un demi-siècle auparavant, le vieux militant avait été secrétaire. Et celui-ci retrouvait son troupeau pour faire sentir qu'il n'y avait jamais eu qu'un seul syndicat authentique, la vieille CGT, dont Force ouvrière maintenait la tradition.

Sous les épais sourcils toujours levés, le regard vivait intensément dans un visage lisse, la chevelure grisonnante tirée en arrière. Droit comme un I, Robert Bothereau était toujours autant inflexible dans ses jugements : jamais le communisme ne trouverait grâce devant lui. Et si on lui rappelait qu'en 1943 il avait été, avec Benoît Frachon, l'un des principaux artisans de l'accord du Perreux qui devait sceller la réunification syndicale, il répliquait : « A ce moment-là, il y avait devant nous des Allemands et, à côté, la CGTU. De deux maux, il fallait choisir le moindre. »

Ancien ouvrier mécanicien, tôt engagé dans l'action syndicale, Robert Bothereau avait été appelé à Paris en 1932 par Léon Jouhaux. Le « général » de la CGT était alors dans la période moyenne de sa carrière, à mi-chemin entre l'anarcho-syndicalisme de ses débuts et le futur président du Conseil économique, et futur prix Nobel de la paix.

Lorsque la guerre éclata, en 1939, Robert Bothereau était déjà mobilisé, quand le bureau de la CGT déclara, en septembre, qu'il n'y avait plus de collaboration possible avec ceux qui n'ont pas voulu ou pas pu condamner le pacte germano-soviétique. C'était la seconde scission du monde ouvrier.

Les militants cégétistes s'engagèrent dans le combat souterrain. Robert Bothereau agissait de concert avec Albert Gazier et Louis Seillant. En zone nord, ils publièrent *Résistance ouvrière*, qui deviendra *Force ouvrière* et donnera son titre à l'actuelle centrale. Les premiers contacts avec les syndicalistes communistes se renouèrent en mai 1941. En dépit des arrestations, des prises d'otages, et des fusillades, les ex-confédérés et les ex-unitaires lutèrent souvent au coude à coude contre l'occupant. Ils songeaient déjà au rôle qui reviendrait, à la libération, à un syndicalisme fort.

A la libération tandis que nombre de ses camarades s'engagèrent dans la politique, Robert Bothereau refuse de siéger à l'Assemblée consultative.

Au printemps 1945, le comité confédéral de la CGT - la centrale va bientôt compter cinq millions d'adhérents - engage les travailleurs à répondre négativement au prochain référendum sur la Constitution. Cette incursion sur le terrain politique fut décidée contre l'avis des ex-confédérés et, déjà, les dissensions se repaissaient entre les éléments communistes et ceux qui sympathisaient avec la SFIO ou tiennent avant tout à l'indépendance syndicale.

Lors de la première scission, en 1921, les révolutionnaires avaient quitté la CGT. En 1947, les partisans furent ceux « qui estimaient ne pouvoir supporter la mainmise du Parti communiste sur le syndicalisme français ». Cet état d'esprit restait indélébile chez Force ouvrière.

Au congrès constitutif du printemps 1948, Robert Bothereau est élu secrétaire général. Il le demeurera seize ans, se retirant volontairement, pour laisser la place à M. André Bergeron.

A ce poste, Robert Bothereau fut l'un des artisans de la politique contractuelle qui apporta les régimes de retraites complémentaires, d'assurance-chômage, et autres réalisations sociales gérées paritaire.

Pour avoir longtemps combattu les incursions des communistes dans la vie de la CGT, il se montrait particulièrement sourcilieux devant toutes ingérences des partis et des Eglises, ou toute tentative d'intégration de l'Etat.

Quand le
Crédit National
prête,

cela veut dire
dialoguer,
expertiser,
conseiller,
anticiper,
agir.

Pour un chef d'entreprise, cela signifie plus que de l'argent, n'est-ce pas ?

Crédit National

45, rue Saint-Dominique, 75700 Paris - Lyon - Lille - Marseille - Nantes - Nancy - Bordeaux - Strasbourg - Rouen - Dijon - Toulouse - Orléans - Beauvais - Poitiers - Quimper - Grenoble.

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT

HARTFORD UNIVERSITY
NORTHEASTERN UNIVERSITY

une grande école internationale

- Créé et développé en association avec des universités américaines réputées Hartford U. (Conn.), Northeastern U., Boston (Mass.).
- 3 ans de formation supérieure à la gestion (2 ans à Paris, 1 an aux Etats-Unis).
- 2 diplômes : diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4^e année : obtention du diplôme MBA, Master in Business Administration.

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales
admission possible en 2^e année (DEUG, DUT...)

Renseignements : IFAM, 19, rue Océane, 75015 Paris. Tél. : 734-38-23

Etablissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom : _____ Prénom : _____
Age : _____ 1^{re} langue : _____
Adresse : _____ Tél. : _____

2^e CYCLE DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

INSTITUT DE GESTION
DE PERSONNEL
IGP

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires
d'un DEUG, DUT, BTS ou deux ans de Prépa.

Prochaine session de recrutement : 28 JUIN 1985

Nom : _____
Age : _____
Diplôme : _____
Adresse : _____

IGS souhaite recevoir une brochure détaillée de l'institut de gestion de personnel

63, avenue de Villars, 75017 PARIS
établissement privé d'enseignement supérieur

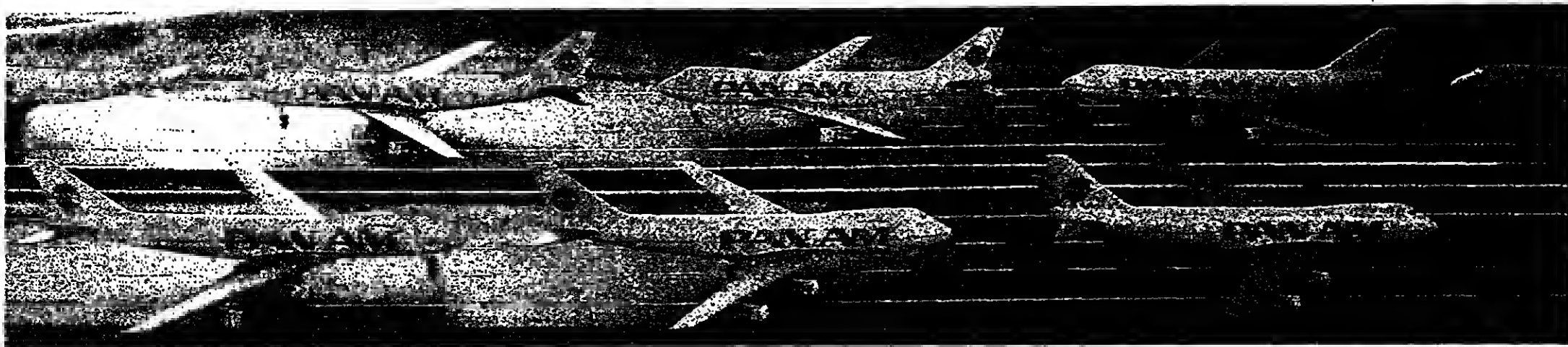
Les habits noirs

L
d'un
H

Avec Delta
et 100 v

هكذا من الأصل

Pan Am ouvre l'autoroute céleste France/USA.



Printemps 1985, la nouvelle flotte Pan Am décolle sous le ciel de France.

Pas moins de 29 nouveaux vols par semaine vous ouvriront la route des USA de la côte Est à la côte Ouest.

C'est un événement.

Au départ de Roissy-Charles de Gaulle, New York 2 fois par jour, Washington 4 fois par semaine, San Francisco via Londres 1 fois par jour, Los Angeles via Londres 4 fois par semaine.

Pour la première fois un vol direct Nice-New York quotidien.

Jamais les hommes d'affaires n'avaient eu tant d'occasions de goûter aux services de Pan Am.

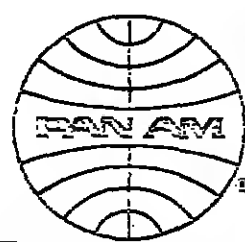
Le Worldport[®] terminal privatif de Pan Am à Kennedy airport, qui vous assure directement les liaisons internationales et intérieures vers 35 villes américaines.

Le Worldexpress qui vous simplifie les opérations de transit grâce à la remise dès le départ de toutes les cartes d'embarquement et un seul enregistrement des bagages.

L'hélicoptère privé de Pan Am qui vous déposera gracieusement, que vous soyez en première classe ou en Clipper Class, dans le centre de Manhattan ou à Wall Street.

Le confort Pan Am : avec nos sièges Sleeperette[®] en première classe, nos six fauteuils de front en Clipper Class, la conception d'un habitacle spacieux mille fois repensé, un service chaleureux et attentif, nous pensons avoir mis toutes les chances de notre côté pour vous accueillir prochainement sur Pan Am.

Pour en savoir plus sur l'autoroute céleste France/USA, appelez votre Agent de Voyages ou Pan Am au 266.45.45.



Pan Am

Rien ne remplacera jamais l'expérience.

AFFAIRES

EN UNE SEULE JOURNÉE

Sept petites banques américaines ont dû déposer leur bilan

En une seule journée, le 31 mai, sept petites banques américaines ont dû déposer leur bilan, ce qui constitue un record dans l'histoire bancaire des États-Unis depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Récemment, M. William Isaac, le président de la Federal Deposit Insurance Corp., l'organisme chargé d'assurer les dépôts bancaires, avait indiqué que le FDIC possédait une liste de 950 établissements éprouvant des difficultés (sur un total de 14 700 banques environ), soit, là aussi, un nombre record.

Sur ces sept banques, quatre sont situées dans l'État du Nebraska. La Bank of Taylor a aussitôt été rachetée par l'Union Bank and Trust, et a ouvert ses portes lundi 3 juin en tant que filiale de cette dernière. Pour les trois autres banques (Fairfield State Bank, Scroggin and Co et Security

State Bank) qui appartenaient toutes à un financier d'Omaha, seul le sort de cette dernière a pu être réglé pour l'instant.

La Security Bank a été reprise par un autre établissement de l'État du Nebraska, la Guide Rock of State Bank. Parmi les trois autres établissements bancaires situés dans l'Iowa, l'Arkansas, l'Oregon et l'Arkansas, deux d'entre eux ont fait l'objet d'une reprise jusqu'ici. Il s'agit de la Bank of Oregon, rachetée par l'Alaska Pacific Bankcorp d'Anchorage, et de la Bank of Los Angeles, qui a fait l'objet d'une restructuration. Ces deux établissements ont rouvert leurs portes le 3 juin. Tous sont confrontés à des problèmes de gestion interne aggravés par la crise qui connaît l'agriculture américaine, leur principal secteur d'activité.

LA CHAÎNE HOTELIÈRE INTER-CONTINENTAL VA INVESTIR 400 MILLIONS DE FRANCS DANS SES PALACES FRANÇAIS

La chaîne hôtelière Intercontinental, filiale du groupe britannique Grand Metropolitan, va investir près de 400 millions de francs en deux ans (sur 1985 et 1986) dans la rénovation de ses quatre palaces français.

Le plus important de ces investissements, selon M. Alain Brière, directeur des ventes d'Intercontinental pour la France, est la rénovation — pour un coût total de 165 millions de francs — des six cents chambres du Grand Hôtel situé place de l'Opéra à Paris. Ce programme de rénovation — l'un des plus importants de l'histoire de l'hôtellerie française — concernera l'installation de l'air conditionné, l'insonorisation et la décoration des chambres et salles de bains. Le nombre de chambres sera réduit à cinq cent trente-sept.

L'hôtel Meurice, en face du jardin des Tuileries, va aussi bénéficier d'un vaste programme de décoration et d'un coquet aménagement du mobilier. Les travaux de rénovation de l'hôtel Intercontinental de Paris, voisin du Meurice, se poursuivront en 1985 avec la décoration et l'aménagement du dernier étage et de la discothèque.

La chaîne Intercontinental (qui a aussi le Carlton, à Cannes) compte quatre-vingt-dix-huit hôtels dans quarante-six pays et inaugurera son établissement de Luxembourg dans quelques jours.

ÉNERGIE

L'OPEP cherche à réagir à l'affaiblissement du marché

Plusieurs ministres de l'OPEP ont réuni depuis le 2 juin à Taïf en Arabie saoudite pour y discuter d'une réduction éventuelle de certains prix pétroliers et des moyens d'atténuer la faible demande enregistrée actuellement ne se traduisant par un effondrement des prix mondiaux.

Aux cinq pays membres du comité de surveillance — Arabie saoudite, Nigéria, Venezuela et Émirats arabes unis — se sont joints quatre autres membres de l'OPEP — Équateur, Irak, Iran et Koweït — ainsi que le Mexique qui n'appartient pas à l'organisation.

Le comité n'a d'autres pouvoirs que de faire des propositions à la conférence de l'OPEP qui doit se réunir le 22 juillet à Genève. Mais déjà, l'Arabie saoudite et le Venezuela auraient exprimé le vœu d'un relèvement des cours du brut lourd. La situation des pays qui dépassent leurs quotas de production (Nigéria, Iran, Gabon, Équateur) devrait aussi être examinée. — (AFP, Reuters.)

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Huit Airbus A-320 pour l'Australie. — La compagnie australienne Ansett Airlines a annoncé la commande de huit avions européens Airbus A-320 et la prise de neuf options sur des appareils supplémentaires. Les livraisons devraient commencer en 1988 ou 1989. Le choix des moteurs n'a pas encore été définitivement arrêté. Avec la nouvelle commande de la compagnie australienne, le consortium européen Airbus Industrie compte soixante-cinq commandes fermes pour le nouvel avion A-320 de cent cinquante places.

● Informatique : nouvel accord entre Bull et NEC. — Le groupe français Bull a signé avec Nippon Electric Co un protocole d'accord en vue d'insérer sur son catalogue des unités centrales japonaises qui renforceront la puissance des ordinateurs DPS-7 de Bull. L'acquisition de ces sortes de « turbo » pour ses machines complète l'accord signé l'an passé par Bull avec NEC et Honeywell, qui portait sur la vente par Bull d'ordinateurs DPS-8 de grande puissance fabriqués, eux, entièrement par NEC.

● Le gouvernement espagnol refuse la vente de Carboneil à Lesieur. — Le gouvernement espagnol a refusé d'autoriser la vente du groupe huiler espagnol Carboneil à la société française Lesieur, et a décidé d'octroyer un crédit officiel de 4,2 milliards de pesetas à deux entreprises espagnoles — Eloua et Borges — intéressées dans l'achat de Carboneil, indique-t-on le 31 mai à Madrid de source officielle. Lesieur contrôle déjà près de 65 % de la société espagnole Kolpe, qui représente 30 % du marché huilier espagnol. — (AFP.)

Étranger

POLOGNE

● Nouvelle dévaluation du zloty. — Le zloty polonais a été dévalué de 15,2 % par rapport au dollar américain et de 14,3 % par rapport au rouble transférable (monnaie d'échange au sein du Comecon), à compter du 1^{er} juin, a annoncé l'agence officielle PAP.

Le zloty s'échange désormais à 159 zlotys pour un dollar (contre 138) et 88 zlotys pour un rouble transférable (contre 77). C'est la sixième dévaluation du zloty depuis 1982.

Grâce à une réduction très importante de ses importations en provenance des pays occidentaux, la Pologne a réussi en 1984 pour la troisième année consécutive à dégager un léger excédent commercial dans ses échanges avec les pays de l'Ouest (1,5 milliard de dollars environ l'année dernière). Mais cet excédent n'a pas suffi à couvrir le service de la dette extérieure. — (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT 11,60% JUIN 1985.

4 MILLIARDS DE FRANCS.
OBLIGATIONS DE 5.000 F
ÉMISES AU PAIR.
TAUX ACTUEL BRUT : 11,60 %
(DATE DE JOISSANCE ET DE
RÈGLEMENT : 17 JUIN 1985).

DURÉE : 15 ANS.
AMORTISSEMENT EN 5 TRANCHES
ÉGALES À LA FIN DES 1^{re}, 2^e,
3^e, 4^e et 5^e ANNÉES.

UNE NOTE D'INFORMATION EST DISPONIBLE SANS FRAIS
SUR DEMANDE : VISA COB N° 85-19 DU 27/05/85
BALO DU 3 JUIN 1985



crédit foncier de france
S.A. AU CAPITAL DE 912.248.000 F. SIÈGE SOCIAL : 19, RUE DES CAPUCINES, 75001 PARIS.

SLIMINCO

Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 29 mai 1985

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 29 mai 1985 sous la présidence de M. Santy de Chalou.

Au cours de cette réunion il n'a été fait état de la situation satisfaisante de la société dont les deux cent soixante-dix opérations totales de 2,1 milliards de francs génèrent 316 millions de francs de chiffre d'affaires en 31 décembre 1984.

Le bénéfice de l'exercice qui s'établit à 113,4 millions de francs après amortissement intégral des frais d'acquisition des immeubles et des frais d'émission de l'emprunt obligataire — pour plus de 30 millions de francs — permettra la distribution d'un dividende de 44 francs par action (sans avoir fiscal) à compter du 12 juillet 1985.

L'exercice 1985 s'annonce favorablement tant en ce qui concerne la production que les résultats.

L'assemblée ordinaire a été suivie de la réunion d'une assemblée extraordinaire qui a statué sur la refonte des statuts rendus nécessaires notamment pour leur mise en harmonie avec la nouvelle réglementation.



Société anonyme
au capital de 22.500.000.000 de F CFA
Siège social : Port-Gentil - BP 524
(République gabonaise)
RC Port-Gentil 126 B

Avis aux actionnaires

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'ELF Gabon se tiendra à Libreville, le 6 juin prochain, pour statuer sur les comptes de l'exercice 1984 et pour décider du dividende à distribuer au titre de cet exercice.

De plus, le président et le conseil d'administration d'ELF Gabon invitent les actionnaires qui n'auront pu se rendre au Gabon à l'occasion de l'assemblée générale — notamment ceux résidents en France — et de manière générale toutes personnes intéressées à une réunion d'information sur l'activité et les résultats de cette société qui aura lieu le :

Lundi 17 juin 1985 à 16 heures
Auditorium de la tour ELF (niveau 1)
2, place de la Coulepe, La Défense 92,
Courbevoie (à proximité du CNIT)
La réunion sera précédée, à partir de 15 heures, d'une projection de films.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
246-72-23, poste 2412

USINOR

USINOR convoque pour le 25 juin 1985 à 15 heures, à La Défense 9, tour Société générale, salle des conférences (2^e sous-sol), une assemblée générale ordinaire appelée notamment à approuver les comptes de l'exercice écoulé du 1^{er} janvier au 31 décembre 1984. À l'issue de cette assemblée se tiendra une assemblée générale extraordinaire à qui sera soumise l'approbation de l'apport par USINOR de sa branche d'activité « produits longs » à la société UNIME-TAL.

Pour assister à ces assemblées, quel que soit le nombre de leurs actions, les actionnaires devront adresser à la société (Immeuble Ile de France, Cedex 33, 92070 Paris La Défense) une demande de carte d'admission qui leur sera délivrée :

— pour les titulaires d'actions nominatives, sans aucune formalité ;
— pour les actionnaires au porteur, sur dépôt, au plus tard le 19 juin 1985 au siège social, des récépissés constatant l'immatriculation de leurs actions dans une banque ou chez un agent de change jusqu'au lendemain de la date de ces assemblées.



Les actionnaires de FINEXTEL réunis le 28 mai 1985 en assemblée générale ordinaire sous la présidence de M. Jacques Lallemand ont approuvé les comptes de l'exercice 1984.

Ces comptes font apparaître, après une dotation aux amortissements et provisions de F 463 201 525,19, un résultat de F 145 663 269,02, en diminution sur celui de l'exercice 1983 qui s'était élevé à F 160 626 511,26.

L'assemblée a décidé, en ramenant le report à nouveau de F 41 622 162,61 à F 27 277 431,63, la distribution d'un dividende de F 20 à chacune des huit millions d'actions constituant le capital social, contre F 22,80 l'an dernier.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 18 juin 1985, en échange du coupon n° 16.

Compte tenu du statut fiscal de la société, le dividende ne donne pas lieu à avoir fiscal.

L'assemblée générale a autorisé le conseil à conclure en une ou plusieurs fois des emprunts obligataires à hauteur de F 500 000 000 en sus des émissions réalisées.

L'assemblée générale a renouvelé pour six années les mandats d'administrateur de M. Jacques Brunet et du Crédit commercial de France ainsi que le mandat de directeur de M. Bernard Caillat, et a ratifié la cession en tant que censeur de M. Guy Le Breton.

Une assemblée générale extraordinaire réunie à la suite de l'assemblée ordinaire a procédé à des modifications statutaires rendues nécessaires pour mettre les statuts de la société en harmonie avec divers textes législatifs ou réglementaires.

Merlin Gerin augmente son capital

- Un des premiers constructeurs mondiaux d'appareillage électrique et électronique.
- 7,5 milliards de CA. en 1985.
- 16000 personnes.
- Un résultat net en croissance de 30 % par an depuis 1980.
- De larges perspectives de développement.

Prix d'émission :
1200 francs par action
1 action nouvelle pour
4 actions anciennes
Jouissance : 1^{er} janvier 1985
Souscription :
du 3 juin au 3 juillet 1985

La maîtrise
de l'énergie électrique



Une note d'information, qui a reçu le visa de la COB n° 85-124, en date du 14 mai 1985, peut être obtenue sans frais au Siège social : rue Henri Tarze 38000 Grenoble et dans les établissements chargés du placement BALO du 27 mai 1985.

UNION INDUSTRIELLE DE CRÉDIT - UIC

L'assemblée générale, réunie le 31 mai 1985, sous la présidence de M. François Caries, a approuvé les comptes de l'exercice 1984, qui font apparaître un bénéfice net de 35 878 358 F.

Elle a adopté à l'unanimité les résolutions qui lui ont été soumises et décidé la distribution d'un dividende de 15 F par action ; ce dividende sera payable, au choix de l'actionnaire, soit en espèces, soit en actions.

En application des dispositions légales, la valeur de l'action retenue pour le règlement du dividende s'établit à 480 F.

Les actionnaires souhaitant obtenir le paiement en actions disposent d'un délai s'étendant du 17 juin au 16 août 1985 inclus pour exercer leur droit d'option.

Dans l'allocution qu'il a prononcée au cours de l'assemblée, le président a notamment déclaré :

« Les fonds propres consolidés atteignent, au 31 décembre 1984, plus de 600 000 000 de francs contre 550 000 000 de francs l'an passé à la même époque. La part de l'Union industrielle de crédit, intérêts minoritaires déduits, étant de 556 000 000 de francs, soit 548 F par action, contre 507 000 000 de francs et environ 500 F par action à fin 1983.

Si l'on tient compte des provisions libres, qui ne sont pas reprises dans la situation nette consolidée, et du bénéfice, c'est plus d'une centaine de francs par action qu'il faut rajouter à ces chiffres, portant l'actif net comptable réel à plus de 650 F pour chaque action.

Après les années difficiles qu'ont été 1981 et 1982, les résultats de 1984 confirment le redressement amorcé l'an dernier puisque le bénéfice consolidé de l'exercice s'élève à 50 600 000 F, contre 39 800 000 F l'année précédente, et même 79 100 000 F, contre 58 700 000 F, si l'on tient compte des provisions libres, soit 78,30 F par action, contre 57,90 F.

Quant à l'exercice 1985, il débute sous de bons auspices ; à fin avril, les résultats de l'UIC sont en progression marquée par rapport à ceux à même date de l'année précédente. Si cette tendance se maintient, elle nous permettra de renforcer nos fonds propres, tout en assurant l'augmentation du dividende, et nous espérons qu'elle donnera l'occasion de nouvelles satisfactions à nos actionnaires. »



Communiqué du Crédit Agricole concernant l'emprunt du Crédit Foncier de France de Juin 1985.

Le Crédit Agricole, associé à plusieurs banques ou établissements financiers, procède actuellement au placement de l'emprunt de 4 milliards de francs émis par le Crédit Foncier de France, soit 800 000 titres d'un montant unitaire de 5000 F.

Cette émission présente les principales caractéristiques suivantes :

- un taux fixe de 11,60 %,
- une durée de 15 ans,
- un amortissement en 5 tranches annuelles égales, après un différé de 10 ans,
- le titre sera coté en Bourse le 19 juin 1985.

Compte tenu du rythme actuel des réservations, le Crédit Agricole présente par avance ses excuses aux épargnants intéressés par cette émission qui ne pourraient obtenir satisfaction.

Le Carnet des Entreprises

● THOMSON SEMICONDUCTEURS

M. Alain DUTHEIL

vient d'être nommé directeur de la division Semiconducteurs discrets de Thomson Semiconducteurs.

Né à Martigues en 1945, ingénieur ESRM (Marseille), Alain Dutheil est entré en 1983 à Thomson Semiconducteurs comme directeur du centre d'études et de fabrication d'Aix-en-Provence après une longue carrière à Texas Instrument, où il était, en 1983, directeur de production de Texas Instrument Portugal.

Pour vos renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-95-52.

Destiné à encourager la recherche universitaire*
LE PRIX DU CRÉDIT NATIONAL (20 000 F)
sera décerné, comme chaque année, au cours du 4^e trimestre

Il récompensera les résultats d'une étude originale, présentée sous forme d'article et portant sur les entreprises.

Un règlement du prix peut être demandé à l'adresse suivante :

Crédit National

Secrétariat du Prix
Département des études, 45, rue Saint-Dominique
75700 Paris.

Date limite de dépôt des candidatures : 1^{er} octobre 1985.

* Les étudiants de 3^e cycle d'une Université française peuvent se porter candidats. Les titulaires d'une thèse d'État ou de 3^e cycle qui ne sont plus étudiants sont également admis à concourir si leur thèse a été soutenue entre le 1^{er} octobre 1983 et le 30 septembre 1985.

En sortant de l'école
Un jour j'ai rencontré
Un beau Chemin
de fer...

(Jacques Prévert)



Un beau chemin de fer, un hélicoptère, une libellule, un vaisseau des étoiles... Les enfants rencontrent leurs rêves sur leur chemin.

Ludoparc, c'est le nouveau domaine de jeux. Plus sûr, plus drôle, plus vivant.

Plus sûr : Ludoparc est construit en éléments plastiques lisses, souples, sans échardes, inaltérables. Chaque semaine, Ludoparc est nettoyé et lavé. Régulièrement, il est contrôlé par Plastic Omnium, sur les normes Véritas : c'est une garantie !

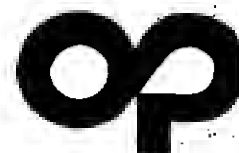
Plus drôle : les éléments modulaires de Ludoparc se combinent pour obtenir des ensembles variés, des combinaisons, sans autre limite que celle de l'inspiration et de la fantaisie.

Plus vivant : quand les enfants ont épuisé toutes les possibilités d'une aire de jeux, un beau jour, Ludoparc se transforme complètement. Et c'est un nouveau territoire plein d'aventures inédites qui s'ouvre à leur imagination.

Ludoparc ne s'achète pas. Les collectivités locales, les écoles le prennent en location. Le contrat comprend la mise en place, les transformations périodiques, les remplacements, le nettoyage hebdomadaire.

Que le Ludoparc ait 50 ou 1000 m², c'est le même service de haute qualité qui le prend en charge : celui de Plastic Omnium, fier de lancer cette innovation. Avec une seule idée en tête : la joie des enfants, dans la sécurité.

LUDOPARC®
Le Rêve dans la rue.



PLASTIC OMNIUM

3, rue du Parc 92305 Levallois-Perret - Téléphone : 739.32.08 - Télex : 620 095.

MARCHÉS FIN

LES BOURSES DE PARIS

LES BOURSES DE BRUXELLES

LES BOURSES DE LONDRES

LES BOURSES DE NEW YORK

LES BOURSES DE TOKYO

LES BOURSES DE HONG KONG

LES BOURSES DE SINGAPOUR

LES BOURSES DE MANILLE

LES BOURSES DE CEBU

LES BOURSES DE BANGKOK

LES BOURSES DE PHILIPPINES

LES BOURSES DE THAILANDE

LES BOURSES DE VIETNAM

LES BOURSES DE LAOS

LES BOURSES DE CAMBODGE

LES BOURSES DE MYANMAR

LES BOURSES DE BURMA

LES BOURSES DE SRI LANKA

LES BOURSES DE MALAYSIE

LES BOURSES DE SINGAPOUR

LES BOURSES DE HONG KONG

LES BOURSES DE TOKYO

LES BOURSES DE NEW YORK

LES BOURSES DE LONDRES

LES BOURSES DE BRUXELLES

LES BOURSES DE PARIS

هذا من الأصل

31 MAI

Indice general	197,8	197,7
----------------------	-------	-------

152,2 millions l'année précédente. Au vu de ces résultats, le sénat prévoit de ne pas modifier le dividende de 1983 de l'ordre de 184 francs (en 1983, il avait représenté 13 F net par action).

MERLIN-GERIN. — Usant de l'autorisation donnée en juin dernier lors d'une assemblée générale extraordinaire, la société, filiale du groupe Empalme, a décidé de verser son dividende de 1983 à 134,7 à 169,4 millions de francs. Cette opération s'effectuera par l'émission de 236 819 actions nouvelles émises au prix de 200 F chacune et à raison d'une action nouvelle pour quatre anciennes. La souscription sera ouverte du 3 juin au 3 juillet.

— **VIA BANQUE.** — La société a réalisé, en 1984, un bénéfice net de 45,02 millions de francs, contre 29,80 millions l'année précédente, le conseil d'administration ayant décidé, par ailleurs, de procéder à l'émission de 1,04 million d'actions nouvelles, au prix de 270 F par titre, cette émission représentant un accroissement de ses fonds propres à hauteur de 281 millions de francs. Le dividende a été fixé à 19 F net par action, soit un revenu global (avoir fiscal inclus) de 28,50 F, contre 25,05 F au titre de 1983.

31 MAI

[illegible][illegible]

c : coupon détaché; * : droit détaché;
o : offert; d : demandé; ● : prix précédent.

[illegible]

MARCHÉ LIBRE DE L'ON

MARCHE OFFICIEL	COURS prix.	COURS 31/5	Achat	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 31/5
Etaats-Unis 15 11	8 382	8 421	8	8 850	Or fin (le gramme)	94500	95000
ECU	6 942	6 945			Or fin (le kilo)	94500	94850
Allemagne 100 DM	304 790	304 850	256	310	Pièce française (20 fr)	593	563
Belgique 100 F	15 143	15 183	14 700	15 800	Pièce française (100 fr)	390	
Canada 100 \$	27050	270 500	280	280	Pièce suisse (20 fr)	545	555
France 100 francs	104 710	104 700	102	98	Pièce suisse (100 fr)	545	545
Grande-Bretagne 100 L	106 030	106 180	102	109	Pièce suisse (20 francs)	545	545
Grande-Bretagne (10 L)	11 985	11 995	11 600	12 350	Souverain	685	685
Grèce 100 drachmes	6 906	6 920	6 400	7 300	Pièce de 20 dollars	4000	3950
Italie 1 000 lire	4 773	4 783	4 600	5 110	Pièce de 10 dollars	2300	2255
Japan 1000 yen	361 820	361 800	500	500	Pièce de 5 dollars	1380	
Suède 100 krona	105 310	105 550	101	106	Pièce de 50 pesetas	3500	3525
Autriche 100 sch.	43 370	43 410	42 800	44 800	Pièce de 10 florins	574	574
Espagne 100 pes.	5 387	5 380	5 300	5 300			
Portugal 100 esc.	3 350	3 350	3 200	3 350			
Canada (5 ann.)	6 787	6 835	6 500	6 800			
Canada (10 ann.)	3 729	3 743	3 590	3 720			

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

- 2. PROCHE-ORIENT
- LIBAN : M. Nabih Barri critique sévèrement la politique de la France.
- 3. EUROPE
- PORTUGAL : l'avenir de la coalition socialiste-social-démocrate est compromis.
- 4.5. ASIE
- 5. AMÉRIQUES

POLITIQUE

6-7. Après de congrès extraordinaires du RPR.

CFM 89

Allô « le Monde » à Paris
720-82-97 et 232-14-14

à Bordeaux

(56) 45-88-55

Lundi 3 juin

Paris à l'heure des droits de l'homme

BERTRAND LE GENDRE et DANIEL JUNQUA répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs. Débat conduit par FRANÇOIS KOCH.

Mardi 4 juin

Allô « le Monde » aura pour sujet : Droite, gauche et enseignement

avec JEAN-MICHEL CROISSANDEAU et PHILIPPE COHEN du « Monde de l'éducation »

SOCIÉTÉ

- 10. La culture derrière les barreaux.
- 11. SCIENCE : les Européens signent un accord avec la NASA.

CULTURE

- 14. EXPOSITION : Sonia et Robert Delaunay au Musée d'art moderne.
- 15. CINÉMA : Les Enfants, de Marguerite Duras.
- 16. COMMUNICATION : le Festival FM de La Rochelle.

LE MONDE ÉCONOMIE

- 17. « Vers une troisième crise de la sidérurgie française ? », par Jacques Lessenne.
- 19. L'ondement du tiers-monde et la fièvre monétariste, par Christian Goux.

ÉCONOMIE

- 40-41. SOCIAL : la fin du congrès des cadres CGT ; la congrès de la Fédération nationale de la mutualité française.
- 42. AGRICULTURE.
- 43. AFFAIRES.

RADIO-TÉLÉVISION (21) Informations Services (21) Mots croisés : « Journal officiel » ; Loto ; Loto sportif.

Amorces classées (22 à 39) ; Carnet (39) ; Programmes des spectacles (15) ; Marchés financiers (47).

Le numéro de « Monde » daté 2-3 juin 1985 a été tiré à 399 431 exemplaires

Le premier magasin de tuesue à droite, en remontant les Champs-Élysées



TISSUS "COUTURE" L'originalité et l'esprit de la mode

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D F G H

SUGGÉRANT LA CRÉATION D'UN GROUPE DE TRAVAIL

Londres confirme son intention de « participer pleinement » au programme Eurêka

Les dernières quarante-huit heures ont vu plusieurs gouvernements et forces politiques européennes donner ou confirmer leur adhésion au projet Eurêka de coopération entre les recherches européennes dans les technologies de pointe.

Tandis que le gouvernement danois, rapporte-t-on de source informée, s'apprête à donner son accord à la proposition française, à Londres, Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, a écrit à son homologue français, M. Roland Dumas, pour lui confirmer que la Grande-Bretagne compte « participer pleinement » à Eurêka.

Dans sa lettre adressée le vendredi 31 mai, le chef de la diplomatie britannique estime que les problèmes à traiter dans ce cadre « ne concernent pas tant la recherche fondamentale que l'utilisation des ressources existantes et l'exploitation du travail de recherche et de développement », lequel doit de toute manière relever du secteur privé, a précisé un porte-parole à Londres. Celui-ci a ajouté que son pays partage l'analyse française selon laquelle l'objectif d'Eurêka est avant tout de combler le fossé technologique entre l'Europe et les États-Unis.

La Grande-Bretagne suggérera que le conseil européen de Milan, à la fin de ce mois, crée un groupe de travail de niveau élevé pour examiner les modalités du projet. On sait

que, pour Londres, la participation à Eurêka n'est pas incompatible avec un soutien à l'initiative américaine de défense stratégique (IDS) et que la Grande-Bretagne a pratiquement déjà donné son accord à l'offre de coopération lancée à ce sujet par M. Weinberger, ministre de la défense.

A Bonn, le chancelier Kohl a salué, le samedi 1^{er} juin, les déclarations faites la veille au Salon du Bourget par M. Mitterrand, pour qui le projet Eurêka « est en bonne voie », et la France et la RFA forment « un couple indispensable et indissociable ». Selon le porte-parole du gouvernement ouest-allemand, ces propos « prouvent que la rencontre de Constance a permis un progrès important pour la coopération européenne et franco-allemande, contrairement aux premiers jugements des médias ». « En particulier, pour Eurêka, a ajouté ce porte-parole, la coopération a jusqu'à présent très bien fonctionné ». De son côté, le comité directeur du parti libéral FDP, réuni dimanche en Rhénanie-du-Nord-Westphalie sous la présidence de M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, s'est prononcé contre une participation isolée de Bonn à l'IDS américaine et a apporté son appui à Eurêka, nous signale notre correspondant. « Nous sommes persuadés », disent notamment les cent vingt-

cinq membres de ce comité, que les dispositions du gouvernement français à coopérer étroitement avec nous dans tous les domaines représentés réellement pour l'Europe une heure de vérité que l'on ne doit pas laisser passer ».

On s'attendait que le projet Eurêka soit évoqué au cours de la rencontre qu'ont eu lundi et mardi à Luxembourg les ministres de la recherche de la Communauté européenne, même si ce sujet ne figure pas officiellement à l'ordre du jour. Du côté français, le groupe formé autour de M. Claude Arnaud, ancien ambassadeur à Bonn et à Moscou et actuellement chargé de mission auprès de M. Dumas, poursuit une série d'entretiens exploratoires dans les capitales européennes.

● Prochaine tournée européenne de M. Bush. Le vice-président américain, M. George Bush, fera une visite de travail en Europe occidentale, probablement à la fin du mois de juin. Des étapes en Grande-Bretagne, en France, en République fédérale, en Belgique et aux Pays-Bas figurent au programme de ce voyage, dont l'objectif, indiquait dimanche 2 juin le Washington Post, serait notamment de dissiper la « confusion » qui a pu naître chez « les responsables européens à propos de l'ampleur, du coût et des conséquences » du programme IDS. — (AFP)

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. Pères affirme que le retrait du Liban sera « complètement terminé » cette semaine

De notre correspondant

Jérusalem. — Pratiquer l'union nationale, en Israël, « ce n'est pas simple ». En gissant cet avertissement au cours du « Club de la presse » d'Europe 1 diffusé — depuis Jérusalem — dimanche soir 2 juin, M. Shimon Pères, premier ministre travailliste, reconnaissait une simple évidence : le partage du pouvoir avec le Likoud l'empêche souvent de gouverner selon ses desirs.

Pour M. Pères, l'alliance forcée avec la droite présente néanmoins un avantage essentiel : les décisions du cabinet, une fois adoptées — la bourseuse ou non — sont moins facilement contestables. Est-ce si sûr ? Toujours est-il que le chef travailliste croit à son propre gouvernement de trois grandes initiatives : le retrait du Liban, les « changements dans la politique d'implantation » en Cisjordanie, la relance du dialogue avec l'Égypte. Bref, selon lui, que l'union nationale n'est pas vouée à la « paralysie ».

Cette semaine, confirme M. Pères, la guerre israélo-arabe au Liban sera complètement terminée. Il n'y aura plus aucune unité de l'armée israélienne sur le sol libanais. « Combien d'officiers resteront auprès de l'Armée du Liban du Sud du général Lahad ? » Aucun chiffre n'a encore été fixé. Quelques dizaines, peut-être un peu plus. M. Pères doute que les libanais puissent retourner au Sud, car les « chutes sont contre ».

Naguère favorable à la création d'une commission d'enquête pour établir les responsabilités dans la genèse du conflit, M. Pères a renoncé à ce projet qui, reconnaît-il, sonnerait le glas de l'union nationale. « Cela ne vaut pas la peine d'y consacrer notre énergie. De toute façon, j'ai fait mes comptes. La majorité des députés y sont hostiles. Avec vous en France, enquêtés après chacune de vos guerres ? Après l'Indochine, l'Algérie ? »

S'agissant du problème palestinien, M. Pères rappelle son hostilité

à la tenue d'une conférence internationale associant l'URSS aux efforts de paix. Il ne croit pas que Moscou soit prêt à accepter les six conditions posées par Washington en préalable à une telle conférence. « Si les Russes acquiescent à toutes ces demandes américaines, nous vivrions dans un paradis diplomatique ».

Avec qui est-il disposé à négocier ? D'abord avec le roi Hussein. « C'est un homme qui recherche la paix et pour qui j'ai beaucoup de respect », dit-il, « mais, côté palestinien, avec des authentiques représentants » de la population. « Il y a des gens sérieux en Cisjordanie. On peut les trouver. Je pourrais vous donner une liste. Mais ce n'est pas moi de les nommer. Cela semblerait étrange. Il faut distinguer l'OLP et les Palestiniens. Arrière à la paix et à la violence. On ne peut à la fois discuter et tirer ».

Le réchauffement avec l'Égypte ? M. Pères admet qu'il ne pourra rencontrer M. Mubarak avant l'annonce d'un règlement du litige frontalier de Tabá. « Une telle rencontre, ajoute-t-il, n'est pas un but en soi. L'économie ? Israël doit choisir entre une inflation très forte et un chômage très lourd. Les relations avec la France ? Elles sont meilleures. Le président Mitterrand est très courtois de la situation en Israël, avec lui, les rapports sont faciles, ouverts et amicaux ».

J.-P. LANGELLIER.

UNE ÉLECTION CANTONALE

AVEYRON : canton de Saint-Rome-de-Tarn (1^{er} tour). Inscr. : 2896 ; vot. : 2106 ; suffr. expr. : 2032. MM. Laussel, UDF, PR, 1169. ELU : Daures, div. d., 550 ; Hocquet, PS, 248 ; M^{me} Gineste, PC, 65.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Jean Barrau, div. d., décédé le 28 mars dernier. Il avait été élu conseiller général de ce canton dès le premier tour des cantonnales de mars 1982 avec 1608 voix (71,84 % des suffrages exprimés) contre 518 à M. Hocquet et 112 à M^{me} Gineste, pour 2238 suffrages exprimés, 2332 votants. Il y avait 3021 électeurs inscrits.

M. Gérard Laussel, soutenu par la majorité départementale, a été élu dès le premier tour. Agé de trente-neuf ans il détenait jusqu'ici aucun mandat, mais son père avait été conseiller général de ce canton de 1945 à 1958.

Les deux candidats de gauche, déjà présents lors du scrutin de mars 1982 ont obtenu des résultats bien inférieurs. La candidate du PC, M^{me} Gineste a perdu près de deux points (1,81) et le candidat socialiste, M. Hocquet en a perdu près de onze (10,94).

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS À PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS Réception et réexpédition du courrier Permanence téléphonique / permanence télégraphique Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Sur le vif

Pièges

Vous savez qu'avant d'être mise au coin, ici, à la dernière page, j'ai tout fait dans ce journal. Y compris le ménage. Je croyais bien connaître mon métier. Je me trompais. Moi qui ai si souvent tenu le rôle de l'interviewé, il me manquait l'expérience de l'interviewer. La semaine dernière, je me suis retrouvée en face de certains de mes confrères de la radio. C'est eux qui posaient les questions. Et je me suis rendu compte, à cette occasion, qu'il n'y a pas trente-six façons de faire parler les gens, de leur arracher des déclarations ou des confidences exclusives et fracassantes. Il y en a trois.

Il y a la méthode dite à la Lise Elina, du nom d'une journaliste absolument géniale, qui jouait les Bécassines. Exemple : Bonjour monsieur Tapin. Vous vous appelez pas Tapin ? Tiers, pourtant, j'avais bien marqué... Ah ! Ce que je suis bête... m'sieur Tapin. C'était mal écrit. Alors, Bertrand Tapin, pardon, Bernard, ça commence quand votre prochain spectacle à l'Odéon ? Vous pensez pas à l'Olympia ? Au Zénith alors ? Dans votre prochain numéro avec les Cocoriffs, on vous verra comment ? En slip, en bustier ou en collants ?

Il y a la méthode dite à la Anne Gaillard, avant qu'elle ne se fasse mouchar par Mitterrand. Attaque en force et en féroce. Exemple : C'est quoi, Jean-Luc

Godard, que vous mettez dans vos films pour qu'ils soient aussi indigestes, aussi écœurants de cornues et de sauteuses ? Sur-tout le dernier. Là, sur l'édu-quette, je lis : 30 % de Johnny Hallyday. Il y a tromperie sur le marchandise. En prenant sur le billet, les gens croient acheter un euphorisant. En fait, vous leur vendez un somnifère.

Il y a la méthode dite à la Jacques Chancel. C'est la plus traître. Elle consiste à enlever la tête de l'interlocuteur avec une pompe à vélo. A petits coups énergiques et répétés de commentaires enthousiastes. Exemple : A la page 172 de votre recueil d'articles, des articles extraordinaires, fabuleux, je lis : pousse-toi de là que je m'y mette ! Car vous écrivez comme ça, Claude Sarrault, vous écrivez pousse-toi de là. C'est admirable. Dites-moi, est-ce le fruit d'une soudaine inspiration ou, au contraire, d'une lente maturation ?

A quoi, complètement grisé, anivré, j'ai répondu, excusez du peu, que la langue perdue, ça se compose comme de la musique et que celle de Céline c'était de la binaire à côté. Son œil bleu, arnué, malicieux, s'est mis à cligner : attention, danger ! J'ai essayé de me rattraper aux branches. Trop tard. J'étais tombée dans le piège. La générosité, ça ne pardonne pas.

CLAUDE SARRAUTE.

DANS LE NEUVIÈME ARRONDISSEMENT

Un inspecteur de police parisien inculpé de vol et de complicité de proxénétisme

Georges Cosimi, quarante-quatre ans, inspecteur principal au commissariat de police judiciaire de la Chaussée-d'Antin à Paris (9^e), a été inculpé de vol et de complicité de proxénétisme et écroué, samedi 1^{er} juin, à la prison de Fresnes.

Cosimi avait été interpellé lors d'une enquête ouverte par l'inspection générale des services (IGS) de la préfecture de police, à la suite de diverses informations faisant état de détournements d'argent et de bijoux lors d'« enquêtes-décès », ces constatations faites par le commissaire du quartier ou son représentant après une mort naturelle, notamment quand le corps du défunt doit être transporté en province. L'inspecteur Cosimi est également accusé d'avoir, en connaissance de cause, aidé sa compagne à louer un studio à une prostituée.

Cette affaire fait grand bruit au sein de la police judiciaire parisienne, en raison tout à la fois de son ampleur et de la personnalité de l'inculpé. Sept autres fonctionnaires de ce commissariat — qui en compte une vingtaine — ont été entendus par M. Depoussier, ont été entendus par l'IGS et pourraient être à nouveau. Certains d'entre eux pourraient être l'objet de sanctions administratives.

Selon un inspecteur de police parisien, « le laxisme régnait dans ce commissariat. Dans le milieu des policiers en civil, le commissaire était surnommé « Ripoussier ». Cette affaire pose, en fait, le problème du contrôle des commis-

saire de quartier par la hiérarchie de la police judiciaire ».

D'autre part, l'épouse de Georges Cosimi, Joyane, animait, depuis 1982, une « Association pour le respect des droits des policiers et de leurs familles » dans le 9^e arrondissement. L'inspecteur principal était au domicile de l'inspecteur principal à Nanterre. Dans une lettre ouverte, largement diffusée parmi la police parisienne et intitulée le Point de vue d'une future veuve, Joyane Cosimi s'en était prise violemment au garde des sceaux et à la politique du pouvoir en matière de sécurité.

(Publicité)

Peut-on réussir dans la vie simplement en développant sa mémoire ? ou l'étrange histoire d'un grand avocat

En ce jour de vacances d'été, qu'étais-je venu faire, avec mes 18 ans, dans ce grenier ouaté de poussière et de silence ? Debors, le reste de la bande s'ébattait dans la piscine de cette grande et belle demeure où m'avait invité mon ami François. Mais je ne m'étais jamais senti très à mon aise dans la compagnie des autres.

Alors, j'étais là, au milieu de ces meubles qui avaient cessé de plaire, je détaillais l'œuf curieux des souvenirs d'une vie qui, visiblement, avait été brillante. J'avais plusieurs tiroirs et tiroirs dans l'un d'eux un petit livre que je feuilletais machinalement.

Mais bientôt, m'asseyant sur l'œuf grippant d'une panetière, je continuai ma lecture. Page après page. Négligent même la lumière du jour qui baissait.

Dans ce livre j'apprenais que tout le monde possède une mémoire fantastique, mais que seuls quelques-uns savent l'utiliser. J'étais sceptique, bien sûr, mais une méthode simple était décrite. Ce qui me conduisit à prendre un vieux annuaire du téléphone oublié là, pour constater qu'en suivant la méthode, effectivement, j'étais capable après une seule lecture attentive de tout retenir : les noms, les professions et les numéros de téléphone de deux colonnes d'abonnés.

Oserais-je dire qu'alors je me pinçai, avant de me livrer à d'autres expériences. Mais toutes furent aussi convaincantes. Et je pus même vérifier que, trois heures après avoir simplement lu 83 numéros de téléphone (ce que j'avais comptés), je n'en avais toujours oublié aucun.

C'était tellement étrange que, ce soir-là, je m'endormis tard. Attendant le lendemain et le chant du premier merle qui, avec un jour nouveau, me dirait que j'avais rêvé.

Or j'avais tort. Tout était toujours dans ma tête. Et la fin des vacances, pour cela, ne fut transformée.

Mon ami François me dit : « Mais on t'a chingé ! » La bande me découvrit comme elle ne m'avait jamais vu. Je n'osais pourtant rien de plus. Simplement j'étais autre, inatoutable et serein. Répondant du tac au tac, après avoir eu si souvent que l'esprit de l'escalier.

Plus tard, à la rentrée, moi qui peinais jusqu'alors sur mes cours de droit, je sus maîtriser les dates des lois et les articles du Code. J'apparis même l'anglais ca quelques mois.

A partir de cette simple méthode, je me souvenais de tout : des visages, des noms, des musiques, de poèmes entiers dont spontanément je pouvais dire quel-que extrait dans un dîner en ville.

Depuis, le temps a passé. Même les médias m'accrochent aujourd'hui l'autorité que donnent conjointement le talent et l'assurance et j'écris cet article pour rendre hommage à un être exceptionnel, qui a révélé en moi l'homme qui était au-delà de l'homme.

Si vous voulez savoir comment obtenir les mêmes résultats et acquérir cette puissance mentale, il est encore notre meilleure chance de réussir dans la vie, priez simplement l'éditeur de vous envoyer « Les Lois Éternelles du Succès ».

« Les Lois Éternelles du Succès ».

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 635 - 6, place Saint-Pierre, 84028 Avignon Cedex, France, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Éternelles du Succès ».

Nom _____
Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____
Age _____ Profession _____
Aucun démarcheur ne vous rendra visite

500 من الأمل